

هنا من ليد



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue de l'Alban, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13909 4,50 F

MARDI 17 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La prudence du pape en Asie

Le cinquième voyage du pape en Asie qui s'est achevé lundi 16 octobre à l'île Maurice, dans l'océan Indien, n'a pas été une partie de plaisir. En Corée du Sud et en Indonésie, Jean-Paul II a retrouvé les principaux défis du continent : séquences de la décolonisation comme au Timor-Orient, concurrence entre les zones de croissance et de pauvreté, entre les régimes démocratiques et communistes, entre les grandes religions non chrétiennes (bouddhisme, hindouisme, islam) et un catholicisme qui ne prospère guère qu'en Corée du Sud, au Vietnam, aux Philippines, n'ayant pas 65 millions de baptisés sur 3 milliards d'Asiatiques.

Le premier but de tels voyages est évidemment de conforter des Eglises lointaines, isolées, fragiles. En Corée du Sud, le christianisme est jeune, vivant, vigilant sur tout ce qui touche à la justice sociale et aux droits de l'homme. En Indonésie, il représente moins de 10 % de la population, soit une goutte d'eau dans un océan musulman. Certains groupes fondamentalistes tentent d'introduire une législation inspirée par un islamisme pur et dur. Des frontières se ferment aux missionnaires étrangers. L'Indonésie n'en reste pas moins un pays d'islam convivial et d'équilibre religieux garanti par la Constitution. Jean-Paul II en a profité pour lancer de nouveaux messages de sympathie à la communauté musulmane.

De ce nouveau déplacement du pape en Asie, on retiendra une confirmation et une déception. Comptable des intérêts des communautés chrétiennes rattachées au régime chinois (Eglise « patriotique ») ou fidèles à Rome (Eglise « clandestine »), Jean-Paul II s'est déclaré, pour la première fois publiquement, prêt à visiter la Chine. Malgré le dernier « printemps rouge » de Pékin, le Vatican entend poursuivre ses tentatives de rapprochement.

La visite au Timor-Orient ressemblait fort à un piège. Invité des autorités indonésiennes, le pape s'est abstenu de condamner un pays qui occupe l'ancienne colonie portugaise depuis 1975 et a noté dans le sang toute résistance, éliminant près de 200 000 personnes, soit un dixième de la population. Au demeurant, Jean-Paul II a pris le risque de décevoir la population catholique timoraise, qui, avec son clergé et un évêque très engagé, espère des homélies plus musclées contre la répression et en faveur de l'autodétermination.

RÉPUTÉ avoir contribué au renversement de régimes forts en Haïti et aux Philippines, le pape aurait-il, cette fois, péché par excès de prudence ? Les plaidoyers en faveur des droits de l'homme et des minorités opprimées n'ont pas manqué, mais sans doute sont-ils apparus plus dilués. A Séoul, il n'a rien dit de la multiplication des emprisonnements politiques. A Djakarta, il n'a pas fait mention de la corruption, ou de la peine de mort, qui se banalisent. Ce voyage en Asie a montré la difficulté de concilier une parole éthique, universelle, avec les impératifs d'une diplomatie moderne et planétaire, soucieuse de sauvegarder les intérêts d'un christianisme très minoritaire dans cette région du monde.

M 0147 - 10170 - 4,50 F



Malgré les déclarations rassurantes des autorités monétaires

Les marchés européens en baisse le dollar en recul, le franc affaibli

Les marchés financiers asiatiques et européens ont subi, lundi 16 octobre, le contrecoup du mini-krach de Wall Street de vendredi. Après la chute de 7 % de la Bourse de New-York le 13 octobre, Tokyo a enregistré, lundi, une baisse des cours de 1,8 %.

Les marchés européens étaient beaucoup plus affectés. En baisse à l'ouverture de 7 % à Londres et à Francfort, et de près de 10 % à Zurich et à Madrid. A Paris, l'afflux d'ordres

de vente de la part de petits actionnaires a rendu impossibles les cotations dans la matinée de lundi, les valeurs perdant près de 10 % en moyenne. Sur toutes les places, le dollar était en baisse et le franc affaibli.

Tout au long du week-end, les dirigeants monétaires et financiers des sept grands pays industriels avaient multiplié les déclarations rassurantes.

Après la secousse qui a ébranlé la Bourse de New-York, vendredi (une chute de 190 points, soit 7 % de l'indice Dow Jones des valeurs américaines), les marchés asiatiques et européens ont enregistré des baisses sensibles lundi. Ainsi, dans le Pacifique, la Bourse de Wellington (Nouvelle-Zélande) a baissé de 11 %. Les reculs atteignent 7 % à Sydney et 5,5 % à Hongkong. L'indice Nikkei de

la Bourse de Tokyo n'a cependant baissé que de 1,84 %. En Europe, les marchés ouvraient en net repli, avec des situations particulières à chaque fois. A Paris, les cotations étaient suspendues dans la matinée. La baisse des cours y frôlait les 9 %.

Dès samedi, la concertation avait joué entre gouvernements et banques centrales pour essayer d'éviter la répétition du

«lundi noir» du 19 octobre 1987. A Washington, M. Richard Darman, directeur du budget, avait indiqué que les autorités monétaires «feraient ce qu'il faut» pour empêcher un nouveau krach.

Lire les articles de nos correspondants aux Etats-Unis JAN KRAUZE et SERGE MARTI, page 23 - section B, et nos informations page 34 - section C.

Le programme de l'UNESCO

Un entretien avec le directeur général page 7

Télévision : bilan du MIPCOM

Les ambitions européennes des télévisions se heurtent aux frontières économiques, linguistiques et à la fragmentation du marché page 13 - section B

Mort du professeur

Merle d'Aubigné

Grand spécialiste de la chirurgie réparatrice, il est décédé à l'âge de quatre-vingt-neuf ans page 16 - section B

Nouveau scandale au Japon

Les socialistes compromis à leur tour dans une affaire de pots-de-vin page 8

CHAMPS ECONOMIQUES

Inscrit dans la section «Economie» du journal, le «Monde de l'économie» change... de titre. Créé le 5 mars 1988, le supplément hebdomadaire du lundi (numéro daté mardi), placé sous la responsabilité de Michel Boyer, s'intitule désormais «Champs économiques», mais sa vocation demeure la même : contribuer par des papiers d'analyse, des grands reportages, des articles de réflexion, à une meilleure connaissance et compréhension du monde.

● Malte aux portes de la CEE ● Pologne : une agriculture archaïque ● La chronique de Paul Fabra : «Les manœuvres sur le dollar et les risques de récession». pages 27 à 30 - section C

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C

Une brèche dans l'apartheid

La libération de sept dirigeants de l'ANC pourrait être l'amorce d'un dialogue entre le pouvoir sud-africain et les nationalistes noirs

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Ils sont sept, en costume, cravate, le pas hésitant, le poing levé et la mine réjouie. Sept membres de l'ANC, le Congrès national africain, intrigués par le mur de caméras, d'appareils photo et de journalistes qui barrent la vue de mille cinq cents «camarades» venus saluer le retour à la vie civile des «héros». L'Eglise de la Sainte-Croix à Soweto est trop petite. Pas assez vaste pour contenir les flots de chants révolutionnaires, les youyous, le torrent d'acclamations et de cris qui débordent dans les rues du quartier d'Orlando-West.

Ils sont enfin là. Ils sont revenus après un quart de siècle ou plus passé dans les prisons de l'apartheid pour défendre le droit de leur peuple à la dignité. Sept membres de la vieille



garde, un peu intimidés, sagement assis devant un parterre de notabilités de la lutte anti-apartheid. Un grand jour, un jour si longtemps attendu pour ces désormais sexagénaires à l'exception du vieux Oscar Mep-

tha, âgé de quatre-vingts ans, invalide, et de Walter Sisulu, qui porte allègrement ses soixante-dix-sept ans. Seul manque à l'appel Jeff Masekela, le plus jeune (cinquante-huit ans), membre d'une organisation rivale, le Pan-African Congress

(PAC) pour cette fête à la gloire de l'ANC.

Malgré tout, il aurait pu y avoir plus de monde pour venir rendre hommage à ces sept symboles de la résistance dans une ville qui compte plus de deux millions d'habitants. On aurait pu s'attendre à un raz-de-marée sur la maison de Walter Sisulu, toute proche de l'église. Il n'en a rien été. Soweto a vécu un dimanche presque ordinaire, basculé en soirée, si ce n'est dans le périmètre d'Orlando-West.

Les sages de l'ANC n'ont pas fait vraiment recette. Et pourtant, cinq d'entre eux font depuis longtemps partie de la légende, celle du procès de Rivonia qui, en juin 1964, les a envoyés pour la vie au bagne de Robben-Island puis, à partir de 1982, à la prison de Pollsmoor au Cap.

MICHEL BOLE-RICHARD
Lire la suite page 5

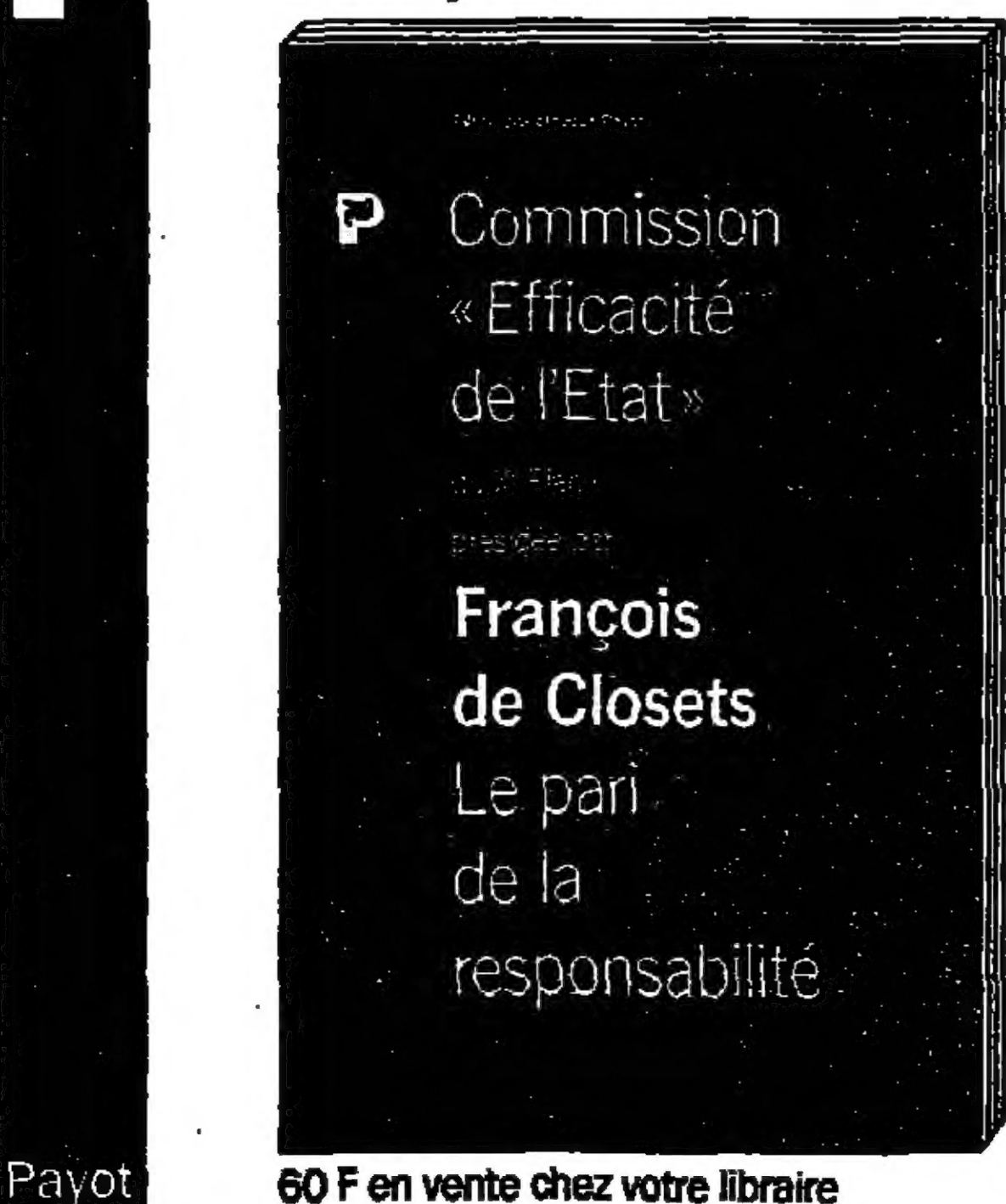
Bretagne : la catastrophe oubliée

La forêt bretonne se remet lentement de la tempête qui l'a dévastée, il y a deux ans. Six millions de mètres cubes de bois cassé ou déraciné ont été délogés. Quatre cents hectares privés ont été replantés. Mais la sécheresse a fait l'effet d'une deuxième tempête en étouffant le tiers de ces plantations.

La forêt bretonne sera cependant reconstruite. Sur le littoral, elle constitue l'ultime rempart qui protège la mer contre les pollutions agricoles. Les «Etats généraux des oubliés de l'ouragan», qui se sont réunis au cours du week-end à Quimper, ont laissé apparaître l'inquiétude de tous ceux qui n'ont toujours pas été indemnisés.

Lire page 15 - section B
le reportage de ROGER CANS

Sortir de la bureaucratie c'est possible !



Vent d'est sur les livres

Deux absents en vedette à la Foire de Francfort : Mikhaïl Gorbatchev et Vaclav Havel («retenu» en Tchécoslovaquie). Un oublié : Salman Rushdie

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Les trois vedettes de la quarante et unième Foire du livre à Francfort étaient absentes de cette manifestation, qui s'est achevée le lundi 16 octobre. Mikhaïl Gorbatchev était resté à Moscou ; Salman Rushdie se cache quelque part dans le monde pour échapper aux attentats lancés à sa poursuite ; Vaclav Havel n'a pas obtenu son visa de sortie du territoire tchèque. A Francfort, rendez-vous mondial annuel de l'édition, mais aussi supermarché de l'industrie éditoriale, ce sont pourtant ces trois absents qui ont fait le plus parler d'eux.

La perestroïka, l'ébranlement du monde communiste, la nouvelle configuration politique qui

se dessine dans l'Europe du Centre et de l'Est, ont incité partout les éditeurs à convoquer politologues et historiens, stratèges et linguistes, biographes et humoristes, économistes et philosophes, pour proposer, sans plus attendre, des dizaines, des centaines de titres traitant directement ou indirectement de la «seconde révolution soviétique» et de ses conséquences.

L'histoire immédiate - le document d'actualité - fait concurrence aux études les plus ambitieuses : les écrivains russes eux-mêmes et leurs éditeurs, délivrés de l'obligation de passer par leur agence d'Etat pour vendre les droits de leurs livres à l'étranger, viennent d'offrir avec enthousiasme - et avec un solide sens des affaires - leurs

ouvrages aux éditeurs occidentaux. Il est vrai que l'exemple vient de haut et que M. Gorbatchev lui-même avait, il y a deux ans, vendu son livre Perestroïka par l'intermédiaire d'un agent américain.

Curieusement, c'est dans les stands des livres de l'Europe socialiste que cette effervescence se fait la plus discrète. Certes, on remarque, sur les rayons de l'exposition officielle soviétique, la place importante réservée aux ouvrages sur la religion orthodoxe ; certes encore, on s'étonne de rencontrer sur un présentoir consacré aux dirigeants de l'Union soviétique la biographie de Trotski, coincée entre celle d'Andropov et celle de Khrouchtchev.

PIERRE LEPAPE

Lire la suite page 16 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 \$; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (Canada), 2 \$.

ÉTRANGER

... Le Monde • Mardi 17 octobre 1989 3

La contestation en RDA et la « question allemande »

« L'avancée vers l'Europe est décisive »,

déclare le chancelier Kohl

BONN

de notre correspondant

L'évolution de la situation en RDA et les problèmes posés par une éventuelle réunification de l'Allemagne ont suscité de nombreux commentaires, analyses et prises de position des principaux responsables politiques de la République fédérale.

Dans un discours, samedi 14 octobre, à la Foire de Cologne, le chancelier Kohl s'est élevé contre l'idée consistant à faire du processus d'unification européenne une question secondaire au regard de la politique à l'Est et vis-à-vis de la RDA. Au contraire, a-t-il affirmé, « l'avancée vers l'Europe est décisive pour l'évolution en Europe centrale et orientale ».

Le chancelier est persuadé que la force d'attraction exercée sur les pays de l'Est par une Communauté européenne de plus en plus intégrée favorisera, à terme, le rap-

prochement entre les deux parties de l'Allemagne. Il a annoncé qu'il allait prendre des initiatives importantes lors de la prochaine réunion du Conseil européen. Une telle attitude n'est, selon lui, pas en contradiction avec l'objectif de l'unité allemande, telle que la consacre la Loi fondamentale de la République fédérale. « Si les Allemands disent qu'ils veulent être ensemble, a-t-il dit, cela signifie qu'ils parviendront à l'unité et à la liberté de l'Allemagne, et lorsque que puisse être la traversée du désert de l'Est-ouest ».

De retour d'un voyage aux États-Unis, le ministre de la Défense, M. Gerhard Stoltenberg a noté, chez ses interlocuteurs américains, un « esprit de solidarité » vis-à-vis des aspirations à la liberté en Allemagne de l'Est. « Le gouvernement des États-Unis a confirmé son soutien au droit de tous les Allemands à l'autodétermination. Ce faisant, il accepte l'éventualité d'une réunification dans une étape ultérieure », a déclaré M. Stoltenberg au quotidien de Bonn, *General Anzeiger*.

Comment évaluer les premiers signes d'ouverture et les propositions de dialogue avec la population, qui se manifestent dans les instances dirigeantes et dans certains organes de presse de la RDA ? Les réactions en République fédérale vont d'un optimisme mesuré à un pessimisme fataliste. Les opinions sur ce sujet transcendent les appartenances de partis.

Des certitudes bouleversées

Au nombre des incorrigibles optimistes on peut compter M. Hans Dietrich Genscher, pour qui « il n'est jamais trop tard pour accomplir des réformes », et qui note que, « en une nuit un voyage a été pris dans les médias allemands, où apparaissent maintenant des voix critiques ». Pour M. Egon Bahr, porte-parole du SPD pour les questions de sécurité et de politique à l'Est, la déclaration du bureau politique du SED de la semaine dernière est « un signal décisif qui met fin au refus du dialogue. On a défilé un premier pas. Ainsi s'annonce un processus pour lequel la RDA a besoin qu'on le laisse en paix ». Cette opinion est loin d'être partagée par un autre dirigeant social-démocrate, M. Erhard Eppler, qui préside la commission des valeurs fondamentales du SPD, et qui conduit depuis plusieurs années le dialogue avec les communistes allemands. Ce dernier doute que les prises de position du bureau politique du SED soient plus qu'un « coup tactique » au moyen duquel « les vieux messieurs » chercheraient à préserver l'œuvre de leur vie tout en cherchant à apaiser ceux qui la refusent.

Le député vert Otto Schily partage à quelques nuances près cette opinion, en affirmant que la déclaration du bureau politique du SED « contient trop de formules creuses, trop peu de choses concrètes pour qu'un esprit puisse être fondé sur elle ». Otto Schily a par ailleurs critiqué les conceptions dominantes chez les Verts concernant la question nationale. Ces derniers font selon lui, un tabou de cette question, dans un sens négatif, ce qui est aussi critique que la position de la CDU qui en fait un tabou, dans un sens positif. « Il est tout à fait possible d'imaginer que, à l'issue d'un processus de démocratisation la question puisse se poser de savoir si, dans le cadre d'une Europe unie, les deux États allemands veulent se réunir ou non ».

LUC ROSENZWEIG

« L'effet RDA » bouleverse ainsi les certitudes allemandes les plus ancrées et déplace les frontières idéologiques séparant les partis avant de faire bouger les frontières géographiques. Si personne ne veut prendre la responsabilité de donner un coup d'accélérateur à l'histoire, on cherche en tout cas à sortir d'une paresse conceptuelle qui n'est plus adaptée à une situation où la semaine, voire la journée, devient des mesures du temps historique.

□ M. Chevènement et l'autodétermination « du peuple allemand ». — M. Jean-Pierre Chevènement estime, à propos de l'éventuel rapprochement entre les deux Allemagnes, que « le peuple allemand, comme tout autre peuple, a droit à l'autodétermination. A condition qu'elle ne mette pas la paix de l'Europe et que ce se fasse avec l'accord de ses voisins ». « Il est vrai que, dans l'hypothèse d'une réunification, la structure de la CEE risquerait d'être modifiée », dit-il dans une interview au *Républicain lorrain* publiée le 15 octobre.

□ URSS : décès d'un dirigeant nationaliste géorgien. — Le dissident Merab Kostava, cinquante ans, devenu une des figures de proue du mouvement nationaliste géorgien après avoir passé plus de dix ans en camp et en exil intérieur, est mort, vendredi 13 octobre, dans un accident de la route en Géorgie, ont annoncé ses proches.

Musculature de formation, il avait été pour la première fois condamné, pour des motifs politiques, à six mois de prison en 1956. Un des fondateurs du groupe Helsinki de Géorgie, il fut arrêté à nouveau le 7 avril 1977 et condamné pour « agitation antisoviétique ». Il fut encore deux fois condamné alors qu'il purgeait des peines d'exil et ne retrouva la liberté qu'en avril 1987, après la promulgation d'un décret d'amnistie général des dissidents. — (AFP.)

PAYS-BAS : après un mois de pourparlers

Les chrétiens-démocrates et les socialistes sont prêts à gouverner ensemble

Les négociations engagées entre le Parti chrétien-démocrate (CDA) et le Parti du travail (PVDA, socialiste), en vue de la formation d'une coalition de centre gauche, sont entrées dans leur phase finale. Un projet d'accord de gouvernement devait être rendu public, lundi 16 octobre, par M. Ruud Lubbers, le premier ministre sortant (CDA), qui a mené les pourparlers avec les socialistes, dans l'opposition depuis 1982.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les discussions entre les chrétiens-démocrates et les socialistes ont véritablement commencé après que M. Lubbers eut été chargé, le 13 septembre, par la reine Béatrice, d'une mission d'exploration, et le retrait du centre-gauche (D'66) des tractations. Dans la plus pure tradition néerlandaise, elles ont porté sur une grande variété de sujets : du manque de crèches à la situation en Afrique du Sud, du chômage des jeunes à l'heure de fermeture des magasins, des techniques de procréation artificielle à la protection de l'environnement.

Sous la houlette de M. Lubbers, les négociations entre les futurs partenaires ont cependant été menées avec une célérité inhabituelle pour les Pays-Bas. Elles se sont également déroulées dans un relatif secret, dérogeant ainsi à la transparence traditionnelle du jeu politique néerlandais. Les participants, en nombre limité, s'étaient entendus pour donner des indications au jour le jour sur le menu et l'ambiance de leurs rencontres, mais non sur leurs résultats

concrets. Cette tactique était destinée à protéger des interférences extérieures dans un processus délicat. Il n'était pas facile, en effet, de faire réfléchir et travailler ensemble deux formations, mutuellement méfiantes, et toujours marquées par l'échec de leur précédente coalition en 1982.

Si elle n'est pas allée sans susciter de la grogne dans les rangs parlementaires, la méthode Lubbers semble avoir porté ses fruits. Les chrétiens-démocrates et les socialistes ont trouvé un terrain d'entente sur les quatre chapitres considérés comme les plus difficiles.

L'enthousiasme ne fera ainsi l'objet d'aucune loi, ni plus répressive ni plus permissive, mais une commission d'enquête sera chargée de faire le point sur sa pratique actuelle. Le budget de la défense nationale n'augmentera, l'an prochain, que de 0,6 % (contre 1 % prévu par la loi de finances) et sera, par la suite, gelé, voire diminué.

Les prestations sociales et les rémunérations dans la fonction publique vont progresser à nouveau au même rythme que les salaires dans le secteur privé, à condition que ceux-ci ne s'envolent pas. Enfin, un compromis aurait été trouvé entre le souhait du PVDA de remettre en cause la diminution des impôts — décidée par le précédent gouvernement — et le désir du CDA de laisser cette réforme intacte.

Le projet de plate-forme gouvernementale va être soumis, cette semaine, à l'approbation des groupes parlementaires chrétiens-démocrates et socialistes. Ceux-ci devraient donner leur accord... sauf surprise.

CHRISTIAN CHARTIER

SUISSE

Recul de l'extrême droite aux élections cantonales de Genève

GENÈVE

de notre correspondante

Le fait marquant des élections au Grand Conseil (Parlement cantonal), qui ont eu lieu dimanche 15 octobre à Genève, est la chute spectaculaire du parti Vigilance (extrême droite), qui était arrivé en tête aux élections précédentes de 1985, et dont la représentation passe de 19 à 9 sièges, sur 100 à pourvoir. Il avait été sa campagne sur une politique hostile aux demandeurs d'asile et destinée à

encourager des sentiments xénophobes dans la population. Son succès inattendu, voici quatre ans, avait inquiété tous ceux qui demeurent attachés, à Genève, aux valeurs démocratiques.

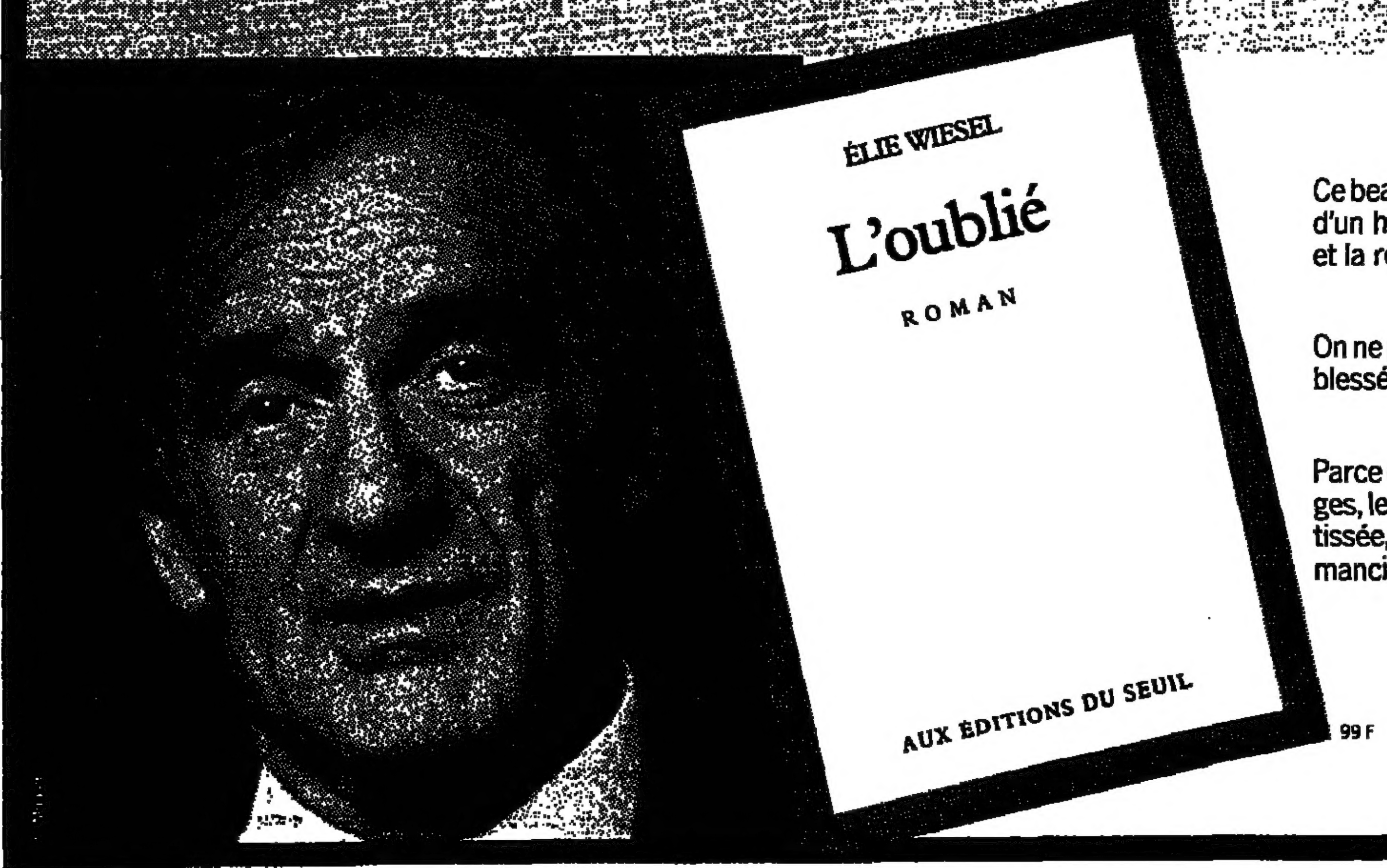
Le Parti libéral (droite modérée) arrive en tête du scrutin avec 22 sièges (plus 3), suivi par les socialistes qui remportent 21 sièges (plus 3 également). Le Parti du travail (communiste) conserve ses 8 sièges.

Une nouvelle formation, quelque peu pourjardiste, le Parti des auto-

mobilistes — Genève est la ville la plus motorisée de Suisse... et combien polluée ! — n'obtient aucun mandat, tandis que les écologistes, avec 13 élus (+ 5) remportent un beau succès. Ces élections n'ont dégagé aucune majorité claire, car les deux autres partis (démocrate-chrétien et radical), qui forment avec les libéraux une coalition dite « bourgeoise », n'obtiennent que 49 sièges sur les 100 du Grand Conseil.

I. V.

E L I E W I E S E L



Ce beau roman pathétique démontre que l'avenir d'un homme réside aussi dans la naissance et la reconnaissance de ses racines.

Nicolas Bréhal / Le Figaro Magazine

On ne peut rester insensible à l'écho de cette voix blessée, de cette conscience inquiète et vigilante.

Thomas Ferenczi / Le Monde

Parce qu'Elie Wiesel porte en lui les sons, les images, les déchirures et la foi dont cette histoire est tissée, il nous mène là où il veut, là où les vrais romanciers seuls s'aventurent.

Laurent Theis / L'Express

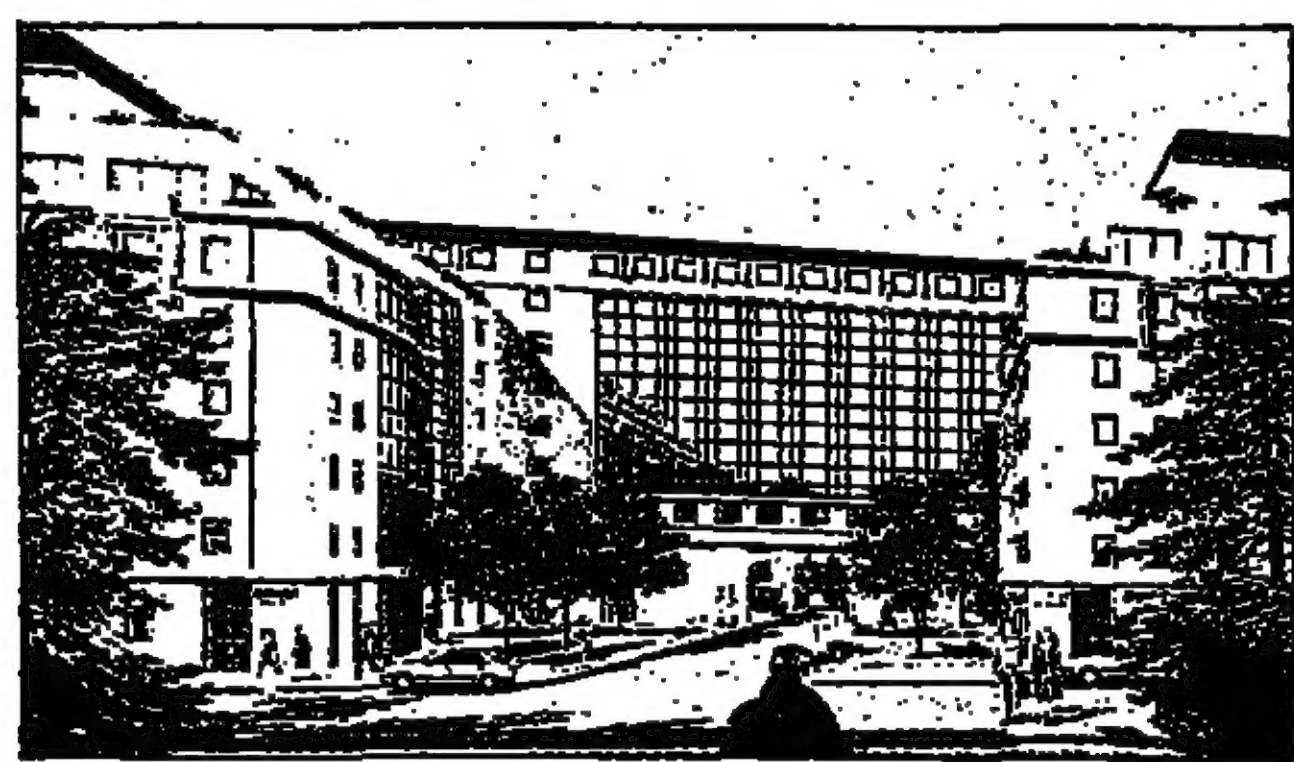
Editions du Seuil

Dans la ville de Clichy-la-Garenne

Onze

hectares

qui confirment l'expansion de la commune.



Illustrations à caractère d'ambiance

ESPACE CLICHY



L.M. 17/10

La commune de Clichy-la-Garenne a entrepris sur son territoire des travaux d'urbanisme sans précédent, dont Espace Clichy est l'une des expressions majeures.

C'est ainsi qu'a été engagée, en collaboration avec Gestec et Sotrafim (Groupe SAEP), la restructuration de tout un quartier : 11 hectares paysagers comportant locaux d'activités, bureaux, logements, commerces, écoles, crèche, halte-garderie, complexe sportif... autour d'un espace vert de plus d'un hectare.

Société _____
 Nom _____
 Fonction _____
 Adresse _____
 Tél. _____

Merci

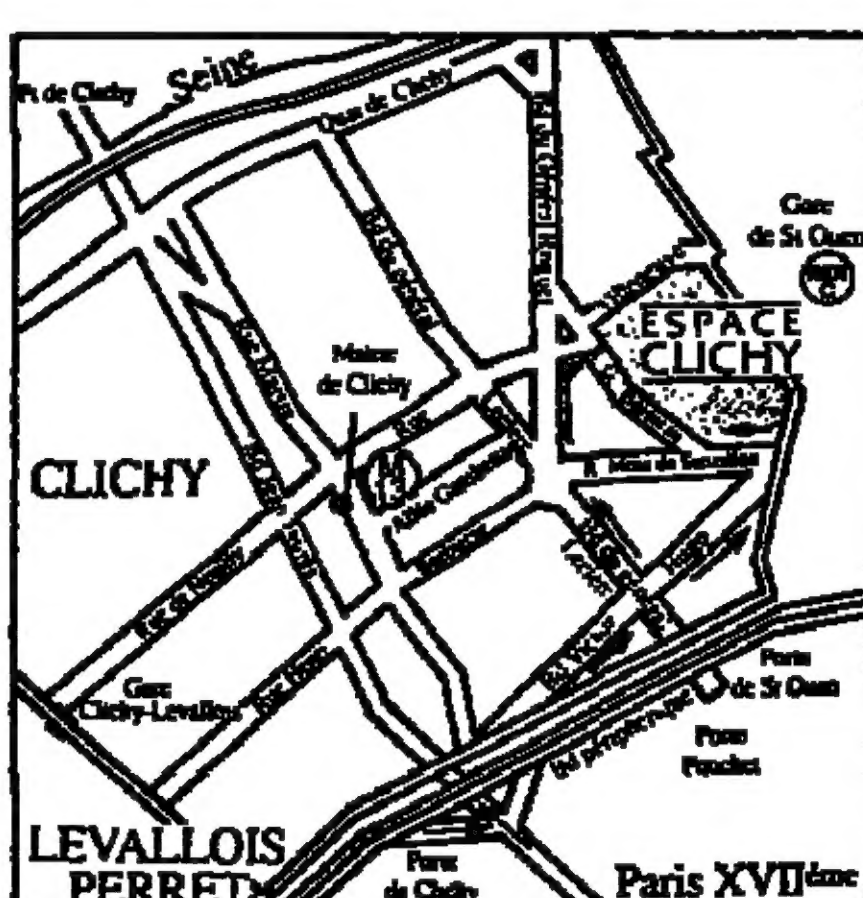
☐ de m'envoyer une documentation sur Espace Clichy

☐ de me proposer un rendez-vous sur le bureau d'information sur place

Je suis intéressé(e) par

☐ des bureaux ☐ des locaux d'activités ☐ des commerces

☐ en accession ☐ en location



Cet événement positionne la ville de Clichy-la-Garenne parmi les communes les plus dynamiques d'un département leader : les Hauts-de-Seine.



117-119, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE
 Télécopie : 46 03 27 48

ملفات امين الاصل

AFRIQUE

ALGÉRIE

Renvoi du procès de quinze islamistes

Quinze extrémistes islamistes, déjà condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat il y a deux ans, ont comparu dimanche 15 octobre devant la cour d'assises de Blida, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Alger.

ALGER

de notre correspondant

Leur pourvoi en cassation, accepté par la Cour suprême, et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat il y a deux ans, ont conduit devant cette juridiction civile ordinaire. Leurs défenseurs, parmi lesquels figurait Me Abdennour Ali-Yahia, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), ont jugé l'incompétence du tribunal à statuer en matière de délits politiques et d'opinion. Ils ont eu gain de cause. La cour ayant renvoyé l'affaire, le ministère public devra se ressaisir du dossier, le présenter différemment et le transmettre à la

Cour suprême, qui devrait rendre un arrêt de renvoi devant le tribunal de Blida.

Dès les premières heures de la matinée, plusieurs centaines d'intégristes s'étaient massés aux abords du palais de justice, parfaitement encadrés par le service d'ordre du Front islamique du salut (FIS), dont les membres arboraient un brassard bordé de vert sur leur djellabas blanches. Les forces de police, très discrètes en ville, contrôlaient strictement les artères bordant le tribunal. A l'intérieur, dans une salle d'audience exigüe, se présentaient une trentaine d'avocats, les témoins, les jurés, une vingtaine de journalistes, quatre gendarmes armés de kalachnikovs, de nombreux policiers en uniforme et en civil et les responsables du FIS, MM. Abbas Madani et Ali Belhadj, le jeune prédicateur des mosquées de Kouba et de Bab-el-Oued. Dès l'entrée des quinze activistes islamistes — dont trois sont condamnés à la peine capitale, quatre à la réclusion perpétuelle et les autres à vingt ans d'emprisonnement.

ment, — le cheikh Belhadj s'entretenait avec eux dans une atmosphère plutôt bon enfant.

Bataille de procédure

Aucun des accusés, pas plus que les représentants du FIS, ne se levaient à l'entrée de la cour. Les magistrats firent comme s'ils n'avaient rien vu. Une bataille de procédure s'ensuivit. Qui ou non, ces islamistes compagons de Mustapha Bouyali, tué par les forces de l'ordre le 3 janvier 1987 après une longue traque de deux ans, devaient être considérés comme des « politiques ». Qui, prétendant les avocats en réquisitoire, les jurés, des magistrats étrangers, et particulièrement français, invoqués par le procureur général, qui pourtant leur servaient de référence dans leurs plaidoiries devant la Cour de sûreté de l'Etat avant sa suppression. Non, affirme le ministère public, argument du « critère objectif » qui est « l'attitude à la personne, à l'intégrité physique et à l'intégrité des biens ». Après une

courte délibération en fin d'après-midi, la cour a franchi en renvoyant l'affaire sine die. Peut-être était-ce plus sage. Les responsables du FIS avaient clairement expliqué aux avocats de la défense leur détermination à ne pas laisser le procès aller à son terme si le tribunal s'obstinait à vouloir juger.

Reste à savoir pourquoi les autorités judiciaires et politiques ont pris le risque de faire venir cette affaire en assise, dans un climat social plutôt tendu. Il n'est pas exclu que le président de la République veuille, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire du 1^{er} novembre 1954, jour de sa grâce présidentielle pour libérer les cinquante de détenus, considérés comme « politiques », qui restent encore dans les geôles algériennes. Encore faut-il pour cela que des décisions définitives de justice aient été rendues, ce qui n'est toujours pas le cas pour les quinze intégristes condamnés en 1987, et dont l'affaire vient d'être renvoyée.

FREDERIC FRITSCHER

ANGOLA

M. Mobutu poursuit ses consultations en France par un entretien avec M. Pik Botha

Installé dans une somptueuse villa à Roquebrune-Cap-Martin, le président Mobutu poursuit ses consultations sur l'Angola qu'il a entamées le 13 octobre, en recevant M. Pedro de Castro van Dusen, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Luanda. Le plus grand secret a présidé, dimanche 15 octobre, à ses entretiens avec MM. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, et Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint, chargés des affaires africaines à Washington. M. Savimbi aurait dit qu'il « faisait confiance » au médiateur, selon une source zairoise. Les deux bêtes de M. Mobutu n'ont fait aucune déclaration avant de partir pour Paris, où ils resteront quelques jours et rencontreront la presse.

La troisième phase de ces consultations doit avoir lieu lundi avec un entretien entre le président zairois et M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, qui fait une escale en France avant de se rendre en Suisse. A son arrivée à Paris, celui-ci a déclaré être venu en Europe « pour être disponible, en attente, dans le cas où la contribution sud-africaine serait demandée par le président Mobutu ou toute partie anglaise ».

Comme les Américains, les Sud-Africains pourraient être invités par M. Mobutu à faire pression sur leur protégé de l'UNITA pour qu'il ait une attitude plus souple que celle qu'il avait adoptée après une première entremise du chef de l'Etat zairois, qui lui avait fait rencontrer M. Jose Eduardo Dos Santos, le président angolais, lors d'un sommet africain à Gbadolite, au Zaïre, le 22 juin. Tous les efforts de M. Mobutu visent à dissiper « les malentendus » apparus après la poignée de main « historique » alors échangée entre les deux adversaires de la guerre civile qui ravage l'Angola depuis l'indépendance.

ville a été le point de ralliement des dix-sept marches qui se sont déroulées à travers le pays pour protester contre une loi des relations du travail qui restreint la liberté d'action des syndicats. Du jamais vu.

La libération des sept membres de l'ANC constitue une autre victoire pour le mouvement en exil. Ces derniers n'avaient soumis à aucune restriction. Cela revient de fait à légaliser d'une certaine manière l'organisation nationale. Ses chefs relâchés vont pouvoir s'exprimer publiquement en son nom. Ce qui a déjà fait au cours d'une conférence de presse, Walter Sisulu a reconnu qu'il s'agissait pratiquement de la première intervention publique de l'ANC depuis son interdiction en 1960. Ce qui ne signifie pas qu'elle a encouragé l'effort d'action. Loin de là, surtout sous le régime de l'état d'urgence.

L'ANC a néanmoins pris pied sur le sol sud-africain. Ses sept anciens dirigeants en sont l'avant-garde. Ils ont cependant mis des conditions à l'ouverture de négociations avec le pouvoir et Walter Sisulu a exigé « des efforts substantiels » de la part de M. De Klerk pour « créer un climat propice au dialogue ». Le ton, toutefois, était à la modération. « La pression sur le gouvernement se fera de manière ordonnée et disciplinée ». Pas question de domier des armes au régime pour favoriser la répression. Pour l'instant, ces sept libérés pensent que la balle est toujours dans le camp des autorités. Ils attendent des gestes, refusant de modifier leur position de principe et de négocier les préalables. Ils ont refusé également d'imposer un calendrier, une échéance.

Quel rôle ces sept hommes seront-ils amenés à jouer ? Pour eux, la lutte si longtemps interrompue reprend. Ils se sont refusés à dire s'ils avaient reçu des consignes particulières du « patron », Nelson Mandela. Comment s'inscriront-ils dans les structures existantes ? Ils ont prôné l'unité et la discipline sous le leadership de l'ANC. Si l'organisation le désire et s'ils obtiennent des passeports, ils iront à Lusaka, au siège du mouvement en exil. En attendant, tous vont reprendre contact avec la réalité, un monde dont ils ne percevaient que des échos. Et puis surtout, ils vont retrouver leurs proches. Comme l'a dit l'un d'eux entre eux à qui il était demandé quels avaient été les moments les plus durs en détention : « La prison reste la prison. Toute la vie est difficile en prison ».

MICHEL BOLE-RICHARD

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Quatre nouvelles extraditions de trafiquants de drogue

Trois trafiquants de drogue colombiens ont été extradités vers les Etats-Unis et un quatrième vers le Canada. L'avion transportant Bernardo Pelaez Roldan, Roberto Peter Carini et Ana Rodriguez de Tunayro s'est posé samedi 14 octobre à Miami. Richard Howie, réclamé par la justice du Canada, est arrivé vendredi à Montréal. Un premier trafiquant, Eduardo Martinez Romero, avait déjà été extradité le 6 septembre dernier et se trouve actuellement incarcéré à Atlanta en Géorgie.

Les autorités américaines ont indiqué qu'elles allaient demander que deux autres responsables du

trafic de drogue, José Rafael Silva et Manuel Palma, leur soient livrés. La police colombienne a annoncé au même moment que 170 kilos de cocaïne pure avaient été saisis dans un entrepôt de la compagnie aérienne American Airlines, sur l'aéroport Eldorado de Bogotá.

Les directeurs de plusieurs grands journaux du monde entier ont, d'autre part, décidé d'offrir la somme de 1 million de dollars au quotidien colombien *El Espectador*, afin de lui permettre de faire face aux importants dégâts matériels causés le 2 septembre dernier par un attentat à la bombe, attribué aux trafiquants de drogue.

PANAMA

Remaniement au sein de l'état-major

Les autorités panaméennes ont procédé, dimanche 15 octobre, à un remaniement au sein de l'état-major de l'armée, douze jours après la tentative de coup d'Etat contre le général Noriega. Six nominations ont été annoncées à la télévision, notamment celle du commandant Rafael Cedeno, qui devient chef du service de renseignement militaire (G2), en remplacement du colonel Guillermo Wong, arrêté lors du putsch manqué du 3 octobre. De même, le colonel Roberto Arriaga, qui commandait jusqu'ici une base militaire, est promu chef des opérations au haut commandement des forces armées, en remplacement du colo-

nel Julio Ow Young, lui aussi incarcéré.

L'envoyé spécial du quotidien espagnol *El País*, d'autre part, a été expulsé samedi du Panama. Antonio Cano, âgé de trente-deux ans, et correspondant du journal à Mexico, s'était réfugié dans son ambassade, afin d'éviter une arrestation pour « propagation de fausses nouvelles ». Après l'intervention de l'ambassadeur d'Espagne, le mandat d'arrêt a été transformé en ordre d'expulsion, et le journaliste a quitté Panama en direction du Costa Rica. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

Arrestations d'espions supposés

La sûreté fédérale américaine a annoncé, samedi 14 octobre, l'arrestation de M. Frank Arnold Nesbitt, âgé de quarante-quatre ans, pour avoir tenté de fournir des informations secrètes à l'URSS. Dans une interview au *Washington Post*, accordée juste avant son arrestation et publiée dimanche, M. Nesbitt déclarait qu'il voulait être agent double et qu'il avait tenté de tromper ses contacts en URSS. Il est détenu au centre pénitentiaire près de Washington, en Virginie, et devait comparaître lundi devant un magistrat.

A Berlin-Ouest, les autorités militaires américaines ont indiqué qu'elles avaient arrêté deux officiers soviétiques et un membre de l'armée de l'air des Etats-Unis, tous trois pour espionnage. Le soldat américain, dont l'identité n'a pas été communiquée, avait été chargé par deux officiers soviétiques, les commandants Markov et Rakicki, de leur fournir des documents militaires classés « confidentiel défense ». Les deux commandants, après avoir été interrogés, ont été remis aux autorités soviétiques avec une protestation officielle. — (AFP, Reuters.)

Une brèche dans l'apartheid

Suite de la première page

Walter Sisulu ne fut rien d'autre que le bras droit de Nelson Mandela. Ancien secrétaire général de l'ANC, ce fils de paysan fait partie d'une famille honnête, respectée, et a payé un lourd tribut à la cause. Sa femme, Albertina, est une figure du mouvement anti-apartheid. Un de ses nombreux enfants (huit dont trois adoptés), son fils Zwelakhe, a connu lui aussi la prison à plusieurs reprises et s'est vu interdire par les autorités l'exercice de sa profession de journaliste.

Avec Olivier Tambo, l'actuel président de l'ANC, et Nelson Mandela, Walter Sisulu a largement contribué à revitaliser une organisation qui, par une ironie de l'histoire, a été créée l'année de sa naissance, en 1912. Après vingt-cinq ans d'emprisonnement, il a déclaré être très heureux de voir que celle-ci était toujours bien vivante, voire même « renforcée ». Son seul vrai regret est que son ami de toujours, venu comme lui de l'actuel homelands du Transvaal, Nelson Mandela, ne soit pas là pour partager sa liberté retrouvée. Au début des années 40, c'est lui qui avait guidé le leader historique dans ses premiers pas politiques. C'est lui qui lui a fait connaître sa première épouse. C'est avec lui qu'il a choisi le chemin de la rébellion puis la voie de la lutte armée en 1961. La lutte les a réunis, la liberté les sépare désormais. Il n'en dira pas plus.

Les huit prisonniers politiques avaient été informés la veille au soir de leur libération, soit quatre jours après son annonce officielle par le président Frederik De Klerk. Ils étaient debout à 2 h 30 du matin. Les formalités de levée d'étrousses, des valises, des sacs ont été déposés à bord de fourgonnettes devant leurs domiciles aux premières heures de l'aube.

« Cela fait du bien d'être libre », tels furent les premiers mots de Walter Sisulu avant d'être porté en triomphe sur le seuil de sa porte par une cinquantaine de militants. « Laissez-moi embrasser ma femme », e-t-il pu murmurer en revoyant le numéro 7372 quitté en avril 1963 pour rentrer dans la clandestinité.

Depuis, la maison s'est agrandie de quelques dépendances. Elle a été trébuchée, attaquée, repêchée pour le retour de cet homme aux cheveux blancs, qui n'a jamais désespéré. Il savait que la pression en faveur de sa libération montait. Il savait que « le peuple le soutenait, ce qui lui a donné confiance ». Mais il était prêt à mourir en prison s'il le fallait.

Walter Sisulu a repris petit à petit contact avec ce qu'il a qualifié de « monde civilisé ». Il a appelé les membres de sa famille à Londres, à Lusaka, en Zambie. Il a répondu à un coup de téléphone du secrétaire de M. Mikhail Gorbachev à Moscou pour le féliciter avant de retrouver son ancien monde, Soweto, qu'il a parcouru en voiture. En vingt-six ans, sa township n'est plus la même mais il a retrouvé « les vieilles maisons qu'il a connues ».

Marches

dans tout le pays

Le regard paisible, un léger sourire sur les lèvres, l'ancien mentor de Nelson Mandela a été avec satisfaction les nombreuses affichettes noires « Vive l'ANC » qui couvrent certains murs. Il a vu un peu partout autour de lui les couleurs noir, vert et or du mouvement interdit. L'organisation clandestine est désormais présente dans toutes les manifestations. Ses initiales sont scandées en toute liberté, ses couleurs arborées. De l'impossible il y a seulement quelques mois. La succession des défilés, depuis la première marche autorisée le 13 septembre au Cap, a redonné du souffle au mouvement. Samedi, la

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

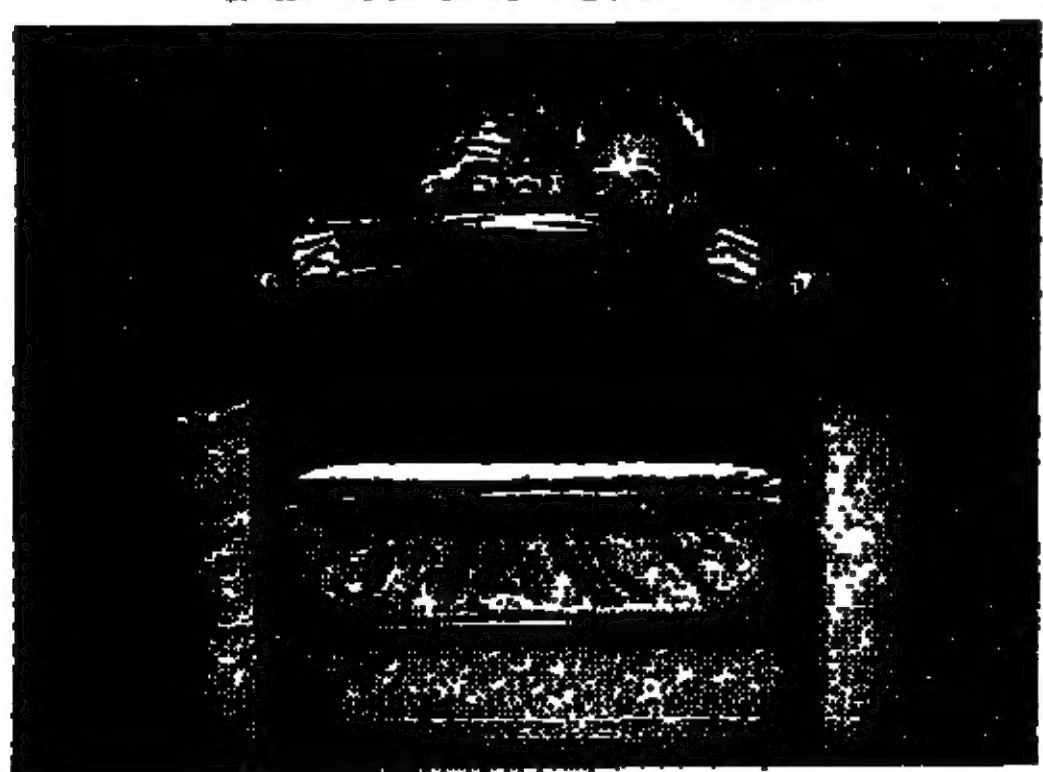
7h 45

Philippe Meyer

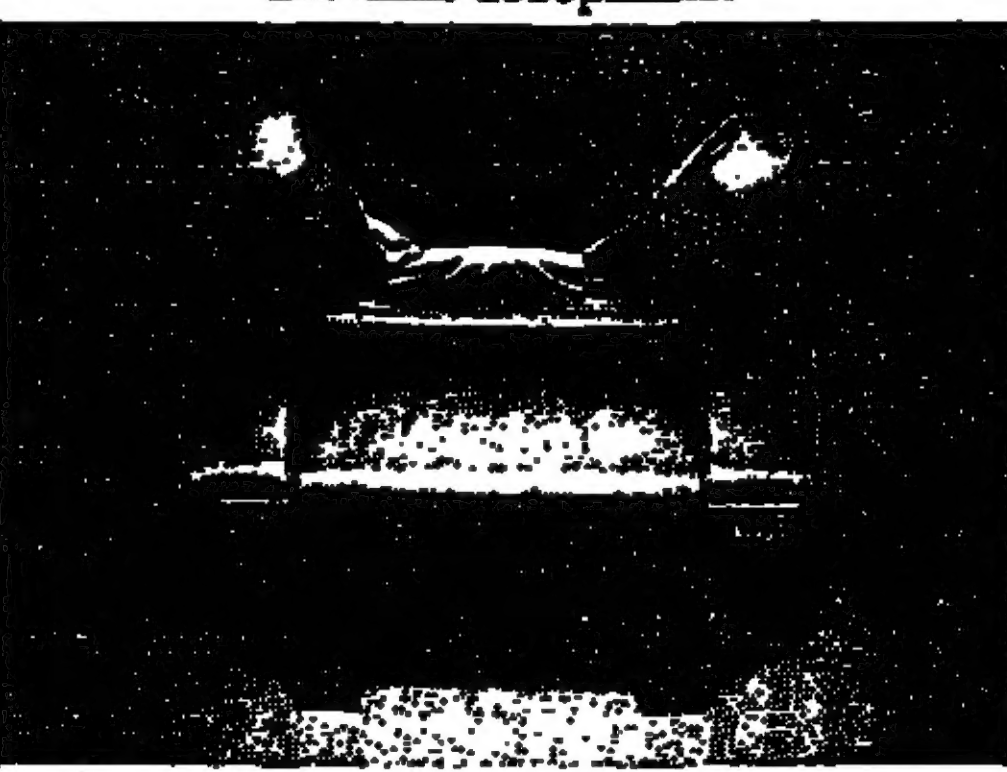
France Inter

PLUS HAUT LA RADIO!

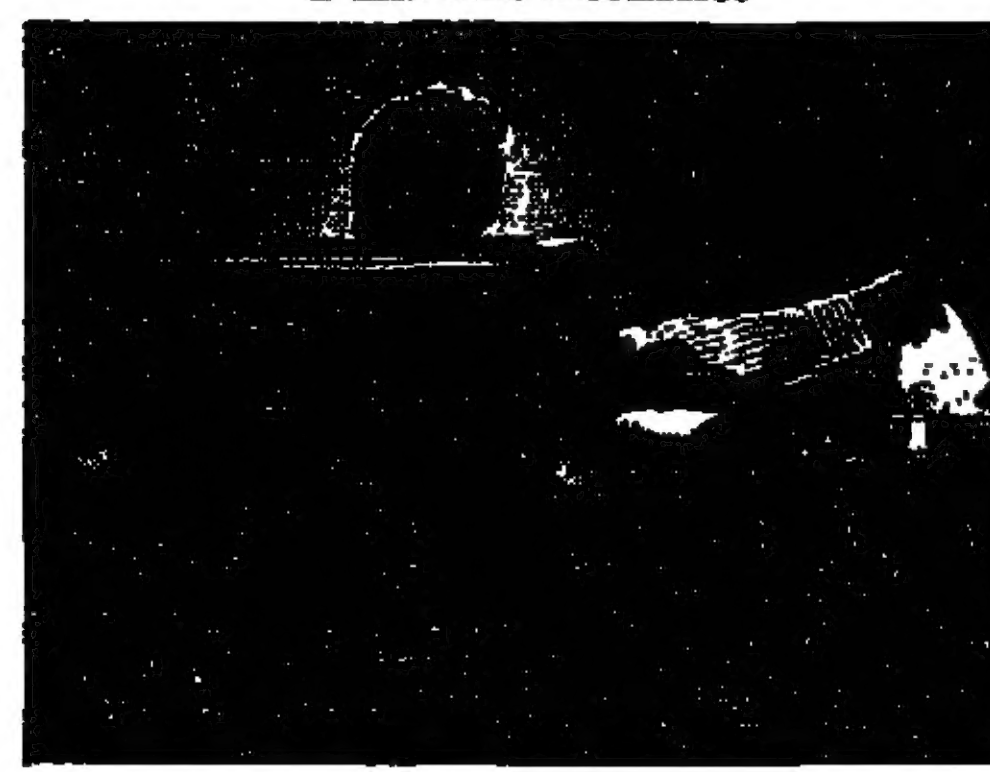
Sur LA SEPT, on peut voir des documentaires d'un réalisme insoutenable.



Sur LA SEPT, on peut voir des films désopilants.



Sur LA SEPT, on peut voir des spectacles d'une rare intensité.



Mais aussi des films sérieux, des spectacles réjouissants, des documentaires insolites. Chaque jour, LA SEPT vous réserve des moments pleins d'émotion. Pour la recevoir de votre fauteuil, téléphonez au: (0) 4745.7777.

LA SEPT. La culture se déchaine.

SOTRAFIM 001.75 SEPT

AFRIQUE

Mobilisation contre le banditisme en Côte-d'Ivoire

M. Houphouët-Boigny a décidé d'engager les forces armées aux côtés des policiers pour assurer l'ordre public

ABIDJAN
correspondance

20 heures dans la cour du commissariat de Treichville. Le directeur de la sécurité publique, le commissaire Souleymane Kone, donne les dernières recommandations à une unité de CRS en garde à vue. Dans la rue, quatre curieux militaires attendent d'embarquer le dernier contingent de policiers pour se placer aux différents carrefours de ce quartier réputé comme un secteur à haut risque. Boulevard Giscard d'Estaing, un groupe de six hommes en uniforme, gendarmes, militaires et policiers, arrêtent les taxis pour une fouille systématique.

Les passants interpellés sans papiers sont rassemblés en file indienne, terre nu, et conduits au poste de police pour la nuit. Treichville est connu pour son animation, ses bars, ses prostituées et ses boîtes de nuit. Depuis fort longtemps, les Européens ne s'aventurent plus dans ce secteur, véritable fief des malfaiteurs et des trafiquants de drogue.

Seuls quelques soldats français vont se dérouter en groupe dans ces rues mal éclairées. A 23 heures, miraculeusement, les artères sont vides. Les riverains habitués à dormir sur un matelas posé sur le trottoir ont disparu. L'opération « Patrouille dans les villes » a eu un effet dissuasif.

Le commissaire Kone s'estime satisfait, tout en précisant qu'il s'agit avant tout d'intimider et non

de réprimer. Seulement, le dérapage vers la xénophobie de ce processus sécuritaire tend malheureusement à se confirmer. Un domestique burkinais, employé dans une famille française, a été radé malgré ses papiers d'identité en règle. Les militaires l'ont battu ainsi que plusieurs de ses compagnons d'infortune.

C'est la première fois que l'armée est associée à la police pour lutter contre le banditisme. La décision a été annoncée par le chef de l'Etat le 28 septembre. Cette mesure a mis en évidence le dénuement de la police, incapable à elle seule de garantir la sécurité. Alors que les militaires disposent de rudiments « Jeop Pengout », les policiers font figure de parents pauvres avec leurs fourgons Renault sur lesquels est mentionné le nom de la municipalité qui en a fait don. Un sergent d'une compagnie républicaine de sécurité ne cache pas son désarroi : « Nos collègues de l'armée ont tout fait au mieux une fois un stage en France, et nos moyens sont ridicules. On manque de véhicules, d'émetteurs-récepteurs radio et d'effectifs ».

En Côte-d'Ivoire, on compte un policier pour 2 000 habitants, alors que la proportion en France est d'un agent des forces de l'ordre pour 250 citoyens.

Les policiers ivoiriens ne bénéficient pas d'une bonne réputation dans l'opinion publique. Ils sont considérés comme de véritables racketteurs et chasseurs de bak-



chichs au bord des routes où les poches les plus faciles sont les chauffeurs de taxi, les camionneurs et les automobilistes européens dont le portefeuille est supposé bien garni. L'insécurité en Côte-d'Ivoire est devenue le souci majeur des nationaux tout comme celui des étrangers. L'insécurité s'est manifestée plus particulièrement dans la communauté française après l'assassinat de trois de ses ressortissants en trois mois.

Après ces drames, Paris est intervenu discrètement auprès des autorités ivoiriennes. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, Mme Edwige Avice, a abordé le dossier insécurité avec le chef de l'Etat ivoirien et le ministre chargé de la sécurité intérieure, M. Issouf Kone, lors de son passage à Abidjan le 18 septembre.

Les habitants d'Abidjan et de ses environs n'ont pas attendu les

dernières mesures gouvernementales pour se protéger. Le climat qui règne dans la première agglomération ivoirienne relève du western. Les expatriés s'armant de plus en plus et n'hésitent pas à se faire justice. Le 30 septembre, un Européen a abattu avec son propre revolver des malfaiteurs armés qui venaient de dérober la voiture d'une jeune femme accompagnée de son enfant. Le « justicier » a même été félicité par les policiers venus faire le constat. Dans les banlieues populaires, des milices (on en compte plus d'une vingtaine) se sont créées pour veiller la nuit sur les bons citoyens. On en compte plus d'une vingtaine.

Milices
et autodéfense

A Abobo, une cité prolétaire d'environ 300 000 habitants, des petits groupes de trois ou quatre personnes armées d'arc et de lances-pierres patrouillent, de nuit, des secteurs bien délimités, interpellant les rares passants invités à préciser exactement le lieu, la maison où ils doivent se rendre. Les miliciens se chargent alors de les accompagner à domicile, ce qui permet en même temps de savoir si ces noctambules sont réellement attendus.

La rémunération de ces comités de surveillance se fait par une collecte auprès des habitants, qui versent chaque mois de quoi payer les bénévoles. Ces comités organisés et désarmés fédérés demandent leur légalisation par le ministre de la sécurité intérieure. Le ministre, M. Issouf Kone, se montre très réticent, surtout « quand les milices font la police et la justice à la fois », précise-t-il.

Devant le restaurant « Le Deauville », un maître-chien garde l'entrée. Ce haut lieu de la gastronomie abidjanaise, victime à deux reprises de malfaiteurs, a recours aux services d'une société privée. Il existe plus de soixante entreprises de gardiennage en Côte-d'Ivoire. Pour la plupart dirigées par des Européens, elles ont pu se dévelop-

per avec la montée de l'insécurité. Elles emploient dans leur ensemble plus de mille trois cents personnes et offrent des services en tout genre, même une garde rapprochée. De nombreux malfaiteurs et voyous aux biceps imposants ont pu ainsi se reconverter et devenir les protecteurs des honnêtes gens tout en se faisant une nouvelle virginité.

Les biens des particuliers ne sont pas la seule convoitise des gangsters, qui n'hésitent pas à s'attaquer aux banques, aux sociétés et aux entreprises d'Etat. En septembre, même le centre de tri postal était visité et de nombreux colis subtilisés.

Les premiers effets de la nouvelle politique sécuritaire impressionnent le grand public. Pas moins de quatre cents personnes sont interpellées chaque nuit dans Abidjan, qui a pris l'allure d'une ville en état de siège. Pour l'instant, aucun criminel n'a été arrêté. Le dispositif conjoint militaire et policier mis en place depuis le 2 octobre ne sera pas assoupli tant que le taux de criminalité ne baissera pas sensiblement, précise un haut fonctionnaire.

Cette mobilisation vingt-quatre heures sur vingt-quatre des forces de l'ordre ne va pas sans poser le problème d'un surcroît de travail. Une vaste souscription vient d'être lancée par les autorités ivoiriennes auprès de la population et des hautes personnalités pour soutenir les efforts de lutte contre le banditisme. Le ministre chargé de la sécurité intérieure révèle qu'un malfaiteur sur deux est étranger mais que le taux de criminalité chez les Ivoiriens augmente dangereusement. Toutefois, on peut craindre, malgré les assurances données par les autorités policières, que la communauté étrangère ne serve de bon émissaire en cette période de crise économique aiguë. Sur les douze millions d'habitants que compte la Côte-d'Ivoire, la moitié sont d'origine étrangère, burkinais en grande majorité.

ROBERT MINANGOY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





VIVEZ MATRA COMMUNICATION





UNE VIE ÉTONNANTE
4,7 milliards de chiffre d'affaires. 7000 personnes et plus de 100 points de service en France. 10 ans nous ont suffi pour devenir le numéro deux français des Télécoms.

UNE VIE AMBITIEUSE
A notre actif, les marchés qui comptent : Radiocom 2000, le système français de radiotéléphonie ; Rubis, le réseau de radiocommunications de la Gendarmerie Nationale ; Duo, premier poste téléphonique commandé à la fois par la France et l'Allemagne.

UNE VIE EUROPÉENNE
Des partenaires de choix : ERICSSON (Suède), ORBITEL (Grande-Bretagne), TELETRA (Italie). Une force commune de recherche et développement. Les contrats décisifs du radiotéléphone et des télécommunications publiques.

UNE VIE D'AVENIR
Téléphones, télécopieurs, minitel, systèmes numériques de communication d'entreprise... nous faisons des techniques de pointe de la communication un art de vivre au quotidien.

MATRA COMMUNICATION

Viviez Contact

Une nouvelle baisse
du prix d'achat du cacao

ABIDJAN
correspondance

Nouveau coup dur pour les paysans ivoiriens : le prix d'achat du cacao est ramené à 4 francs le kilo, au lieu de 5 francs en juillet et 8 francs lors des précédentes campagnes. L'annonce en a été faite récemment, par le président Félix Houphouët-Boigny, dans une allocution qu'il a prononcée devant des cadres nationaux qu'il avait conviés à un grand « dialogue » pour passer en revue les difficultés sociales et économiques qui affectent le pays.

Cette nouvelle baisse (50 % en un trimestre) touche un million de planteurs qui font vivre la moitié de la population ivoirienne. Le président a rappelé qu'il s'agit d'un double mur d'argent, et d'incompréhension, et d'il regrette. Cette nouvelle baisse du prix d'achat du cacao répond aux vœux du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale prêts à aider de nouveau la Côte-d'Ivoire pour sortir de la crise.

R. M.

DEMAIN DANS Le Monde

LE MONDE SCIENCES ET MÉDECINE

**UN ENTRETIEN AVEC LOUIS RENÉ
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'ORDRE
DES MÉDECINS**

SUPPLÉMENT EMPLOI-FORMATION

LA FACTURE DE LA PRÉ-RETRAITE

ET 24 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs, les informaticiens, les ingénieurs commerciaux...

FILE DÉPARÉE diffusée avec le quotidien dans supplément de prix.

Le nouveau programme de l'UNESCO

« Ma perestroïka rencontre des obstacles »

nous déclare M. Mayor

La cent trente-deuxième réunion du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture s'est achevée vendredi 13 octobre à Paris au siège de l'UNESCO. Elle est suivie, dans les mêmes lieux, à partir de mardi 17 octobre, de la vingt-cinquième conférence générale de l'organisation. Cette session durera jusqu'au mercredi 17 novembre et doit permettre d'adopter le programme d'action pour les six années à venir, présenté par le directeur général de l'UNESCO, M. Frédéric Mayor.

Le regard très bleu et le cheveu très noir du successeur de M. Amadou Mahtar Mbow n'ont pas été le moins du monde ternis par les laborieuses deux premières années de son mandat. Laborieuses et peu gratifiantes puisque le charisme catalan de M. Mayor n'a eu aucun effet sur le président Bush et encore moins sur M. Thatcher, pour décider Washington et Londres à réintégrer une institution qu'ils y ont quittée il y a quatre ans et où ils fournissent à eux deux quelque 30 % du budget.

Les récentes attaques contre la gestion « sans progrès » de M. Mayor, formulées par des journaux anglo-saxons et également par M. John Bolton, sous-secrétaire d'Etat américain pour les organisations internationales, n'ont apparemment pas terni l'optimisme de M. Mayor : « Je ne cherche pas à éluder les critiques, encore qu'elles soient loin d'être exclusives, plusieurs grands organes américains, dont le Washington Post, ont émis des jugements favorables à l'action de mon équipe. De toute façon, je n'ai jamais accompli que notre travail de 1988 et 1989 serait suffisant pour faire revenir à l'UNESCO telle ou telle puissance, pour la simple raison que, durant ces deux années, j'étais statutairement tenu de réaliser les projets hérités de mon prédécesseur ».

Le plan 1990-1996, qui sera soumis aux cent cinquante-huit délégués gouvernementaux réunis à la conférence générale est-il de nature à favoriser le retour de l'UNESCO à l'universalité ? « L'ensemble de ce plan, affirme M. Mayor, est conforme à ma promesse de fin 1987 de « faire moins mais mieux », selon le vœu de la majorité des nations, y compris celles qui nous ont quittés. de quatre programmes actuellement nous devrions donc passer à sept à partir de 1990, ces nouveaux programmes étant tous strictement fidèles au texte fondateur de l'UNESCO en 1946 : lutte contre l'analphabétisme, qui sera priori-

taire avec près de 500 millions de francs en deux ans, soit approximativement un quart de notre budget ; sciences et environnement ; culture ; communication ; sciences sociales ; éducation des discriminations ; développement.

Communication ? S'agit-il du « Nouvel Ordre mondial de l'information » qui, sous le sigle de NOMIC, fait trembler les verrières de la place Fontenay à l'époque de M. Mayor ? M. Mayor se défend d'avoir réintroduit ce concept dans son plan : « Le NOMIC n'appartient pas à une seule fois dans le nouveau programme mais cela aurait été trahir nos principes que de renoncer à nous occuper pour autant de l'information. Sous les auspices d'une liberté de la presse sans limitation, l'UNESCO œuvre, donc concrètement pour améliorer les moyens techniques devant permettre d'atténuer les disparités entre pays en matière d'information et de communication ».

Cet objectif « classique » ne souève pas l'enthousiasme de tous les membres, notamment africains, de l'organisation. L'Afrique noire ne s'est pas consolée du départ de M. Mbow (1). Elle est néanmoins demeurée jusqu'ici le « chouchou » de l'UNESCO, ayant, par exemple, absorbé, durant le premier semestre 1989, environ 40 % des quelques deux cents millions de francs engagés par l'organisation dans des projets opérationnels sur les cinq continents. Mais l'argent n'est pas tout. Et l'effectivité africaine pourrait être prise en compte lors de l'élection du président de la conférence générale qui commence : le poste actuellement occupé par un Sud-Américain pourrait échoir à un Sénégalais, l'ancien ministre Habib Thiam.

Autre dossier régional, d'une toute autre nature, auquel est confronté M. Mayor, celui du « couple inconciliable Israël-Palestine ». L'idée circulant que la clé du retour des Américains se trouve en Israël, M. Mayor a accepté de répondre, en décembre, à une invitation de l'Institut Weizmann, qu'aurait, bien sûr, refusé M. Mbow, notant les représentants de pays musulmans, « puisque Tel-Aviv n'a toujours pas appliqué les résolutions internationales sur le site de Jérusalem et a interdit, en outre, les activités scolaires et universitaires en Cisjordanie et à Gaza ».

Sans le clairommer, M. Mayor a, en outre, obtenu que la candidature de la Palestine, comme membre à part entière de l'UNESCO, « elle y a actuellement le statut d'observateur, de même que le Saint-Siège ou les Etats-Unis » soit, en principe, renvoyée devant la vingt-sixième conférence générale, en 1991.

En revanche, souligne avec force M. Mayor, « nos opérations

d'assistance éducative au peuple palestinien seront non seulement poursuivies mais sensiblement renforcées dans les territoires occupés, où nous disposons déjà de seize éducateurs ». De plus, l'UNESCO avait commandé à un religieux, le père Edouard Boné, qui vient de le remettre, un nouveau rapport sur les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes, et ce texte, dans la sécheresse des faits, est accablant pour l'occupant israélien.

Langue bureaucratique

En 1988-1989, le budget biennal complet de l'UNESCO (non compris toutefois 1 milliard 200 millions de francs de ressources extra-budgétaires, provenant notamment du programme des Nations unies pour le développement) a représenté un peu plus de 2 milliards de francs. C'est-à-dire qu'en un an, l'organisation cotée à ses membres à peu près autant que deux grosses universités parisiennes à l'Eilat français. Ce n'est pas le Pérou, mais on a beaucoup reproché à l'UNESCO de « servir surtout à entretenir des fonctionnaires ».

Là, M. Mayor sort, sinon ses griffes, du moins ses graphiques et ses chiffres — lesquels sont maintenant vérifiés par le premier président de la Cour des comptes belge — et démontre que, sous sa direction, la part des salaires dans le budget est passée de 59 % à 57 %. Actuellement, l'UNESCO emploie 2 750 agents, dont 1 975 à son siège parisien, 545 dans les bureaux régionaux à travers le monde et 230 sur le terrain stricto sensu. Pourrait faire mieux, comme on dit... Mais « d'autres agences de l'ONU ont des chiffres moins honorables », observe M. Mayor.

Pour le biennium 1990-1991, M. Mayor propose à la conférence générale un budget en légère augmentation : 24 millions de francs par an en plus, répartis entre les Etats selon le montant de leur contribution, calculée sur le revenu national. Les cinq principaux bailleurs de fonds de l'UNESCO sont à présent l'Union soviétique, le Japon, l'Allemagne fédérale, la France et l'Italie. « Contrairement à ce que j'entends dire, les pays riches ne nous ont pas fermé leur bourse. Ainsi, depuis début 1989, nous avons reçu, pour notre caisse extra-budgétaire, environ 130 millions de francs provenant des gouvernements de Bonn, Tokyo, Oslo, etc.

Là où M. Mayor est moins proche — même s'il admet que d'une manière générale « ce n'est pas la question essentielle de l'encadrement. Il est clair que Mbow ou pas Mbow, l'UNESCO souffre, comme le reste du système onusien (2) d'une sorte de langueur bureaucratique. Les intellectuels dynamiques, imaginatifs, de moins en moins d'Occident, ont peu à peu quitté sur la pointe des pieds une institution de plus en plus livrée au corporatisme des associations de personnels, favorisé, il faut le reconnaître, par le statut douillet de la fonction publique internationale.

Dans l'impossibilité — sauf à s'offrir des grèves et des procès — de renverser des cadres souvent encroûtés depuis des lustres dans un train-train barbant de privilèges, M. Mayor a préféré contourner l'obstacle et s'entourer de « consultants » à statut spécial. « Oui l'UNESCO en dispose maintenant d'une centaine, dont cinq ou six travaillent directement avec moi, et je n'ai pas l'intention de m'arrêter là, mais, au contraire, de recruter les cerveaux les plus brillants de la planète. L'UNESCO, non seulement les mérite, mais elle en a besoin pour réussir son nouveau départ ».

La panacée par les « consultants » ? On demande à voir. Enfin, à la tête d'un programme qui est le sien, et qui sera détaillé durant la conférence générale, M. Mayor a quatre ans devant lui pour prouver que sa « méthode douce » est en mesure de redonner vigueur à l'organisation — et d'y ramener les Anglo-Saxons.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) L'ancien ministre sénégalais, élu aujourd'hui au Maroc, fait l'objet d'un « voyage diplomatique » à l'invitation de Mbow, un Sahélien à l'UNESCO, écrit par notre confrère zairais Thassinda Uba Thassinda (Présence africaine, 150 F).

(2) Voir le livre de l'universitaire suisse Pierre de Sardan, « Les hauts fonctionnaires de l'UNESCO, la Crise des Nations unies » (PUF, 1988).

La fin du débat général à l'ONU

L'année des consensus

L'Assemblée générale de l'ONU a achevé, le 12 octobre, son débat général. Délaissant le lyrisme et les affrontements passés, les délégués jouent désormais la carte du dialogue, tout en veillant à ce qu'un nouvel équilibre Est-Ouest ne s'emporte pas sur la nécessaire coopération Nord-Sud.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Que ce soit en 1987, ou même l'année suivante, l'Assemblée générale n'était pas toujours en adéquation avec ce qui se passait dans le monde. C'était encore l'époque des discours rituels. Jusqu'à ce que l'arrivée surprise de Mikhail Gorbatchev vienne griser le monde. Depuis, les embarras américains-soviétiques n'en finissent pas. Mais, en même temps, on sent bien que tout le monde est un peu perdu. Les marques au sol ont disparu... »

Venant d'un vieil observateur du cérémoniel diplomatique à l'ONU, le jugement a sa valeur. Les interventions prononcées par les porte-parole des cent cinquante-quatre pays membres à la tribune sur les cent cinquante-neuf que compte l'Organisation (1) ont, en effet, laissé une impression de monotonie, excepté l'allocution musclée du président colombien Virgilio Barco, illustrant le combat mené par son pays contre les trafiquants de drogue. M. Barco a eu droit à une longue ovation de l'assemblée des représentants historiques, l'intervention en séance du président provisoire de la République du Panama, M. Francisco Rodríguez, au moment où le général Noriega déjouait un coup d'Etat, a pu rappeler certains les coups de feu tirés en 1988 sur une caserne de Buenos Aires quand le président argentin Alfonsín montait à la tribune de l'ONU. Mais, au-delà de ces petits événements, le fait marquant de ce

débat de session aura été le profil bas adopté par les traditionnels bretteux de l'Assemblée.

Certes, le porte-parole panaméen s'en est pris vivement, une fois de plus, aux Etats-Unis, à propos du différend qui oppose les deux pays sur le canal. Mais en laissant tout de même une porte ouverte à la négociation. Idem pour le Nicaragua, d'habitude bien plus violent à l'égard de Washington et qui, cette année, s'est contenté d'appeler au consensus et à la coexistence des systèmes politiques. De même pour l'Australie, traditionnel porte-drapeau des pays du Forum pacifique très chahuteux dans le passé sur le sort de la Nouvelle-Calédonie, et qui n'a pas même évoqué cette année le sujet.

« Le grand condominium américano-soviétique contribue à geler les hostilités », souligne un diplomate occidental. « De plus, les troubles nouveaux sont davantage nationaux qu'internationaux. Et les rapports Est-Ouest ont changé », fait-il valoir. Ainsi, la relance des négociations entre Washington et Moscou sur le désarmement, l'indépendance chaque jour plus marquée de la Pologne et de la Hongrie à l'égard du Kremlin — et du dogme, — le départ de RDA de dizaines de milliers d'Allemands de l'Est, les processus de paix engagés en Afghanistan, en Namibie, la fin de la guerre Iran-Irak, sont autant d'éléments venus brouiller ce que certains comités pressent pour un ordre mondial établi depuis 1945.

Le désarroi était perceptible, ces dernières semaines, parmi certaines délégations qui, tout en se félicitant des petits pas esquissés sur le chemin de la paix et des thèmes nouveaux abordés au cours de cette session (la drogue, l'environnement pour l'essentiel), redoutaient que l'annonce d'un nouvel ordre politique entre les Grands ne fasse oublier les graves problèmes auxquels se heurtent les pays les plus démunis. C'est ainsi qu'il faut interpréter les mises en garde du Brésil, de la Colombie, du

Vénézuëla. Ou encore les propos de Mme Mazis Mayminda, ministre zambien des affaires étrangères, mettant face à face les 92 milliards de dollars consentis, en 1988, par les pays occidentaux aux nations en développement et les 142 milliards que ces dernières ont dû leur verser au titre de la dette. Un fardeau de 1 300 milliards de dollars à ce jour pèse sur les pays en développement ; soixante-dix d'entre eux sont dans une situation désespérée, selon un rapport sur la dette rendu public en fin de semaine.

Traditionnel sujet de tensions entre créanciers et débiteurs, le dossier de la dette n'a pas suscité jusqu'à présent d'envie lyrique. Là aussi, la volonté de dialogue est de rigueur. Comme sur les dossiers délicats (le Cambodge, le Sahara occidental, l'Amérique centrale) pour lesquels l'ONU s'efforce, parée à distance, de rapprocher les parties concernées. C'est ce travail patient et sur mesure qui a valu à M. Javier Pérez de Cuellar un éloge marqué de la quasi-totalité des délégations. Cet hommage adressé au secrétaire général, dont le deuxième mandat (de cinq ans) s'achève fin 1991, témoigne d'une volonté de rassemblement dont les prochaines semaines donneront la mesure.

SERGE MARTI

(1) Ne sont pas intervenus : la République centrafricaine, le Liban, Samoa, la Sierra Leone et l'Afrique du Sud.

L'heure des comptes

La proposition, bien accueillie, du secrétaire général d'envoyer une force de paix en Amérique centrale (le Monde du 13 octobre) va accomplir les problèmes budgétaires auxquels se trouve confrontée l'organisation. D'ores et déjà, les opérations de maintien de la paix en cours accusent un déficit de 547 millions de dollars. Auquel il faut ajouter un déficit budgétaire total de 809 millions comprenant l'année en cours (275 millions) et les années 1984-1985. Dans ces conditions, on comprend la pression exercée sur les Etats-Unis, principal contributeur aux recettes de l'ONU — dont ils doivent assurer 25 % du budget, à égalité avec les Douze, suivis par l'URSS (12 %), le Japon (11,5 %) et l'Allemagne fédérale (8,5 %) — pour qu'ils payent leur écot.

Pour l'instant, Washington s'est engagé à verser sa quote-part pour 1989 (216 millions). Mais le gouvernement américain continue de faire la sourde oreille à propos de ses arriérés budgétaires (495 millions) et des 183 millions dus au titre des opérations de maintien de la paix. En attendant un éventuel règlement de ce différend, M. Pérez de Cuellar a proposé, le 13 octobre, un budget de 1,98 milliard de dollars pour l'exercice biennal 1990-1991, soit une diminution de 0,4 % sur le précédent exercice. Poursuivant le programme de réduction des dépenses, la commission budgétaire prévoit de diminuer les effectifs de 12 % pour les ramener à 10 054 postes. Une économie encore insuffisante pour redresser les comptes de l'organisation.

Mort de Charles Lescant ancien correspondant du « Monde » aux Nations unies De l'Afrique à New-York

Notre collaborateur Charles Lescant, qui fut correspondant du Monde aux Nations unies de 1986 à 1989, est décédé dimanche matin 15 octobre à Paris. Il était âgé de quarante et un ans.

Né en mars 1948 à Nitra, en Slovaquie, dans une famille très modeste, il a étudié le droit à la faculté de droit de Bratislava, où il a obtenu son diplôme de juriste. Il a travaillé pour le journal Karol Liskovsky — qui va bientôt devenir Charles Lescant — songe très tôt à quitter ce paradis artificiel. Après des études secondaires au lycée de Bratislava — où il s'initie déjà au français — il part pour Londres, où il suit un semestre de cours à la London School of Economics, et pour les Etats-Unis, où il passe six mois également à l'université de Minnesota. A son retour à Prague, la normalisation imposée par les chars soviétiques finit par le convaincre que son avenir n'est pas là. Il quitte alors définitivement la Tchécoslovaquie pour la France, où il va connaître plusieurs années de vache enragée.

Charles Lescant débute dans le journalisme en 1970 comme pigiste à l'ORTF ; il collabore alors aux journaux de l'étranger en langue slovaque. Après un détour en 1974 par FR3-Télévision, il entre un an plus tard à Radio-France internationale (RFI). Comme pour mieux s'ancrer dans son pays d'adoption (il n'évoquait que très rarement, et comme à regret, son pays d'origine, avec lequel il avait rompu pratiquement tous les liens), c'est le service Afrique francophone qu'il choisit. Il y fera merveille, d'abord comme responsable des grands journaux à destination du continent noir puis comme grand reporter. A tel point que, quand il s'installa à New-York, à la demande du Monde, en 1986, pour suivre les travaux des Nations unies et effectuer de multiples enquêtes économiques, nombreux furent les responsables africains à ne pas comprendre sa « trahison » et à regretter son départ de la scène africaine.

Mais, après douze années d'Afrique, Charles Lescant voulait élargir son horizon : travailler pour le Monde était aussi un vieux rêve. Il ne l'aura réalisé que quelques années après, dans l'attente d'un immense des Nations unies où son professionnalisme et sa compétence scrupuleuse lui valurent le respect du monde onusien, à commencer par celui de M. Pérez de Cuellar, le secrétaire général de l'organisation.

COSTA DO ESTORIL

Portugal

SPECIAL PRIX-RIVER 89/90

à partir de **2.320*** départ Paris

* Prix par personne comprenant l'avion (aller/retour) + Hôtels sur la base de chambre double et petit déjeuner pour un week-end. Consultez votre Agence de Voyages.

100 AIR PORTUGAL

Paris Tel: 42.96.10.09
Lyon Tel: 78.37.63.67
Nice Tel: 93.21.34.35
Toulouse Tel: 61.23.41.01

Pour toutes les informations sur Lisbonne, contactez le **CENTRO DE TURISMO DE PORTUGAL**

EM FRANÇA
Tél: (1) 47.42.55.57
Métro: 3014 Code AAZ

Réunion informelle des ministres des affaires étrangères des Douze

MM. Delors et Dumas vont se rendre en Pologne et en Hongrie

M. Roland Dumas et M. Jacques Delors se rendront « dans les semaines qui viennent » (probablement en novembre) à Varsovie et à Budapest, a confirmé le ministre français des affaires étrangères, dimanche 15 octobre, à l'issue d'une réunion informelle de deux jours avec ses onze homologues de la CEE, au château d'Euclimont, près de Chartres.

Ces visites, qui auront lieu dans le cadre de la mission de coordination de l'aide à la Pologne et à la Hongrie confiée à la Commission des Communautés lors du sommet de Sept, auront pour but de « faire le point sur la situation de ces pays ».

Les événements en cours en Europe de l'Est ont fait l'objet d'un « long examen » qui a constitué l'essentiel des discussions de cette réunion informelle. « Dans mon esprit, a estimé M. Jacques Delors au terme de la réunion, ce que je propose aux pays de l'AELE (allusion aux formules d'association en cours d'élaboration entre les pays de l'Association européenne de libre échange et la CEE) pourrait très bien s'appliquer à la Pologne ou à la Hongrie ; nous n'avons pas nous, les Douze, la monopole de l'Europe ».

M. Roland Dumas a, par ailleurs, fait part de « l'accueil très favorable » dont a fait l'objet la proposition de M. François Mitter-

rand de coordonner l'action des Douze en matière de lutte contre la drogue, l'idée centrale étant, selon le ministre français des affaires étrangères, de « faire jaillir un comité de coordination dans lequel la Commission jouera son rôle ».

Pour ce qui est de la date de convocation de la conférence intergouvernementale qui devrait permettre le lancement de l'Union économique et monétaire (la France et l'Italie ayant fait savoir qu'elles aimeraient la voir se dérouler au cours du second semestre de 1990), M. Dumas a affirmé : « Je n'ai noté nulle part un refus systématique et obstiné ».

En matière de coopération politique, les douze chefs de la diplomatie de la CEE ont évoqué au Proche-Orient, notamment au Liban, et en Afrique du Sud. Pour M. Dumas, le plan Mubarak est « déjà dépassé par le refus israélien », et il a été « remplacé » par le plan de coordination d'Etat africain, M. James Baker. Les ministres ont, par ailleurs, salué la libération, dimanche, par les autorités sud-africaines, de huit responsables du Congrès national africain (ANC), mais M. Dumas a estimé qu'« il convient de maintenir la pression pour que les promesses faites pendant la campagne électorale soient respectées ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

PROCHE-ORIENT

LIBAN : La réunion de Taïf

Les députés chrétiens sont divisés sur la question de la présence syrienne

TAÏF (Arabie saoudite)
de notre envoyée spéciale

Si elle concerne bien évidemment tous les députés libanais, musulmans et chrétiens, réunis à Taïf, la présence syrienne au Liban, sujet le plus délicat du document d'entente nationale proposé par le comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), fait depuis quarante-huit heures, l'objet de multiples con-

tations interchrétiennes et de rencontres de députés chrétiens avec le Comité.

Incontestablement, les menaces réitérées samedi 14 octobre par le général Aoun, demandant aux députés de « refuser toute concession » au sujet de la présence syrienne et affirmant que « le peuple n'acceptera pas ceux qui trahissent son avenir », ont porté sur « trois ou quatre députés », selon un élu chrétien, les amenant à durcir leur position et à proposer aux Saoudiens des modifications de fond au texte arabe dont le comité a prévenu, dès le début de la conférence, que, objet d'un consensus arabe et international, il n'était pas amendable.

La bataille engagée divise d'abord le camp chrétien, entre les maximalistes qui exigent toujours une programmation claire et précise d'un « retrait » syrien (alors que le texte arabe ne parle que d'un « regroupement » de l'armée syrienne, à échéance maximale de deux ans après le vote constitutionnel des réformes, à l'issue desquelles les gouvernements syrien et libanais s'entendront sur l'avenir de la présence syrienne) et les modérés, inclins par ailleurs à accepter le texte avec « quelques éclaircissements et garanties » — par exemple sur la date à partir de laquelle commencera ce regroupement.

La position de la France, qualifiée d'« ambiguë », fait l'objet de nombreux commentaires au sein du camp chrétien comme dans l'entourage du comité tripartite, où l'on affirme ne pas comprendre pourquoi Paris, qui affirme officiellement soutenir les efforts arabes, ne fait pas tout ce qu'il devrait pour amener le général Aoun à plus de modération. En refusant, comme l'a affirmé M. Roland Dumas, de faire pression sur lui — estimant que la réalité politique qu'il représente doit être mieux préservée, sans compter que Paris voudrait voir plus sérieusement défendue la souveraineté libanaise, — la France, dit-on ici, donne au général Aoun des espoirs qu'elle n'est pas en mesure de soutenir et conspuent inutilement la tâche à la fois des députés chrétiens et du comité tripartite.

Les regards se tournent aussi vers le Vatican, où se trouve le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, qui reste silencieux. Or, affirme un élu chrétien, « une déclaration de sa part libérerait les quelques députés qui craignent de rentrer à Beyrouth en se faisant accusés de trahison ».

Troisième partie concernée, l'Irak a de nouveau été sollicité par le roi Fahd d'Arabie saoudite, qui a envoyé un message, le deuxième en dix jours, au président Saddam Hussein.

FRANÇOISE CHIPAUX

Terry Waite, otage depuis mille jours

Londres (Reuters). — Trois otages britanniques du Liban sont toujours vivants, a annoncé l'Eglise anglicane, dimanche 15 octobre, au millième jour de détention de Terry Waite, émissaire de l'archevêque de Canterbury au Liban.

L'Eglise anglicane n'a fait, en revanche, aucune référence au quatrième otage britannique, Jackie Mann, pilote d'avion à la retraite, disparu au Liban au mois de septembre dernier, à l'âge de soixante-trois ans.

« Nous avons obtenu cette semaine, de source iranienne, de nouvelles assurances que les trois otages britanniques — Terry Waite, John McCarty et Brian Keenan — sont vivants », a déclaré un porte-parole du chef de l'Eglise anglicane. John McCarty, journaliste de télévision et Brian Keenan, professeur originaire de Belfast, en Irlande du Nord, ont été enlevés en avril 1986. Comme Terry Waite, ils seraient détenus par des groupes pro-iraniens.

ÉGYPTE

La rencontre Mubarak-Kadhafi à Marsa-Matruh

LE CAIRE

de notre correspondant

Pour la première fois depuis seize ans et après une longue brouille qui a failli dégénérer à plusieurs reprises en conflit armé de grande ampleur, le numéro un libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, devait se rendre, lundi 16 octobre, en Égypte pour y rencontrer le président Hosni Mubarak. C'est par voie de terre que le colonel Kadhafi, dont la dernière visite sur le sol égyptien remonte à 1973, devait faire les 200 kilomètres séparant la frontière commune aux deux pays de Marsa-Matruh, où est prévue la rencontre entre les deux hommes d'État (le Monde daté 15-16 octobre).

Les entretiens devaient porter principalement sur les relations bilatérales, qui ont connu une très nette amélioration depuis un an. Le colonel Kadhafi pourrait passer la nuit à Marsa-Matruh avant de regagner, mardi, la Libye en compagnie du président Mubarak pour y poursuivre leurs discussions.

A. B.

A TRAVERS LE MONDE

CSCE Ouverture à Sofia d'une conférence sur l'environnement

La coopération régionale européenne dans le domaine de l'environnement est au centre de la conférence écologique qui s'est ouverte, lundi 16 octobre, à Sofia, dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). Cette réunion, qui est la première des conférences décidées par les accords de Vienne, en janvier dernier, à avoir lieu dans un pays socialiste, comprendra les trente-cinq pays de la CSCE. En effet, la Turquie, dont la participation était moins sûre, en raison du grave conflit qui l'oppose à la Bulgarie sur le sort de la minorité turque dans ce pays, y assiste finalement.

Les « trente-cinq » se pencheront sur les aspects juridique, pratique et technique de la lutte contre la pollution et discuteront des moyens pour sensibiliser l'opinion publique aux questions de l'écologie. L'objectif principal de cette rencontre est l'adoption d'une convention écologique à la fin de la conférence, fixée au 3 novembre. — (AFP.)

HONGKONG Grève de la faim de milliers de « boat-people »

Hongkong (Reuters). — Plus de sept mille « boat-people » vietnamiens ont poursuivi, dimanche 15 octobre, leur grève de la faim

dans trois centres de détention de Hongkong, dans l'espoir de ne pas être renvoyés vers le Vietnam. Les réfugiés vietnamiens jeûnent et effectuent des sit-in de protestation, depuis vendredi soir, pour attirer l'attention sur leur sort avant la tenue d'une réunion internationale sur ce problème, lundi et mardi à Genève.

Hongkong demandera à ses interlocuteurs à Genève d'approuver le rapatriement forcé des « boat-people » réfugiés sur son territoire. La plupart des cinquante-six mille réfugiés actuellement massés dans les camps de la colonie britannique sont considérés comme des réfugiés économiques et non pas politiques, et n'ont donc guère de chances de trouver un pays d'accueil.

YUGOSLAVIE Le premier ministre fait appel aux investissements américains

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a qualifié à son retour, dimanche 15 octobre, de « très fructueuse » la visite de travail d'une semaine qu'il vient de faire aux États-Unis.

M. Markovic souhaitait principalement assurer un soutien financier de l'ordre de 1 milliard de dollars pour mener à bien son processus de réformes économiques visant à doter la Yougoslavie d'une véritable économie de marché. Le premier ministre, qui s'est entretenu avec le président américain George Bush vendredi dernier, a affirmé à l'issue de cette rencon-

tre que les entreprises américaines devaient profiter des réformes en cours pour investir en Yougoslavie. M. Bush lui a apporté un « soutien sans réserve », a-t-il ajouté.

M. Markovic a également rencontré des représentants du Fonds monétaire international (FMI). Il a indiqué qu'il « a un cadre de coopération », qui sera élaboré fin octobre à Belgrade, a été mis au point », en précisant que cet accord « exclut des méthodes administratives ». M. Markovic s'oppose fermement au blocage des prix et des salaires, mesures généralement préconisées par le FMI pour combattre l'inflation, qui a atteint en Yougoslavie plus de 1 000 % l'année dernière. — (AFP.)

■ **GRÈCE :** voyage à Paris de M. Papandréou. — L'ancien premier ministre socialiste grec, M. Andreas Papandréou, est arrivé, dimanche 15 octobre, à Paris, alors que son parti (Pasok) domine le coup d'envoi de sa campagne électorale en vue des législatives du 5 novembre. Ce voyage imprévu est « une grosse surprise », selon M. Lalou, membre du comité exécutif du PASOK. L'agence grecque ANA a indiqué que M. Papandréou devrait avoir des entretiens avec le président François Mitterrand, avant de regagner Athènes, mardi. — (AP.)

■ **Manifestation pour l'Arménie à Paris :** Quatre mille personnes selon les organisateurs, deux mille selon la police, ont réclaté samedi 14 octobre, place du Trocadéro à Paris, la levée du « blocus économique » imposé par l'Azerbaïdjan à l'Arménie et à la région du Haut-Karabakh, au cours d'un rassemblement auquel participait notamment le chanteur Charles Aznavour. — (AFP.)

ASIE

JAPON : Le scandale des machines à sous

Les socialistes sont à leur tour compromis dans une affaire de pots-de-vin

Les socialistes japonais n'ont rien à envier à leurs adversaires politiques : M^{me} Doi, la présidente du PS, et son parti sont, à leur tour, au centre d'un scandale financier...

TOKYO

de notre correspondant

La présidente du Parti socialiste (PS), M^{me} Takako Doi, a des passe-temps « prolétaires », et son bureau à la Diète tient du stand de foire tant y sont nombreux les trophées qu'elle a remportés dans des concours de chant ou au pachinko — populaire machine à sous, version nipponne des flippers occidentaux. Il est probable que, pour l'heure, M^{me} Doi préférerait qu'on oublie cette passion pour le pachinko, qui contribue pourtant à la popularité de celle que la presse américaine a baptisée la « femme de l'année » et en qui elle voyait, un peu hâtivement, un futur premier ministre.

La présidente du PS, qui, au cours de l'année écoulée, monta à l'assaut de la forteresse libérale-démocratique pour dénoncer la « politique de l'argent », est aujourd'hui, ainsi que son parti, au centre d'un nouveau scandale. Il n'a certes pas l'ampleur de l'affaire Recruit mais

n'en est pas moins révélateur des pratiques de financements socialistes, qui, semble-t-il, n'ont rien à envier à leurs adversaires en la matière. S'ils sont moins gourmands et si les « contributions » tiennent plus des dessous-de-tables que de vastes opérations boursières, c'est peut-être simplement qu'ils ne sont pas au pouvoir. Ce nouveau scandale doit faire, ces jours-ci, l'objet d'interpellations à la Diète et d'une enquête du gouvernement.

Une série d'articles publiés depuis le mois d'août par l'hebdomadaire *Shukan Bunshun* accusent le PS et M^{me} Doi d'avoir reçu des pots-de-vin de l'association des propriétaires de salles de pachinko (Zenyukai) afin de bloquer au Parlement une réforme du système d'imposition les concernant. Le pachinko est en effet une véritable industrie : 14 000 salles et un chiffre d'affaires total de 1 000 milliards de yens, soit 47 milliards de francs. Une industrie comme celle-ci pour pratiquer, à grande échelle, la fraude fiscale.

Le secrétaire général du PS, M. Yamaguchi, a dû reconnaître, à la fin de la semaine dernière, que neuf membres de son parti avaient reçu quelque 8 millions de yens de la Zenyukai. Selon le *Shukan Bunshun*, l'association aurait, par ailleurs, fourni 4,2 millions de yens lors d'une réception organisée en 1987 pour fêter l'accession de M^{me} Doi à la présidence du PS, et elle a décerné à celle-ci un prix Pachinko (1 million de yens), somme que la présidente du PS a remis immédiatement à une association féminine.

Les conservateurs sont partie prenante dans ce nouveau scandale (80 parlementaires libéraux-démocrates émargèrent sur la liste des largesses de la Zenyukai et on estime à quelques 500 à 600 millions de yens les sommes versées au cours des trois dernières années aux politiciens des deux bords, à l'exception des communistes). Mais l'affaire est surtout gênante pour les socialistes. Elle ternit leur image et confirme qu'ils appartiennent à la même « culture » politique, peu regardante sur les principes, que leurs adversaires.

Un lobby pro-Pyongyang

On estime que près d'un quart des salles de pachinko appartiennent à des Coréens de l'association pro-Pyongyang, qui sont régulièrement « taxés » par la Corée du Nord pour contribuer aux financements de manifestations telles que l'anniversaire du président Kim Il-sung (une partie des bénéfices étant obtenus grâce aux fraudes fiscales passant ainsi à Pyongyang).

Il existe un solide lobby pro-Pyongyang au sein du PS, seul parti japonais à avoir des contacts suivis avec la Corée du Nord. Par exemple, M^{me} Doi a d'ailleurs été incapable de définir une politique à l'égard de la Corée du Sud (officiellement, le PS ne reconnaît pas le traité de normalisation des relations entre Tokyo et Séoul, qui date de 1965).

Selon l'enquête du *Shukan Bunshun*, donc, le PS a activement cherché à bloquer au Parlement une réforme permettant d'enrayer la fraude fiscale des opérateurs de pachinko. En retour, l'association Chosensoren (pro-Pyongyang) lui aurait versé des pots-de-vin. Si ces versements ont effectivement eu lieu, ils contreviennent à la loi sur les fonds politiques Chosensoren étant une association étrangère. Il semble par ailleurs, que des opérateurs de pachinko, las d'être l'objet du « racket » de la Corée du Nord, soient à l'origine de certaines de ces révélations, ce qui confirmerait l'existence de sévères divergences au sein de l'association des Coréens pro-Pyongyang.

Pour l'instant, le PS a répondu aux accusations dont il est l'objet en déclarant qu'il n'y avait aucune irrégularité dans la perception et l'utilisation des fonds du Zenyukai. Il a, quelque peu maladroitement, accusé les autres partis d'être dans la même situation que lui, sans toutefois répondre sur le fond.

PHILIPPE PONS

Au sommaire du « Monde de la Révolution française » n° 10

La Révolution d'octobre... 1789

Dans l'Almanach de 1789, la Révolution d'octobre marque une césure dans l'histoire politique de l'année. Point culminant des conflits et des tensions : les 5 et 6 octobre, Louis XVI est à la chaise quand il apprend qu'une foule de Parisiennes marche sur Versailles. La foule réclame l'installation de la famille royale à Paris. La Fayette, accouru, permet d'éviter le drame. Le 6 au soir, l'arrivée à Paris se fait sous les acclamations : la situation a été retournée. Du moins en apparence, car le roi a perdu son image en retrouvant sa popularité.

Portraits : l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin, mais aussi la belle Liégoise, Thérèse de Méricourt, et Stanislas Maillard, huissier « porte-parole » du peuple.

Le *Journal des Droits de l'Homme* aborde la justice pour tous et le droit à la sûreté. Orza des dix-sept articles de la Déclaration de 1789 sont directement ou indirectement consacrés à la justice pénale. L'esprit des lois et des institutions nées de cette nouvelle justice va imprégner les textes qui constituent, comme l'atteste Robert Badinter, le legs immense et méconnu de la Révolution à la justice actuelle. Des profils de juristes et en particulier celui d'Adrien Duport, fervent abolitionniste de la peine de mort, complètent ce thème.

► En vente chez tous les marchands de journaux, le *Monde de la Révolution française* n° 10 - 30 francs.

itec

CODE CIVIL

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

CODE DE COMMERCE

CODE DE TRAVAIL

CODE DE LA FAMILLE

CODE DE LA SANTÉ

CODE DE LA JUSTICE

LIBRAIRIES

27 place Daubigny

75001 PARIS

tel. (1) 40 25 50 90

25, rue Soufflot

75005 PARIS

tel. (1) 40 25 07 71

ou chez votre libraire habituel

Les divergences entre le secrétaire général et M. Fiterman sur la ligne du PCF

M. Georges Marchais se prévaut du soutien de « l'écrasante majorité du parti »

Lors du « Grand jury RTL-le Monde », dimanche 15 octobre, M. Georges Marchais a évoqué les critiques formulées par M. Charles Fiterman contre la ligne actuelle du Parti communiste, à l'occasion de la réunion du comité central, jeudi et vendredi. M. Marchais a jugé que M. Fiterman exprime pour la première fois « avec autant de force » un « clivage » qui existerait au sein du PCF depuis 1984 sur la justesse de la ligne du parti. M. Marchais a reproché à MM. Fiterman et Le Pors de mettre en cause la ligne de la direction « sur un certain nombre de questions fondamentales tout en affirmant le contraire ».

M. Marchais a aussi évoqué le message que M. Mikhail Gorbatchev lui avait demandé de transmettre au comité central lors de leurs récents entretiens à Moscou. Ce message, qui n'est pas dans les usages des relations entre partis frères, donne l'impression de légitimer le PCF dans la ligne de la perestroïka. M. Gorbatchev affirme dans ce message : « Je tiens à transmettre au comité central de votre parti nos salutations communistes, à vous assurer de la solidarité du parti communiste de l'Union soviétique à l'égard de votre lutte, à vous remercier pour la solidarité que vous manifestez à l'égard de notre deuxième révolution et pour votre compréhension de nos problèmes au moment du renouveau socialiste de notre société. »

Invité, dimanche 15 octobre, du « Grand jury RTL-le Monde », M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a affirmé, à propos de la déclaration critique de M. Charles Fiterman lue devant le comité central du PCF (le Monde daté 15-16 octobre) : « Je ne suis pas d'accord avec Charles Fiterman. Ça, c'est clair ! (...) Il est évident qu'entre Charles Fiterman et la majorité, pour pas dire la quasi-unanimité de la direction du parti au comité central, plus quelques camarades qui sont intervenus dans la discussion, il existe une différence d'approche sur un certain nombre de questions qui sont importantes. A mon avis, ces différences ne sont pas nouvelles (...) Disons qu'aujourd'hui (...) Charles Fiterman s'avance beaucoup plus. Mais il est sous-jacent depuis plusieurs années, notamment depuis 1984, qu'il y a (...) une différence d'approche sur ce qu'est aujourd'hui la stratégie du Parti communiste. »

M. Marchais a évoqué le départ des communistes du gouvernement en 1984 en présentant ainsi les deux termes de l'alternative pour le PCF à ce moment-là : « Ou il se rallie au PS, se mettrait derrière celui-ci et renoncera à un certain nombre d'objectifs correspondant aux intérêts des travailleurs ; il se rallie alors à la politique d'austérité dont on voit aujourd'hui les conséquences. C'était une stratégie possible, mais il y en avait une autre, que nous avons d'ailleurs choisie et qui nous a conduits à donner la priorité au rassemblement des forces populaires (...) pour engager (...) une lutte unie, afin de faire échec à toute politique mettant en cause les intérêts des forces populaires et les intérêts nationaux (...), étant entendu (...) que cette stratégie (...) n'était pas du tout, et au contraire, la recherche d'un accord (...) avec le Parti socialiste car nous n'avons jamais renoncé à assumer nos responsabilités à la direction des affaires de pays. »

« Mon sentiment, et ce n'est pas seulement le mien, a continué M. Marchais, est qu'en définitive, c'est à partir de cette période qu'un certain clivage s'est effectué au sein du parti. L'écrasante majorité du parti (...) a fait sienne la stratégie que nous avons mise au

point lors de nos XXV^e et XXVI^e congrès. Il y a quelques camarades - je ne donnerai pas le nombre, mais il est limité - qui, eux, en l'adoptant plus ou moins nettement, pensent qu'une autre stratégie aurait été meilleure (...). Cette autre stratégie aurait consisté à rester sur la ligne qui avait été la nôtre précédemment (...). C'est la première fois que Charles Fiterman, mais aussi (...) Anicet Le Pors mettent avec autant de force en cause notre ligne sur un certain nombre de questions fondamentales, tout en affirmant le contraire. Cela était, la discussion contraire (...). Je ne dis pas (...) que Charles Fiterman (...) est résolument opposé à l'ensemble de la politique du parti, mais il a des oppositions sur un certain nombre de questions ». M. Marchais a précisé que l'ancien ministre des transports lui a adressé une « lettre personnelle » pour lui indiquer qu'il souhaite avoir avec lui une « discussion » (dès qu'il sera remis de son accident de voiture). Le secrétaire général a affirmé que « c'est la majorité [du parti] qui tranchera les différends existants ».

La « démocratie » à l'Est

Le secrétaire général du PCF a encore affirmé que l'analyse de la direction de son parti sur « le glissement à droite [de la société française] garde toute sa valeur » mais qu'il considère « un débat d'évolution dans l'opinion publique ». Cette prise de conscience, a conclu M. Marchais, nous l'attribuons pour une part à la politique qui est la nôtre, à notre stratégie. C'est donc une raison supplémentaire pour ne pas céder à la pression de quelques camarades qui voudraient nous amener à changer de stratégie et de politique au moment où celles-ci commencent - je dis bien commencent - à porter leurs fruits.

A propos de l'opposition du PCF à la politique du gouvernement, M. Marchais a réaffirmé que, si une disposition d'immunité avait été présentée dans le projet de loi en cours de discussion sur le financement des activités politiques, le PCF aurait voté une éventuelle motion de censure, « même si cela avait fait tomber le gouvernement ». Reprenant les termes de son rapport devant le comité central, le secrétaire général a affirmé à propos du gouvernement : « Il n'a pas déposé un projet de loi pour dire que désormais il utilisera les CRS et la matraque contre les travailleurs. S'il l'avait fait, nous aurions voté la censure. »

En ce qui concerne les mouvements dans l'Europe de l'Est, M. Marchais, tout en défendant son expression ancienne de « bilan globalement positif », a jugé que « la construction d'un socialisme moderne correspondant à l'époque où nous vivons (...) passe prioritairement par la démocratisation dans tous les domaines ».

M. Marchais a évoqué le cas de la RDA pour affirmer que « comme les autres pays socialistes mais pas exactement de la même façon partout, [la RDA] est confrontée elle aussi à des pro-

M. Fiterman : « Fraternel et constructif »

Dans un communiqué diffusé dimanche 15 octobre, M. Fiterman a expliqué son initiative en ces termes : « Soucieux de participer à la discussion du comité central qui vient de se tenir, je lui ai adressé une intervention dont le seul objectif, avec les idées et propositions qu'elle contient, est de contribuer à l'effort nécessaire pour approfondir et développer la politique de lutte pour un socialisme démocratique décidée par notre vingt-deuxième congrès et les congrès qui ont suivi, en tenant compte des changements qui se produisent dans le monde. Je l'ai fait dans l'esprit fraternel et constructif dont je pense qu'il doit caractériser la discussion des communistes en vue de renforcer leur parti. »

bilans de développement auxquels il lui faut répondre sous peine de commettre des difficultés sérieuses. L'un de ces problèmes, c'est la question de la démocratie politique, de la liberté (...). Beaucoup de jeunes (est-allemands) m'ont dit : « On est bien en RDA (...) mais on veut davantage de liberté, on veut pouvoir aller où ça nous plaît. Sans doute aussi, c'était sous-jacent mais je l'ai bien compris - veulent-ils sentir un peu moins peser sur eux le poids de l'appareil d'Etat (...). Tout pays socialiste qui prendra du retard dans la rénovation nécessaire de la société socialiste, avec la prise en compte des évolutions qui se produisent non seulement dans le monde mais dans son propre pays le paiera un jour ou l'autre. »

Avec la bénédiction de Moscou ?

par Olivier Biffaud

PLUS d'un an avant son déroulement, le vingt-huitième congrès national du PCF est sur les rails. Les cartes sont sur le table, et deux lignes s'affrontent ouvertement. Celle de M. Georges Marchais dispose d'une majorité écrasante au bureau politique, au comité central et dans le haut encadrement du parti. Le contraire serait bien étonnant au royaume du « centralisme démocratique » et, après dix-sept ans d'un règne dont l'année 1990 se voudrait l'apothéose, pour le soixante-dixième anniversaire du congrès de Tours, qui vit la naissance du Parti communiste et celle de son chef d'aujourd'hui, M. Marchais. Le PCF tenant aux symboles, il est facile d'imaginer que tout sera fait pour que cette coïncidence ne soit pas gâchée.

La nouvelle ligne proposée par M. Charles Fiterman est, elle, très largement minoritaire dans les instances dirigeantes du parti, par la faute de l'ancien ministre lui-même, qui n'avait pas saisi l'occasion du tourment de 1984, lorsque le comité central, réuni au mois de juin après le désastre électoral du scrutin européen, avait fait vaciller le pouvoir de M. Marchais par une contestation sans précédent. Au « Grand jury RTL-le Monde », le secrétaire général se défend de tracer une continuité qui irait de M. Pierre Juquin à M. Fiterman. Il feint de s'étonner lorsqu'on remarque que les tenants successifs d'une voie nouvelle pour le communisme français - elle fut appelée « révolution culturelle », « rénovation », « reconstruction » et, maintenant, « perestroïka à la française » - avaient tous occupé des responsabilités ministérielles dans le gouvernement de M. Pierre Mauroy. Pourtant, qu'il s'agisse de MM. Marcel Rigout, Anicet Le Pors ou Fiterman, tous ces anciens ministres sont accusés ni plus ni moins, selon une démarche empruntant au modèle du procès stalinien, d'avoir monté un complot et, par fourberie, de s'être terrés au cœur de leur pensée politique.

M. Marchais, qui s'affirme comme un des plus fidèles soutiens de la perestroïka à Moscou, n'en considère pas moins que qui n'est pas avec lui est contre lui, donc contre le parti, contre le communisme... et pour la social-démocratie. Fin 1984, il jugeait que MM. Juquin et Fiterman avaient en commun d'être des « intellectuels » obéissant à des motivations autres que celles des dirigeants communistes d'origine ouvrière (M. Juquin est fils de che-

minot et M. Fiterman a commencé dans la vie comme électricien).

Un des éléments de l'acte d'accusation et pas le moindre réside dans le compte rendu que fait l'Humanité de la réunion du comité central. Dans son édition du lundi 16 octobre, l'organe central du PCF, tout comme l'avait fait l'Humanité-Dimanche, publie de larges extraits de la discussion du « parlement communiste ». Ceux qui sont consacrés à l'intervention écrite de M. Fiterman sont soigneusement et judicieusement découpés pour inspirer le jugement des militants.

Comme le dit M. Marchais, en se parant de vertus démocratiques : « Il y a débat. » Le malheur est que les termes du « débat » étant tronqués au départ, et le sort des débats réglé à l'avance, tout le monde ne part pas sur la même ligne.

Parcours du combattant

Dans le parcours du combattant qui s'ouvre pour déterminer l'avenir du communisme français, M. Marchais dispose de deux atouts de taille. Au « Grand jury », il n'a pas manqué de rappeler que, en matière de perestroïka, les Français n'avaient rien à apprendre des Soviétiques - un membre du comité central a même dit que c'était le contraire - puisque le PCF avait publié, en 1973, un livre intitulé Le Défi démocratique. L'ouvrage, signé par M. Marchais, avait largement mis à contribution le travail de M. Fiterman, qui aura sûrement compris cette petite leçon sur le reniement délivrée par le secrétaire général.

Second atout dont M. Marchais peut se prévaloir : le message d'amitié envoyé par M. Mikhail Gorbatchev aux membres du comité central. Le dirigeant soviétique assure les communistes français de sa « solidarité » avec leur lutte en France et les remercie de la leur pour la « deuxième révolution » en Union soviétique.

M. Marchais peut se féliciter de n'avoir pas fait antichambre pour rien pendant un an avant d'être reçu par M. Gorbatchev. Ce message, destiné sans doute à motiver aux conservateurs, à Moscou, que le réformateur Gorbatchev reste fidèle à la vocation internationaliste du communisme, pourrait s'adresser, aussi, à M. Mitterrand : ne comptez pas sur moi pour vous aider à vous débarrasser du PCF, semble dire le chef de l'Etat soviétique à son homologue français.

Les « reconstruc-teurs » : « la conception du socialisme »

L'Association de recherche et d'initiatives pour l'autogestion et le socialisme (ARIAS) qui réunit les « reconstruc-teurs » proches de MM. Félix Damette, Claude Popere et Marcel Rigout, a indiqué, jeudi 12 octobre : « Les pays socialistes traversent une crise profonde qui se traduit par des évolutions très divergentes. En Pologne, le Parti ouvrier a tiré leçon de sa défaite en laissant le pouvoir à Solidarné. En Hongrie, la direction du parti tente de rattraper le temps perdu en se précipitant dans des changements dont il est prématuré d'apprécier la portée exacte. En RDA, on assiste à l'émergence d'un mouvement populaire pour la démo-

cratisation du socialisme. Nous l'appuyons sans réserve. Il constitue la grande chance du socialisme en Allemagne et au-delà. Nous espérons que la direction du SED le comprendra pour qu'interviennent les nécessaires transformations. »

Tous les pays-socialistes, tous les partis communistes, et en particulier le nôtre, sont confrontés à la nécessité de reconstruire d'urgence leur conception du socialisme, leurs rapports à la société et, bien entendu, leur propre fonctionnement. Nous soutenons tout ce qui va dans le sens de l'intervention populaire, du socialisme autogestionnaire. »

Informations financières internationales, rapports annuels internationaux, assemblée générale des actionnaires, publicité financière, les chiffres prennent la parole.

Le Monde
CREE
LES ECUS OR
LE CHIFFRE FINANCIER INTERNATIONAL

CFCE FRANCE info 105.3 LEMOCI

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOLIVE

ALBERT TEVOEDJRE
COMPAGNON D'AVEVENTURE

Préface de LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR
15,5 x 24 cm - 536 p. - 270 F

Berger-Levrault
International M. : 46 34 12 35
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Anti-Virus
Anti-Format
Anti-Erreurs
Anti-Malveillance

LifeGuard

Le protecteur français de tous vos disques durs PC.

Editions Logiciels et Médias © (1) 45.89.44 98

itec

code rural 1990

code de la copropriété 1988

code de l'expropriation 1989

code de la construction et de l'habitation 1988

code de l'urbanisme 1990

LIBRAIRIES
27 place Dauphine
75001 PARIS
tel. (1) 43 26 60 30
28, rue Soufflot
75005 PARIS
tel. (1) 43 29 07 71
ou chez votre libraire habituel

POLITIQUE

Les partis français et l'évolution dans les pays de l'Est

Un coup de passion pour la Pologne et la Hongrie

Les hommes politiques français observent à la loupe les évolutions des pays de l'Est

Ils sont partagés entre l'enthousiasme et le scepticisme

Parlez-leur de Budapest et de Varsovie, et le regard des hommes politiques français s'illumine. Les voici soudain à mille lieues de la préparation du congrès socialiste de Rennes ou des déclarations de l'intergroupe de l'opposition, brassant l'histoire et la géopolitique, rebondissant de Yalta au troisième millénaire, dans un grand élan qui, le plus souvent, emporte sur son passage les scepticismes, les doutes et les interrogations à long terme.

Partout on soupèse les risques, on échauffe les scénarios et, surtout, on observe. De Budapest à Moscou, de Berlin-Est à Varsovie, les délégations parlementaires ne cessent de croiser des missions d'étude, et autres manifestations de « tourisme politique » qui ne sont pas sans rappeler, dans les années 70, le Portugal de la révolution des œillets.

Si le pays qui bat tous les records de visites est bien la Pologne — Valéry Giscard d'Estaing en revient, Pierre Méhaignerie y part à la fin du mois, Alain Juppé en janvier prochain, parmi bien d'autres — ce sont les dirigeants hongrois qui, dès avant le récent congrès du parti, ont le plus impressionné leurs visiteurs par leur franc-parler. « Quand vous êtes dans le bureau d'un des principaux responsables du pays, et qu'il vous dit « nous, les communistes, si l'on se fait battre aux élections, on aura bien cherché », vous vous pincez », note Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, qui était à Budapest en février dernier et qui s'apprête à partir pour Moscou, en compagnie de la présidente du Bundestag et d'une délégation de lycéens.

Les membres d'une autre mission parlementaire restent encore sous le choc d'une des trois soirées passées à Budapest : en même temps que les trois quarts du corps diplomatique de la ville, ils furent invités à une soirée offerte par un milliardaire local. « C'est symptomatique », note notamment André Ballon, député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence.

Quant à l'URSS, la liberté de ton dont ils perçoivent les échos suscite presque, chez certains parlementaires français, une pointe de jalousie. « En ce moment, soupire Jean-Marie Daillet, député (UDC) de la Manche, le Parlement en URSS a davantage de pouvoir qu'ici. Ils peuvent dire ce qu'ils veulent. Cela doit être très jouissif. » A tel point que ceux qui ne voyagent pas s'efforcent de se tenir au courant. Ainsi Claude-Gérard Marcus (RPR, Paris) confesse-t-il un abonnement au journal les Nouvelles de Moscou, même s'il ne le lit pas « absolument chaque semaine ».

Car, pour les hommes politiques français, le changement à l'Est, ce ne sont pas seulement des images télévisées, mais cela prend un corps, un visage : celui de leurs homologues, hommes politiques non communistes qui, après la fonte des glacières, refont surface, ayant survécu à des décennies de clandestinité ou de persécution. Avec, parfois, bien des surprises : ainsi, en Hongrie, les parlementaires français ont découvert que la social-démocratie, l'anarchisme ou la droite agrarienne étaient essentiellement incarnés par... un quarteron de sémiologues octogénaires, survivants de la scène politique d'avant-guerre. En URSS, c'est une Union démocratique chrétienne qui vient de reprendre sa place au sein de l'Internationale. Et son président est loin d'être un inconnu pour Jean-Marie Daillet : « Quand il était au goulag, j'étais son correspondant. »

L'homme du siècle

Le spectacle de l'Est est gros consommateur de superlatif. « Le rapprochement des Européens séparés est l'une des grandes affaires de la fin de ce siècle et du début de l'autre », assure-t-il, l'an dernier déjà, le chef de l'Etat. « Si Gorbatchev réussit, il sera le plus grand bonhomme du siècle », renchérit Laurent Fabius, tandis que l'ancien ministre des affaires sociales, Philippe Séguin, un ton au-dessous, note que « toute une



série de fondements » de notre analyse géopolitique sont en train de se retrouver totalement démolies.

« L'affirmation que le communisme avait « le sens de l'histoire » pour lui, qu'il était indiscutable, a régné pendant des décennies », rappelle Claude-Gérard Marcus. La fuite des partis communistes de l'Est devient l'appellation même de communisme met aujourd'hui un terme à cette « illusion tragique ». Est-ce par reconnaissance pour cette divine surprise ? La classe politique se sent prête, envers l'initiateur de la perestroïka, aux indulgences les plus inattendues : « Evidemment, note Jean-Marie Daillet, il faut à Gorbatchev un pouvoir très fort pour faire passer les réformes. C'est presque le coup de Pierre le Grand. » S'il devait se saisir des pleins pouvoirs, même pour résoudre le problème des nationalités, ce serait certainement une régression, nuance pourtant Alain Juppé.

Les réserves, les doutes, les interrogations même sur les conséquences à long terme du dégel de l'Est paraissent reléguées à plus tard, emportées par le déferlement d'enthousiasme. A peine les uns et les autres concèdent-ils que « la sortie du communisme ne se fera peut-être

pas sans heurts, sans chocs en retour ». Et ils sont minoritaires, ceux qui notent que l'élan vers la liberté s'accompagne parfois de manifestations secondaires surprenantes. C'est presque incidemment que Jean Arthuis a remarqué, dans les églises polonaises, une campagne acharnée pour faire réviser la législation sur l'avortement. « Il y a peut-être d'autres priorités », s'étonne le sénateur centriste de la Mayenne.

Quant aux questions décisives que le nouveau cours des choses risque de faire peser sur la CEE, on ne trouve curieusement personne pour les évoquer. Et il n'est guère qu'un Philippe Séguin pour s'étonner bruyamment de ce silence.

Ne pas baisser la garde

« Qu'on le veuille ou non, la Communauté a été créée dans un contexte de guerre froide. Il s'agit d'organiser une partie de l'Europe face à une autre. Et, aujourd'hui, impavide, comme si de rien n'était, la CEE continue d'aller son gentil train-train, les réunions succédant aux réunions pour l'harmonisation de je ne sais quoi, dans la perspective de 1992, sans voir que les évé-

nements de l'Est nous posent aujourd'hui des questions plus fondamentales encore qu'à la fin des années 1940. Eu égard à ce qui se passe, la logique de cette construction-là reste-t-elle valable ? »

Si le maire d'Epinal admet humblement « ne pas connaître le mode d'emploi » d'un renforcement et d'une ouverture simultanés de la CEE, la plupart de ses collègues semblent avoir répondu d'avance à la question avant même qu'elle ait été posée. Face à ce qu'il considère comme un « risque de dissolution de la CEE dans quelque chose d'un peu nébuleux », Laurent Fabius, par exemple, préconise une attitude nette : « Bien sûr, sous une forme ou sous une autre, il faudra associer ces nouveaux pays, mais, pour l'instant, je suis contre un élargissement de la Communauté. » Refus identique à celui exprimé, tout aussi catégoriquement, par Alain Juppé : « La CEE, il faut d'abord l'approfondir et l'achever telle qu'elle est, à douze, ce qui est aussi la meilleure réponse à ceux qui craignent les velléités de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest. »

Ces refus ne trahissent-ils qu'une sorte de réticence devant l'inconnu, ou aussi un pessimisme plus général sur l'avenir de

l'« expérience Gorbatchev » ? Car l'enthousiasme unanimement de la classe politique n'exclut nullement un scepticisme de rigueur, dès lors qu'il s'agit de tirer les conclusions de ces événements « historiques » sur le plan de la défense. L'expression du ministre de la défense Jean-Pierre Chevènement a fait florès : pas question pour la France de « baisser sa garde ». Si le mouvement, sur une longue période, est jugé irréversible, il n'est pourtant pas à l'abri de retours en arrière brutaux, gros de risques pour la sécurité européenne, d'autant que, comme l'affirme Claude-Gérard Marcus, « pour l'instant, l'effort de défense soviétique n'a pas diminué ».

Et chacun de citer l'exemple obsédant de la Chine : qui eût prédit, vingt-cinq ans, que Deng pût être le fusilier de Tiananmen ? Certes, « il ne faut pas faire comme s'il ne se passait rien », explique André Ballon, député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence, mais il ne faut pas non plus tomber dans une naïveté extrême. Pour l'instant, l'Est reste un bloc, une puissance, et il faut faire avec. Cela dit, s'interroge Jean-Marie Daillet, « le pacte de Varsovie, c'est quoi, maintenant ? Vous voyez l'armée rouge traverser la Pologne ? »

Partagés entre l'enthousiasme et le scepticisme — selon une ligne qui, loin de recouper les clivages politiques, semble plutôt passer au milieu de chaque individu — la classe politique se retrouve pour estimer que l'Occident et en particulier la France se doivent de « faire quelque chose » pour l'Est en voie d'émancipation. Chez les plus vieux, les appels au secours des Hongrois en 1956 — avec la conclusion que l'on sait — évoquent encore d'inextinguibles remords. « En cas d'échec, le ponteur du cadavre polonais serait telle qu'elle est, à douze, ce qui est aussi la meilleure réponse à ceux qui craignent les velléités de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest. »

Ces refus ne trahissent-ils qu'une sorte de réticence devant l'inconnu, ou aussi un pessimisme plus général sur l'avenir de

DANIEL SCHEIDERMANN

A l'Assemblée nationale

Ratification d'une convention internationale créant une agence de garanties des investissements à l'étranger

Les députés ont adopté, mercredi 11 octobre, le projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'Agence multilatérale de garanties des investissements (AMGI), ratifiée par cinquante-six pays et signée par la France le 22 juillet 1986.

Cette agence est un organisme d'assurance, de co-assurance et de réassurance, délivrant des garanties « contre les risques non commerciaux pour les investissements d'Etats membres dans un autre Etat membre ». Elle doit ainsi

contribuer à « promouvoir les flux d'investissement vers et entre les Etats membres en développement ».

Cette assurance, a précisé le rapporteur du projet M. Jean-Louis Lorgoux (PS, Loire-et-Cher) couvre « quatre types de risques : restrictions au transfert des monnaies, expropriations, dévaluations ou ruptures par le gouvernement d'accueil d'un contrat conclu avec l'investisseur associé, conflits armés ou civils ».

La France pourra ainsi limiter les risques pris par son propre sys-

tème d'assurance, la COFACE et la Banque française du commerce extérieur (BFCE), qui seront réassurées auprès de l'AMGI.

Le ministre de l'extérieur, M. Jean-Marie Rausch, qui présentait ce projet au nom du gouvernement, a précisé que l'agence aura également pour mission de « conseiller les autorités des pays en développement sur les conditions propres à attirer les capitaux étrangers ». Il a également souligné que la quasi-totalité des pays d'Afrique sub-saharienne avaient ratifié cette convention.

Après l'extension de l'immunité parlementaire

Les députés RPR saisissent le Conseil constitutionnel

Le groupe RPR de l'Assemblée nationale vient de déférer au Conseil constitutionnel la loi relative à l'immunité parlementaire adoptée définitivement par le Parlement, mercredi 11 octobre.

Ce texte étend l'irresponsabilité parlementaire aux rapports établis par les députés et les sénateurs pour rendre compte d'une mission confiée par le gouvernement en application de l'article LO 144 du code électoral.

Les députés RPR estiment dans leurs recours que l'article 26 de la Constitution limite cette immunité aux « opinions ou votes émis par [le parlementaire] dans l'exercice de ses fonctions ».

Pour les requérants, « il ne semble pas que la rédaction d'un rapport, à la demande ou pour la compte du gouvernement, différé sur son ordre, puisse être rattachée à l'exercice du mandat parlementaire ».

Une élection cantonale

ORNE : Longny-au-Perche (1^{er} tour)

Inscr., 3108 ; vot., 1980 ; abst., 36,29 % ; suffr. expr., 1947.

MM. Jacky Legault, div. g., 954 (48,99 %) ; Alain Fellmayr, UDF, 595 ; Christian Esda, RPR, 366 ; Gérard Dorey, sans étiquette, 56 ; Georges Engler, PC, 36. Ballottage.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Michel Bruguière, RPR, conseiller général depuis 1979, décédé le 27 août. Le maire de Longny-au-Perche, M. Legault, sans étiquette mais si situé dans la majorité présidentielle, arrive nettement en tête de ballottage devant M. Fellmayr, attaché parlementaire de M. François Geng, député UDF de l'Orne, candidat soutenu par les quatre parlementaires de l'opposition, et M. Esda, secrétaire départemental du RPR. Le candidat communiste était le seul à s'afficher ouvertement de gauche.]

Au premier tour de 1985 il y avait eu 3137 inscrits, 2029 votants, 1872 exprimés. Michel Bruguière, conseiller RPR sortant, avait obtenu 1608 voix et le candidat du PCF, M. Eric Neully, 264.]

M. Pasqua et les propositions de M. Giscard d'Estaing. — M. Charles Pasqua, comparant M. Giscard d'Estaing à Corneille a déclaré le 14 octobre à Menton : « Giscard peint l'opposition telle qu'elle devrait être alors que nous, nous la voyons telle qu'elle est. » Il a jugé « intellectuellement séduisant mais irréaliste » l'idée de l'ancien chef de l'Etat de créer un parti unique de l'opposition.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street et Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIERES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
1725 rue de Chaillot (métro Miro), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

POLITIQUE

La préparation du congrès du PS à Rennes

M. Bérégovoy souhaite que les socialistes parviennent à une « synthèse »

Le débat au sein du PS se noue dans deux perspectives, l'une inscrite dans le calendrier et l'autre hypothétique : le congrès de Rennes en mars 1990, d'une part, d'autre part l'éventuelle succession de M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon. M. Pierre Bérégovoy est au centre des affrontements qui portent sur le projet de budget de 1990, jugé par certains plus libéral que socialiste, et sur le conflit des fonctionnaires des finances qui tend à opposer le pouvoir syndical dans la fonction publique et l'autorité de l'Etat, l'un et l'autre étant incarnés par des socialistes.

Invité de l'émission « Sept sur sept » sur TF 1, dimanche 15 octobre, M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a déclaré : « légitime que le Parti socialiste, non seulement exprime des critiques, mais fasse des propositions » sur le projet de budget pour 1990. M. Bérégovoy a précisé que son rôle, de même que celui du premier ministre, consiste à faire le tri entre « ce qui est possible » et « ce qui compromettrait la politique économique ».

M. Bérégovoy a rappelé qu'une quatrième tranche doit être créée pour l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et que, en contrepartie de la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réunis, « les plus-values financières des entreprises (...) pourraient être taxées davantage ».

Au sujet du congrès du PS, en mars prochain, M. Bérégovoy, signataire de la contribution de M. Laurent Fabius, a déclaré que ce dernier lui « paraît représenter une dynamique de rassemblement et de progrès pour le Parti socialiste ». « Ce que je souhaite, c'est que, à la fin des fins, tout le monde s'entende », a-t-il dit. On n'est plus en 1977, on est en 1990. Essayons de voir ce qui est possible. Le ministre a ajouté, au sujet de la grève des

fonctionnaires des finances, que M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, et lui-même ayant signé la contribution de M. Fabius, il avait « eu le sentiment » que, s'ils avaient fait un autre choix, ils auraient « divisé les critiques par deux ».

Interrogé sur la relation entre le président de la République et le premier ministre, M. Bérégovoy a indiqué qu'elle lui « paraît bonne ». S'adressant aux mitterrandistes comme aux rocardiens, il a affirmé : « Le congrès de Metz appartient à l'histoire » (le congrès de Metz, en avril 1979, avait été marqué par l'affrontement entre M. Mitterrand et ses partisans, d'une part, MM. Rocard et Mauroy d'autre part).

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du Parti socialiste, s'interrogeait, de son côté, au « Grand Oral » de Libération et de l'Express, sur les moyens dont dispose le gouvernement pour « agir sur le problème fondamental, qui est celui de la redistribution des revenus ».

M. Emmanuelli a déclaré qu'il est « médiocre de poser les problèmes politiques en termes de personnes ». Il a expliqué que, en mai 1988, lors du choix du successeur de M. Lionel Jospin au poste

de premier secrétaire, il avait jugé nécessaire que le PS fût dirigé « par quelqu'un qui ne soit pas présidentiable, de manière à tenir à distance tous les prétendus éventuels ». Il a indiqué qu'il n'a pas le « profil de sainte Blandine » et qu'il n'est pas disposé à se « sacrifier » sur l'autel de la réconciliation entre M. Jospin et M. Fabius, en renonçant à la place de numéro deux du parti. Il a ajouté : « Je n'estime pas ma personne à un prix tel que tout le congrès doive tourner autour ».

M. Jean Popereau, ministre des relations avec le Parlement, invité du « Forum » de FR 3 et de Radio-Montecarlo, dimanche, s'est prononcé sur l'évolution possible du PCF à la suite de la crise du communisme dans les pays de l'Est, en indiquant qu'il n'est « pas trop optimiste » à ce sujet. « Je souhaiterais qu'il y ait un mouvement au sein de cette formation », a dit M. Popereau, mais je ne demande s'il existe encore, à l'intérieur, les ressources pour ce sursaut ».

Dans un entretien publié dimanche par le *Republican* lorrain, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, animateur du courant Socialisme et République au sein du PS, souligne que « M. François Mitterrand n'est la propriété de personne » et que le Parti socialiste « mérite mieux qu'un procès en captation d'héritage ». Il estime que le congrès de Rennes doit être l'occasion d'un grand débat sur l'avenir du pays, susceptible d'intéresser « l'opinion publique tout entière ».

Samedi, à Argentan (Orne), M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, avait déclaré inacceptable que « tous ceux qui soutiennent les socialistes et qui les ont portés au gouvernement connaissent la rigueur, alors que tous les autres connaissent la croissance ».

Les « transcourants » veulent éviter les querelles de clans

Les « transcourants », groupe réunissant depuis quatre ans de jeunes élus appartenant à tous les courants du PS, sauf Socialisme et République, ont élaboré une contribution appelant les socialistes à ne pas faire du congrès de Rennes l'occasion d'un « règlement de comptes ». Ils proposent trois thèmes de réflexion : la répartition des points de croissance, la diffusion du pouvoir et l'Europe.

Signée par des fabiusiens (MM. Bertrand Gallet et Jean-Yves Le Déaut, députés, respectivement, de l'Eure-et-Loire et de la Meurthe-et-Moselle), des jospinistes (MM. François Hollande, député de la Corrèze, Pierre Moscovici, conseiller de M. Jospin), des mauroyistes (MM. Jean-Pierre Balligand et Jean-Yves Le Drian, députés de l'Aisne et du Morbihan, Gérard Welter, directeur du cabinet de M. Mauroy), des rocardiens (MM. Bernard Poignant et Jean-Pierre Worms, député du Finistère et de la Seine-et-Marne, Jean-Pierre Mignard, membre du comité directeur, Manuel Valls, animateur des jeunes rocardiens) et par M^{me} Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres, la contribution des « transcourants » affirme : « Le Parti socialiste s'épuise dans les querelles de clans, les compétitions entre « écuries », les rivalités de « haras ». Les courants perdent progressivement leur caractère idéologique pour devenir de simples machines à enregistrer des signatures ou des ralliements. Apparaissent même, désormais, des sous-courants, dont l'objectif doit être, sans doute, de préparer des sous-congrès... ».

Les signataires estiment que « la convergence des principaux textes en discussion est mal dissimulée par les conflits, souvent absurdes, mais toujours entretenus pour justifier un éventuel recours aux votes des militants. Et, à l'heure où l'on appelle frénétiquement au débat, les idées disparaissent derrière les rigidités anciennes ou les clivages d'ordre personnel (...). Un congrès du PS n'est pas un règlement de comptes ; c'est un élément de la recherche de notre propre identité. Si confrontation il doit y avoir, convenons qu'elle doit porter sur la nature des transformations sociales à engager ou sur leur rythme plutôt que sur qui doit être candidat à l'élection présidentielle en 1995. »

Sur la répartition des fruits de la croissance, ils écrivent : « Il serait dommage que la totalité des revendications quantitatives pour un meilleur partage nous fasse oublier les autres terrains de la négociation collective. Et, en premier lieu, la durée du temps du travail, seule forme efficace de créations d'emplois en période de croissance modérée et qui favorise en outre une meilleure organisation. De même, un autre élément de la redistribution se situe sur les investissements nouveaux qui pourront être consacrés à l'amélioration des conditions de travail, à l'aménagement du mode de vie (logement, environnement) à la recherche de productions propres ou économes de matières premières. »

Les transcourants jugent « opportune » une révision de la Constitution visant à « redonner au Parlement une plus grande liberté législative, mais surtout à s'accorder des droits nouveaux aux citoyens dans le contrôle du fonctionnement des grandes institutions ». A propos de l'Europe, ils écrivent : « Le risque d'un Centre-Europe neutralisé n'est pas mince. Aussi devons-nous d'abord répondre aux préoccupations allemandes pour réorienter la construction européenne dans un sens plus politique où les problèmes de défense comme d'écologie devraient être traités prioritairement. »

POINT DE VUE

Enjeux de société et enjeux de pouvoir

par Jean-Michel Belorgey

Pour éminemment politique que soit le débat sur le partage social, ses chances de progresser vers un minimum de clarté sont réduites lorsqu'il se trouve projeté sur le devant de la scène, non pas pour lui-même, ni parce que le faire sortir de la clandestinité est une des conditions pour qu'il débouche, mais parce qu'il constitue un terrain propice aux rebondissements des luttes de clans et des tentatives de déstabilisation du pouvoir.

De cette vieille évidence, le climat de dramatisation dans lequel se développe l'analyse, par les médias et par les commentateurs politiques, des conflits sociaux pendents et des discussions préliminaires aux choix budgétaires, fournit, une fois de plus, l'illustration.

On ne peut, en effet, reprocher au premier ministre d'inviter le PDG de Peugeot à respecter les lois sociales et de réaffirmer, en même temps, son attachement aux disciplines qui sont la condition de la stabilité comme aussi, sans doute, de la consolidation des tendances à la reprise économique enregistrées depuis peu.

Il n'est pas davantage raisonnable de considérer comme mauvais un budget qui concrétise, plus nettement que cela n'a jamais été fait dans le passé, les priorités, notamment l'éducation, que s'est assignées le gouvernement, et qui amorces certaines réformes fiscales de longue date jugées nécessaires, comme celle de la taxe d'habitation.

Urgences sociales

Que ce budget tire imprudemment, en supprimant certains crédits d'insertion sociale, des conséquences trop hâtives de la mise en œuvre du RMI ; ou, encore, qu'il renvoie à plus tard les choix nécessaires pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale et s'engager sur une voie nouvelle pour assurer son financement, voilà, assurément, des faiblesses, mais des faiblesses qui peuvent être corrigées.

Le problème — car il y a bien, néanmoins, problème — se situe, en réalité, ailleurs. Les réactions contradictoires des responsables politiques face au conflit Peugeot, l'affolement perceptible de certains d'entre eux devant la multiplication des mouvements de la fonction publique (infirmières, agents des impôts, police, gardiens de prison), l'absence, jusqu'à nouvel ordre, de véritable conclusion au débat passablement écorché ayant opposé, sur la question de la cotisation sociale généralisée, le ministre de l'économie et des finances et le ministre des affaires sociales, témoignent d'une

sorte de crise de confiance du pouvoir dans sa propre capacité d'initiative et d'arbitrage.

Or, si un tel état d'esprit trouve dans la réelle fragilité des équilibres — et, quel qu'on en dise parfois, dans celle du consensus politique, toutes les justifications convenables, on peut penser qu'il fait exagérément bon marché des urgences sociales. Car ce qu'on découvre, pour peu qu'on ne se soucie pas seulement de science politique et qu'on fasse, aussi, un peu d'analyse sociale, c'est une tendance légère à l'accroissement et à l'approfondissement, au sein de la société française, des lignes de fracture qui la parcourent depuis longtemps.

La crise n'a pas seulement multiplié les situations d'exclusion sociale, auxquelles il ne faut d'ailleurs pas, après avoir hésité à en reconnaître la spécificité, réduire maintenant le débat social. Ne croyons pas, non plus que le seul RMI, même correctement appliqué (ce qui n'est pas gagné), suffira à y mettre un terme. La crise a renouvelé et aggravé les formes des inégalités, destructrices pour les hommes et qui les subissent et le tissu social qui lui présidait : inégalités dans l'accès à l'emploi ou à la formation, mais, aussi, dans la distribution des patrimoines, des revenus directs et indirects ; inégalités dans l'accès aux services, particulièrement le logement, mais, aussi, la santé. Et l'avenir des personnes très âgées ou dépendantes et des handicapés adultes n'est toujours pas vraiment assuré.

La crise a, enfin largement stérilisé certains des efforts les plus significatifs accomplis par la gauche lors de son arrivée au pouvoir. Ainsi, dans le domaine des relations professionnelles, où les lois Auroux n'ont la plupart du temps, faute de pouvoir s'appuyer sur un rapport de forces suffisamment favorable, pas véritablement fait progresser le dialogue social.

Il est manifeste que, pour atteindre l'objectif de cohésion sociale, à juste titre désigné par le chef de l'Etat, lors de la campagne présidentielle, comme un objectif majeur, dans la perspective notamment de l'unification européenne, on ne pourra durablement se contenter de retoucher à la marge telle ou telle législation sociale. Et qu'il faut prendre le taureau par les cornes. Autrement dit, s'attaquer au remodelage du système de prélèvements fiscaux et sociaux, dans un sens qui le rende, à la fois, plus proche de celui de nos partenaires européens et plus équitable ; réamorcer le dialogue entre toutes les parties intéressées

sur l'évolution souhaitable du revenu primaire ; revenir à une conception plus active de la responsabilité de la puissance politique dans la recherche, par les partenaires sociaux, à tous les niveaux, de solutions négociées aux différentes catégories de problèmes posés par la prévention des licenciements, le travail, etc.

Un maître-mot : redistribution

Qui trop embrasse mal étreint. Trop de volontarisme du côté de l'Etat pourrait bien nuire à la cohésion sociale plutôt qu'à la favoriser. Mais l'Etat, surtout lorsqu'il est animé par un gouvernement socialiste, ne peut se sentir comptable de la compétitivité et de la rigueur sans se sentir également comptable de la justice et du progrès social. Pour rendre les unes et les autres compatibles, il est un maître-mot qu'on ne doit pas entendre que dans les congrès et qui doit guider, aussi bien au quotidien qu'à long terme, l'action gouvernementale : le mot « redistribution ».

Les conditions d'une relance de l'effort social seront, quant au reste, d'autant plus sûrement réunies que l'exécutif pourra s'appuyer, pour la mener à bien, sur un Parlement vivant et imaginaire et sur des administrations attentives à l'usage. La question de la rénovation de l'institution parlementaire, celle du renouveau du service public et celle de la mise à jour de nouvelles structures de dialogue entre les pouvoirs publics et les usagers, propres à ouvrir à ces derniers, en cas d'insatisfaction majeure dans leurs relations avec l'administration, d'autres possibilités que le vote sanction et l'action en justice, sont, par conséquent, de celles que, parallèlement à la réflexion sur la politique sociale, devrait pouvoir aborder le prochain congrès du Parti socialiste.

Voir loin sans confondre les enjeux de société avec les enjeux de pouvoir — même si la transformation de la société passe inévitablement par l'exercice du pouvoir et si, à ce titre, l'exercice du pouvoir est un enjeu estimable, — c'est ce à quoi, non seulement la plupart des socialistes, mais, aussi, les larges franges de l'opinion qui font confiance au Parti socialiste souhaitent que le congrès, d'abord, le gouvernement, à sa suite, puissent effectivement s'employer.

► Jean-Michel Belorgey est président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

LES 2 ET 3 NOVEMBRE 1989

MARSEILLE

CARREFOUR DE L'EUROPE DES VILLES.

Marseille invite ses prestigieuses consœurs européennes

et notamment Milan, Rotterdam, Mayence, Nancy, Metz, Lyon,

à participer au :

CONGRÈS EUROVILLE

« Les maires des grandes villes d'Europe et leurs banquiers. »

Euroville 89 crée un espace d'échange et de dialogue sur

la stratégie économique et financière des grandes villes européennes

dans la perspective de l'acte unique.



EUROPE 93



La guerre des tarifs aériens

Les usagers sont victimes de la surenchère entre compagnies

La libéralisation de l'aviation civile dans la CEE a commencé timidement en décembre 1987. Les Douze sont entrés dans un nouveau débat — très controversé — à l'initiative de la Commission européenne, qui souhaite accélérer le mouvement. Les ministres des transports de la Communauté ont effectué un premier tour de table, le 8 octobre, à Paris. La présidence française a invité à cette occasion les syndicats et les compagnies nationales. Seuls les usagers n'étaient pas représentés.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les organisations d'usagers de l'aviation n'existent pratiquement pas, notamment en France. A telle enseigne que la Commission européenne veut favoriser la création d'associations, afin de les consulter lors de l'élaboration de la future législation européenne. Les pratiques des compagnies sont tellement hermétiques, voire incohérentes, que cette nécessité devient urgente.

Aéroports (Bruxelles), une des rares organisations européennes d'usagers, a réagi à l'« oubli » de la présidence française. Dans un communiqué elle stigmatise « l'initiative du conseil des Douze, qui est un faux pas révélateur d'un état d'esprit dépassé ». Il est vrai que les gouvernements prêtent avant tout l'oreille aux arguments des compagnies nationales. La difficulté d'UTA à obtenir l'autorisation d'ouvrir de nouvelles routes est significative à cet égard.

Incohérences

La volonté d'Air France, mais aussi de Lufthansa, Iberia ou Alitalia de conserver leur monopole fait que le travail d'éclaircissement attendu depuis deux ans sur la manière dont fonctionne le transport aérien en Europe n'a toujours pas été effectué. Les statistiques de la Commission révèlent par exem-

ple que les prix n'ont pas globalement baissé depuis 1987.

Plus grave encore : qui peut comprendre que, dans les mêmes conditions, le prix du billet d'un Bruxelles-Londres vaut 650 francs et qu'un Paris-Londres coûte 2700 F alors qu'il s'agit de routes comparables ? En réalité l'explication est simple : le transport aérien en Europe relève essentiellement d'accords bilatéraux. British Airways ne peut pas baisser ses tarifs pour desservir Paris si elle n'a pas l'accord des autorités françaises.

Autre anomalie symptomatique de l'incohérence actuelle : un Bruxelles-Toulouse vaut 4000 F et un Paris-Toulouse 1400 F. La différence de distance ne justifie pas un tel écart. C'est la tarification internationale, pour la première ligne, qui explique cela.

Les compagnies ne fixent pas un prix correspondant au coût du service. Elles opèrent une compensation entre lignes mais aussi entre catégories de voyageurs. Cette dernière distinction conduit à ce que M. Pierre Jeandrain, l'animateur d'Aéroports, appelle des « aberrations ».

Tout le monde connaît les tarifs réduits accordés lorsqu'on passe la nuit du samedi au dimanche dans le pays de séjour. Il est fréquent de payer moins cher pour un couple que pour une personne seule, même pendant les jours ouvrables. De même, le billet assorti de mits d'hôtel gratuits (IATAF, compagnie portugaise, offre trois mits) reste à un prix inférieur à une simple place. L'habileté des compagnies à « trouver des trucs » confine parfois à l'absurde. Une des toutes dernières trouvailles est « le vol-camping, qui permet de bénéficier d'un tarif très avantageux ; mais de camping, il n'y en a point.

Ces quelques exemples montrent en quoi consiste la politique des compagnies. Les usagers qui sont contraints de se déplacer à des jours précis, pour des raisons professionnelles mais aussi privées — les transporteurs ignorent superbement cette contrainte — paient le prix fort, les autres étant là pour améliorer le taux de remplissage. Quand cette exigence n'est pas

satisfaite, il arrive parfois que les entreprises aériennes annulent le vol prévu. Alitalia et Sabena (la compagnie belge) ont déjà effectué ce genre d'opération.

Abus

Faire voler les avions au mieux de leur capacité est à juste titre une priorité pour les entreprises. Mais cet objectif a fini par aboutir à des excès. Aujourd'hui, les compagnies européennes font en moyenne une sur-réservation de 25 %. A Bruxelles, on ne connaît qu'une compagnie — Maersk R. — une petite entreprise danoise — qui ne se livre pas à cet exercice. Aussi les passagers dont le départ est retardé parce qu'il n'y a plus de place dans l'avion sont-ils de plus en plus nombreux.

Le problème a pris tellement d'ampleur que la Commission va formuler prochainement des propositions aux Douze afin que les entreprises dédommagent les usagers qui subissent cet inconvénient. Il faut dire que certains voyageurs abusent du fait que la réservation est gratuite et qu'ils ne sont pas pénalisés lorsqu'ils n'amènent pas à temps. Pour être crédibles, les organisations de consommateurs devraient donc, de leur côté, accepter que l'usager acquitte une contrepartie quand il est en tort.

Reste enfin à améliorer la commodité des aéroports. Outre les inconvénients liés à la perte des bagages — qui, dit-on à la Commission, ont été sensiblement réduits — les encombrements et les retards deviennent de moins en moins supportables. Pour Bruxelles, les cent vingt-cinq nouvelles liaisons ouvertes depuis 1987 s'expliquent pas tout : les compagnies nationales très réticentes à modifier leurs habitudes sont également fautes. L'exemple le plus souvent cité est celui de la Lufthansa — plus influente à l'égard de ses autorités, affirmant les milieux communautaires, qu'Air France auprès des siennes, — qui veut garder le monopole à Francfort, où sont installés tous ses services centraux, alors que le trafic de Düsseldorf pourrait être développé sans difficulté.

MARCEL SCOTTO

M. Rocard souhaite une coordination de l'information

Un haut fonctionnaire vient d'être chargé par M. Michel Rocard d'élaborer un projet de Groupement européen d'intérêt économique (GIE) qui coordonnera, en France, les initiatives d'information européenne d'origine publique.

Comment informer les citoyens des affaires européennes ? Ministère des affaires européennes, bureau de représentation de la Commission européenne, du Parlement européen, services du premier ministre... chacun y réfléchit en se lamentant sur l'ampleur et l'urgence de la tâche. Et sans perdre de vue une évidence : inutile de se lancer dans des actions qui feraient double — ou triple — emploi.

D'où l'idée de profiter d'un nouvel instrument de coopération, le GIE (1), pour mettre en commun idées et moyens. Aux quatre partenaires cités pourraient s'adjoindre d'autres structures (associations d'élus, groupements interprofessionnels, universités, etc.). Le Groupement aura pour mission de coordonner l'ensemble des services d'information européens — publics ou privés — qui disposeraient alors d'un label, après signature d'une convention.

Ce GIE sera aussi le promoteur d'un grand centre de documentation européen, installé à Paris et particulièrement destiné aux jeunes, étudiants ou non. Outre une salle de consultation et de vente, ce centre, qui pourrait faire partie d'un « Espace Europe-Île-de-France », devrait comprendre un bureau de renseignements par téléphone. Son ouverture, comme la création du GIE, est prévue pour 1990.

(1) Depuis le 1^{er} juillet, les entreprises européennes disposent de cet instrument qui constitue une nouvelle entité, rattachée au droit communautaire. Le GIE leur permet de regrouper une partie de leur activité économique tout en conservant leur indépendance. La possibilité de constituer un tel groupement est ouverte aux personnes physiques, sociétés et autres entités juridiques des Etats membres de la CEE.

La presse écrite et l'Acte unique

Des inquiétudes plus que des certitudes

La construction européenne constitue-t-elle une véritable chance pour la presse écrite ? A cette question, les trois cents éditeurs, prestataires de services et fonctionnaires de la Communauté, présents à la première journée Presse-Europe organisée dernièrement à Paris par le Syndicat de la presse parisienne (SPP) ont donné une réponse mi-chèvre mi-chou. Il est vrai qu'au gré des huit ateliers consacrés à la construction d'un espace postal européen, à la distribution de la presse en Europe, au statut des journalistes, à la diversité de régimes économiques de la presse etc., la diversité des situations européennes suggère plus de questions que de réponses et suscitait plus d'inquiétudes que de certitudes.

D'entrée de jeu, M. Jean Miot, président du SPP, a demandé aux hommes politiques d'« assurer la primauté du droit national » sur une réglementation européenne qui, le cas échéant, pourrait nuire à la liberté de communication, en soulignant « la spécificité du produit presse, reflet de chaque identité nationale ». « Le régime dérogatoire devra être appliqué à la presse quand une décision de la Communauté pourrait remettre en cause son identité et sa mission », a noté le président du SPP, en indiquant que la voie à suivre était celle « du pragmatisme et de la concertation permanente avec la CEE ».

A propos de la fiscalité de la presse, les éditeurs présents ont à nouveau réitéré leur refus de se voir appliquer le taux de TVA de

4 % à 9 % actuellement proposé par la Commission de Bruxelles. En faisant valoir que huit pays européens sur douze pratiquent un taux de TVA de 0 % à 3 %, ils ont donc manifesté leur préférence pour le taux le plus avantageux qui éviterait d'alourdir encore le prix des journaux, quitte à conserver les taux en vigueur (2,10 % pour la France, par exemple).

M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, invitée de cette première journée, a d'ailleurs promis qu'elle défendrait ce taux devant la Commission de Bruxelles. Elle a aussi annoncé le lancement de trois études : l'une portant sur la comparaison des systèmes de distribution de la presse, en France et dans les pays européens ; une autre concernant l'incidence de l'évolution des télévisions transfrontières et des satellites sur la réglementation publicitaire et une dernière sur les différents régimes économiques et fiscaux de la presse en Europe.

Enfin, tout en indiquant qu'il faudrait « étudier en jour la question de la concentration au plan communautaire », le ministre a précisé que l'Europe pouvait « se révéler la bonne dimension pour organiser des espaces de communication libres et pluriels, soutenus par le développement d'entreprises fortes ». M^{me} Tasca a enfin précisé que si « les entreprises de presse françaises rencontraient à l'étranger des pratiques discriminatoires », elles devraient en informer le gouvernement.

Y.-M.L.

Calendrier

Mardi 17 octobre : le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, doit prononcer l'allocation d'ouverture de l'année académique du Collège de Bruges, tâche dévolue l'an dernier à M^{me} Margaret Thatcher, dont le discours a fait date.

Jeudi 19 : rencontre de MM. François Mitterrand et Jacques Delors à Paris.
Du lundi 23 au vendredi 27 : session budgétaire au Parlement européen, à Strasbourg. En tant que président de la Communauté, M. Mitterrand prononcera un discours devant les parlementaires le 25.

LE PETIT DUR D'ÊTRE UN PETIT PRIX POUR UN DUR : 40 300 F HT

Express, « le petit dur de Renault ».

Souplesse et puissance à tout régime. 4 motorisations : 956 cm³, 1108 cm³ et 1397 cm³ essence et 1595 cm³ Diesel.

L'intérieur de la Renault Express a été pensé et équipé comme celui d'une berline. Et si vous êtes encore plus exigeant, un pack équipement en option propose : montre à quartz, vitres arrière dégivrantes, vide-poches fermant à clé et tablette de rangement pouvant accueillir un radio-téléphone.

Bien-être et sécurité. Le conducteur est protégé du chargement, son siège possède un dossier inclinable et un appui-tête. Suspension à 4 roues indépendantes, stabilité et précision de conduite font aussi partie du confort. Partez chargé en toute tranquillité, vous disposez de 2,60 m³ de volume utile et 575 kg de charge utile*.

Vous voulez charger plus long ? Le panneau de toit, le « girafon » (en option), s'entrebaïlle à 30 degrés. Quel que soit votre problème, « le petit dur de Renault » n'est jamais coincé.

* Sur versions 1595 cm³ Diesel et 1397 cm³ essence. Prix à partir de 40300 F HT (Express tolé 1.0L 956 cm³) 47795,80 F TTC-prix au 08/09/89. Garantie anti-corrosion 6 ans. DIAC votre financement. WAPZ 3634 RENAULTPRO. RENAULT présente GEF

Plus besoin d'être grand pour être un dur ! On peut être petit, sympathique et robuste. Pour le prouver Renault conçoit le Renault

RENAULT EXPRESS : PARTENAIRE DE NOTRE GÉNÉRATION

RENAULT DES VOITURES AVIÉ

14. La conférence sur la sécurité urbaine
15. La forêt bretonne en convalescence

16. La mort du professeur Marie d'Aubigné
17. Ornets Coleman au Festival d'automne

18. La crise du Théâtre du Huitième à Lyon
19. Les championnats du monde de judo

Le bilan du MIPCOM à Cannes

Les nouvelles frontières de l'Europe des images

Pendant quatre jours, dans le grand forum du Marché international de programmes de communication (MIPCOM), qui s'est achevé le dimanche 15 octobre à Cannes, les télévisions ont annoncé leurs stratégies face à la nouvelle réglementation européenne. Les chaînes privées militent toujours pour un marché plus libéral. Sur la défensive, les télévisions publiques cherchent encore les moyens de résister à la concurrence.

CANNES
de nos envoyés spéciaux

Les pionniers de la télévision par satellite peuvent aujourd'hui en témoigner : le public européen ne forme pas une vraie communauté. L'Europe n'est pas un village. Et le village, marché. Il n'est plus que quelques rêves fortifiés dans les couloirs du MIPCOM pour croire encore au triomphe rapide des télévisions pan-européennes, incarnant une communauté homogène de plus de trois cents millions d'âmes.

Richard Murdoch, qui était parti le premier à la conquête de l'Europe en lançant dans son ciel Sky-Channel, a perdu entre 1983 et 1988 plus de 500 millions de francs, décidant donc en 1989, d'effectuer un repli stratégique sur la Grande-Bretagne. Montées sur le satellite Astra en février dernier, ses nouvelles chaînes thématiques consacrées au cinéma, à l'information et au sport, affichent encore des pertes record.

Pierrot Branson, le brillant PDG de Virgin, sait lui aussi ce qu'il en coûte aux entrepreneurs

trop pressés ou trop confiants dans la télévision européenne. Son rêve de télévision musicale - Music Box - s'est évanoui, fondu dans l'entreprise Super-Channel au format plus généraliste, qui a fait perdre à ses actionnaires plus de 300 millions de francs en dix-huit mois, avant d'être cédée, in extremis, à la compagnie Beta TV appartenant à la famille Marcucci. Forte de la réussite de Videomusic en Italie, celle-ci a totalement restructuré la chaîne et réduit ses ambitions publicitaires, consciente de jouer encore les défricheurs.

Peu de réserves publicitaires

« C'est une question de foi », répète inlassablement Mariolina Marcucci, sa directrice, à la presse professionnelle anglo-saxonne, sceptique pourtant sur ses chances de réussite. « Ma démarche est totalement différente de celle d'entrepreneurs comme Berlusconi, qui veulent conquérir l'Europe en investissant dans des chaînes nationales, marché par marché. Moi, je ne m'attaque pas

à ces chaînes. Je veux juste les compléter. Et apporter une réponse idéale aux annonceurs désireux d'atteindre une même tranche de public sur tout le territoire européen. »

L'année, c'est que, justement, les annonceurs n'affluent guère sur Super-Channel comme sur toutes les autres chaînes partageant son ambition. Peu nombreux, à vrai dire, sont encore les annonceurs capables de s'adresser immédiatement - et dans un même message - au public européen : quelques américains comme Coca-Cola ou McDonald, quelques japonais à l'image de Sony ou Canon, une poignée d'européens (de Benetton à Nestlé). Les autres, confrontés à des problèmes de stratégie de communication différents dans chacun des pays, ne sont pas prêts à diffuser simultanément un même spot. Le réservoir potentiel de publicité européenne ne dépasserait donc pas, selon les experts, 5 % à 10 % du total des investissements publicitaires à la télévision. Encore faudrait-il que les chaînes puissent revendiquer une audience significative ; qu'elles dépassent les problèmes techniques

(liés à la lente pénétration du câble en Europe et à son manque d'attractivité), les différences de style et de rythme de vie (les Anglais se couchent à l'heure où les Espagnols prennent l'apéritif), de culture (les Allemands sont réputés impénétrables à l'humour méridional) et, surtout, les barrières linguistiques. « Tout ou presque sépare les Européens », commente Pascal Joseph, vice-président de Carat TV. Les chaînes pan-européennes seront donc thématiques (sport, musique...) ou ne seront pas. De quoi calmer les utopies.

Mais l'Europe n'est pas figée pour autant. Entre la dimension pan-européenne et le cadre strictement national, les télévisions, pragmatiques ont déjà dessiné discrètement d'autres frontières autour des communautés linguistiques et culturelles. Quatre marchés apparaissent : l'allemand, le plus grand, qui s'étend sur la RFA, la RDA, l'Autriche, la Suisse... et qui réunit ainsi 90 millions d'individus ; le français (France, Wallonie, Suisse) et l'anglais (Grande-Bretagne et Irlande) qui rassemblent chacun plus de soixante millions d'âmes. L'italien, enfin (57 millions), qui grignote la Suisse. Ce sont ces nouvelles frontières que découvrent, aujourd'hui, les grandes télévisions européennes.

spectateurs, offert comme « bonus » à des annonceurs qui ne déboursaient pas un sou pour ces audiences d'au-delà des frontières. Mais aujourd'hui que la concurrence se fait plus vive, les télévisions leaders évaluent attentivement ces « gisements » de recettes potentielles supplémentaires. Et cet appât soudain semble pour les petites chaînes comme un signal d'alarme. Quelles ressources leur restera-t-il demain, si de grands prédateurs viennent chasser sur leurs terres ? Comment lutter contre ces adversaires qui disposent de trois, quatre ou cinq fois plus de moyens ? Qui peuvent acheter au prix fort, films, séries et retransmissions sportives ? A Berne et à Bruxelles - où les ambitions de TF1 ont provoqué, vendredi 13 octobre, un véritable conseil de guerre - les gouvernements partagent la même inquiétude. Qu'advient-il quand Belges et Suisses ne regardent plus que des télévisions étrangères ? L'identité nationale y résistera-t-elle ?

« Ne dramatisons pas, assure pourtant un professionnel. Toujours et partout, le public plébiscite la chaîne qui lui est plus familière. Les informations nationales sont de loin préférées à toutes autres et, à qualité égale, la fiction locale emporte toujours la palme. Le téléspectateur ne se laisse détourner que pour aller piquer un grand show de variétés ou un programme de prestige que, seule, une chaîne plus riche peut lui offrir. » Les deux programmes publics irlandais tiennent tête à leurs quatre concurrents britanniques, parfaitement reçus pourtant dans l'île ; la Télévision suisse romande tient à bonne distance TF1 ; et ses homologues allemands et tchinois font la nique sur leurs territoires respectifs aux premières chaînes allemande et italienne. « Une même langue ne gomme pas les différences culturelles. Même pour un match de football, le public préfère s'identifier à un visage connu qui partage... les mêmes préjugés ! »

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY

Un entretien avec M. Silvio Berlusconi

« J'espère encore, pour la 5, un changement dans l'harmonie »

Malade, oui, malade. C'est Patrick Le Lay qui avait prévenu l'assistance, laquelle avait senti que quelque chose clochait. La mise élégante mais le regard éteint, Silvio Berlusconi avait oublié de sourire et s'épongeait un front anormalement luisant. La star ainsi hors jeu, la conférence du MIPCOM s'annonçait ennuyeuse. Elle le fut mortellement. « Sus Emittenza » ne pouvait tolérer cela. M. Berlusconi, qu'une partie de bras de fer oppose, aux côtés de M. Jérôme Seydoux, à M. Robert Hersant pour le contrôle de la 5, a accepté de répondre à quelques questions.

« Un diagnostic sur la 5 ?
- Elle connaît un succès d'audience extraordinaire, qui surpasse même les Américains. Mais vous connaissez ses résultats économiques... Ils plaident pour un changement à l'intérieur de la chaîne. Un changement dans l'harmonie. L'en ai encore l'espoir.
- Quelle stratégie allez-vous adopter ?
- Ne me faites pas parler sur la 5. C'est le juge, maintenant, qui parlera.
- Seriez-vous prêt à négocier avec M. Hersant ?
- Il faut que nous trouvions à tout prix une sortie logique dans



l'intérêt de la société. Il est évident qu'on ne peut pas continuer comme cela. La 5 doit très vite dégager des profits.
- Quel rôle, aujourd'hui, voudriez-vous jouer ?
- Je voudrais intervenir dans la publicité mais... ce n'est pas une question d'actualité. Je n'ai aucune revendication de présence active. Ce dont je suis sûr, c'est de vouloir rester en France... et dans la 5.

« La 5 n'a guère donné l'exemple en matière de production...
- C'est parce qu'il faut de l'argent pour produire ! Il faut une entreprise saine et profitable ! Et pas cet ensemble inouï de contraintes imposées par les autorités françaises et maintenant européennes - vous voyez, je ne mets pas tout sur le compte des fautes de gestion ! - dans un environnement tracassier.
- Un environnement et des contraintes que vous avez acceptées librement...
- Nous n'avions pas le choix ! La première concession nous avait dispensés de ces contraintes. La seconde fois imposait de souscrire tous les engagements possibles pour garder la chaîne.

« Les concepts archaïques de la CEE »
- Vous priez donc un risque...
- Sans doute, mais nous étions persuadés qu'il y aurait des possibilités d'arrangement et qu'on se moulerait complètement. Tout le monde sait parfaitement que nos charges sont impossibles à tenir. On aurait fait n'importe quelle jeune chaîne en voyant que le prix d'achat d'une fiction américaine

est dix à vingt fois moins élevé que le coût de production d'une fiction française ?

« Avec ce type de raisonnement, la production française devait déjà être morte...
- Au contraire ! Car il est de l'intérêt des chaînes, dès qu'elles en ont les moyens, d'investir dans la production. A qualité égale, un produit national triomphe toujours sur un produit étranger. Sur ma « 5 » italienne, j'ai supprimé en prime-time tous les produits américains - sauf Dallas, qui arrive en bout de course, et je n'ai acheté cette année à Hollywood que cinq programmes contre quarante habituellement.

« Les Américains ont donc bien raison de se faire du souci !
- Oui, mais pour des raisons autres que les concepts archaïques de la CEE. Je n'ai pas eu besoin de quotas pour devenir le premier producteur TV d'Italie. Il a suffi de faire confiance au marché.
- Vos investissements en France n'ont guère prospéré en quatre ans. N'étes-vous pas dépités, écœurés ?
- Jamais. Je suis un amant repoussé mais un amant fidèle. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN

Le face-à-face public-privé

A2 et FR3 attendent encore le remède miracle de M. Guillaume

Face à un secteur public qui resserre les rangs, les grandes chaînes privées cherchent à assier leur légitimité et se sont dotées d'un groupe de pression au niveau européen. Le 14 octobre, au MIPCOM, la conférence de presse de l'Association des télévisions commerciales (ACT), fondée fin juin à Bruxelles, précédait de peu les déclarations de rentrée des télévisions publiques françaises. Le matin, MM. Patrick Le Lay (TF1), Silvio Berlusconi, Richard Dunn (ITV), Werner Klatten (Sat 1) et Jean Stock (CLT) venaient dénoncer la « mentalité provinciale » des autorités européennes et nationales, si promptes à réglementer une industrie qui a besoin de « liberté ».

L'après-midi, un super-PDG, M. Philippe Guillaume, venait clamer... « son respect de la loi, de l'esprit de la loi et rien que la loi ». Et pourtant, samedi 14 octobre, le matin comme l'après-midi, il

ne fut question que de « l'entreprise-télévision ». Revendiquant une « légitimité culturelle et économique », les diffuseurs privés ont demandé aux pouvoirs publics de « laisser jouer la loi du marché », seule façon, selon eux, de créer une industrie européenne de programmes. Non aux quotas qui ne servent qu'à ponctifier artificiellement la quantité au détriment de la qualité ; non aux subventions et aides nationales qui atomisent le marché ; non aux restrictions sur la publicité : « les entreprises ne peuvent travailler avec des contraintes absurdes », a clamé haut et fort M. Le Lay, en soulignant que « la concurrence n'attire vers le bas » aucune activité industrielle.

Sa légitimité, Philippe Guillaume n'en a jamais douté, qui est apparu plus président unique que jamais, entouré de ce qu'un ministre a qualifié, en privé, de « curieux attelage dont on peut

tout attendre, même le meilleur » : ses deux directeurs généraux - Dominique Aliney et Jean-Michel Gaillard - et ses deux responsables des programmes - Jean-Marie Cavada et Eve Ruggieri.

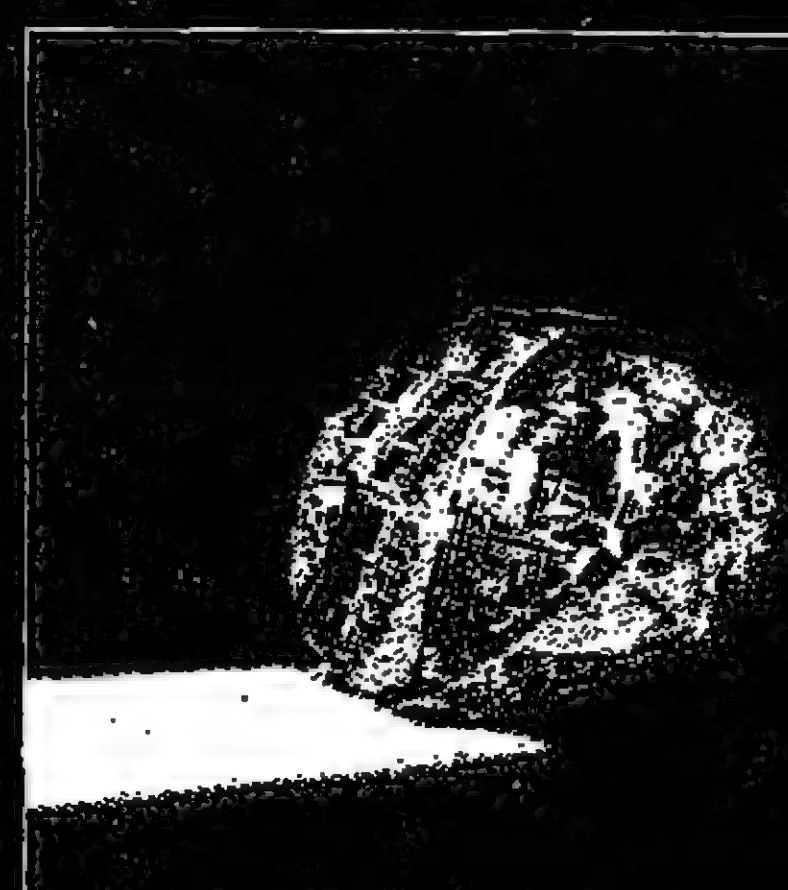
Le président d'A2 et de FR3 a livré son diagnostic et ses médications. Le diagnostic ? Des chaînes « gérées comme des administrations » qui n'ont pas supporté l'irruption du privé. Les médications ? D'abord une bonne complémentarité des programmes qui devrait permettre aux chaînes d'attendre, dans trois ans, 40 % à 45 % de l'audience. Les premiers réglages de grille, a promis Jean-Marie Cavada, interviendront dès le 10 novembre, avec la programmation « de Thalassa » à 20 h 30 sur FR3, face à une fiction sur A2, Apostrophes, devant elle-même affronter une heure plus tard, le feuilleton « Arsène Lupin ».

Les actualités régionales seront leur apparition le dimanche, au

1^{er} janvier, sur FR3, rebaptisée « chaîne de l'information » jusqu'à 20 heures, puis « chaîne des audiences spécifiques ». Côté production, le super-PDG, très ferme à l'égard du secteur privé, a affirmé que, à « qualité et prix comparables », priorité serait donnée au secteur public de prestation audiovisuelle (SFP et FR3). « L'investissement artistique », demeurant, lui, soumis à toutes les concurrences.

Au total, si grand dessein, ni remède miracle mais un discours encore très général et déjà cent fois répété. Découragé et frustré, le personnel, venu nombreux à la conférence de presse, faisait sienne l'introduction du président Guillaume, tirée du onzième Conte de Canterbury : « Ils ne savaient point où ils allaient, ils ne savaient pas où ils allaient, et, cependant, ils discutaient inlassablement de l'itinéraire... »

P.-A. G.



LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE

se associe au
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS,
LE 20 OCTOBRE 1989
OPERA COMIQUE

PASCAL DUSAPIN

Quatuor 2 (Time Zone)

HELMUT LACHENMANN

Reigen Seliger Geister

IANNIS XENAKIS

Okna pour Percussions

LUIGI NONO

Hay que Caminar! Segrando pour deux violons

GEORGES APERGHIS

Triangle carte pour Quatuor à Cordes et Percussions

Quatuor Ardit, Trio Le Cercle

COMMANDES DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
ET DE LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
RENSEIGNEMENTS : 42.95.12.27

GENERATION

SOCIÉTÉ

A la conférence de Montréal sur la sécurité urbaine

La lutte contre la délinquance appelle d'autres moyens que la répression

Après trois jours de travaux la première conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain a clos ses travaux, le 13 octobre, à Montréal. Convoquée par le Forum des collectivités territoriales européennes pour la sécurité urbaine, la Fédération canadienne des municipalités et la Conférence des maires des États-Unis, la rencontre de Montréal a adopté une déclaration finale qui « propose un programme concret d'action pour réduire le nombre d'infractions contre les biens et la délinquance contre les personnes, pour diminuer la demande de drogues ainsi que le sentiment d'insécurité dans les villes ». Le document sera présenté et défendu par ses auteurs au congrès des Nations unies sur la prévention de la criminalité qui devrait avoir lieu en 1990 à La Havane.

MONTRÉAL

de notre envoyé spécial

Toutes les villes d'Europe et d'Amérique du Nord ont connu, ces vingt dernières années, une croissance significative de la petite et moyenne délinquance suscitant de la part des gouvernements les mêmes réactions : l'augmentation

des effectifs de police, la tolérance devant la prolifération des agents privés de sécurité, l'incitation à plus de fermeté de la part de l'appareil judiciaire. Les peines de prison ont nettement augmenté, en nombre comme en durée. Vingt ans plus tard, le bilan n'est guère convaincant.

Stimulées par la consommation des drogues, la petite et la moyenne délinquance sont toujours aussi vivaces dans les centres urbains tandis que les sommes dépensées pour les réprimer semblent l'avoir été en pure perte. Et, la politique judiciaire menée dans la prévention et dans l'improvisation a produit des effets pervers, conduisant au surpeuplement carcéral, lui-même générateur de dysfonctionnements supplémentaires.

Tel est le diagnostic autour duquel se sont rassemblés à Montréal, durant trois jours, près de deux cents personnes venues d'une trentaine de pays, élus, professionnels divers et responsables politiques de haut niveau. Unanimes sur le constat, les participants à la conférence de Montréal ne l'ont pas moins été sur les mesures à prendre pour faire face. Le document final, approuvé par les participants, souligne ainsi que « c'est au niveau de la cité que doit, avant tout, se mener une politique de prévention. Les autorités publiques de tous niveaux doivent soutenir les efforts de prévention développés au plan local ».

Les congressistes insistent aussi sur le rôle essentiel que doivent jouer conjointement élus, responsables des services sociaux, du loge-

ment des loyers, des écoles, de la police et de la justice « pour mettre en œuvre des solutions à long terme tout en répondant aux besoins immédiats ». La prévention est l'affaire de tous, poursuit le texte. Les dirigeants politiques doivent favoriser le développement d'une solidarité entre les membres de la collectivité.

Dès la petite enfance

Réunis en commissions, les congressistes auront également tenté de cerner les causes qui produisent la délinquance urbaine. Aux causes classiques désormais bien identifiées que sont le chômage, la pauvreté, l'absence de logements sociaux, ils ajoutent les déficiences d'un système éducatif inadéquat, la marginalisation de larges secteurs de la population, notamment dans la jeunesse, une autorité parentale défaillante et un environnement urbain trop souvent hostile. La toxicomanie joue dans ce contexte un rôle d'accélérateur, à la fois conséquence des facteurs précédents et cause de délits qu'elle encrene plus affirmés.

La riposte, estiment les congressistes, doit s'exercer dès le plus jeune âge. Poussés par les Américains, ils insistent sur la nécessité de mener une politique « de la petite enfance incluant des soins pré et postnataux et une assistance nutritionnelle pour les mères et les enfants ».

Témoin de la vigueur du mouvement féministe américain, la déclaration finale contient, aussi, un paragraphe consacré aux violences

familiales, agressions sexuelles et mauvais traitements envers femmes et enfants, qui favorisent les délinquances multiples. Aux nécessités d'un logement adapté, les congressistes ajoutent la nécessité de « développer des stratégies cohérentes de prévention et d'éducation » sur la toxicomanie. Ils estiment que « la police doit travailler d'avantage avec les citoyens pour prévenir le crime et réduire le sentiment d'insécurité », et souhaitent le développement de procédures de médiation et de conciliation pour « prévenir les conflits ».

Assemblée comportant de nombreux élus, la conférence de Montréal n'a pas omis d'insister sur le fait que « les efforts consentis dans les villes doivent être encouragés par des politiques nationales », qui acceptent de prendre à leur charge une partie du lourd financement que nécessite la prévention. « Il est temps de créer une banque de données internationales qui informera tous les responsables locaux de tous différents pays sur les programmes pilotes en matière de lutte contre la délinquance », affirme encore la résolution finale.

L'épidémie de crack

Objet de discussion à toutes les conférences internationales où se rencontrent les chefs d'État, la drogue aura fait une entrée en force dans les travaux des congressistes. Les élus américains qui ne dissimulent aucune de leurs inquiétudes lorsqu'il s'agit du crack sont parvenus à faire partager une bonne part d'entre elles à leurs collègues européens en leur détaillant le coût humain, social et financier de l'attaque à laquelle ils sont soumis. Personne ne sait si l'épidémie de crack qui sévit sur les États-Unis et commence, semble-t-il, à toucher le Canada, atteindra l'Europe et la France. Il y a, néanmoins, fort à parier que la drogue fera, encore longtemps, l'objet de vives discussions dans les milieux qui traitent de délinquance.

Les inconnues sont, en effet, nombreuses, notamment en ce qui concerne les coûts et les priorités à prendre en considération pour lutter efficacement contre l'usage et le trafic de drogue. Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Mme Catherine Lalumière, qui présidait la dernière séance du congrès, confiait ainsi que, si elle acceptait sous réserve l'idée d'une sévère répression du trafic des stupéfiants, elle ne pouvait admettre qu'on oublie la prévention, si difficilement acceptée par l'opinion publique en matière de stupéfiants.

Les trois organisations à l'origine de la conférence de Montréal sont, cependant, décidées à développer leur collaboration en échangeant connaissances et expériences. D'ores et déjà elles ont annoncé la réunion d'une nouvelle conférence, en 1991. Entre-temps, un bureau commun pourrait être ouvert à Montréal à une date qui n'a pas été déterminée.

G. M.

Le congrès de Saclay

Changement de cap au Syndicat des commissaires

Le dixième congrès du Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, s'est réuni à Saclay (Essonne) du 10 au 13 octobre. Il marque un tournant pour cette organisation qui, depuis 1981, s'est souvent opposée aux gouvernements socialistes, la nouvelle équipe dirigeante faisant le pari de la réforme, du dialogue et de la modernisation. M. Pierre Joxe est venu dire aux congressistes sa « grande satisfaction », après les déclarations du premier ministre sur la sécurité intérieure (le Monde du 11 octobre).

Le Syndicat des commissaires tourne la page. Si les travaux de ce congrès disent vrai, c'en est fini des crispations corporatistes et hiérarchiques, du flirt avec les partis de droite et leurs discours sécuritaires, des réserves et des réticences devant les réformes, de toutes ces attitudes défensives qui, à travers les porte-parole du syndicat, donnaient parfois du corps des commissaires l'image d'une citadelle assiégée. Profondément remaniée et rejuvenie, son équipe dirigeante a décidé, selon la formule de M. Jean-Pierre Havrin, nouveau secrétaire général, de se « rapprocher de ceux qui ont vu » et de ne plus faire partie de « ceux qui regardent passer le progrès ».

Désormais, explique M. Havrin, qui était jusqu'alors directeur départemental des polices urbaines du Lot, nous allons défendre d'abord la police, ensuite l'ensemble des personnels, enfin, et par conséquent, le corps des commissaires. Chefs de service, nous sommes responsables de tout le monde, même et cela nous coûte, nous devons faire cet effort. Je viens du terrain, et je sais qu'il y a un décalage entre les querelles des états-majors syndicaux et la réalité.

Tournant le dos à l'attitude frileuse de ses prédécesseurs, il n'exclut donc pas des contacts « serais, sans restriction, sans a priori » avec les autres organisations majoritaires, représentant les inspecteurs ou les policiers en tenue. Interrompu depuis près de dix ans, le dialogue pourrait ainsi reprendre avec le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), et surtout avec la Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

L'exclusion sociale

Quant à la désignation par M. Michel Rocard, premier ministre, de la police nationale comme « laboratoire de la modernisation du service public », elle reçoit un accueil enthousiaste : « Le laboratoire ? On est super d'accord ! répond M. Havrin. Et nous ne voulons pas en être les laboratoires, mais les chercheurs, les initiateurs ». A Saclay, ce changement de ton s'est traduit symboliquement par l'absence du commissaire Yves Jobic, dont la défense, il y a encore moins d'un an, avait entraîné le syndicat dans une partie de bras de fer avec le monde judiciaire et singulièrement avec le Syndicat de la magistrature.

Responsable d'un groupe de travail consacré aux relations complexes nouées par la police, les médias et la justice, M. Mirville Ballestrazzi assure d'ailleurs que l'affaire Jobic n'y a « pas du tout » été évoquée : « Tout comme le mot « bavure », on l'a laissé de côté ; elle ne peut être considérée que comme une grosse anecdote ». Chef de l'Office central pour la répression des vols d'œuvres et objets d'art, M. Ballestrazzi, éme secrétaire aux relations extérieures, fait partie de la nouvelle équipe du syndicat, où l'on remarque également M. Ange Mancini, chef du RAID, l'unité d'élite de la police nationale. L'une est âgée de trente-cinq ans, l'autre de quarante-cinq, tandis que M. Havrin approche des quarante-deux ans.

Mais ce sont surtout les idées réformatrices avancées par ce congrès qui illustrent le changement de cap du syndicat. En témoignent un volumineux rapport réalisé sous la direction de M. Richard Bousquet, délégué de l'Ile-de-France, et intitulé « Dix propositions pour une nouvelle relation police-population ». Partant d'un regard lucide sur « l'image de marque réelle du policier » — « tenu

négligé, mauvais accueil dans les commissariats, contraventions injustifiées », — cette réflexion autocritique voudrait réhabiliter les notions de « solidarité urbaine » et d'« urgence sociale » dans l'action policière.

Le policier n'est pas seulement un régulateur de la vie sociale, peut-on y lire. Par son action, il contribue à créer ou à renforcer les solidarités sociales. « Instance de proximité sociale », la police est au « carrefour de tous les handicaps : l'immigration, la quête d'un premier emploi ou le chômage, l'arriération culturelle, voire l'absence culturelle, etc. ». Cette prise en compte de la fonction d'« alarme » de la sécurité publique face aux « situations d'exclusion sociale » amène les commissaires à mettre en cause aussi bien les conditions de l'accueil fait au public dans les commissariats que la trop faible « association participative des personnels à la gestion du service ».

En déclinant des propositions inédites. Ainsi de la création de « comités de concertation », groupant les « forces vives des commissariats » et les « autorités morales de la cité », des élus aux associations, qui seraient en quelque sorte « la conscience du commissariat, son forum intérieur » et où la population pourrait exprimer ses griefs à l'encontre de la police. Ainsi également de l'instauration de « cercles de qualité » où les policiers de base pourraient s'exprimer sur « l'amélioration des conditions de travail », permettant la naissance d'une « véritable culture technique spécifiquement policière ». Ainsi encore des propositions, plus pragmatiques, sur la réorganisation des « espaces d'accueil », l'écoute attentive des femmes victimes d'agressions sexuelles ou de violences conjugales, on la possibilité de regrouper un hôtelier ou un restaurateur afin d'héberger ou de nourrir une personne en situation de détresse, etc.

Revalorisation et rénovation

Le congrès des commissaires s'est aussi interrogé sur la politique de communication du ministère de l'Intérieur ou sur les contraintes du marché unique européen. L'instauration d'une direction de la communication et de relations publiques a été proposée, ainsi que de « journées transparence », sorte de journées portes ouvertes réservées aux médias. La création d'une direction des relations internationales a été suggérée, accompagnée de la mise en place de « conseillers de sécurité » dans les ambassades.

Autant de démarches qui ne pouvaient que séduire M. Joxe, partisan depuis 1984 de la modernisation d'une police par trop sous-développée. Dans un minutieux exposé pédagogique de près d'une heure et demie, le ministre de l'Intérieur a, cependant, fait comprendre aux commissaires qu'ils n'avaient pas le choix : « Un service public qui n'évolue pas en fonction des besoins de la société, qui ne s'adapte pas, meurt, est remplacé par d'autres. (...) Ceux qui n'adoptent pas cette démarche, par mauvaise volonté ou inaptitude au changement, leur avenir professionnel en sera naturellement fortement influencé. On ne peut pas vouloir diriger un service public sans se diriger dans la direction qui lui a été fixée ».

Celle-ci n'est autre que le « laboratoire » évoqué par M. Rocard dont M. Joxe a décliné les objectifs : « revalorisation et rénovation du métier de policier ». Insistant sur « l'extrême avantage que constitue pour la police, le fait d'avoir un taux de syndicalisation élevé », le ministre de l'Intérieur n'a pas oublié d'annoncer les mesures catégorielles qui, en 1990, accompagneront cet effort de remise en cause et qui, pour les commissaires, concernent aussi bien le logement que l'avancement ou l'ouverture de débouchés vers le corps préfectoral.

EDWY PLENEL

A Grenoble

Arrestation des meurtriers présumés de deux vigiles

GRENOBLE

de notre correspondant

Les enquêteurs de la police judiciaire ont arrêté, dimanche 15 octobre, les auteurs présumés du double assassinat survenu dans la nuit du 12 au 13 octobre (le Monde du 13 octobre) dans les locaux de la direction technique d'EDF à Grenoble. Deux employés de la société de gardiennage Vigila, qui faisaient une ronde de surveillance, avaient été tués par des décharges de chevrotines.

Ce sont deux autres vigiles de la même société, Frédéric Borvon, vingt et un ans, et Michel Kasparian, quarante-neuf ans, qui ont organisé un guet-apens. Les deux victimes et leurs assassins auraient eu une altercation quelques heures plus tôt.

Les policiers et les magistrats du parquet refusaient toujours, dimanche soir, de révéler les raisons qui ont conduit les quatre hommes à se quereller puis à se venir au règlement de compte sanglant dans les locaux d'Electricité de France.

C. F.

Trois membres présumés des Brigades rouges arrêtés à Paris

Trois membres présumés des Brigades rouges italiennes ont été arrêtés, jeudi 12 octobre, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), après une opération conjointe des policiers de la brigade criminelle et des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris.

Né en 1955, Ezio Calvitti était l'objet d'un mandat d'arrêt international émis à Rome le 26 juillet 1982. Sa compagne, Anna Mutini, née en 1956, et Dario Faccio, né en 1959, ont été interpellés en sa compagnie. Ils étaient porteurs de faux documents d'identité. Tous trois ont été présentés, samedi 14 octobre, au juge d'instruction Gilles Rière, remplaçant le juge Jean-Louis Brugère actuellement en déplacement en Afrique où il enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA.

Conformément au mandat italien, Ezio Calvitti a été inculpé d'hommes violents, détention et port d'armes. Membre présumé de la direction stratégique des BR, il est accusé par la justice italienne d'avoir participé aux attentats commis en 1981 contre un gardien de prison, un commissaire de police et un ancien directeur de la DIGOS (police politique). Anna Mutini et Dario Faccio ont été inculpés de faux et usage de faux. Ces arrestations font suite à celles, en septembre, de cinq autres brigadistes cachés à Paris (le Monde des 7 et 8 septembre).

EN BREF

□ Départition d'un défilé à la prison des Baumettes. — Ni barreaux sciés, ni porte forcée, ni corde retrouvée... Marc Randjel, vingt-sept ans, porté évadé depuis samedi 14 octobre, a quitté la prison des Baumettes, à Marseille, par des moyens encore mystérieux. Les enquêteurs ont d'ores et déjà écarté une première piste, celle d'une fuite à l'issue du match de football qui opposait, samedi après-midi, l'équipe du quartier de Mazargues. Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, le défilé aurait réussi à se glisser dans une poubelle. Une seule certitude : Marc Randjel ne se trouve plus dans l'enceinte de la prison, qui a été fouillée de fond en comble.

□ L'enquête sur le meurtre du général Favreau. — Selon les premiers résultats de l'antipole du corps du général Favreau, repêché, vendredi 13 octobre, dans la Dordogne, l'ancien gouverneur militaire de Paris n'est pas mort noyé. S'ad-ouest dimanche, a affirmé que le général avait été roué de coups avant d'être jeté dans la Dordogne et qu'il était déjà mort au moment de l'immersion ou qu'il a immédiatement succombé à une hydrocution. Pour les enquêteurs, l'hypothèse la plus vraisemblable est celle d'une agression commise par des voleurs de voitures (« pirates de la route ») et qui aurait mal tourné du fait de la résistance que le général aurait opposée aux malfaiteurs.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Scaes

Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ÉDUCATION

Des chefs d'établissement en difficulté

Elèves et enseignants de l'Ecole Louis-Lumière demandent le renvoi du proviseur

La totalité des 134 élèves et des 40 enseignants de l'école nationale Louis-Lumière à Marne-la-Vallée, qui prépare aux métiers du cinéma, sont en grève « illimitée » depuis le 5 octobre. Ils réclament la destitution du proviseur, accusé d'autoritarisme et d'incompétence. Leur colère se double d'une inquiétude quant au statut de l'école, face aux échéances européennes.

L'établissement, dont les nouveaux bâtiments ont été inaugurés à la rentrée, ressemble à un vaste pagode en bois. L'atmosphère, pourtant, n'est pas à la plaisance. Les élèves, qui préparent en deux ans un BTS de cinéma, de son ou de photo, s'opposent passionnément au proviseur, qui règne sur l'école depuis deux ans. Lorsqu'ils parlent de M. Hélio Privat, leurs yeux luisent d'indignation. « Ce n'est pas deux promotions qu'il est en train de tuer, c'est l'école tout entière », affirme Hervé, vingt-trois ans, qui réagit depuis six ans d'entrer dans cette institution que l'on appelle encore parfois « Vaugrand », du nom de sa précédente adresse.

Ancien principal de collège, M. Privat est d'abord accusé de ne pas comprendre les contraintes pro-

pres au cinéma. « Il applique strictement le règlement d'un lycée technique, explique vivement Bernard, étudiant en deuxième année. Nous sommes soumis à des horaires rigides, alors qu'un tournage peut durer de 5 heures du matin à 10 heures du soir. » Les élèves reprochent au proviseur de paralyser leur travail en faisant peser sur l'école une administration insupportable. Comment, par exemple, réaliser des courts métrages, si M. Privat s'oppose à ce que les jeunes sortent le matériel le samedi, le dimanche ou la nuit ?

Après de ces considérations pratiques, élèves et professeurs déplorent les fagots « centralisés » de M. Privat. Les exemples abondent de ce que tous considèrent comme des vexations et même du chantage. Un professeur se plaint que le proviseur lui ait demandé de renoncer à la grève pour l'autoriser à participer à un festival de l'image. « C'est la réputation même de l'école qui est en jeu, déclare un étudiant. Si nous ne sommes plus représentés, nous ne sommes plus représentés. » En octobre 1987, les professeurs de Guillaume Budé passent le message à ceux de Louis-Lumière : « autoritarisme » et « mépris envers les personnes » et « manipulation permanente ». Le mandat de M. Privat ne semble pas s'être déroulé dans le calme et la bonne humeur. « Même trois mois après, repartir du personnage nous inspire une certaine anxiété », écrit un élève. « Cette lettre vous évite le même gâchis », écrivent pour conclure les auteurs de cette deuxième lettre.

Regroupés dans la salle des professeurs, les enseignants ne sont pas moins virulents, et leur colère se passe de sous-titres. « Cet homme s'est trouvé, sans préparation, à la tête d'une école où les

lois administratives sont nécessairement transgressées. Il a eu peur », remarque M. Edouard-Jacques Maillot, professeur d'analyse filmique. Pour prouver qu'ils ne sont pas victimes d'une psychologie collective, les enseignants sortent de leurs dossiers deux lettres rédigées par les professeurs des collèges dont M. Privat fut le principal avant d'être nommé à l'école Louis-Lumière.

Trois années mouvementées

« Nous avons vécu trois années mouvementées avec M. Privat », écrit, en juin 1983, la section FEN du collège Jacques-Prévert de Châteaufort-sur-Sarthe aux enseignants du collège Guillaume Budé de Yverres, où le principal venait d'être muté. Il a tout essayé : injures, intimidations, chantage, rapports administratifs pénibles... « (...) tout ceci accompagné d'un discours pédagogique jargon, dynamique, enthousiaste qui a pu faire illusion. » En octobre 1987, les professeurs de Guillaume Budé passent le message à ceux de Louis-Lumière : « autoritarisme » et « mépris envers les personnes » et « manipulation permanente ». Le mandat de M. Privat ne semble pas s'être déroulé dans le calme et la bonne humeur. « Même trois mois après, repartir du personnage nous inspire une certaine anxiété », écrit un élève. « Cette lettre vous évite le même gâchis », écrivent pour conclure les auteurs de cette deuxième lettre.

Aujourd'hui, élèves et enseignants constatent à l'unisson que la situation est sans issue. La commission d'enquête administrative menée depuis un mois par des inspecteurs d'académie ne leur inspire guère confiance et la discussion leur paraît inutile, même si le proviseur semble la réclamer. Installé dans son vaste bureau vitré, il refuse, en souriant, de répondre aux questions, afin, dit-il, de ne pas entrer dans la polémique. « Je suis ouvert à des négociations », déclare M. Privat, mais personne ne veut dialoguer avec moi. « A quoi ses adversaires répondent, en chœur, qu'un an de bonne volonté fléchit les largement échaudés.

La situation est encore aggravée par les inquiétudes que suscite le projet de loi relatif à l'école. Malgré un concours sélectif et la présence d'un grand nombre d'élèves possédant déjà d'autres diplômes, Louis-Lumière est un lycée technique préparant au BTS. S'il est vrai que l'établissement a une bonne réputation, son avenir n'en est pas assuré pour autant. « Que se passera-t-il en 1993 pour les équivalences de diplômes puisque toutes les autres écoles européennes possèdent des formations en quatre ou cinq ans ? », s'interroge M. Amant. L'ancien professeur d'anglais. Les étudiants souhaitent donc être placés sous la double tutelle du ministère de l'éducation nationale et de celui de la culture, et que leur établissement devienne une école d'enseignement supérieur.

RAPHAËLE RÉROLLE

Le principal d'un collège de Sète démis de ses fonctions

MONTPELLIER
de notre correspondant

Après une grève de dix jours suivie par les deux tiers des enseignants, le personnel du collège Victor-Frugo de Sète (Hérault) a obtenu le renvoi du principal de l'établissement, M. Claude Garcia, qui sera affecté au rectorat pour s'occuper des questions artistiques. Le recteur a également nommé un autre établissement le conseiller d'éducation, M. Armand Alba. « C'est une mesure d'apaisement destinée à mettre en place une nouvelle structure administrative au sein de l'établissement », a expliqué le recteur, M. Bernard Toulmond. C'est un peu comme un cas de divorce. On ne sait plus qui est responsable, mais les personnes ne peuvent plus vivre ensemble.

Le conflit entre les enseignants et le principal avait commencé le 24 juin dernier. Le chef d'établissement s'était vu reprocher d'avoir divulgué au personnel des informations confidentielles d'ordre médical concernant l'un des enseignants. Les syndicats avaient aussitôt porté plainte et une

enquête judiciaire avait été déclenchée.

A la rentrée, l'ambiance s'était encore dégradée, un inspecteur général était venu à la demande du recteur faire une enquête sur place et avait entendu toutes les personnes impliquées dans le conflit. Les enseignants, les parents d'élèves et le maire de la ville.

Pour le principal, la campagne dont il était la victime reflétait une vengeance contre un chef d'établissement qui fait bien son travail. « Un conseiller d'éducation qui doit trente-neuf heures et n'en fait qu'une vingtaine, se passe ses après-midi à jouer au tennis, cela n'est pas acceptable », déclare-t-il. Un professeur d'éducation physique qui renvoie les élèves chez eux lorsqu'il pleut, cela ne l'est pas non plus.

Le principal trop zélé et le conseiller d'éducation joueur de tennis ayant dû quitter les lieux, l'établissement devrait retrouver son calme et les cours reprendre normalement.

J. M.

SOS-Racisme et France Plus en désaccord sur le port du foulard islamique à l'école

La polémique née du port du foulard islamique par des élèves dans deux établissements scolaires, à Creil et à Marseille, donne lieu à des prises de position contradictoires de France Plus et de SOS-Racisme.

La première de ces associations affirme, dans un communiqué publié dimanche 15 octobre : « En aucun cas, au nom du pseudo-droit

à la différence, on ne doit introduire la confusion et l'affrontement dans l'école. Si la liberté de conscience est à l'origine de toutes les autres libertés, nous devons comprendre pourquoi la laïcité doit rester la colonne vertébrale de la tolérance, de la liberté, de la démocratie. » France Plus demande au ministre de l'éducation nationale d'imposer d'urgence le respect de la laïcité face aux foulards, aux kippas ou à tout autre signe religieux, qui risquent de menacer la paix à l'école. Les enfants ne doivent en aucun cas servir d'otages aux egoïsmes fanatiques des adultes.

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, nous a déclaré, pour sa part, le même jour : « On ne peut interdire l'inscription d'un enfant à l'école en vertu de la laïcité. Pour appeler que la laïcité, c'est d'abord le respect de la liberté de conscience. La vraie question n'est pas d'être pour ou contre le foulard à l'école publique, mais de savoir à quelle école vont ces enfants, et comment réussir leur intégration. Ce n'est certainement pas en plaçant les enfants musulmans devant un choix impossible entre leurs parents, leur religion, d'une part, et l'école, d'autre part, qu'on favorisera leur équilibre et leur insertion. On mène l'intégration de les inscrire à l'école publique ? A leur inscription dans des écoles coraniques et à la multiplication de ces écoles, aujourd'hui peu développées en France. » Selon le président de SOS-Racisme, « c'est à l'école de Roussseau, de Voltaire et des Lumières qu'avec ou sans foulard ces enfants apprendront les mieux à résister à l'obscurantisme ».

Grève d'instituteurs à Montfermeil

Les instituteurs de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) étaient appelés à faire grève lundi 16 octobre par les syndicats SGEN, SNI et SNES pour protester contre la mise à l'index de deux écoles maternelles par M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de la ville. Celui-ci a récemment décidé d'exclure « service public de la ville » deux directrices d'école et leurs établissements, parce qu'elles avaient inscrit une quarantaine d'enfants d'immigrés, que le maire refuse d'admettre dans les écoles de sa commune (le Monde des 12 et 13 octobre). D'autre part, la CFDT et ses syndicats locaux et nationaux d'enseignants (SGEN) ont déposé vendredi 13 octobre un recours devant le tribunal administratif de Paris pour obtenir l'annulation de la décision du maire. Le même jour, la préfecture de Seine-Saint-Denis a reçu M. Bernard et l'a « mis en demeure de revenir sur sa décision illégale ». Samedi, une manifestation de soutien au maire avait réuni deux cents personnes, dont M. Eric Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, devant l'hôtel de ville de Montfermeil.

ENVIRONNEMENT

Deux ans après la tempête

La forêt bretonne en convalescence

Deux ans après la tempête du 15 octobre 1987 qui a dévasté la Bretagne, les « états généraux des oubliés de l'ouragan » se sont tenus, dimanche 15 octobre, à Quimper, à l'initiative de l'Association des consommateurs de Bretagne et de SOS-Environnement. Les protestataires dénoncent notamment des indemnités très insuffisantes attribuées à la tête du client.

CONCARNEAU

de notre envoyé spécial

La forêt bretonne est encore en détresse. On a certes sorti l'essentiel des chablis — quelque six millions de mètres cubes de bois cassés ou abîmés par le vent — mais il en reste 10 000 mètres cubes sur place, dans un enchevêtrement inextricable de troncs et de branches. Pour dégager ces forêts à la trompette et ouvrir l'accès aux verges de débardage, il en coûte au moins 15 000 F l'hectare, soit au moins 150 millions de francs à déboursier encore. Pour l'Office national des forêts (ONF), ce genre de travaux fait partie du cahier des charges, et la vente du bois par adjudication permet de rentrer à peu près dans ses frais. « Nous avons vendu sans perte », affirme M. Pierre de La Broise, directeur régional de l'ONF pour la région Bretagne. Nous avons expédié le bois en grande quantité jusqu'en Italie et en Espagne.

Mais, pour les propriétaires privés, qui possèdent 50 % des surfaces boisées — ils sont vingt-cinq mille dans le seul Finistère — la tempête reste une catastrophe. Très peu de propriétaires exploitent réellement leurs forêts, d'une médiocre qualité, et surtout, morcelées au fil des successions. Le grand breton offre des sols pauvres et peu profonds. Quant au littoral, battu par les vents marins, il ne donne que des arbres courts sur tronc, torturés, donc pas du tout intéressants pour les sciens. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la Bretagne n'ait que 10 % de sa surface boisée (contre 25 % en moyenne française). Pour ces propriétaires, obligés de faire le

ménage dans leurs bosquets, la tempête a dévoré en une nuit un patrimoine à valeur beaucoup plus esthétique qu'économique.

Pour le reconstituer, il faut replanter. Très peu l'ont déjà entrepris, et cela valait finalement mieux en cette année d'exceptionnelle sécheresse. Les rares tentatives de reboisement se sont parfois soldées par de cuisants échecs. « Nous avons replanté 400 hectares entre l'automne 1988 et le printemps 1989 », explique M. Bernard Gérard, le botaire délégué régional du Conservatoire du littoral. Entre 30 % et 40 % des arbres plantés en mars 1989 ont séché sur pied. La sécheresse est noire deuxième tempête !

A l'ONF, on se montre beaucoup plus serein. C'est que l'Office, tout occupé à débiter, débiter et vendre les chablis, n'a pratiquement pas eu le temps de replanter encore. On a disposé quelques jeunes plants en forêt d'Huelgoat, dans le centre Finistère, mais seulement pour reconstituer la sauvegarde du fameux chaos. Les touristes apprécient les chablis de rochers moussus, mais ils n'aiment guère les enchevêtrements d'arbres. En dehors de ces plantations, qu'on pourrait dire d'ornement, l'ONF a reboisé que 250 hectares en Bretagne, soit tout de même 400 000 plants. « Sur les 50 000 hectares boisés de la région, 10 000 ont été touchés, mais 3 800 seulement sont à replanter complètement », précise le directeur régional. L'ONF terminera donc l'exploitation des chablis cet hiver 1989-1990 et ne se lancera dans les replantations « en grand » que les années suivantes, en 1991, 1992 et 1993. Les forestiers d'Etat, traditionnellement, ont tout le temps pour eux.

Des arbres à la place du maïs

Bien qu'il soit aussi un organe d'Etat disposant de la personnalité, le Conservatoire du littoral a profité de la tempête pour boucler certaines habitudes. Situé en première ligne, son patrimoine forestier a beaucoup souffert de l'ouragan, notamment dans le sud du Finistère, du côté de Fouesnant et de

Concarneau. Ayant pour mission de conserver les sites naturels en l'état, le Conservatoire a décidé d'aller cette fois plus loin pour compenser les dégâts. Chaque fois qu'il le pourra, il rachètera des terres agricoles ou des riches littorales pour tacher de reconstituer des forêts côtières. « Nous boiserons même des champs de maïs », annonce M. Guy Lengagne, président du Conservatoire, en montrant un espace agricole récemment acquis dans l'anse Saint-Laurent. On a constaté, en effet, que les forêts littorales demeurent l'unique protection de la mer contre les pollutions agricoles, en même temps qu'elles offrent une zone privilégiée de promenade et de loisir.

Mais que replanter ? « L'idéal serait le chêne vert », dit Jean-Romain Vuillemoz, le chef de centre ONF. A Noirmoutiers, les chênes verts repoussent (coups au sol) sans la Révolution sont toujours là deux cents ans après. Ils résistent à tous les vents et à tous les pletiments. Traditionnellement, cependant, la Cornouaille s'est mise au pin sylvestre, à l'épice de Sitka et au cyprès de Laubert qui poussent au milieu des chablis et des bêtises spontanées. Mais les cyprès, très volumineux, ont été très souvent déracinés par la tempête. Pins et épicéas ont cassé net. On va donc replanter massifs de résineux, qui sont fragiles, et multiplier les feuillus. Sans dogmatisme toutefois.

A Fouesnant, les pins centenaires des dunes de Beg-Meil ont été hachés même le 15 octobre. Il a fallu tout replanter. Quatre douze mille arbres au total (acacias, pins, épicéas), dont une bonne partie devra être remplacée après l'hiver torride de 1989 qui les a fait sécher sur pied. Le maire, Roger Le Goff, ne se décourage pas. « De toute façon, il y a encore beaucoup de bois à débiter et à sortir, dit-il. Il nous faudra encore plusieurs années pour tout remettre au net, et au moins quatre-vingts ans pour retrouver les frondaisons d'avant. » Les gens de l'ONF le savent : la gestion d'une forêt est une longue patience. D'autant plus longue que la tempête, elle, a fait ses ravages en quelques heures.

ROGER CANS

DÉFENSE

Le remplacement des Crusader sur les porte-avions

L'amiral de Gaulle vole au secours de la marine

Sénateur RPR de Paris et fils de l'ancien président de la République, l'amiral Philippe de Gaulle a volé au secours de son armée d'origine, à l'occasion d'un débat qui oppose adversaires et partisans de l'achat, par la France, d'avions de combat américains pour remplacer les Crusader actuels embarqués sur le Foch et le Clemenceau.

Cela s'est passé le mercredi 11 octobre, devant la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense dont l'amiral de Gaulle est membre et qui entendait le chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Louzeau.

Depuis quelques mois, en effet, l'état-major de la marine, qui doit prévoir le remplacement des avions Crusader de défense aérienne sur les deux porte-avions français, a envisagé plusieurs solutions, compte tenu du fait que ces appareils d'origine américaine ont une trentaine d'années et qu'ils ont besoin d'être remplacés à partir de 1993. Or, la version navale ACM du Rafale de la société Dassault ne sera pas prête avant 1997 et, plus probablement, en 1998, lorsque, de surcroît, entrera en service le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle.

Comment, pour l'aéronautique navale, assurer, durant les cinq années, une défense aérienne crédible des porte-avions, s'il est admis qu'il serait incohérent de laisser sans protection aérienne des bâtiments aussi prestigieux ?

Parmi les options envisagées, deux retiennent plus spécialement l'attention. La première consiste à prolonger l'existence des Crusader en renforçant la structure de l'avion et en modernisant ses équipements de bord pour les mettre au standard des intercepteurs Mirage F-1 de l'armée de l'air. La seconde est l'acquisition d'une

quinzaine de F-18 d'occasion auprès de la marine américaine, le temps que le Rafale ACM puisse remplir ses missions.

Le constructeur du Rafale et la marine française s'opposent sur les évaluations technico-opérationnelles et financières de ces deux solutions. Dassault redoute, en réalité, que l'achat de F-18 ne ferme la porte à terme à l'adoption de la version navale du Rafale, de son côté, la marine craint que le choix de l'achat de F-18 n'a pas hérité à prendre le parti de ces performances inférieures à celles des avions auxquels les circonstances l'amèneraient à faire face.

Un débat politisé

En privé, le président (socialiste) de la commission de la défense de l'Assemblée nationale a même confié qu'il lui paraissait inconcevable que roule sur le pont d'un porte-avions baptisé Charles-de-Gaulle un appareil made in USA.

Dans ce débat politisé à l'extrême, dont l'enjeu est le sort d'une production nationale conçue par une société aéronautique proche du RPR, l'amiral de Gaulle n'a pas hésité à prendre le parti de son armée d'origine.

Devant l'amiral Louzeau, le fils du fondateur de la V-République est intervenu au Sénat pour souligner la gravité de la perte d'efficacité technique et les risques encourus par les pilotes si les Crusader étaient maintenus. L'amiral de Gaulle a expliqué à ses collègues que l'ancienneté de ces avions obligeait aujourd'hui l'aéronautique navale, à laquelle il a jadis appartenu, à leur consacrer soixante heures de travail pour une heure de vol. Ce qui est une opération chère pour l'Etat. Mais, surtout, le sénateur RPR de Paris a tenu à rappeler que le général de Gaulle avait toujours fait en

sorte que la France puisse disposer de forces armées correctes, même s'il devait s'agir d'acheter des matériels étrangers.

Il est de fait que c'est du temps du général de Gaulle, chef des armées, à l'Elysée, que la marine avait été autorisée à acquérir des Crusader aux Etats-Unis, à une époque, il est vrai, où il n'existait pas, en production ou même en projet, d'avion national comparable.

La solution du F-18 va, cependant, perdre son plus chaud partisan, qui est le vice-amiral d'escadre Guirec Doniol, chef du service central de l'aéronautique navale. L'amiral Doniol quitte, en effet, l'état-major de la marine pour prendre, probablement la semaine prochaine, les fonctions de conseiller du gouvernement pour la défense.

JACQUES ISNARD

REPÈRES

SOLIDARITÉ L'abbé Pierre défend les enfants exclus

« L'enfant et la famille » sera le thème des troisième Rencontres humanitaires internationales, qui auront lieu du samedi 28 octobre au mardi 31 octobre à Grenoble. Présentant ces journées, l'abbé Pierre a notamment déclaré : « Les mutations économiques, sociales et culturelles de la société économique entraînent de nombreuses exclusions, non seulement de familles mais au sein même de celles-ci. » Selon le fondateur des Communautés Emmaüs, ces rencontres devraient permettre de faire des propositions « pour la création d'un véritable partenariat social, l'encouragement des actions innovantes, celles qui soient leurs origines, et le développement de la convivialité ».

► Rencontres humanitaires internationales. Saint-Jean-de-Sorres, 30350 Lédignan.

COMMUNICATION

Nouvelle formule pour « le Parisien »

« Notre objectif, c'est la conquête de la mégapole parisienne, la première d'Europe, avec ses onze millions d'habitants dont 63 % n'achètent aucun quotidien » : le pari lancé par M. Martin Desprez, gérant et directeur général du Parisien, devrait être tenu, selon lui, grâce à sa nouvelle formule. Le Parisien nouveau est paru lundi 16 octobre. Son format a été agrandi — il s'agit du format « berlinois » qui est aussi celui du Monde — et sa pagination moyenne accrue (44 pages). Doté d'une maquette plus aérée dans laquelle le volume de la quadrichromie a été triplé et celui des photos doublé, la nouvelle formule du quotidien vedette du groupe Amayur se divise en plusieurs parties rassemblées en un seul cahier : la première — intitulée « France-Monde » — est consacrée à l'information et à la politique intérieure et fait une plus grande part à l'enquête et au reportage ; la seconde — intitulée « Mégapole » — traite de Paris et de sa région, et des pages départementales et celles consacrées au sport local, tandis qu'en fin de journal, les lecteurs trouvent les rubriques « Vie pratique », « Loisirs », « Immobilier », etc. vues sous l'angle de la région, ainsi que des articles sur le tourisme et les médias.

Quatre cent mille exemplaires du Parisien seront progressivement imprimés sur les rotatives du Monde à Ivry ; le reste le sera dans son imprimerie de Saint-Ouen, qui sera ultérieurement modernisée. Grâce à cette nouvelle formule, inspirée des expériences du quotidien japonais Yomiuri Shimbun et de l'américain News Day, le journal compte dépasser une vente de 500 000 exemplaires d'ici à trois ans. Pour y parvenir, le Parisien,

qui a vendu en moyenne 402 085 exemplaires, selon son éditeur, pendant le premier semestre 1989 (soit presque 50 % de plus que son concurrent France-Soir) privilégie trois axes : l'amélioration systématique de la qualité, le maintien d'un prix de vente bas — le but est de conserver ce prix à 4,50 F pendant sept ans — le développement des moyens promotionnels et du portage à domicile.

Le journal du groupe Amayur va aussi développer sa publicité (28 % de ses recettes aujourd'hui). Il expérimente en outre un hebdomadaire gratuit en Seine-Saint-Denis, qui pourrait être ensuite implanté dans d'autres départements.

Réalisé par deux cent vingt journalistes, âgés de trente-deux ans en moyenne, le Parisien sera soutenu par une campagne d'affiches conçue par RSCG (15 millions de francs).

Y.-M. L.

Radio-France Internationale à New-York. — Depuis cet été, Radio-France Internationale (RFI) est relayée en partie par la station FM de New-York WNYE, qui appartient au Board of Education de la ville. En novembre, les programmes en français de RFI atteindront quatre heures journalières, le matin entre 6 h 30 et 8 h 30, le soir après 23 h. Un émetteur sur l'Empire State Building permet une bonne réception dans l'agglomération, sur la fréquence 91,5 MHz. RFI souhaite développer dans d'autres villes nord-américaines des accords du même type ; le programme mondial en français de RFI est déjà repris en partie sur les réseaux câblés abonnés au réseau de télévision universitaire Soles.

La polémique sur la sortie d'« Indiana Jones »

Une lettre d'United International Pictures

A la suite de l'entretien accordé par le directeur du cinéma Max-Linder, M. Jean-Jacques Zillbmann, au Monde du 13 octobre, à propos de la polémique sur la distribution d'Indiana Jones, la société United International Pictures nous a adressé les précisions suivantes :

UIP a légitimement refusé de donner une suite favorable à la demande de fourniture d'une copie 70 millimètres en version originale formulée par le Max-Linder le 12 juin 1989 (et non en novembre 1988) parce que cette demande modifiait le plan de sortie du film Indiana Jones et la Dernière Croisade de façon injustifiée et préjudiciable à la meilleure diffusion de l'œuvre. Ce plan de sortie, conforme aux usages de la profession, qui évitait scrupuleusement un surinvestissement des efforts préjudiciable à l'éventail de choix du public, incluait trois salles dans le quartier des Grands Boulevards : le Rex, la plus grande salle d'Europe, en 70 millimètres et en version française, et, contrairement à ce qui a été indiqué au Monde, le Paramount Opéra en 70 millimètres et en version française, et enfin le Gaumont Opéra en version originale et en 35 millimètres.

En outre, les propos publiés par le Monde tendent à faire croire que le Max-Linder ferait trois fois plus d'entrées que l'autre salle choisie par le distributeur pour diffuser le film en version originale. Cette affirmation est ici encore inexacte, le Max-Linder ayant réalisé en 1988 une moyenne de

4 444 entrées hebdomadaires et la salle du Gaumont Opéra devant projeter le film ayant, à la même période, connu une fréquentation moyenne hebdomadaire de 4 286 entrées (cette moyenne a même atteint 5 084 entrées en 1986). Le distributeur a librement choisi la salle du Gaumont Opéra en tenant compte des caractéristiques et de la localisation des salles concernées, dans un souci d'équilibre de placement du film.

Le Max-Linder, septième salle de France sur 5 000 salles, est singulièrement mal venu de se plaindre d'une prétendue « règle hypocrite qui réserverait les succès commerciaux aux grands circuits et les œuvres difficiles aux salles indépendantes ». En effet, depuis sa réouverture en décembre 1987, il a notamment projeté des films à important potentiel commercial suivants : le Dernier Empereur, Wall Street, l'Empire du Soleil, Bird, Good Morning Vietnam, l'Ours, Les Aventures du baron de Münchhausen.

UIP ne peut pas accepter que sa politique de diffusion des films, établie dans l'intérêt des producteurs et auteurs, ses mandataires, soit remise en cause par les choix intempestifs du Max-Linder.

Enfin, le Max-Linder n'ignore pas que, dans l'hypothèse où la justice saisisse de sa demande n'y ferait pas droit, il lui a été confirmé qu'il pourrait encore mettre à l'affiche un des nombreux films porteurs qui lui avaient été proposés et qu'il avait refusés.

MÉDECINE

Mort du professeur Robert Merle d'Aubigné

Le grand réparateur

Le professeur Robert Merle d'Aubigné, l'un des plus grands chirurgiens français, est mort le 11 octobre à Achères-la-Forêt (Seine-et-Marne), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

par le docteur Escoffier-Lambiotte

Pour le chirurgien habile et imaginaire qu'était Robert Merle d'Aubigné, l'acte médical n'avait de sens que s'il conduisait réellement le malade au recouvrement aussi parfait que possible de ses aptitudes.

C'est pourquoi l'orthopédie — ou chirurgie des os — qui était sa spécialité, devait, sous son impulsion, trouver soudain une dimension nouvelle et singulièrement plus large que ce qu'avait connu la France d'avant-guerre.

Après avoir dirigé, durant toute l'Occupation, le service de santé des Forces françaises de l'intérieur, son passage, en 1945, à la tête du centre de chirurgie réparatrice de la 1^{re} armée, où l'avait conduit une résistance active et brillante, avait ouvert soudain à l'orthopédie classique de nouveaux horizons.

Désigné en 1948 pour diriger la chaire de chirurgie orthopédique de la faculté de Paris, il crée dès lors à l'hôpital Cochin, et sur le modèle des centres anglo-saxons, un centre dont la renommée devient très vite mondiale. Le service des fractures se voit adjoindre une section de chirurgie plastique

et réparatrice, un département de traumatologie, un service des brûlés, des laboratoires de recherche ; la création, dans les environs de Paris, d'un centre de rééducation et d'appareillage et de deux centres pour paralysés, achève la constitution d'un ensemble exceptionnel où des centaines de jeunes chirurgiens français ou étrangers viennent acquérir une formation complète.

L'ampleur et la diversité des disciplines ainsi englobées et qui concourent toutes à l'objectif commun de réhabilitation complète du blessé explique la spécialisation des collaborateurs de Robert Merle d'Aubigné. Il fut sans doute l'un des derniers « généralistes » de la traumatologie capable d'aborder tous les aspects de domaines aussi complexes. La clarté de son enseignement, un enthousiasme créateur jamais démenti, un esprit de notation comme il en fut peu, attiraient dans le rayonnement de son école non seulement d'innombrables élèves mais des malades venus de toutes les régions de France et qui attendaient parfois durant plusieurs mois le privilège d'être admis à Cochin.

« La restauration des fonctions de relation est un but aussi noble que la conservation de la vie », disait Merle d'Aubigné à propos de son œuvre.

Œuvre considérable et qui, par sa diversité, imprègne à jamais l'orientation nouvelle d'une chirurgie où la mécanique laisse place à l'humanisme le plus pur.

Après avoir présidé toutes les grandes sociétés françaises ou internationales de chirurgie traumatologique ou réparatrice, le sportif accompli qu'était le plus célèbre des orthopédistes français avait abandonné l'alpinisme pour se consacrer à la voile.

Membre des académies de chirurgie, de médecine et des sciences, son œuvre avait été honorée également par de nombreuses sociétés savantes étrangères.

Grand officier de la Légion d'honneur, il était néanmoins plus fier encore de se voir commander du Mérite sportif et, longtemps, maintint des liens étroits avec le groupe de haute montagne du Club alpin français, dont il fut un pilier.

Le petit-fils du Genevois J.H. Merle d'Aubigné, auteur de l'Histoire de la réformation, le descendant d'Agrippa d'Aubigné, ajoute à l'histoire d'une famille illustre des pages humaines, créations vouées à la restauration d'une plénitude corporelle sans laquelle, disait-il, l'esprit ne peut s'épanouir.

[Né le 23 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, Robert Merle d'Aubigné devient chirurgien des hôpitaux en 1936. Il prend une part active dans la Résistance et, en 1945, dirige le centre de chirurgie réparatrice de la 1^{re} armée. En 1948, il est nommé professeur de clinique chirurgicale orthopédique à la faculté de médecine de Paris et chirurgien à l'hôpital Cochin. Nommé doyen de la faculté Cochin en 1968, il avait été auparavant, en 1966, élu membre de l'Institut (Académie des sciences). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont un Précis de pathologie chirurgicale (1948), et Affections traumatiques (1951).]

LETTRES

Vent d'Est sur les livres

suite de la première page

Mais les Hongrois se contentent de quelques allusions à leur libéralisme, en exposant deux biographies d'Imre Nagy, une de Lech Walesa, le Voyage en URSS de Gide, 1984 d'Orwell. Les Polonais semblent davantage touchés par la restriction de papier que par l'arrivée d'un pouvoir non communiste. Les Allemands de l'Est cultivent un quasi-apolitisme, réservant les meilleures de leur vitrines aux productions érudites de Leipzig et aux ouvrages de technique et de mathématiques.

On a aussi beaucoup parlé de l'évolution des pays communistes à la Paulskirche de Francfort où, dimanche matin, le Prix de la paix

des libraires allemands a été remis à l'écrivain tchèque Vaclav Havel. Les autorités de Prague avaient refusé au philosophe dissident, plusieurs fois emprisonné pour ses écrits et son action en faveur de la démocratie, la permission de se rendre en Allemagne fédérale, preuve, s'il en fallait, des résistances qui se manifestent contre la perestroïka ; preuve aussi, comme devait le souligner André Glucksmann dans son allocution, du rôle important que jouent le livre et l'écriture dans les combats contre l'intolérance (de larges extraits de ce discours ont été publiés dans le Monde du 13 octobre).

Rusdie escamoté

Hormis un éditeur danois, personne n'a pu jusqu'ici exposer à Francfort les Versets sataniques de Salman Rushdie. Les organisateurs craignent, il est vrai, une action des mouvements intégristes musulmans et des mesures de sécurité avaient été prises. On avait donc tacitement décidé d'escamoter Rushdie de la place publique — son éditeur allemand a même repoussé la parution des Versets de quelques semaines pour éviter qu'elle ne coïncide avec la Foire, ce qui n'a

pas empêché la vente des droits de son livre de se poursuivre dans les coulisses.

Plusieurs éditeurs, européens, dit-on, qui avaient décliné l'offre de publier le livre lorsque celui-ci est paru, seraient revenus de leurs craintes premières. Il est vrai que les Versets sataniques sont un best-seller et que, jusqu'à présent, ses éditeurs n'ont pas trop pâti de les avoir diffusés.

Car, si l'actualité se réfléchit sur toutes ses facettes à Francfort, la Foire n'en demeure pas moins un vaste marché du papier imprimé, où les chiffres tiennent une place plus importante que les lettres. Aux craquements qui se manifestent à l'Est correspondent à l'Ouest, une domination de plus en plus écrasante des États-Unis. C'est autour des stands américains que se pressent les éditeurs du monde entier pour acheter, parfois fort cher, quelques-uns des titres que proposent les agents. C'est vers les États-Unis surtout que les Français, les Allemands, les Italiens se tournent pour offrir, en priorité, leurs productions. Non pas tant dans l'espoir de pénétrer un marché américain, plutôt rétif à ce qui vient de l'étranger, que pour se voir ouvrir les portes de l'anglophonie.

Les éditeurs anglais, en effet, ont pris l'habitude, depuis quelques années, de n'accepter de traduire un livre étranger que si celui-ci était conjointement publié par les

Américains. Il n'y a guère d'Europe des livres, malgré les déclarations officielles et quelques initiatives éditoriales intéressantes, mais il existe, en revanche, un bloc anglophone qui tend, avec sa langue, à imposer ses normes intellectuelles et commerciales. A Francfort déjà, les défilants, les prospectus, les notes de lecture de tous les éditeurs, y compris ceux des pays de l'Est, sont rédigés en anglais.

Invités d'honneur de la Foire, les éditeurs français avaient l'occasion, cette année, d'opposer une résistance à cette poussée. Ils n'y sont qu'à moitié parvenus. Le « pavillon bleu » qu'ils avaient conçu était esthétiquement assez réussi, mais il manquait curieusement la présence vivante des livres, collés sur des panneaux placés hors de portée des visiteurs, lointains, destinés à demeurer étrangers au public. Les nombreux auteurs français invités, en revanche, pour des lectures, des débats, des rencontres, ont été surpris par le nombre et par l'intérêt des éditeurs, par la curiosité qu'ils manifestaient pour les nouvelles tendances de notre littérature. « La nuit de la nouvelle » et celle de la francophonie ont remporté un grand succès.

Pour faire connaître et apprécier les livres français et étrangers au-delà des frontières, il vaut mieux faire appel aux écrivains plutôt que

d'exposer les couvertures de leurs œuvres. Il était bon que cette évidence soit rappelée à Francfort, où le livre est tout et l'auteur peu de chose. On y parlait, par exemple, du « coup » éditorial de la Foire : un roman anglais de huit cents pages que les éditeurs s'arrachent à prix d'or. Mais, si l'on était capable de donner le titre du livre, The Quincunx, l'éditeur, une petite maison d'Edimbourg, Canon Gate, personne ne pouvait, en revanche, indiquer le nom de l'auteur de ce roman néovictorien qui enflammait les enchères : Charles Palliser.

PIERRE LEPAPE

Candidatures à l'Académie française

Plusieurs candidatures ont été enregistrées pour l'élection au fauteuil de Thierry Maulnier (décédé en janvier 1988), qui aura lieu jeudi 7 décembre : celle de Louis Pauwels, journaliste et écrivain, directeur du Figaro-Magazine, (deuxième tentative) ; celle de l'anthropologue Yves Coppens, professeur au Collège de France ; enfin, celle de Florent Guadim, poète, qui se présente pour la huitième fois.

Une autre élection aura lieu le même jour, afin de pourvoir le fauteuil d'Edgar Faure (décédé en mars 1988). Seul candidat déclaré, Jean-Loup Dabadie, auteur de chansons, de pièces de théâtre et de nombreux sketches.

Mardi 17 octobre

TRENET A RENDEZ-VOUS
AVEC LA  SUR EUROPE 1
et au Palais des Congrès à partir de demain.

EUROPE 1
C'est la pêche.

CULTURE

Ornette Coleman : la question de l'étrange

Diego Masson dirigeait à Francfort les répétitions de l'ensemble Modern.
Créations le 18 octobre d'Ornette Coleman et d'Anthony Braxton pour le Festival d'automne

« Aviez-vous entendu parler d'Ornette Coleman ?
— Jamais. Même de son nom.
— Quel effet cela vous fait-il de répéter avec lui ?
— C'est fascinant. Absolument fascinant.
« Fascinating » : le mot revient chez tous les musiciens (très jeunes) de l'Ensemble Modern.
« Fascinating, incredible, strange » : « Pour nous, musiciens classiques, c'est une expérience inconnue. »

Hillary a vingt-quatre ans. Elle est violoniste. En 1965 (Hillary naît à Londres), Ornette Coleman a enregistré *The Shape of Jazz to Come*, *Change of Century*, *Something Else, This is our Music*, *Tomorrow is the question*. L'impressionnant free jazz a déjà cassé les esprits. Les choses ne seront plus comme avant. Ses titres parlent d'eux-mêmes. En changerait-il aujourd'hui l'effet de déclaration ?
« Non, ils sont plus vrais que jamais : « Tomorrow is the question », la seule vraie question : demain... Et l'être humain, human being, cette étrange... » Cela murmure avec une douceur extrême.

Du même sourire, il s'adresse à l'orchestre. Il laisse jouer. Ne brusque rien. Pour donner l'exemple, il prend son alto. Sans avertissement, il allie alors comme une évidence quatre mesures qui n'ont strictement rien à voir avec les partitions. Un extrait, une prise, de ces petites mélodies acides, galement douloureuses, dansantes comme une flamme, qui sont sa signature. Petite onde de choc dans les rangs. Silence renforcé. Diego Masson prend les choses en main et se fait l'interprète. Effet de suggestion ou de décalage, les musiciens suivent avec un tout autre accent. C'est le phrasé qui vient de se modifier. Le son.

Parfois, l'initiative vient des rangs. La flûte suggère de doubler un tempo. Diego Masson essaye sur-le-champ. Ornette accepte sans hésiter. Avec son sourire flottant et d'une voix très douce : « Le rythme que vous avez sur le papier n'est pas celui qui est en vous. Faites-le glisser en vous. Essayez de le changer. Jouez comme vous jouez tous les jours. Ne vous préoccupez pas de lire. C'est votre son que j'attends... »

Un garsou sans emploi

Quelques années avant la naissance d'Hillary à Londres, Ornette Coleman fait le garçon d'accenseur à Los Angeles le jour, et apprend l'harmonie la nuit. Ou le contraire. Il est né à Fort-Worth en 1930. Il sort des groupes texans de rhythm'n blues. Il développe un



1969, Ornette Coleman, au moment de « The Shape of jazz to come » (la forme du jazz à venir) et de « Free Jazz »

phrasé qui surprend. Un style atonal, sur des fondements rythmiques qui flottent. S'agissant du jazz, c'est le bonhomme.

Il rompt avec les canons de la musique noire. Il rompt surtout avec l'idée qu'on s'en fait (tiens ! celle qui triomphe aujourd'hui). Il rompt même avec le jazz moderne. C'est son vrai coup de force. Trop amoureux de Parker pour le prolonger fidèlement. Trop désarmé par ces standards qu'on lui fait jouer jusqu'à crever. Il bouleverse ce que le jazz, pourtant renversé déjà par Monk ou Coltrane, a d'assis. Et, l'air lunaire, ravi, désolé, toujours sape d'une façon pittoresque dont il semble le premier génie, il est tout surpris que sa musique dérange à ce point.

Il a l'intuition d'une théorie, « l'harmonie », dont on se moque comme d'une éducation : « Ce n'est pas un principe. C'est une attitude, une virtualité explorée. Ou plutôt : c'est un art de vivre, l'attente d'une expression humaine sans catégories... Je veux donner cette liberté aux musiciens classiques. Qu'ils me connaissent ou non n'a aucune importance. La musique classique a gelé ses propres

possibilités d'interprétation. Le jazz s'enferme dans sa répétition. Et, finalement, beaucoup de gens jouent des instruments, mais très peu de la musique. L'harmonie ne donne pas des règles : elle crée des idées dans le jeu des musiciens au moment où ils jouent... »

Père sans postérité (sauf ce fils, Denardo, qui l'accompagne depuis l'âge de huit ans, pour l'affliction des « vrais » amateurs, ceux à qui on ne le fait pas, question drums), fondateur sans troupe, gourou sans emploi, souvent rendu aux bords de la pauvreté et peut-être de l'égarement, Ornette Coleman est une des figures les plus troublantes du siècle. Largement au-delà de la sphère du jazz. On devrait finir par s'en apercevoir. Ce n'est pas sûr, mais enfin, tout est possible.

Dès qu'on arrive au bout de ce que peut donner la triple réduction (réduction vitamine : « le jazz est syncretisme », « le jazz, cette beauté nocturne, cette douceur », ou métaphysique : « le jazz, son crépuscule, son abîme, sa fin »), on va enfin s'apercevoir de la présence d'Ornette Coleman. On devrait, du moins. Rien n'est certain.

Son entêtement n'est que la révélation d'une forme qui s'est imposée à lui. Il s'est toujours installé sans le savoir dans un espace différent. Bien avant son premier disque. Toujours parfaitement incapable de profiter de cette différence. Même si ses intuitions préfigurent tout ce qui se passe depuis trente ans. Ornette reste un poète peu assimilable. Un fabuleux inventeur de mélodies acides, gaies, douloureuses, dansantes, les seules à renouveler à ce point le répertoire et l'imaginaire, mais pour rien.

Où qu'il passe, quand il ne fait pas scandale, il déçoit. Lui qui est la douceur même, la courtoisie attentive poussée à l'art de vivre, il est allé jusqu'à s'attirer, par sa seule musique, des violences dont sa couleur de peau ne fut que le prétexte ajouté (lénor écrasé sur la bouche à la sortie d'un club, dents cassées, gueule meurtrie).

Le signe ne trompe pas. Un autre eût pu, à moins, se draper dans la pose de l'artiste maudit. Cela aussi, il en est incapable. Raison de plus de l'aimer.

La liberté du son

Tout cela, Hillary vient de l'apprendre d'un coup. En supplément, elle aura connu ce que peut être un homme patient, affectueux, « fascinant » d'Ornette Coleman. Il prend tout à tour tous les musiciens de l'Ensemble Modern. Les cloches du Don sonnent 11 heures. Dans la nuit, des visages se collent aux vitres éclairées d'où sortent de petites phrases dansantes, simples, incroyablement gaies et tristes. C'est Ornette Coleman qui donne des indications à Hillary, violoniste anglaise de l'Ensemble.

Avec chacun des musiciens, il met au point les derniers détails du concert parisien. C'est sa propre voix qui en parle, comme d'un fait et de plus leur caractère, sans connaître les œuvres, en faisant confiance à ceux qui, depuis dix ans, n'ont pas déçu : imaginez que dimanche, après la messe, il y avait plus de douze cents personnes pour un concert Monteverdi, Schütz, Schein, chanté par l'ensemble Sagittarius et dirigé par Michel Laplante avec une humanité poignante, à vous arracher des larmes, et à nouveau l'après-midi lors des *Vespres solennelles pour la fête de saint Louis à Rome*.

Ce fut cependant un triomphe pour ce fastueux office, chanté par six chœurs, avec leurs instruments de continuo, disposés sur des tribunes séparées et se répondant par deux ou par trois, dirigés par deux chefs (Miles Morgan et Michel Laplante) se faisant face, comme cela se pratiquait dans les grandes

Ambiance détendue en l'absence d'Ornette. Silence très marqué quand il est là. Pas seulement par respect ou par application : même ceux qui n'ont pas à répéter assistent au travail. Les fragments d'interprétation qui lèvent ont de plus en plus d'évidence et de couleur.

La liberté qu'il offre aux jeunes musiciens de l'orchestre les empêche. Ils s'y font : « Songez au son... Songez toujours au son plus qu'aux notes... Les notes n'ont pas d'importance... Vous pouvez les changer... »

Ornette ne cesse de jouer, de montrer, de parler doucement. Dans sa bouche revient ce qui tonne, au son, sa seule aventure vitale. Il parle des Noirs, de la folie de New-York City, de la famille, de l'être humain, cette étrange, de l'argent qu'il n'a jamais en mais qu'il voit clairement fonctionner.

Depuis son départ du Texas, et probablement avant, Ornette Coleman a un imaginaire artiste. Son loft de Prince Street, dans Soho, s'appelle *Artist House*. Il s'occupe toujours de peinture, de projections, de danse. Sans aucun souci de notoriété ou de bruit. Le son, seulement le son.

Avec une lucidité comme décollée, il commente les dessins d'André Masson qu'expose le Klipspringer Museum d'Offenbach. Autre façon de s'approcher du fils. Diego. Et finalement, dans cette galerie qui résonne nuit et jour de ses petites phrases, il semble entrer tout naturellement en sympathie avec les phrases d'André Du Bouchet qu'on lit au Kunststalle tout proche : « J'étais aussi loin que possible de moi... » Cette projection au-devant de soi, ce lointain extérieur, pourrait lui faire reprendre : « Mon récit sera la bouche noire qui fait une courbe dans le ciel... » D'une voix très douce.

FRANCIS MARMANDE

► Anthony Braxton, Ornette Coleman, Conlon Nancarrow par l'Ensemble Modern, direction Diego Masson. Mercredi 18 octobre, Opéra-Comique.

Les architectures sonores d'Ambronay

Dix ans, l'âge de la maturité pour un précieux festival en Bugey, où revivent les fastes de Rome et de Florence

AMBONAY (Ain)

de notre envoyé spécial

Non loin de Bourg-en-Bresse, au pied du Bugey, à Ambronay, a grandi sans bruit depuis dix ans un festival d'un intérêt exceptionnel. En cette fin de semaine, le soleil dore le Revermont fleuri, et Pérouges accueille dans ses rues médiévales nombre des mélomanes qui font chaque jour la navette avec l'abbaye où se déroule le festival, sautant d'un Moyen Âge à l'autre.

C'est une extraordinaire impression que d'entendre chanter par l'ensemble Gilles Binchois les conduits, ronds, organes en l'honneur de la Vierge, écrits par Léonin, Pérotin et leurs collègues de Notre-Dame de Paris aux treizième et quatorzième siècles, dans ces murs de pierre blanche, vivante, nés à la même époque (et certains bien avant, au temps de Charlemagne). Comme elle paraît jeune cette musique qui jaillit toute pure, avec ces arcs-boutants vigoureux du contrepoint naissant, et ces mélodies très légères, comme de minuscules pépiements d'oiseau dans la voix de Dominique Vellard !

On fête cette année le centenaire du classement de l'abbaye comme monument historique, et une excellente exposition, dans l'élégante galerie dix-septième qui surplombe le cloître, montre les étapes de cette restauration exemplaire.

Le bonheur a voulu que, parallèlement aux dernières étapes de cette résurrection, une équipe de bénévoles, animée par un enfant du pays, professeur, fils d'un entrepreneur de travaux, avec son épouse, agglomère peu à peu un étonnant public autour de grands musiciens. Alain Brunet a du flair et sait s'entourer des Christe, Savall, Herreweghe, Jacobs... excusez du peu ! Les autorités et les mécènes (notamment France-Télécom) ont suivi.

On vient de toute la région Rhône-Alpes, mais aussi de Suisse et de plus loin encore, sans connaître les œuvres, en faisant confiance à ceux qui, depuis dix ans, n'ont pas déçu : imaginez que dimanche, après la messe, il y avait plus de douze cents personnes pour un concert Monteverdi, Schütz, Schein, chanté par l'ensemble Sagittarius et dirigé par Michel Laplante avec une humanité poignante, à vous arracher des larmes, et à nouveau l'après-midi lors des *Vespres solennelles pour la fête de saint Louis à Rome*.

Ce fut cependant un triomphe pour ce fastueux office, chanté par six chœurs, avec leurs instruments de continuo, disposés sur des tribunes séparées et se répondant par deux ou par trois, dirigés par deux chefs (Miles Morgan et Michel Laplante) se faisant face, comme cela se pratiquait dans les grandes

églises de Rome pour la fête de leur saint patron.

Les archives musicales ayant disparu lors de la Révolution, Jean Lionnet a recherché patiemment les œuvres des maîtres de chapelle titulaires ou habitants de Saint-Louis-des-Français entre 1630 et 1660 (à part un *Iste confessor* classique de Palestrina) pour recomposer cette importante cérémonie.

Il y a là de superbes pièces, comme le *Psautier 109* d'Orazio Benevoli (ou Benevoli), la *Rolls-Royce* des motets à vingt-quatre voix entrecroisées, une merveilleuse antienne de Giamberti, ou encore un admirable *Laudate pueri* illuminé de soleil par le lyrisme du ténor et des deux violons, soutenus par quatre chœurs. Mais c'est l'ensemble qui impressionne par son appareil décomposé, sa magistrale occupation de l'espace dans cette abbaye si majestueuse malgré son dépeuplement et la diversité renouvelée des formations vocales et instrumentales.

La musique ancienne reste bien la vocation première du festival, qui nous emmène encore, samedi, aux offices de Florence. Il y a tout juste quatre cents ans, pour le mariage de Ferdinand de Médicis et de Christine de Lorraine.

Harmonie des sphères

Là, dans un déploiement incroyable de décors, costumes et danses, on jouait une comédie, *la Pellegrina*, assez médiocre, mais dont les cinq actes étaient séparés par de splendides intermèdes composés par les plus grands compositeurs de l'époque, Caccini, Monteverdi, Peri, Cavalieri, Malvezzi, et même le fameux conte Barbi, qui signe ici une de ses rares pages de musique, une évocation à la fois ironique et mélancolique des démons !

Ces intermèdes (seuls joués à Ambronay, et sans décors) célébraient les pouvoirs de la musique, à travers des images mythologiques et des allégories : l'harmonie des sphères, Apollon et le Python, l'Age d'or, Arion et le dauphin, sur des textes très littéraires d'écrivains tels que Rimbaud, ou d'un véritable luxe de formes musicales : madrigaux, motets, concertos instrumentaux, ballets, allant du grand solo acrobatique, d'une ornementation fantastique, indépassable, au ballet de Cavalieri où tourbillonnaient les voix flamboyantes et les instruments étoilés des ensembles Sagittarius et Capriccio Stravagante, emportés par la grierie contagieuse, l'entraîn endiablé de Skip Sempé et J. Bernfeld. Souhaitons qu'ils « pèlerinent » jusqu'à Paris.

JACQUES LONCHAMPT
► La *Pellegrina* sera retransmise par France-Musique le 4 novembre après-midi, après un débat à « Désaccord parfait ».

La nuit transfigurée de Furtwängler

Les enregistrements de guerre publiés sur disques compacts

Resté en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale pour des raisons dont s'est expliqué devant un comité d'épuration, qui l'a blanchi, Wilhelm Furtwängler a donné, à la tête de l'Orchestre philharmonique de Berlin, un certain nombre de concerts qui furent radiodiffusés par la Reichsrundfunk entre 1942 et 1944, puis archivés, avant d'être saisis par les armées soviétiques d'occupation, qui les ont restitués à la Radio libre de Berlin, en 1986, après qu'ils furent édités sur disques Melodyia de l'autre côté du rideau de fer.

Ces enregistrements, comme de longue date, circulaient à l'Ouest dans des éditions discographiques plus ou moins pirates depuis quelques années. Les collectionneurs se les arrachaient et en parlaient avec dévotion. Leur publication quasi intégrale (1) par Deutsche Grammophon n'est pas sans susciter un malaise profond, qui dépasse de loin les contingences matérielles de cette réédition officielle.

Le temps ayant accompli son œuvre, les plumes se délient, et ce qui n'aurait pu se dire hier encore s'écrit aujourd'hui innocemment dans des revues musicales. Que penser, en effet, de cet éditorial de *Diapason* (octobre 1989, page 107) dans lequel un critique, pourtant avisé, peut affirmer, après avoir disserté sur ces disques et sur une édition consacrée à Otto Klemperer (2), élargissant son point de vue à un autre interprète ayant

continué à travailler en Allemagne pendant le III^e Reich : « Et qu'on aille plus loin encore : qu'on fasse autant pour un Clemens Krauss (3), tenant pour rien en effet au regard de son héritage : qu'il fut un patron, un homme public, en un temps où, au regard de l'histoire, il eût mieux valu être moine » ? Et comment, la Deutsche Grammophon Gesellschaft peut-elle imprimer dans un texte de présentation signé par la veuve du compositeur : « Quelque chose demeure : cette sombre époque réalise une performance artistique... »

L'intérêt suscité par ces enregistrements de guerre est tel que la simple mention « 1942-1944 » apposée sur la pochette devient un label de qualité. Il ne s'agit pas ici de dévaloriser l'art de Furtwängler ou de revenir sur la chose jugée. Ce chef d'orchestre fut et reste l'une des personnalités musicales qui auront compté dans ce siècle. Mais il est des témoignages qui, quelle que soit leur valeur artistique historique, ne peuvent être mis à la disposition du public sans un avertissement solennel. Or cet avertissement manque dans ces disques : on sait que certains de ces concerts ont été donnés devant des nazis par un orchestre qui en comptait évidemment dans ses rangs. Loïn de capter uniquement de la musique, les micros de la radio du Reich ont enregistré les miaulements de la barbarie qui régnait sur l'Europe.

Comment oublier qu'au moment même où Wilhelm Furtwängler réalisait ces « performances artistiques », le juif Karl Ankerl (4) dirigeait l'Orchestre du camp de concentration de Terezin, constitué de musiciens juifs, exterminés dès qu'ils avaient réussi à monter une œuvre pour la joie.

ALAIN LOMPECH

(1) Un coffret de dix disques compacts (disponibles séparément) Deutsche Grammophon. Avec des œuvres de Beethoven, Brahms, Haydn, Schubert, Richard Strauss, Schumann, Haydn, Mozart, Bruckner, Sibelius et Ravel.

(2) Chef d'orchestre et compositeur allemand (1885-1973). Victime des campagnes antisémites des nazis, il émigra dès 1933 aux États-Unis.

(3) Chef d'orchestre autrichien (1889-1954). Directeur général de la musique à Munich de 1937 à 1943, il remplaça Furtwängler à l'Opéra de Berlin, à partir du 5 décembre 1935, date à laquelle ce dernier se démit de toutes ses fonctions officielles. Clemens Krauss sera « interdit de direction jusqu'en 1947 à cause de son attitude en faveur du régime nazi ».

(4) Chef d'orchestre tchécoslovaque (1908-1973). Déporté au camp de Terezin, il en revint miraculeusement pour prendre la direction de l'Orchestre philharmonique tchèque, dont il refusa l'une des meilleures formations symphoniques du monde. Il sera nommé, en 1969, à la tête de l'Orchestre de Toronto. Un poste qu'il conserva jusqu'à sa mort.

Le Théâtre Contemporain de la Danse et le Centre Georges Pompidou présentent

Symphonie Solitude

Chorégraphie
Kilina CREMONA

18-19 octobre à 21 h

Passage Secret

Création
Chorégraphie
Didier THERON

20 octobre à 19 h 30
21 octobre à 21 h

La Trahison d'Anna

Chorégraphie
Anne-Marie PASCOLI

20 octobre à 22 h
21 octobre à 18 h 30

Location 42 74 42 19

Centre Georges Pompidou
grande salle

EUROPE
C'est la poésie

CULTURE

MUSIQUE

Le rock
vers le hautDix mille Maniacs
au Bataclan

Dans la photo de famille du rock, Natalie Merchant sort un peu du cadre. S'il n'y avait pas son intensité qui frise la religiosité, on la rangerait à côté des intellectuels Joni Mitchell ou Suzanne Vega.

Si Dix mille Maniacs et son groupe ne jouaient pas le genre de rock inattendu qui détonne sur l'ensemble de la production américaine, sa voix de collégienne forte et juste, avec un soupçon d'immaturité, pourrait la classer sous le label pop comme les Bangles.

En fait, *Blind Man's Zoo*, le troisième album de Dix mille Maniacs, affirme la parenté du groupe avec REM parce que, comme les Géorgiens, Natalie Merchant et ses musiciens refusent d'aller là où on les attend, se servent de leurs références (les Byrds, ce que, au milieu des années 60, il était convenu d'appeler le folk rock) pour déconcerter et provoquer plutôt que pour rassurer. Et puis, pour les mettre tout à fait à part, il y a des textes, militants non par conviction politique mais par nécessité morale (quasiment quakers), parcourus d'une mélancolie violente comme les poèmes d'Emily Dickinson.

Natalie Merchant et les Maniacs sont les derniers en date d'une théorie de courageux qui ont essayé de tirer le rock vers le haut, petit cinéma binaire. Ils ne sont pas toujours drôles, dépeignent quelque fois dans l'ennui, mais sans eux et quelques autres, le genre risquerait un abrutissement irrémédiable.

THOMAS SOTINEL

► Le 16 octobre à 20 heures, au Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11. Tél. 47-00-40-12.

THÉÂTRE

Grave crise au Théâtre du huitième à Lyon

Un « trou » de huit millions de francs et un imbroglio juridique compromettant l'avenir du théâtre

Seize mois après la nomination de Jérôme Savary au Théâtre national de Chaillot, son successeur à la tête du Théâtre du huitième, à Lyon, le metteur en scène Alain Françon, affronte une crise révélatrice des faiblesses structurelles des établissements de la décentralisation.

Tandis qu'il travaille à la mise en scène de son prochain spectacle, « La Dame de chez Maxim », de Feydeau, les bouchons de champagne sautent dans les bureaux du Théâtre du huitième, où le personnel célèbre sa victoire contre le nouveau directeur. Ambiance de vaudeville ? De drame plutôt. Surtout pour l'administratrice d'Alain Françon, Anne Cottier, qui subit les conséquences inattendues de la « dette Savary ».

En s'installant en 1986 dans ce théâtre inauguré dix-sept ans plus tôt par Marcel Maréchal, le patron du Magic Circus apportait dans ses bagages un passif financier qui l'avait déjà suivi du centre dramatique de Béziers à celui de Montpellier. La création d'un succès international comme « Cabaret » n'a pas arrangé ses finances. Le spectacle, assure-t-on, a rapporté une cinquantaine de millions de francs, mais il a coûté davantage. Même le choix d'un administrateur chevronné, Emile Herlic, comme responsable des engagements financiers, n'a pas suffi à escamoter la dette.

« Ingérables »

Ce vieux roulier de la décentralisation déclare aujourd'hui « ingérables » les établissements comme le huitième, et il s'est toujours refusé à rogner les ailes aux auteurs.

La transformation du centre dramatique national de Lyon en Car-

refour européen du théâtre (CET), une structure plus souple facilitant la carrière internationale menée par Savary parallèlement à ses activités françaises, n'a pas été favorable économiquement. Au moment de sa soudaine nomination à la tête du Théâtre national de Chaillot à l'été de 1988, il manquait huit millions de francs pour équilibrer les comptes du huitième. Son prédécesseur, Jacques Weber, malgré l'échec d'une grande production, *Spartacus*, avait laissé les comptes en ordre.

Emile Herlic n'a pas craint, alors, de devenir seul gérant du CET, société maintenue en activité pour assurer une saison d'interim à Lyon et pour faire tourner *Cabaret*. Il programmait une réorption progressive de la dette grâce aux crédits de création non utilisés en 1988-1989, et il envisageait de collaborer ensuite, éventuellement, avec le successeur de Savary. De tous les candidats en lice, Alain Françon avait sa préférence.

Pourtant, les relations entre les deux hommes ont frôlé au lendemain de la nomination de l'ancien directeur du Théâtre éclaté d'Anney — plus exactement, quand Alain Françon a reçu, à défaut d'être « nommé », un ordre de mission pour un travail de préfiguration de centre dramatique pendant six mois (jusqu'à la fin de 1989), prélude à un « contrat de décentralisation » en bonne et due forme.

A cette époque, en effet, Emile Herlic a pris ses distances, disposé à défendre les intérêts d'un Jérôme Savary accusé par la rumeur lyonnaise de jouer avec les finances publiques. Ce faisant, il refusait de déposer son bilan, comme l'y invitait la direction des théâtres à l'issue d'un audit sur la situation du huitième. En revanche, il s'engageait à rester l'employeur du personnel du CET, sauf six personnes qu'Alain Françon souhaitait engager. En contre partie, l'Etat lui

garantissait une subvention de 3,5 millions de francs qui normalement aurait dû être transférée à la nouvelle direction du huitième : Françon se contenterait de six cent mille francs pour commencer la saison (plus une subvention de la ville de Lyon du double de cette somme).

Guerre

aux prudhommes

Début juillet, Alain Françon a fait des propositions d'embauche aux six employés dont les postes s'inscrivaient dans son organigramme. Il ne pouvait pas augmenter ce chiffre s'il voulait garder auprès de lui sa propre équipe artistique, ce qui est l'usage quand un homme de théâtre prend la tête d'une institution. « Sans cette garantie, précise-t-il, je n'aurais jamais accepté la direction du huitième ». D'autre part, suivant les conseils de la direction des théâtres, il exigeait que les six employés démissionnent préalablement de leur emploi au CET et acceptent d'être engagés sans ancienneté, « afin qu'aucune continuité ne soit reconnue entre la CET et la nouvelle société ». Cette précaution devait empêcher que la dette du CET ne soit transférée sur les épaules de la nouvelle direction.

Jugeant ces conditions inacceptables, quatre des employés présents ont refusé la proposition. La guerre était déclarée entre l'équipe Françon et l'équipe Savary, qui, soutenue par Emile Herlic, demandait sa réintégration devant le conseil des prudhommes.

A bon droit ? Sur ce point, les avis sont partagés. Les jurisprudences de la Cour de cassation et de la Cour européenne sont contradictoires : la première considère qu'en cas de succession d'entreprise dans une concession de service public, il n'y a pas de reprise obligatoire du personnel ; la seconde affirme la continuité de ce personnel, persuadé qu'Alain Françon était en position forte, le ministère, qui l'encourageait à ne pas céder, a été surpris de sa prompte défaite au terme de deux petites heures de plaidoiries. Mis en demeure de réintégrer non plus treize employés mais seize (chiffre jamais avancé jusque-là), Alain Françon était condamné, à défaut d'obtempérer, à une astreinte de mille francs par personne et par jour.

Aujourd'hui, les travailleurs « réintégrés » occupent de nouveau légalement des bureaux dont ils n'avaient pas, jusque-là, transmis la clé. Le nouveau directeur des théâtres, Bernard Faivre d'Arcey, consulté sur cette situation dès le premier jour de sa prise de fonctions, a conseillé à Alain Françon d'obéir aux prudhommes tout en faisant appel et en amorçant un processus de licenciements. Pour payer les indemnités, on puisera sur la subvention initialement prévue pour couvrir la dette du CET, ce qui pourrait bien contraindre Emile Herlic au dépôt de bilan qu'il voulait éviter.

Tandis que Jérôme Savary s'indigne d'être tenu pour responsable de la situation dans les milieux professionnels, Alain Françon est accablé par la « monstruosité » d'un conflit dont il est la principale victime. Non seulement son équipe doit affronter des menaces téléphoniques et des « bâtons dans les roues » de toutes sortes, mais sa campagne d'abonnements a été systématiquement sabotée.

Si pénible soit-elle, cette crise exemplaire devrait inciter l'Etat à se pencher plus attentivement sur les problèmes juridiques liés aux successions dans les centres dramatiques, et à régler deux questions épineuses : celle des responsabilités financières des directeurs de théâtres publics, et celle du statut des personnels de ces établissements : occupent-ils de droit leur poste quel que soit le directeur en place, ou leur sort est-il lié à celui d'une équipe artistique précise ?

Les théâtres ne sont pas tout à fait des entreprises comme les autres et certains articles du droit du travail sont peut-être, dans un contexte d'activité culturelle, à reconsidérer.

BERNADETTE BOST

La mort de Jeanne Laurent
mère de la décentralisation

Décédée à quatre-vingt-sept ans, le vendredi 13 octobre à Paris elle fut à l'origine du théâtre populaire

Le théâtre français existait différemment — existerait-il même ? — si Jeanne Laurent n'avait pas été sous-directrice des spectacles et de la musique à la direction générale des arts et lettres entre 1946 et 1952. Le ministère de la culture n'aurait pas encore été formé. La Comédie-Française était la seule à assumer les charges d'un théâtre public, et subventionné.

Le grand mérite de Jeanne Laurent fut d'avoir su écouter ces hommes qui, venus de la Résistance, voulaient porter la culture — et la culture, c'était avant tout le théâtre — dans des régions qui en étaient privées. Elle a su se battre pour leur donner les moyens de mettre en mouvement leur utopie. C'est grâce à elle que sont nés les premiers centres dramatiques nationaux. Et surtout, c'est grâce à elle qu'en 1951, Jean Vilar était nommé à la direction du Théâtre

de Chaillot, dont il allait faire le Théâtre national populaire.

C'était une conception, une politique, une morale nouvelles, sans lesquelles aujourd'hui on ne peut même plus penser théâtre, qui ont touché aussi musiques, danses, variétés... toutes les activités artistiques. Le mérite en revient certainement aux personnalités qui ont bâti cet édifice, aux Gabriel Monet, Jean Dessté, Roger Planchon, Ariane Mnouchkine, entre autres. Ils n'auraient rien pu faire sans cette petite femme discrète, qui a su les comprendre, les soutenir moralement autant que matériellement, qui a prolongé son action par des écrits — mais elle a également écrit sur sa Bretagne natale — et qui s'est tant réjouie qu'Antoine Vitez devienne l'administrateur général de la Comédie-Française. Preuve que son rêve à elle s'était réalisé.

COLETTE GODARD

Dur, la culture au « Clair de terre »

Rien n'est plus pareil, dans la pièce de Daniel Bennehard les blés, les bœufs sont remplacés par le minitel

Clair de terre n'est pas une pièce rose : ça se passe dans nos campagnes.

Méconnaissables, nos campagnes. Nous n'y voyons plus de bœufs, en train de paître dans les prairies. Nous n'y voyons plus de fermiers, de métayers, sortant des champs, avec leurs chiens. Nous n'y voyons plus de pintades s'échappant de la ferme et coupant la route nationale sous les roues de la voiture, piaillant comme à l'opéra. Nous ne reconnaissons pas ce que l'on cultive dans les terres. L'an dernier, c'était du kiwi. Cette année, c'est du soja. La panique. Et comme les bras sont trop chers, et comme c'est trop cher aussi de réparer les machines, ce sont de grosses entreprises, sans visage, qui sèment et récoltent, elles se font payer tant l'hectare, ça revient moins cher. Et, tout autour des usines qui fabriquent des bêtes infirmes, il faut évacuer les matières, alors les prés et les champs sont devenus des mers de purin. Et il n'y a pas de marche arrière : toujours les agriculteurs ont inquiété le pouvoir.

La ferme de Clair de terre, c'est du côté de Caen. La propriétaire, une dame à cheveux blancs, charmante, use ses derniers centimes à

ne pas mettre la clé sous la porte, mais non, c'est la fin, le scanner a dit son mot : la propriétaire doit se rapprocher de l'hôpital, chimiotaxie, rayons : elle vend la ferme.

Elle était gâtée, la ferme, par un ancien ouvrier agricole, qui s'est sorti d'affaire : il ne fait pas 15 mètres sans son minitel, il va lotir une part des champs, de l'autre il va faire un centre d'attractions.

L'auteur, Daniel Bennehard, a réuni, avec ou sans minitel, une documentation précise, complète, sur l'agriculture en question. Des miettes de cette information saupoudrent le dialogue, c'est vraiment fait au petit point, avec beaucoup d'application. Le passage le plus spontané est un monologue d'un enseignant homosexuel, fils d'une vieille servante de la ferme, d'une juive par Jean Lesot, sans manéisme inutile. La propriétaire, c'est Gisèle Casadesu, une vraie fée de l'art dramatique, elle est toute fine, toute poète, toute juste, elle irradie comme la rosée, lorsqu'elle est sur scène, personne ne la quitte des yeux.

M. C.

► Théâtre de l'Est parisien. Tél. 43-64-80-80.

Moi, Gombrowicz...

« Je ne connais ni ma vie ni mon œuvre ! Je traîne mon passé derrière moi comme la queue vaporeuse d'une comète, et sur mon œuvre, j'en suis fort peu ! » Comment le croire, ce Witold Gombrowicz, égoïste et provocateur, auteur d'un *Journal* d'une importance considérable, lorsqu'il nous dit qu'il ne sait rien de lui ? Mais pourquoi ne pas le croire ?

Deux émissions — conçues par André Wolak et Estelle Germain-Thomas — qui donnent de lui une approche aussi complète, aussi intelligente que possible, résumant ce « grand » dont la gloire posthume ne cesse de grandir.

Personnage à facettes, considéré par sa famille comme complètement fou, arrogant, sarcastique, aristocrate mais « pas de la meilleure eau », « affreusement » polonais (« parce que antipolonais »), Witold (Witold, Witold...) aura fait, de ce qui aurait dû être une catastrophe, un véritable miracle. « Brusquement, je suis redevenu jeune... en face de la catastrophe mondiale », expliqua-t-il longtemps après. Il est cloué par la déclaration de guerre loin de son pays. Sa vie va recommencer à trente-cinq ans à Buenos-Aires où, hors des océans à la mode, loin des auteurs importants, il fréquente les cafés qui lui rappellent la vie de bohème de Varsovie, entouré par des jeunes gens qui

enthousiasment cet écrivain encore inconnu et vont le pousser à traduire en espagnol *Ferdysurke* et le ramener à l'écriture.

De ces années-là, il n'y a que très peu de documents : quelques photos, les souvenirs de Varsovie qu'évoque Kot Jelenki qui, depuis l'âge de seize ans, a vu un cube à Gombrowicz et qui va commencer, dès la fin de la guerre, à communiquer cette passion contagieuse.

Installé en France à partir de 1963, Gombrowicz n'aura que quelques années pour se faire reconnaître révolutionnaire de la forme. De cette époque datent les entretiens qui nourrissent les deux émissions et dans lesquels, avec tout son humour qui mord, l'auteur s'affirme comme un classique : un humour corrosif, un désespoir poétique à jamais un exilé (mais « chaque écrivain sans exception est toujours un exilé »), une méfiance à l'égard de la psychanalyse (« Moi, je mordrais la main du psychiatre qui voudrait me voir comme un poulet ! »), un vrai génie de la polémique malgré le souffle qui manque chez cet asthmatique qui ne cesse de fumer sa pipe...

Deux émissions qui donnent envie de lire. A ne pas rater.

NICOLE ZAND

► Océaniques - A 2 - lundi 16 et 23 octobre à 22 h 30.

OPERA DE PARIS GARNIER
BALLET DE L'OPERA DE PARIS
Directeur Artistique de la Danse Rudolf Noureev

PROGRAMME JIRI KYLIAN
20-29 OCTOBRE 89

TANTZ-SCHUL
Création à Paris
M-Kagel - J. Kylian - J.F. Macfarlane
avec Claude de Vulpien, Laurent-Hilaire, Manuel Legris

SINFONIETTA
L. Janáček - J. Kylian - W. Nohbe
avec Isabelle Guérin, Monique Loideres, Elisabeth Platel
Charles Jude, Manuel Legris

ORCHESTRE DE L'OPERA DE PARIS
Direction Arturo Tamayo

RENSEIGNEMENTS : 47 42 57 50
LOCATION (14 jours à l'avance) 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
PRIN Soirée : de 40 à 250 F. matinée : de 25 à 170 F

ملکة امینہ الاصل

SPORTS

JUDO : Championnats du monde

Suprématie nippone contestée

Les championnats du monde de judo se sont achevés, dimanche 15 octobre à Belgrade, sur la victoire en toutes catégories du japonais Naoya Ogawa. Ogawa, vingt et un ans, 130 kilos pour 1,93 mètre, avait déjà remporté le mardi précédent le titre mondial des plus de 95 kilos. Il réalise ainsi un doublé que seul son compatriote Yasuhiro Yamashita avait réussi, en 1981.

BELGRADE
Correspondance

On a fêté la révolution. Ce n'est que lors de l'ultime combat de ces championnats du monde, la finale du tournoi des toutes catégories opposant le Japonais Naoya Ogawa au soviétique Alki Kibordzaidze que s'est joué le suprémacie mondiale sur le judo.

Un succès du lourd Géorgien et l'Union soviétique devenait la nation numéro un de ce sport. Une victoire du grand Asiatique et le Japon reprenait à la dernière seconde un sceptre qu'il avait lourdement laissé chuter lors des Jeux olympiques de Séoul.

Une minute et demi et une immobilisation au sol réussie sur Kibordzaidze ont suffi à Ogawa pour redonner au Japon la première place du classement des nations, au terme des six jours de compétition. Avec trois titres mondiaux sur huit décennés chez les hommes, les judokas japonais ont cependant réalisé les moins bons championnats de leur histoire, puisque depuis 1965, date de la création d'une compétition en plusieurs catégories, ils avaient toujours remporté au moins la moitié des titres.

Le nivellement des valeurs entre les différents pays est évident : les Jeux olympiques de Séoul en avaient fait l'an dernier la démonstration. Les représentants du pays où est né le judo n'y avaient conquis qu'un seul titre, le dernier

jour du tournoi, avec Hitoshi Saito, prédécesseur d'Ogawa chez les lourds. « Nous avons subi une défaite ignominieuse à Séoul, déclarait Aki Kaminaga avant les championnats du monde. Belgrade sera pour nous le premier pas de la réhabilitation avant les Jeux de Barcelone. »

Médailles
françaises

Dans ce contexte, l'équipe de France n'est pas passée loin d'un grand moment. Elle menait en effet le bal des nations jusqu'à la dernière seconde de la finale des toutes catégories. Mais un week-end moins prolifique que les jours précédents (deux médailles de bronze sur cinq possibles) a été fatal aux Français.

Avec trois titres, le bilan français est à la hauteur du total japonais, mais les cinq médailles d'argent des uns contre les cinq de bronze des autres ont fait la différence. « Ce classement des nations représente réellement quelque chose pour nous, estime Fabien Cannu. En 1987, le Japon en était largement en tête. Cette année, on s'aperçoit que, malgré le redressement nippon opéré par rapport à Séoul, il n'existe presque plus de différence entre le Japon, l'Union soviétique et nous. »

Dans cette course à la médaille, la France bénéficie d'un avantage non négligeable : elle a été à la pointe du développement du judo féminin dans le monde. Malgré la montée en puissance des combattantes japonaises, chinoises, cubaines, sud-coréennes ou soviétiques, les Françaises ont renforcé à Belgrade leur position dominante, avec six médailles, dont deux d'or.

Pour René Rambier, le responsable des entraîneurs nationaux, la seconde place de la France au classement des nations est la confirmation de la valeur du système français de sélection et de préparation du haut niveau. « Disposant d'un réservoir relativement réduit, nous sommes obligés de rassembler

notre élite en un seul endroit, en l'occurrence l'Institut national du sport, afin d'en faire émerger des individualités, explique-t-il. Les Japonais, eux, jouent la concurrence entre les universités qui abritent les judokas de haut niveau. On trouve le même système de concurrence en Union soviétique, mais entre des clubs à base régionale, russes, géorgiens et ukrainiens. Mais le vrai problème des Japonais relève plus de leur attitude que de leur organisation. Ayant longtemps dénié la vérité en termes de judo, puisqu'ils en étaient la référence absolue, ils ne se sont pas aperçus que cette vérité leur avait échappé. »

Le réveil a été douloureux. D'autant que, au même moment, la Corée du Sud, à une époque annexée par le pays du Soleil-Levant, s'élevait au judo. Lors des Jeux asiatiques de 1986, les Coréens avaient enlevé six médailles d'or, n'en laissant que deux aux Japonais, humiliés.

Les hôtes des derniers Jeux olympiques ont adopté un système très proche de celui des Français, puisqu'ils ont concentré leur élite à Taegu, près de Séoul. Opérant par vagues de combattants, les Sud-Coréens ont totalement renouvelé leur équipe nationale sur les Jeux, ce qui explique qu'ils n'aient remporté qu'un seul titre à Belgrade. « Mais, comme les Japonais, qui ont présenté une équipe sensiblement renforcée, les Coréens n'ont pas eu de succès. Leurs combattants sont inexpérimentés, mais ils seront prêts pour les Jeux de Barcelone. »

D'ici à 1992, l'élite mondiale du judo ne se retrouvera qu'une seule fois, à l'occasion des championnats du monde 1991 à Barcelone. Autant dire que des gymnases de l'INSEP, à Paris, du club de Tbilissi, en Géorgie, du centre de Taegu, en Corée, ou de l'université de Tokyo, au Japon, bien des pensées vont désormais se focaliser sur la Catalogne, où sera remise en jeu, à deux reprises, cette affaire de suprémacie.

GILLES VAN KOTE

RUGBY : un entretien avec Franck Mesnel

« Le Racing ne sait plus faire une passe »

Le Racing Club de France, finaliste du championnat de France en 1987, pourrait descendre prochainement dans le groupe B. Les Parisiens, victorieux de Auch (33-9), dimanche 15 octobre à Colombes, doivent impérativement remporter leurs deux derniers matches. Célèbre pour les frasques de certains de ses joueurs (Mesnel, Lafond, Guillard, Roussel, Blanc, regroupés sous l'appellation « show biz »), l'équipe crie et blanc ne semble plus animée par la même joie de vivre et de jouer. Ces jeunes gens facétieux ont-ils « vieilli » comme l'estime Robert Paparemborde, le directeur technique du club ? Franck Mesnel s'en explique.

« Avez-vous changé, comme le prétend Robert Paparemborde ?

Non, ce n'est pas vrai. Si l'on va par là, lui aussi a changé : il est marié, il est père de famille ! Après tout, vieillir pour un sportif, cela veut également dire être plus expérimenté, avoir davantage de recul et mieux se connaître, physiquement et psychologiquement. Je ne pense pas que cela soit une explication de notre situation actuelle. Le problème n'est pas là.

« Où est-il alors ?

« Physiquement, nous sommes au point. Tout est donc une question de mental. Nous sommes bloqués. Il n'est pas normal que lors de notre match à Valenciennes, nous ayons fait trente-six en-avant par joueur, deux cents têtes et trois cents dégagements des deux mains comme Joël Bats ! On ne sait plus faire une passe, c'est dramatique.

« Vous vous occupez, avec Eric Blanc, d'un magasin et d'une marque de vêtements. D'autres joueurs, comme Jean-Baptiste Lafond, ont également des activités professionnelles très prenantes. Le rugby ne passe-t-il pas désormais au second plan pour cette génération finaliste en 1987 ?

« Notre magasin nous prend énormément de temps, c'est vrai. Mais le rugby n'est pas passé pour autant au second plan. Je suis toujours un joueur. Contrairement à ce que certains ont pu prétendre, notre évolution sociale ne s'est pas faite au détriment du sport. Et puis, la « promotion » par le sport, c'est tout de même une chose que le Racing prône depuis des années. Alors, on ne va pas nous le reprocher aujourd'hui !

« N'avez-vous pas eu tendance à aborder certains adversaires avec une certaine modestie avec trop de facilité ?

« Quitte à paraître prétentieux, je répondrai que, selon moi, certains joueurs ont le droit d'agir de la sorte parce qu'ils sont plus âgés, plus expérimentés. Le problème, c'est que, dans le cas du Racing, tout le monde, sans exception, a réagi ainsi. Il n'est pas normal que les jeunes se laissent aller à la facilité. Ils ont tendance à croire qu'ils ont déjà réussi parce qu'ils sont en équipe première du Racing Club de France. Résultat : chacun se repose sur le voisin, espérant qu'il va déclencher la somme de l'alarme.

« Après avoir massivement fait appel à de jeunes joueurs, Robert Paparemborde a rappelé un ancien, Yvon Roussel, pour redonner à l'équipe son esprit de 1987. L'échec du Racing est-il donc celui de la nouvelle génération ?

« Il ne faut pas les accabler. Nous sommes tous faibles. Mais, quitte à passer pour un « papy », je vous assure qu'à notre époque nous étions capables de nous prendre en charge, de faire la part des choses entre la rigolade et le boulot. La grande faute des dirigeants vis-à-vis de notre génération a été de nous faire douter en disant : « Ce n'est peut-être pas votre heure. » Or, croyez-moi, nous sommes au contraire dans la force de l'âge et, sur le terrain, les membres du « show biz » ne sont pas les plus mauvais. Jean-Baptiste Lafond inscrit 15 points à chaque match. Intégrer des jeunes, c'est bien. Mais au compte-gouttes.

« Ne formez-vous pas une sorte de clan, au sein du club ?

« Non, il n'y a pas de clan. En arrivant ici alors que je n'étais pas

membre de la bande, je me suis intégré en dix minutes. Nous ne rejetons pas les jeunes.

« Ces mauvais résultats ne traduisent-ils pas l'échec de vos conceptions du rugby-spectacle ?

« Tout le club, nous y compris, est responsable de ce qui arrive. Je ne pense pas qu'il faille sortir le « show biz » de tout cela. Peut-être les gens, à l'intérieur comme à l'extérieur du club, ont-ils trop cru à cette magie. En 1987, lorsque nous avons atteint la finale, nous étions sur une sorte de nuage, euphoriques, et nous n'étions certainement pas à notre véritable niveau.

« Deux ans après la finale, le « show biz » et ses caleçons roses ont-ils toujours lieu d'être ?

« Bien sûr. Lorsque nous nous sommes rencontrés, nous savions que c'était pour la vie ! Dans dix ans, nous serons « Vincent, François, Paul et les autres » et nos gamins se disputent au bac à sable ! Les gens qui ont cru que nous avions la « grosse tête » se trompent. Ils ne nous connaissent pas. Nous n'avons jamais été trop loin. Nous ne sommes pas des tristes et nous ne le deviendrons pas.

« Vos facettes pourraient paraître un peu décalées dans les circonstances actuelles.

« Au contraire. Je me demande si à Aurillac, un match sans doute décisif, il ne serait pas judicieux de monter un « coup ». Cela provoquerait peut-être un choc salutaire. Nous prouverions ainsi que nous avons toujours le même état d'esprit. Nous devons retrouver notre folie.

« Resterez-vous au Racing, si le club descend dans le groupe B ?

« Je ne m'échapperai pas comme un voleur. Je me sens un peu responsable de la situation, comme les autres. Mais je ne jouerai pas plus d'une saison à ce niveau. J'ai vingt-huit ans et je veux encore vivre de grands moments. De toute manière, étant d'un naturel optimiste, je suis persuadé que l'on va s'en sortir. »

Propos recueillis par PHILIPPE BROUSSARD

TENNIS : Grand Prix de Toulouse

Connors rosse McEnroe

John McEnroe était venu disputer le Grand Prix de Toulouse sous le coup d'une désignation d'office. Jimmy Connors avait cédé à l'amicale pression de son ancien compère Ili Nastase, devenu public relations de l'événement, pour défendre le titre conquis l'année dernière. Et les deux Américains se sont retrouvés, dimanche 15 octobre, en finale après avoir passé, en début de semaine, une soirée ensemble dans une boîte de la Cité rose.

Des retrouvailles sous le signe de la nostalgie : Jimbo, trente-sept ans, et Big Mac, trente ans, s'étaient affrontés trente-deux fois au cours de leurs carrières, mais les deux anciens numéro un mondiaux

n'avaient plus été en finale de part et d'autre d'un filet depuis Wimbledon 1984. Pourtant ce ne fut pas un match triste. Bien au contraire ! Avec une agressivité phénoménale (55 points gagnants), Connors réussit à battre son cadet en quatre sets (6-3, 6-3).

Pour sa dix-septième année de présence sur le circuit professionnel, Connors a donc obtenu sa cent huitième victoire. Un titre qui ne le fait pas entrer dans la légende, puisqu'il y est déjà, mais qui en fait un exemple de loyauté rare.

A.G.

Les résultats

BASKET-BALL

Championnat de France (septième journée)

<i>(septième journée)</i>	
*Mulhouse b. Nantes	88-72
*Racing Paris b. Tours	88-69
*Gravelines b. *Avignon	88-74
*Limoges b. Orléans	112-84
*Cholet b. Caen	113-87
*Villeneuve b. Monaco	87-88
*Antibes b. Reims	103-88
*Saint-Quentin b. Roanne	71-44
*Montpellier b. Lorient	106-102
Classement. — 1. Limoges, Mulhouse, Antibes 14 pts ; 2. Orléans, Cholet, Villeneuve 12 ; 3. Monaco, Saint-Quentin, Nantes 11 ; 4. Racing Paris, Avignon 10 ; 5. Montpellier, Reims, Roanne 9 ; 6. Gravelines, Lorient, Caen 8 ; 7. Tours 7.	

CYCLISME

Le Suisse Toni Rominger a remporté, samedi 14 octobre, le Tour de Romandie, la dernière course classique de la saison. Il a devancé le Français Gilles Delion de 2 min 33 s et le Belge Luc Roosen de 2 min 34 s. Au classement final de la Coupe du monde 1989 (épreuves classiques) l'Irlandais Sean Kelly l'emporte devant Toni Rominger. Au classement de la FICP (Fédération internationale du cyclisme professionnel), qui tient aussi compte des épreuves par étapes, Laurent Fignon l'emporte devant Charly Mottet.

FOOTBALL

Championnat de France

Première division (quatrième journée)	
*Auxerre et Bordeaux	1-1
*Marseille et Cannes	1-1
*Metz b. Sochaux	2-0
*Toulouse b. Caen	2-1
*Mulhouse b. Paris-SG	1-0
*Nantes b. Brest	1-0
*Marseille b. Lyon	2-0
*Montpellier b. Toulon	3-0
*Saint-Etienne b. *Nice	3-1
*RP 1 b. Lille	2-0
Classement. — 1. Bordeaux, 21 pts ;	

18 ; 5. Paris-SG, 16 ; 6. Nantes, Monaco, 16 ; 8. Mulhouse, Montpellier, Metz, Saint-Etienne, RP 1, Lyon, Toulon, 13 ; 15. Auxerre, Caen 12 ; 17. Cannes, Nice, Lille, 11 ; 20. Brest, 8.

Deuxième division (quatrième journée)

Deuxième division (quatorzième journée)	
Groupe A	
*Loulans-Cuiseaux et Nancy	1-1
*Bastia b. Nièvre	0-0
*Strasbourg et Marignac	0-0
*Alès et Dijon	1-1
*Reims b. Chamois	3-0
*Istres b. Avignon	3-0
*Gueugnon b. Montceau	2-0
*Annecy et Grenoble	1-1
*Red Star 93 et Orléans	1-1
Classement. — 1. Nancy, 20 pts ; 2. Marignac, 18 ; 3. Bastia, Strasbourg, Reims et Nièvre, 17 ; 4. Alès, 16 ; 5. Avignon, 14 ; 6. Gueugnon, Istres, Loulans-Cuiseaux, 13 ; 12. Annecy, Chamois, 12 ; 14. Montceau, Orléans, Grenoble et Dijon, 11 ; 18. Red Star 93, 9.	

Groupe B

*Le Havre b. Angers	3-1
*Reims et La Roche-Yvon	0-0
*Nîort et Valenciennes	0-0
*Dunkerque b. Laval	3-1
*Quimper et Beaulieu	0-0
*Abbeville b. Rouen	3-2
*Lure b. Tours	3-2
*Saint-Saurin b. Guingamp	3-0
*Créteil b. Lorient	2-1
Classement. — 1. Le Havre, 20 pts ;	
2. Reims, Valenciennes, 18 ; 4. Dunkerque,	
17 ; 5. Angers, Laval et Beaulieu,	
16 ; 6. Lure, 15 ; 7. Saint-Saurin,	
Rouen, Nîort et Créteil, 14 ; 13. Tours,	
12 ; 14. Quimper et Guingamp, 11 ; 16.	
La Roche-Yvon, 10 ; 17. Abbeville, 9 ;	
18. Lorient, 7.	

RUGBY

Tournée des Fidjians
La sélection du Pôitout-Agave a battu l'équipe des Fidjians par 18 à 15, samedi 14 octobre à Bergerac.

BASKET-BALL : une recrue soviétique à Orchies

Les larmes d'Ouliana

L'Union sportive Orchies-Nomain, club de basket-ball féminin, avait recruté la Soviétique Ouliana Semenova pour briller en Coupe d'Europe. Mais depuis son arrivée dans le Nord la légendaire joueuse de Riga est malade. Un petit drame.

ORCHIES (Nord)

de notre envoyée spéciale

Ouliana Semenova est restée en costume de ville, samedi soir 14 octobre, lors de la rencontre qui opposait ses coéquipières de l'Union sportive Orchies-Nomain (USON) au Club Sainte-Bernadette de Dijon. Ouliana, la plus grande basketteuse du monde, tant par sa taille — 2,18 mètres, selon le Livre Guinness des records — que par son palmarès prestigieux, n'a pu assister que du banc des remplaçantes à la facile victoire de son club (85 à 55) contre la lanterne rouge du championnat de France de basket.

Agée de trente-sept ans, la basketteuse lettone vit aujourd'hui un drame. Elle qui a collectionné, en vingt-quatre ans de carrière et six cent soixante-dix sélections internationales, deux médailles d'or aux Jeux olympiques, six titres de championne du monde, douze coupes d'Europe et dix-huit titres en championnat d'URSS, se voit pour la première fois délaignée des terrains de basket, en proie à de terribles problèmes de santé. Victime dès son arrivée à Orchies, au mois d'août, d'infections articulaires provoquées à l'origine par une baignade, mais attisées par son diabète, Ouliana a, du coup, « l'impression de ne pas remplir son contrat » vis-à-vis de son club, explique Paulette Leroux, épouse du président de l'USON, mais surtout « confidente des joies et des coups de cafard » des joueuses.

Le rayonnement
de la chorée

Sachant qu'elle a été engagée, dans la perspective des championnats d'Europe, pour sa précieuse expérience des équipes de l'Est, Ouliana est encore plus abattue depuis l'élimination de l'équipe d'Orchies, le 4 octobre, dès le premier tour de cette compétition, face aux Polonaises de Poznan. « Oula veut tellement jouer et bien faire, raconte encore Paulette Leroux, que, samedi dernier, lors du match contre Bordeaux, elle n'a même pas voulu nous dire qu'elle avait 40° de fièvre. »

Président du club de basket d'Orchies depuis trente-deux ans, Robert Leroux — « Monsieur Robert » — est lui aussi navré par ce qui arrive à la basketteuse de Riga. « La Russie nous a confié Ouliana alors que sa santé laissait déjà beaucoup à désirer », déplore le patron de la légendaire entreprise de chorégraphie Leroux, véritable poulain d'Orchies depuis cent soixante-cinq ans. « Nous avons fait pour Ouliana plus qu'on n'a jamais fait

pour un enfant, ajoute ce grand-papa poule, afin qu'elle retrouve sa pleine santé, son plein moral. Maintenant nous attendons un miracle pour qu'elle retrouve sa place. » Mais si le miracle n'a pas lieu d'ici à la fin du mois d'octobre, Robert Leroux se verra sans doute obligé de « doubler la championne avec une autre étrangère ».

« Car Chorée Leroux ne peut soutenir qu'un club qui soit à l'égal du rayonnement de la chorée », affirme encore Robert Leroux qui, à quatre-vingts ans, s'est juré de porter l'USON « au sommet... avant [son] grand départ ». Sous l'impulsion de l'entraîneur de l'équipe, Marc Silvert, le club a déjà totalement explosé en dix ans, depuis l'époque où, se souvient Robert Leroux, « les filles jouaient à la balle », jusqu'en nationale 1, où Orchies tient son rang depuis quatre ans. « Les trois années précédentes, rappelle Marc Silvert, nous avons respectivement fini en cinquième, quatrième et troisième position. Cette année, nous aimerions bien sauter la deuxième ! »

En engageant Ouliana Semenova, l'USON croyait bien s'être donné les moyens de ses ambitions, ayant déjà dans son équipe cinq joueuses de rang international, dont une Américaine. Sur le plan sportif, Marc Silvert, qui, selon Robert Leroux, « gère en une nuit un cahier de cent pages » pour élaborer une tactique, avait déjà concocté toute une stratégie basée sur les forces (sa taille) et les faiblesses (sa lenteur) de la basketteuse lettone. Ouliana indisponible, l'entraîneur a dû glècher un nouveau cahier en dix jours, d'où un certain flottement dans l'équipe.

Sur le plan pratique, le club s'était également mis en quatre pour accueillir la joueuse-vedette, la plus grosse affaire étant de trouver un lit à ses dimensions (2,50 mètres de long). Totale prise en charge par l'USON en ce qui concerne notamment sa maison, mise à sa disposition par un supporter, son mobilier ou encore son équipement vestimentaire (les chaussures de pointure 65 sont arrivées la semaine dernière des États-Unis), Ouliana a de surcroît pu, grâce aux négociations de Marc Silvert avec la fédération lettone de basket-ball, conserver 40 % de ses gains. Une véritable manne financière à côté des 200 dollars mensuels dont elle a été royalement gratifiée, l'an passé, au Timorito de Madrid, alors même que le club espagnol quadruplait voire quintuplait sa mise grâce aux coups publicitaires.

Il n'empêche. En dépit de l'ambiance familiale qui règne à Orchies, de la sollicitude de ses coéquipières et de l'ovation que lui réserve, à chaque apparition, le public français, Ouliana est aujourd'hui bien malheureuse. Elle voit bien contraindre son rêve de terminer sa carrière en beauté en France, au pays de la tour Eiffel qu'elle aime tant. Et, par-dessus sa taille et son palmarès, Oula, la petite fille qui ne veut pas dormir toute seule, n'est jamais loin.

V. DEVILLECHABROLLE

ATHLÉTISME :

20 kilomètres de Paris

Rosa,

fleur de Macao

Le double aurait pu être parfait. Avec Antonio Pinto, muscles fins et visage mat, vainqueur chez les hommes, et Rosa Mota, jambes maigres et mine fraîche, première chez les femmes, le Portugal avait tout pour montrer aux vingt-cinq mille participants de la onzième édition des 20 Kilomètres de Paris, dimanche 15 octobre, que son demi-fond s'était plutôt bien remis des retraites de Carlos Lopez et Fernando Mamede.

Mais Rosa Mota, championne olympique, du monde, d'Europe au marathon ne court plus sous les couleurs portugaises. Exaspérée par l'attitude autoritaire des dirigeants fédéraux de ce pays, elle a pris une licence à Macao.

Fidèle

à « Famère patrie »

Ce minuscule territoire de l'Asie figurant depuis 1557 au nombre des possessions portugaises, Rosa Mota reste d'une certaine façon fidèle à « l'amère patrie ». Toutefois, Macao, qui possède son propre comité olympique, pourra présenter la plus illustre des marathoniennes mondiales aux prochains championnats du monde d'athlétisme à Tokyo en 1991 et, surtout, un an plus tard, aux Jeux olympiques de Barcelone.

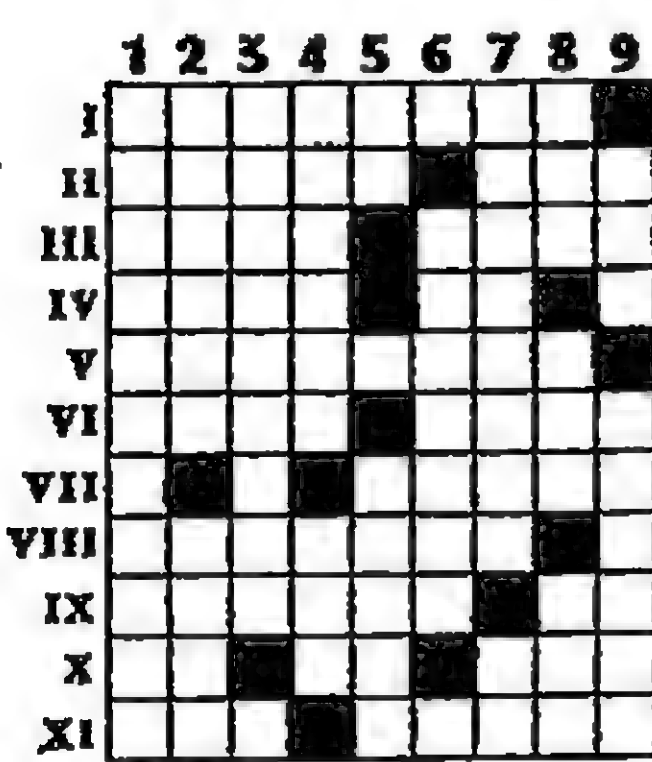
La décision prise par la petite marathoniennette n'est, qu'un détail supplémentaire dans une liste déjà longue. L'an dernier, la Fédération portugaise avait même suspendu son athlète pour quatre longs mois parce qu'elle avait refusé de participer à un obscur « championnat du monde féminin des 15 kilomètres sur route » à Monaco. Et il avait fallu l'intervention personnelle du président du Portugal, Mario Soares, pour que Rosa Mota soit réintégrée au dernier moment dans la sélection olympique.

ALAIN MERCIER

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5110



HORIZONTALEMENT

1. Qui ne se tordent pas facilement. — II. Recherché par les partisans de la force. Une poussière, autrefois. — III. Sorit. Remplissent des bourses. — IV. Qui ont fait l'objet d'un enlèvement. — V. Se réalise jour après jour. — VI. Déesse. Pays. — VII. Un peu ronds. — VIII. C'est parfois travailler en marge. — IX. Se mesure comme des béliers. Terme de métier. — X. Pas annoncé. Un peu de vérité. S'applique à l'endroit. — XI. Peut faire une chute. Port sur un plateau.

VERTICALEMENT

1. Ne reçoit de leçons de personne. — 2. En les multipliant, on a une division. Fit preuve d'atta-

chement. — 3. Des herbivores marins. — 4. Tranches d'éloquence. Armée d'autrefois. — 5. Pronom. Pas conservées. — 6. Se comporter comme les Romains envers les Sabines. — 7. Peut paraître moins rude quand il y a un bon chemin. Pronom. — 8. Ne circule plus. Période. Place meublée. — 9. Qui devrait être remplacé. Un vrai diable quand il est malin.

Solution du problème n° 5109

Horizontalement

1. Raisonnements. — II. Ers. Sa. Aile. — III. Feinert. Ins. Mür. — IV. Ri. Nécessiteux. — V. Cuvres. Ore. Les. — VI. Irrationné. — VII. Da. Is. Nasse. Roi. — VIII. Iton. Inn. Tu. Ré. — IX. Si. Cédés. Aaron. — X. Soluté. Oust. Sic. — XI. Enée. Abus. Ter. — XII. Al. Kapok. Râ. — XIII. Escalit. Gin. Dés. — XIV. Nô. Sahel. Mess. — XV. Tulipes. Semer.

Verticalement

1. Refroidissement. — 2. Arrération. Cou. — 3. Isa. Ur. Léda. — 4. Invaincue. Loi. — 5. Nériss. Et. As. — 6. Nièces. Idéalisés. — 7. Résonne. Tas. — 8. Es. Nan-souk. — 9. Maisons. Usages. — 10. Rires. As. Pile. — 11. Eté. Etat. On. — 12. Ta. Ur. Me. — 13. Simuler. Ost. Der. — 14. Luxe. Ombrées. — 15. Fer. Soie. Crasse.

GUY BROUTY

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-31

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
- Société anonyme
des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	706 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 406 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 296 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM

Impression :
12, rue M. Gombert
94515 IVRY

CARNET DU Monde

Fiançailles

— M. Claude PELERIN
et M^{me} née Ghislaine Jametot,
M. Jean-Claude HERRY
et M^{me} née Brigitte Legrand,

ont la joie de faire part des fiançailles
de leurs enfants

Anne
et Philippe,

le 14 octobre 1989.

75016 Paris.
92100 Boulogne.

Mariages

— Frédéric FOURNIER,
et Peter BOURMAN,

sont heureux de faire part de leur
mariage, célébré le 14 septembre 1989
à l'ambassade des Pays-Bas, à Pékin
(République populaire de Chine).

14, Liangzhang Road,
Pékin, RPC.
77, rue de Bel-Air,
91480 Varennes-Jarcy.

— M^{me} Ellen Pearson,
Miyoko et Chikayoshi Oka,
Françoise et Jacques May,
ont la joie d'annoncer le mariage de
leurs enfants,

Junko
et Vincent,

célébré en famille, le 9 octobre 1989, à
Oita (Japon).

48, avenue du Général-de-Gaulle,
94160 Saint-Mandé.
Kosunouchi 205 Goshim,
1-19-5 Oooka-Cho, Minami-Ku,
Yokohama-Shi (Japon).

Décès

— Saint-Dizier (52).

M. William Blaisot,
M^{me} Yvette Blaisot,
ses parents,
M^{me} Nicole Blaisot,
sa sœur,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès
brutal de

M. Jean-Jacques
Alain BLAISOT,
professeur,
survécu à l'âge de trente-sept ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu le
samedi 14 octobre 1989, à 14 heures,
au cimetière de Wassy.

« L'amour est plus fort que la
mort ».

— M^{me} Robert Brisset,
sa mère,
M. et M^{me} Laurent Bernasse
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Brisset
et leurs enfants,
Ainsi que les familles de La Chan-
sac et Proust,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert-François BRISSET,

survécu le 12 octobre 1989, à son
domicile, 47, rue des Vignes, Paris-16^e,
à l'âge de trente-sept ans.

La cérémonie religieuse sera céle-
brée le mardi 17 octobre, à 10 heures,
en l'église Saint-Serge, à Angers, sui-
vie de l'inhumation au cimetière de
Croix-de-Vie (Vendée).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, boulevard Foch,
49100 Angers.
10, rue Pierre-Dupont, Saint-Brice,
77160 Provins.
Avenue Bon-Air,
49110 Saint-Pierre-Montlaur.

CARNET DU
MONDE

Renseignements : 42-47-98-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes relances : 67 F
Abonnés et abonnés : 77 F
Communications diverses 90 F

SOLDES

Tous les jours
du lundi 16 octobre
au vendredi 20 octobre
inclus.

9h à 12h/14h à 18h.

HERMÈS
PARIS

24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e
PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE,
CARRÉS, CHAUVES, GANTS,
CHAUSSEURS, TISSUS, ÉPONGE.

— M^{me} André Favreau,
M. et M^{me} Jean-François Favreau
et leurs enfants,
M^{me} Lange Favreau
et son fils,
M. et M^{me} Jean-Jacques Favreau
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Ferechoux,

ont la douleur de faire part du décès
du

général d'armée
Jean FAVREAU,
ancien gouverneur militaire de Paris
et commandant la 1^{re} région militaire,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 et des TOE,
croix de la valeur militaire.

La cérémonie religieuse sera céle-
brée, mardi 17 octobre 1989, à
16 heures, en l'église de Saint-Denis-
de-Paris (Seine-Saint-Denis), suivie de
l'inhumation dans le caveau de famille.

Une cérémonie sera organisée ulté-
rieurement en l'église Saint-Louis des
Invalides, à Paris.

— M^{me} Robert Merle d'Aubigné,
née Maroger,

M. et M^{me} Michel Ebersolt
et leurs enfants,
M. Jean Merle d'Aubigné
et ses enfants,
M. Emile Merle d'Aubigné,
M^{me} Guy Merle d'Aubigné,
née Vincent,

M^{me} Anna Merle d'Aubigné,
née de Gunzburg,

Les familles Michel, Vincent, Yves,
Gérard Merle d'Aubigné,

Les familles A. Turckheim, Wal-
bourg, Wolf, Barde, Bigot, Bran-
ger, Nègre, Jourd'heuil, Lefranc,
Werner,
Ses frères et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès
du

professeur

Robert MERLE d'AUBIGNÉ,
membre de l'Académie des sciences,
membre de l'Académie de médecine,
membre de l'Académie de chirurgie,
professeur et chirurgien honoraire
de l'hôpital Cochin,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'Ordre national
du Mérite,
médaillé de la Résistance,
Honorary Fellow du Royal College
of Surgeons of England,
Honorary Fellow of Edinburgh
and of the American College
of Surgeons,
Honorary causa des universités
de Lund, Lovain,
Genève, Valence (Esp.).

survécu le 11 octobre 1989, à Achères-
la-Forêt, à l'âge de quatre-vingt-neuf
ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale le 14 octobre 1989, au
temple de Fontainebleau, suivies de
l'inhumation dans le caveau de famille,
au cimetière d'Achères-la-Forêt (77).

M^{me} Robert Merle d'Aubigné,
4, rue Croix-Saint-Antoine,
77116 Achères-la-Forêt.

(Lire page 16.)

— M^{me} André Mistral,
Olivier, Frédéric Mistral
et leurs enfants,
Jean-Louis, Isabelle Mullerbach,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Mistral
et leurs enfants,
M. et M^{me} Marcel Guillemant
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

André MISTRAL,
ministre plénipotentiaire (e.r.),
ancien ambassadeur,
ancien chef de l'ENA,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,

survécu le 13 octobre 1989, à Hyères
(Var).

Les obsèques ont eu lieu au Lavand-
on (Var), dans la plus stricte inti-
mité.

— Suzanne Plateaux,
son épouse,
Dominique Plateaux et Bertrand
Audusse,
ses enfants,
Emmanuel et Simon,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice PLATEAUX,

survécu le 11 octobre 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

POMPES FUNÈRES

ROBLOT

ASSISTANCE TOTALE
DANS
L'ORGANISATION
D'OBSEQUES

N°VERT 05.45.22.37

REMANQUE 24 HRS 24H

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le ven-
dredi 20 octobre 1989, à 18 h 30, en
l'église Sainte-Isabelle, 1, place Baga-
nelle, Neuilly-sur-Seine,
à l'intention de

M^{me} Brigitte BARBIER,
enseignante en sciences économiques,
au lycée Saint-James
de Neuilly-sur-Seine,
décédée accidentellement en Grèce, le
15 août 1989, à l'âge de quarante ans.

De la part de

M^{me} veuve Pierre Barbier,
sa mère,
Odile, Yves, Bruneau et Catherine
ses frères et sœurs.

9, rue Joseph-Barn,
75006 Paris.

— Le souvenir de

Octave MANNONI,

décédé le 30 juillet 1989, sera évoqué à
la messe qui sera célébrée par le Père
Edmond Vandermersch, à 19 heures,
en la chapelle Saint-Bernard du Mont-
parnasse, 34, avenue du Maine (face à
la rue du Départ, immeuble Montpar-
nasse, entrée commune avec la
MOEN), vendredi 20 octobre.

— Une messe sera célébrée le
samedi 21 octobre, à 11 heures, en la
chapelle de Saint-Louis de Gonzague,
12, rue Franklin, Paris-16^e, à l'inten-
tion de

Gilles NOËL DU PAYRAT,

rappelé à Dieu le 16 août 1989, à l'âge
de vingt et un ans.

Communications diverses

— Mardi 17 octobre 1989, à
21 heures, l'Inde accueillie, puis re-
jetée par les philosophes européens entre
le XVII^e siècle et le XIX^e siècle, par
Roger-Pol Droit, professeur de philoso-
phie, écrivain, critique au journal
le Monde. Signature de son livre
l'Œuvre de l'Inde, une aventure philoso-
phique (PUF). Club littéraire André
Gauthier, 36, rue Jacob, Paris-6^e. Tél. :
42-60-84-33.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne), le samedi 21 octobre à
10 h 30, salle 308, entrée, 1, rue
Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas,
escalier L (Sorbonne). M. Nizami
Imahli. « Rationalité. Vérité et rela-
tivisme. A propos de quelques principes
rationnels ou universels ».

— Université Paris-IV (Paris-
Sorbonne), le samedi 21 octobre à
14 heures, institut de français, esca-
lier C, 2^e étage, 17, rue de la Sorbonne.
M^{me} Anne Wery-Wathieu : « La
mésure oratoire de 1551 à 1606.
Polémiques de rhétoriques et de sensi-
bilités romanes ».

CAMPUS

Les universités allemandes
et la sélection

Le ministre fédéral de l'éducation et de la science, M. Jürgen
Möller, a présenté un projet de loi visant à donner davantage
de responsabilités aux universités dans le choix de leurs étudiants.
Actuellement, pour les disciplines soumises à *numerus clausus*
(médecine, pharmacie, biologie, psychologie, architecture, écono-
mie de l'entreprise...), les candidats sont répartis entre les univer-
sités par un centre national situé à Dortmund, en fonction de cri-
tères uniformes (notes au baccalauréat, nombre d'années d'attente
et — pour la médecine seulement — tests d'admission). Des fac-
teurs sociaux sont aussi pris en considération pour les affectations
(étudiants mariés, ayant des enfants ou handicapés).

Le projet de loi prévoit que 70 % des places disponibles seraient
à la disposition des universités qui détermineraient elles-mêmes
leurs critères de sélection (tests ou entretiens, par exemple). Le
centre national n'interviendrait que pour les étudiants refusés, à qui
serait proposée une autre université.

La Fédération des professeurs d'université est favorable à ce
projet, qui a été pris à son initiative. Mais la conférence des minis-
tres de la culture des Länder craignent que les universités ne soient
submergées par l'organisation de cette sélection et que cette for-
mule n'aboutisse à limiter la libre accès à l'université garanti par la
loi fondamentale. C'est pourquoi la plupart des Länder sont hostiles
à cette proposition. Or leur approbation est nécessaire puisque
l'éducation est de leur compétence.

SILKE GRAEFINGHOFF

Arts-sciences-entreprises

Le Centre européen de tech-
nologie (CETECH) et l'UER
d'économie appliquée de l'univer-
sité Paris-IX-Dauphine
créent une maîtrise et un cycle
de formation ingénierie trans-
disciplinaire arts-sciences-
entreprises en Europe, ouverts
aux étudiants de Dauphine en
économie appliquée et à ceux
d'autres universités, ainsi
qu'aux professionnels (ingé-
nieurs, cadres d'entreprise,
designers, créateurs, etc.).
Cette formation à caractère
international, destinée à mon-
trer les interrelations entre les
métiers artistiques, scientifi-
ques et de l'entreprise, sera
assurée par des enseignants
scientifiques, des créateurs

(artistes, designers, archi-
tectes), des chefs d'entreprise
et des économistes. Inscriptions
jusqu'au 25 octobre.

* Renseignements : UER
d'économie appliquée. Tél. : 45-
05-14-10, postes 2323 ou 2430.

Sculpture sur bois

L'Ecole supérieure d'obé-
tario d'Avignon (ESEA) ouvre un
département sculpture compo-
nant différentes options. Les
élèves peuvent pratiquer le sta-
tuere, la restauration, ou la
sculpture d'encadrement,
durant des stages de dix mois
ou petits groupes.

* ESEA, 180, route de Mont-
favet, 84000 Avignon. Tél. : 90-87-
51-69.

Les marchés européens et asiatiques accusent le coup après la chute de Wall Street, vendredi 13 octobre

BILLET

Le début du réajustement

L'histoire ne se répète pas, elle bégaye : c'est pourquoi l'assimilation du mini-crash du vendredi 13 octobre à celui du 19 octobre 1987 paraît un peu rapide. Sans doute retrouve-t-on les mêmes réactions psychologiques, mais le mot même de crash s'est un peu dévalorisé après le lundi noir de Wall Street il y a deux ans, et, surtout, le contexte général de l'économie mondiale.

A l'époque, la conjoncture était fort inquiétante aux Etats-Unis : le déficit commercial se creusait, le dollar chutait, la surchauffe menaçait et les taux d'intérêt à long terme montaient dangereusement. Il faut rappeler que c'est une déclaration fracassante du secrétaire américain au Trésor de l'époque, M. James Baker, menaçant des Allemands peu coopératifs de laisser « filer » le dollar, qui avait déclenché la chute de Wall Street. Aujourd'hui, le déficit commercial des Etats-Unis a été réduit, la hausse du dollar inquiète, ce n'est plus la surchauffe qui préoccupe mais plutôt l'inverse, et les taux d'intérêt sont orientés à la baisse. En outre, tout le monde sait qu'un grand krach boursier n'est pas capable, à lui seul, de « casser » l'expansion mondiale.

Enfin, signalant les opérateurs lundi matin, la chute des cours vendredi à Wall Street a fait baisser le dollar, ce qui comble les souhaits des banques centrales. Ces dernières, sans doute, font les déclarations rituelles sur leur volonté de dispenser aux marchés les liquidités nécessaires afin d'éviter l'asphyxie.

Mais la leçon de 1987 a porté : les banques centrales ont mis deux ans à essayer d'éponger les liquidités en question, qui ont alimenté largement l'expansion dans le monde entier au point qu'un freinage est devenu indispensable aux Etats-Unis l'an dernier, puis en Europe ces derniers mois.

C'est pourquoi lesdites banques centrales y regardent à deux fois avant d'ouvrir à nouveau les vannes du crédit. Reste le vrai problème américain. Comme cela a été indiqué précédemment (le Monde daté 15-16 octobre), les profits des sociétés américaines se dégradent depuis le deuxième trimestre, en raison, notamment, d'une hausse des salaires, phénomène classique à la fin d'un cycle exceptionnel de sept ans d'expansion continue. Cela la Bourse de New-York refusait jusqu'à présent d'en tenir compte. Vendredi 13 octobre, elle a commencé à le faire. Ce n'est donc pas le krach, mais le début du réajustement en question qui, l'an prochain, gagnera probablement une Europe en pleine surchauffe.

INSOLITE

Grève des brioches

Sous la promesse de l'intervention d'un médiateur... venu de Londres, les vœux de chambre, garçons d'étage et personnel d'accueil de l'hôtel George-V à Paris ont suspendu, le vendredi 13 octobre au soir, la grève commencée le matin même.

Les clients du palace parisien n'auront donc pas été trop perturbés par le conflit. Ils auraient même, selon les grévistes, fait preuve de beaucoup de « compréhension ». Ils ont dû monter leurs bagages eux-mêmes et attendre un peu plus longtemps le petit déjeuner servi dans les chambres.

Une centaine de salariés — cinquante, d'après la direction — ont participé à ce mouvement, lancé par la CGT, sur les trois cents employés du

George-V. Ils réclament un treizième mois et la réintégration d'un salarié licencié, M. Mamadou Tandjigara, « victime de répression raciale », selon la CGT. Payée pour la plupart au pourcentage, les employés du George-V gagnent de 15 000 à 20 000 francs par mois, selon la direction, mais de 8 000 à 12 000 francs par mois, selon la CGT, qui affirme que les salaires fixes vont de 7 000 à 9 000 francs.

Pour régler le conflit, il n'est pas impossible que, dans un second temps, une délégation syndicale se rende à Londres, au siège du groupe Trust House Forte. En attendant, le travail a repris normalement et les brioches sont livrées chaudes à tous les étages.

La Bourse de Tokyo résiste, le dollar baisse

Un long week-end d'attente

NEW-YORK
de notre correspondant

« Don't panic ! ». Avec ce titre en forme de prière qui barre la « une » de son édition dominicale, le New York Post, l'un des principaux quotidiens populaires de la presse locale, se veut rassurant. Mais il suffit de lire les autres journaux du week-end et d'écouter les commentaires convoqués en toute hâte sur les plateaux de télévision pour mesurer combien, pour le public américain, la brusque chute de 7 % du Dow Jones vendredi a des allures de « déjà vu... » (en français dans le texte).

Depuis plusieurs semaines, d'anciens voyants dans l'approche du deuxième anniversaire du krach du 19 octobre 1987, coïncidant, à quelques jours près, avec le célèbre « jeudi noir » du 13 octobre 1929, un bien mauvais présage. Et, de plus, un vendredi 13... Sans oublier ce virus informatique, qui, ce jour-là justement, devait attaquer les parcs d'ordinateurs.

On attendait IBM contaminé par un virus, ce fut Wall Street piégée par UAL. Cette société holding cofinait United Airlines, l'une des plus importantes compagnies aériennes, devait boucler ce jour-là une opération désormais classique dans le ciel financier américain : une reprise de la société par les salariés (en l'occurrence par British Airways) appuyés par British Airways. Mais une heure à peine avant la clôture de la séance, le groupe change de mener à bien la transaction. C'est donc United Airlines (Citibank et Chase Manhattan) qui avait du mal à boucler financièrement la transaction. Anstuité

connue, l'information allait se répandre sur le « floor » (le parquet), semant la panique chez tous les détenteurs de titres liés à des opérations similaires. Ceux-ci s'empêchaient de vendre leurs actions, craignant que des difficultés identiques concernant ces sociétés conduisent à une chute brutale des cours.

On connaît la suite. Alors que de nombreux « brokers » (courtiers, agents de change) avaient déjà déserté les colonnes du temple, le marché chutait brutalement de 190 points, entraînant par simple effet de report une hausse des obligations et des fonds d'Etat. Du coup, l'indice Dow Jones des industrielles, qui, en début de semaine, caracolait autour de 2 800 points, dégringolait à 2 569,26 points dans une indescriptible pagaille, qui se propageait aussitôt aux autres places régionales (Philadelphie, Boston, Cincinnati, Midwest, Los Angeles-San-Francisco) avant d'atteindre les grands marchés à terme et d'options de Chicago. Au son de cloche qui marque la fin de la séance à Wall Street, chacun poussait un soupir de soulagement.

« Une heure de plus et c'était la Berezina », confiait un familier de la bourse new-yorkaise.

Les derniers cours à peine affichés sur les écrans, la même question était naturellement sur toutes les lèvres : « Et maintenant ? Et lundi ? »

D'ores et déjà, on cherche à identifier les coupables de ce mini-krach. Et les remèdes éventuels au regard d'un environnement économique qui fait qu'en dépit des efforts entrepris depuis deux ans pour dégonfler la bulle financière afin de la ramener dans les limites de l'économie réelle, les alertes sont encore fréquentes.

Le marché américain s'est offert quelques belles frayeurs depuis ce 19 octobre 1987 qui vit le marché new-yorkais s'effondrer d'une chute de 22,6 % de son indice fétiche (le Dow Jones) et une purge de 500 milliards de dollars en quelques heures. Tout récemment, encore, début septembre, il a suffi que l'un des gérants de Morgan Stanley conseille, par lettre, à ses clients d'alléger leur portefeuille en prévision de nouvelles économiques peut-être moins bonnes qu'on ne pourrait l'espérer, pour que l'indice Dow Jones des valeurs industrielles perde 1 %.

D'autres analystes, bien avant les derniers événements, mettaient en question la nature d'une hausse des cours qui, pour significative qu'elle soit (la cote a progressé de plus de 60 % depuis son plus bas niveau atteint à la suite du krach d'octobre 1987), n'en comporte pas moins une base spéculative. Une hausse excessive qui obligeait sans doute à d'importantes corrections avant de voir le Dow Jones repartir vers de nouveaux records historiques via un palier de 3 000 points.

Premiers accusés de ces effets de distorsion : le marché des junk bonds, ces obligations très risquées mais à haut rendement qui ont fait la gloire — et la chute — de Michael Milken et de la maison qui l'employait (Drexel Burnham

Lambert), et l'inflation d'opérations de rachats d'entreprises par effet de levier ou leveraged buy out (LBO). Sur le premier chapitre, la déroute, à la mi-septembre, de l'homme d'affaires canadien, Robert Campeau, parti à la conquête du célèbre magasin new-yorkais Bloomingdale's avec 6,6 milliards de dollars en poche, est venue démontrer, si besoin était, la fragilité de ce marché, qui représente déjà le quart des obligations émises par les sociétés américaines, soit la somme colossale de 170 milliards de dollars.

Pour les détracteurs de ces instruments financiers, qui n'ont jamais aussi bien mérité leur surnom d'obligations « pourries », il est clair qu'il faut en limiter l'usage. D'où les démarches entreprises régulièrement auprès des autorités monétaires et du Congrès, qui ont notamment conduit le Sénat et la Chambre des représentants à décider, en juillet dernier, d'interdire l'utilisation des junk bonds par les caisses d'épargne.

De leur côté, les opérations de rachat et de fusion par endettement ne sont pas sans danger pour le marché. En raison de leur effet de contamination tout d'abord. Ainsi, le fait qu'UAL n'ait pas réussi à boucler son tour de table a aussitôt jeté la suspicion sur l'offre de reprise d'American Airlines, via sa société holding AMR Corp., par le fringant Donald Trump, entraînant un effet dévastateur sur l'indice Dow Jones des valeurs de

premier temps — s'ajoutent les effets de ces program tradings qui sont des programmes de gestion informatique d'énormes portefeuilles boursiers, qui se déclenchent automatiquement en fonction des variations de cours déterminées par avance. Ces program tradings, un temps suspendus, ont refait discrètement leur apparition chez les « brokers », et il est probable qu'ils ont joué un rôle dans la mini-débauche de vendredi.

Déjà, en début de matinée, l'annonce d'une hausse de 0,9 % des prix de gros au mois de septembre constituait un signal inflationniste pour certains et qui venait s'ajouter à des éléments d'ordre général certes favorables mais plus préoccupants au niveau des bénéfices nets des entreprises, où l'on perçoit des traces d'essoufflement. Un élément décisif pour le marché, qui, déjà en 1987, avait fortement anticipé les bons résultats des entreprises américaines dans un climat alors euphorique.

Aujourd'hui, l'optimisme est plus raisonné. Mais les petits porteurs n'ont toujours pas repris le chemin de Wall Street. Conscient de ses responsabilités, la Réserve fédérale, qui avait déjà sauvé le marché il y a deux ans en injectant dans le système financier les liquidités dont il avait besoin, a immédiatement annoncé qu'elle procéderait de même le lundi 16 octobre, à la réouverture de la Bourse. De son côté, Richard Grasso, le président du New York Stock Exchange, a écarté une fois pour toutes, au cours du week-end, toute idée sulfureuse de parallèle avec 1987.

Les milieux financiers japonais ne semblent pas inquiets

Tokyo
Correspondance

Si, à Tokyo, l'homme généraliste est à la prudence, la chute de Wall Street n'a pas entraîné de nervosité excessive. « Une séance qui n'a rien des allures d'un krach. Et qui ressemble plutôt à une journée de prise de bénéfices », a résumé Joël Jouvellé de la maison de titre, Segen Securities (Société générale).

« Nous sommes loin du scénario du lundi noir de 1987 », a jugé un analyste de Nomura Securities, le premier agent de change japonais. Encaissant les répercussions de la baisse brutale de 190 points vendredi 13 du Dow Jones à Wall Street, le Nikkei, le thermomètre de la Bourse de Tokyo, a plongé dans les premières minutes. Puis il s'est très rapidement ressaisi pour repartir légèrement en fin de séance. Finissant avec - 647 yens par rapport à vendredi dernier, l'indice Nikkei a régressé de 1,84 %. Ce recul « modeste » constitue néanmoins le record de baisse de l'année. Le marché obligataire s'est au contraire montré ferme. Les bons du Trésor japonais ont gagné 1,25 %. La Bourse de Tokyo a donc accueilli sans difficulté le recul marqué du Dow Jones, à New-York, vendredi.

Tokyo attend tout de même de voir le comportement de Wall Street. La Bourse américaine ouvre (à cause du décalage horaire) neuf heures après la clôture de Tokyo. Adoptant une attitude défensive, les investisseurs se sont portés sur les titres d'entreprise dépendant du marché intérieur japonais ou à « cycle long de production ». A l'opposé, les sociétés exportatrices ont souffert.

« La semaine sera très probablement volatile », estime Yamaichi Securities, l'une des quatre grandes maisons de titres japonaises.

« Tout dépendra du dollar ». Celui-ci semble décidé à baisser. Il est repassé brièvement pour la première fois depuis le 3 octobre, sous la barre des 140 yens. Puis, repartant légèrement, il s'est arrêté à la clôture à 140,70 yens contre 143,90 yens, vendredi dernier. La spéculation sur le dollar semble « avoir été refroidie » par les événements de vendredi dernier à Wall Street, juge un cambiste de UBS-Phillips and Drew. Selon le ministre des finances japonais, M. Ryutaro Hashimoto, les banques centrales coordonnent leurs actions depuis le week-end dernier, laissant entendre qu'elles se tiennent prêtes à intervenir le cas échéant.

Le déficit public fait moins peur aux Américains

Washington
de notre correspondant

Les mauvais souvenirs reviennent ensemble. A l'automne 1987, Wall Street dégringolait alors qu'à Washington, la Maison Blanche et le Congrès semblaient incapables de s'entendre pour réduire le déficit budgétaire. Deux ans plus tard, le New York Stock Exchange est secoué d'un grand frisson d'inquiétude au moment précis où, de nouveau, le processus de réduction du déficit budgétaire, est, provisoirement du moins, enrayé.

L'administration et les élus n'ont pas réussi à boucler dans les délais prévus par la loi un accord qui devait permettre de faire descendre au-dessous de cent milliards de dollars le déficit pour l'exercice budgétaire 1990.

En conséquence, et conformément à la loi dite Gramm Rudman Hollings, des coupes automatiques devraient entrer en vigueur lundi

soir 16 octobre, réparties pour moitié entre les dépenses militaires et certaines dépenses civiles. La situation ne doit pas, pour autant, être exagérément dramatisée. Une solution sera selon toute probabilité trouvée avant que ces coupes automatiques n'aient eu un effet véritablement retenu sur les dépenses. En outre, la coïncidence dans le temps entre les inquiétudes de Wall Street et les affres budgétaires plus ou moins annuelles ne signifie pas qu'il y ait entre ces deux événements un lien de cause à effet. Mais c'est pour le moins une manière de rappeler que l'économie des Etats-Unis est grevée en permanence par une sorte d'hypothèque — l'extrême difficulté qu'éprouve le système politique américain à modifier les dépenses de l'Etat, et plus encore à s'entendre sur les priorités.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 25



L'indice Dow Jones à Wall Street, qui avait perdu 22 % le 19 octobre 1987, avait regagné le terrain perdu en progressant fortement depuis le début de l'année, pour battre son record le 9 octobre à 2 791,44, avant de retomber, vendredi 13 octobre, à son niveau du mois de juin.

transport. Celui-ci avait vu sa cote pratiquement doubler en deux ans, compte tenu du maelström de rachats, cessions et reventes qui agite le secteur depuis plusieurs mois.

La aussi, le marché est énorme (plus de 200 milliards de dollars) et la LBO-mania ne semble pas près de s'atténuer outre-Atlantique avec des effets induits souvent passés sous silence, telle l'évaporation de titres — et de liquidités — entraînée par le départ de la cote de nombreuses sociétés, une fois l'opération de reprise menée à terme. En 1988, ce sont près de 100 milliards de dollars qui ont pris ainsi la poudre d'escampette, un montant largement dépassé cette année.

A ces facteurs d'incertitude — même s'ils ont nettement contribué à faire monter les cours dans un

« En 1987, lors du vendredi qui avait précédé le krach, on ne savait pas ce qu'allait se produire le vendredi suivant. Maintenant, on sait... »

A la mairie de New-York, on croise les doigts. Dans le passé, c'est l'extraordinaire santé de la Bourse au début des années 1980 qui a sauvé la ville de la faillite qui la menaçait. Aujourd'hui, si le marché boursier s'effondre, la ville ne pourra faire face à ses échéances financières. A trois semaines des élections municipales qui verront Edward Koch, maire depuis 1977, passer l'écharpe à Rudolph Giuliani (l'ex-tombreur de Michael Milken...), un républicain, ou, plus vraisemblablement, au candidat ouï David Dinkins (démocrate, comme lui), chacun redoute le pire.

SERGE MARTI

Les dix plus fortes baisses survenues à Wall Street depuis trois ans

BAISSE en points	DATE	DOW JONES	BAISSE en %
508	19-10-1987	1 738,74	-22,61
190,58	13-10-1989	2 569,26	-6,91
158,93	26-10-1987	1 793,93	-8,94
140,58	8-1-1988	1 911,31	-6,85
108,35	18-10-1987	2 248,74	-4,80
101,46	14-4-1988	2 006,64	-4,82
96,46	14-10-1987	2 412,70	-3,81
91,55	6-10-1987	2 648,83	-3,47
86,61	11-9-1987	1 792,99	-4,61
77,42	22-10-1987	1 980,43	-3,82



LYON

**Les 18 et 19
octobre 1989**

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48 06 56 67
Lyon 78 37 91 19

**COUPON ET RÈGLEMENT
À ENVOYER À :**
**JOURNÉES PROSPECTIVES
"LE MONDE"**
7, RUE DU PASTEUR-WAGNER
75011 PARIS

CAPITAL HUMAIN ET EFFICACITÉ INDUSTRIELLE

LES 2^{es} JOURNÉES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE" S'OUVRENT LE 18 OCTOBRE PAR UNE RENCONTRE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU. QUELS HOMMES POUR L'INDUSTRIE DANS L'EUROPE DE DEMAIN ? DES CHEFS D'ENTREPRISE ET DES PROFESSIONNELS DES RESSOURCES HUMAINES APPORTENT DES RÉPONSES CONCRÈTES.

■ 9 H 15 OUVERTURE :

MICHEL NOIR,
Député, Maire de Lyon

ANDRÉ FONTAINE,
Directeur du journal "Le Monde"

INTRODUCTION

YVES LASFARGUE,
Directeur d'I.F.G. Technologies

■ 9 H 45 LES PROFILS ET LES FORMATIONS DES HOMMES DE L'INDUSTRIE

GUY AUBERT,
Directeur de l'École Normale Supérieure de Lyon

PIERRE FORGEAS,
Secrétaire général de Hewlett-Packard

GUY CARPIER,
Directeur de l'ICAM

JEAN-FRANÇOIS COLIN,
Directeur général adjoint, Relations Sociales et Affaires générales de la SNCF

BERNARD KASRIEL,
Administrateur-Directeur général de Lafarge-Coppes

JEAN-JACQUES PAYAN,
Directeur de la Recherche de Renault

Débats animés par des journalistes du "Monde"

nom _____
société _____
adresse _____
téléphone _____

■ 11 H 30 COMPÉTITIVITÉ DES HOMMES DE L'INDUSTRIE, UNE DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

PHILIPPE BERNOUX,
Sociologue au CNRS

GEORGES BOUVEROT,
Directeur des Affaires Sociales de RVI

CHRISTIAN BRIÈRE DE LA HOSSERAYE,
Directeur des Ressources Humaines de Bull

PHILIPPE DESMAIRESCAUX,
Président de Rhône-Poulenc Agrobiologie

MICHEL FERREBCEUF,
Président-Directeur général de DEC France

HORST FRANK,
Directeur général de Bosch France

ROLAND WESMAN,
Directeur de l'Organisation et du Personnel de Fiat France

PHILIPPE CHAMINADE,
Secrétaire général d'Orion S.A.

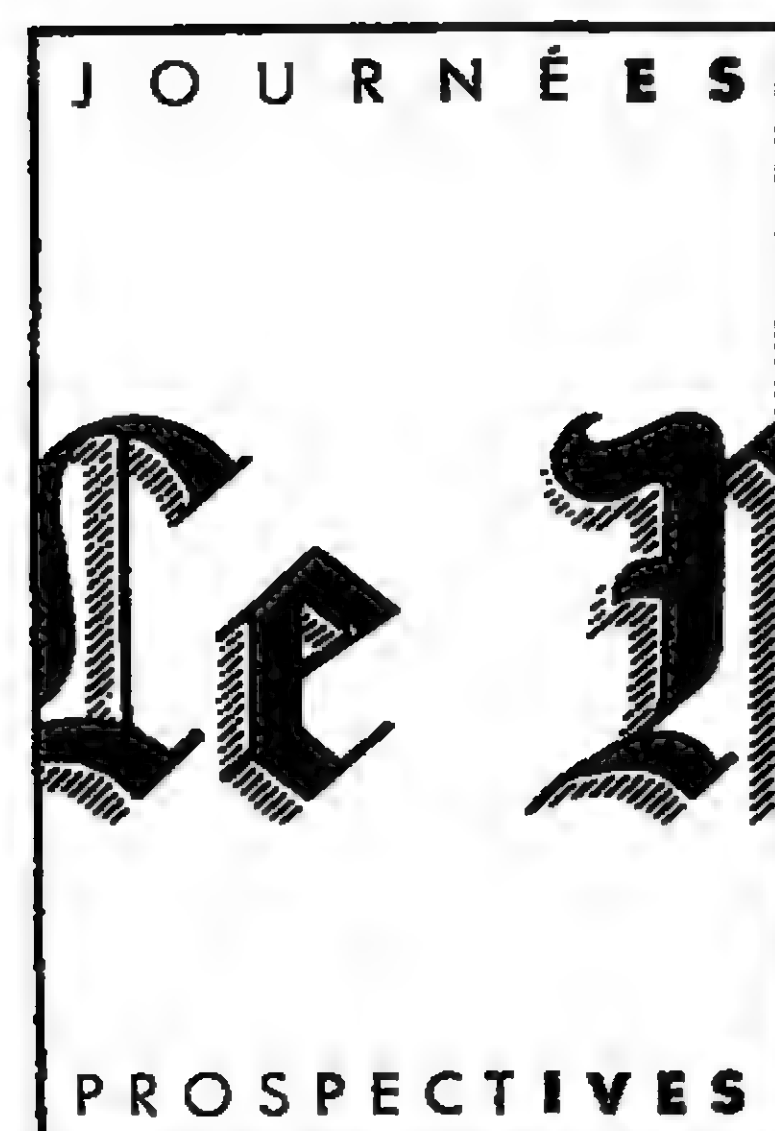
■ ALLOCATION DE CLOTURE

ENRIQUE BARON

Président du Parlement européen

13 H déjeuner

souhaite recevoir des informations ☐
participe au colloque (600 F HT) 712 FTTC ☐
participe au colloque et au déjeuner (800 F HT) 949 FTTC ☐



LYON

**Les 18 et 19
octobre 1989**

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48 06 56 67
Lyon 78 37 91 19

COMMENT PARTICIPER ?

CADRES, JEUNES DIPLOMES ET ETUDIANTS, MAÎTRISEZ VOTRE AVENIR, PARTICIPEZ AUX 2^{es} JOURNÉES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE"

DU MERCREDI 18 OCTOBRE 15 H AU JEUDI 19 OCTOBRE 20 H 30

LES TRIBUNES D'ENTREPRISES

BEFEC / PRICE WATERHOUSE
DIGITAL EQUIPMENT France
LAFARGE - COPPEE
RAYMOND POULAIN SYSTEMES
EGOR Ressources Humaines
SNECMA
ORKEM
RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS
SNCF
RENAULT
FRANCE TELECOM
HEWLETT PACKARD
E.D.F.-G.D.F.

chacune de ces entreprises dispose d'une Tribune. Pendant deux heures, vous pourrez confronter votre ambition à leur stratégie de recrutement et de gestion des hommes.

LES PORTES DE L'ACTION

Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de 300 consultations personnalisées et gratuites aux cadres ayant au moins une première expérience professionnelle et souhaitant bénéficier de conseils. Munissez-vous d'un curriculum vitae, les rendez-vous sont pris sur place. Les cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil / Comité Recrutement et la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

LES FORUMS DE L'EMPLOI

4 débats pour juger le système de formation, évaluer la gestion des carrières avec des hommes d'entreprise et des universitaires.

- Forum APEC : la gestion des carrières des cadres : des outils ou un état d'esprit ?
- Comment combler le déficit culturel des ingénieurs ?
- Quelle dimension internationale dans la formation des cadres ?
- Quelle formation pour les dirigeants et cadres des P.M.E. et P.M.I. ?

Accès libre et gratuit aux Tribunes, Portes de l'action et Forums de l'emploi.

Navettes gratuites entre la gare de Lyon Part-Dieu (sortie Vivier Merle) et l'Espace Tête d'Or. Parking gratuit. Voyage aller-retour en train, gratuit, des gares de : Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Mâcon, Roanne, Saint-Etienne et Valence pour assister aux Journées Prospectives à Lyon. Il vous suffit de retirer un coupon Journées Prospectives disponible dans les Bureaux Des Elèves des écoles et des universités, ou de téléphoner au : 78 37 91 19 à partir du 11 octobre.

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

La Journée mondiale de l'alimentation

Contre une banalisation de la faim

Comme chaque année à l'automne, la Journée mondiale de l'alimentation organisée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a rassemblé lundi 16 octobre tous ceux que préoccupe la faim dans le monde. Quelques heures de réflexion sur un phénomène qui frappe à chaque instant son contingent d'humains : on peut dire que les « metteurs en voix » de cette manifestation n'abusent pas d'une scène médiatique, d'ailleurs peu réceptive à leur assemblée.

Cette année, en France, c'est à l'Arche de la Défense, peut-être pour y réparer le rendez-vous manqué du tiers-monde au dernier sommet des grands, qu'on doit parler de la faim. Depuis la mise en place du système des Nations unies en 1945, sur les fragiles fondations de la paix retrouvée, ce thème revient aux lèvres des dirigeants comme une incantation : la faim des hommes est une menace pour la paix du monde. Au Biafra des années 60 répondent l'Éthiopie, le Soudan, les Philippines des années 80. Déclencheur d'incidents, malgré les mobilisations générales, les appels à la générosité, la prolifération des grands et microprojets de développement, la pauvreté est une vis sans fin qui reproduit sous d'autres noms et d'autres lieux ses petits Biafra.

Si peu de résultats

Dans son ouvrage *La Crise des Nations unies* (1) le professeur Pierre de Semarclens se livre à une critique désabusée d'un système qui ne sait offrir que du papier : « La vie internationale, écrit-il, n'est pas affectée par les travaux, les résolutions ou même les programmes des Nations unies. En 1982, elles ont produit 700 millions de pages de documents et 29 000 heures de réunions sans infléchir le sens de la politique mondiale ». A propos des débats de la commission chargée des affaires économiques et sociales, il rappelle que en 1986, la montagne de papier utilisée n'a « quasi contribué en rien au développement. Les

sommes consacrées à la préparation de la documentation qui se chiffrent en millions de dollars auraient permis de prêter assistance à plus de 80 000 enfants pendant un an ».

Tant de moyens employés pour si peu de résultats, voilà qui donne prise aux idées radicales. Celles, ultra-libérales, de partisans d'une mise à bas des Nations unies et de leurs ramifications (FAO, UNESCO). Celles de la gauche extrême qui voit dans le spectacle de la faim une entreprise scientisme organisée par les grandes puissances : le complot d'une internationale des riches pour que croisse et se multiplie la pauvreté, lot quotidien du quart de l'humanité. Jeter l'éponge ou jeter la suspicion pour s'abstenir d'aider ou de réfléchir ?

On sent poindre le découragement et déjà l'intolérance devant cette faim qui prend toujours de court les meilleures volontés réduites à l'impuissance. Il est bien sûr plus aisé d'inviter les affamés à « se prendre en main », de suggérer qu'ils sont les premiers responsables de leur sort.

Depuis trente ans, trop d'États en voie de développement ont certes sacrifié leur agriculture vivrière aux chimères des cultures de rente, le cacao, le café, l'arachide ou le coton — sans parler de la coca et du cannabis, mais pour le profit de qui ? Les mirages de l'industrialisation et de l'enrichissement rapide par la spéculation ont détourné des peuples entiers d'une priorité pourtant élémentaire, l'auto-suffisance alimentaire. Nourrir les siens est le premier des devoirs comme le premier des oripeaux. L'Afrique, mais aussi la Chine, l'Inde ou le Bangladesh sont encore loin du compte. La Journée mondiale de l'alimentation rappelle ces données tout à fait pour que jamais la faim ne se banalise. Une sorte de prise de conscience minimale insuffisante. Comme tous les cris d'alarme.

ERIC FOTTORINO

(1) PUF, 238 pages, 1988.

SOCIAL

La grève des finances irrite le gouvernement

Le syndicat FO du Trésor menace de bloquer la paie des fonctionnaires

Le samedi 14 octobre, le syndicat FO du Trésor public a appelé, à partir de lundi, au « blocage total » des vingt-huit centres informatiques de la comptabilité publique qui encaissent les recettes et règlent les dépenses de l'État dont le paiement des traitements et des pensions des fonctionnaires. Selon ce syndicat, vingt-quatre de ces centres, qui employaient au total mille six cents agents, étaient bloqués vendredi.

FO veut ainsi protester contre la décision de M. Bérégovoy de « restreindre les journées de grève des agents des finances sur la paie du mois d'octobre ». De son côté, la CGT a proposé au contraire que les points continuassent d'être assurés sous la responsabilité exclusive des grévistes, proposition qui, selon l'Humanité de lundi, a déjà été approuvée par la « grande majorité » des agents informatiques.

Intervenant dimanche sur TF 1, M. Pierre Bérégovoy a assuré qu'il ne comprenait pas la « surprise » à

propos des retenuues pour faits de grève : « Il est clair que lorsqu'on fait grève on n'est pas payé ». « Je ne laisserai pas se dégrader l'autorité de l'État », a ajouté le ministre de l'Économie : « C'est la négociation, non au maximumisme et également non, avec la plus extrême fermeté, à la violence contre les personnes et l'outil de travail. » « Discussions », poursuit M. Bérégovoy, mais avec la volonté d'aboutir et non pas avec des méthodes qui compromettent l'outil de travail. Avec un peu de bonne foi réciproque, on peut trouver un accord à condition de bien distinguer les revendications des personnels des finances des autres revendications de la fonction publique.

Le ministre des finances a adopté depuis plusieurs jours une attitude de fermeté. En liaison avec le ministère de l'Intérieur, il a fait évacuer par les forces de l'ordre plusieurs bâtiments administratifs (centre informatique des douanes à Oisy, en région parisienne, gare routière de Rungis, zones de fret de Roissy, direction des statistiques du commerce extérieur à Toulouse, direction interministérielle de Marseille...). Quant aux

syndicats, ils multiplient les piquets de grève, préparent une nouvelle manifestation nationale pour jeudi à Paris et menacent ouvertement, comme le Syndicat autonome des impôts (SNIIT) de révéler « certaines informations à leurs concitoyens, notamment les dégrèvements particuliers signés par tout ministre du budget ». L'ambiance est malsaine, résume un haut-fonctionnaire du Quai de Bercy.

Avantages catégoriels

Dans ce contexte, les positions de M. Bérégovoy sont confortables. Soucieux de ne pas céder aux revendications des grévistes — ce qui, selon lui, aboutirait à remettre en cause les fondements de sa politique économique — il est néanmoins disposé à recevoir les syndicats séparément, espérant ainsi que les plus conciliants se révéleront plus ouverts au compromis. Le ministre pourrait ainsi faire miroiter quelques avantages catégoriels, comme l'intégration de certaines primes dans le calcul de la retraite des fonctionnaires (une proposition qui suscite de vives réticences à l'Hotel Matignon).

M. Bérégovoy est également pressé par les parlementaires socialistes, dont les permanences reçoivent systématiquement la visite de syndicalistes des finances, fort bien organisés sur ce plan.

Constatant que la mobilisation de leurs troupes ne se démont pas, les syndicats continuent de réclamer une revalorisation générale des traitements de 700 F au minimum, même si certains, comme Force ouvrière, se satisferaient d'une mesure non indiciaire à condition qu'elle soit « significative ». Convaincus que le rapport de forces leur est favorable, ils ne croient guère au recours à des moyens coercitifs (mises en demeure, réquisition), mais ils doivent aussi constater que la menace qu'ils brandissent de « paralyser la machine administrative » paraît exagérée. En dépit du manque à gagner sur les recettes de l'État (de 15 à 20 milliards de francs de TVA sont bloqués), qui pourrait contraindre le gouvernement à accroître ses émissions de bons du Trésor, les pouvoirs publics comptaient avoir les moyens de faire face. Combien de temps ?

JEAN-MICHEL NORMAND

INDUSTRIE

Un secteur sous influence

Sombre bilan pour l'électronique européenne

Mauvais cru pour l'électronique européenne, dont les positions commerciales ont continué de se dégrader l'an passé : en deux ans, son déficit a plus que doublé pour se creuser à 33 milliards de dollars (plus de 210 milliards de francs). Aucune amélioration notable n'est à attendre puisqu'il devrait descendre jusqu'à 60 milliards de dollars en 1994, selon l'Electronics International Corporation (EIC).

Plus que jamais, l'électronique européenne est sous influence, face à l'irrésistible Japon et à un certain redressement américain. Elle perd sur tous les fronts : en terme de production, d'habitat, puisque sa place sur l'échiquier mondial régresse lentement (22 % en 1989 contre 26 % en 1980), au profit d'un Japon qui l'a battue à plates couture (il fournit 27 % de la production mondiale contre 15 % au début de la décennie). En terme commercial ensuite : à peine déficitaire en 1979, les échanges du

Vieux Continent s'effondrent depuis 1986.

Aujourd'hui, ses exportations ne couvrent plus que 32 % de ses importations avec le Japon, note l'EIC. Et ses excédents avec le reste du monde se réduisent comme peau de chagrin. Déficitaire en 1988 pour la première fois de son histoire dans les matériels de télécommunications, l'Europe n'affiche plus désormais d'excédent que dans trois métiers — les mesures-instrumentations, l'électronique médicale et les matériels professionnels, — qui représentent, ensemble, moins de 20 % du marché européen de l'électronique. Les huit autres secteurs sont déficitaires.

Pour mémoire, il n'était que de 13,2 milliards en 1979. Mais les États-Unis, qui ne cessent de voir leur position se dégrader vis-à-vis des Japonais, n'en restent pas moins des acteurs extrêmement puissants sur l'échiquier électronique : parmi les dix-sept firmes détendant plus de 1 % du marché mondial, huit sont américaines, six japonaises et trois européennes (Philips, Siemens et Thomson).

Président de l'EIC, M. Abel Faroux, chargé de mission auprès de M. Edith Cresson, ministre des affaires européennes, estime que la situation n'est pas irréversible pour l'Europe dans trois secteurs : le grand public, les télécommunications et le matériel professionnel. En revanche, il se montre infiniment plus inquiet sur la situation de l'informatique européenne : « Elle ne couvre plus que 71 % de son marché, alors même qu'une part très importante est réalisée par des firmes américaines implantées sur son sol » (IBM, DEC, Hewlett-Packard...), note-t-il.

Son déficit commercial s'est aggravé (de 12 milliards de dollars en 1987 à 17 milliards en 1988) et l'Europe ne couvre ses importations qu'à hauteur de 17 % avec les États-Unis et 4 % avec le Japon. Présent dans les gros ordinateurs, elle n'a pas su prendre le virage des minis et surtout des micro-ordinateurs et se fait battre sur les périphériques, trois secteurs qui représentent les deux tiers du chiffre d'affaires total de l'informatique. Elle paye aujourd'hui le prix de son erreur industrielle.

F. V.

Une situation explosive

Les États-Unis, sérieusement déficitaires pour la première fois en 1984, ont réussi à stabiliser leur solde en 1987 et à le réduire à 5,2 milliards de dollars l'an passé, grâce à l'excédent de plus en plus confortable qu'ils dégagent avec l'Europe (17,5 milliards de dollars en 1988 contre 13,67 milliards de dollars en 1987). Contrairement à l'Europe, qui aggrave de 3 milliards de dollars en un an son déficit avec le Japon, les États-Unis ont réussi à stabiliser leur solde négatif avec ce pays (à 22 milliards de dollars), liés par la pause du yen.

Sauf bouleversement de la donne actuelle, le surplus commercial du Japon devrait bondir en 1994 à 93 milliards de dollars.

CONJONCTURE

Le déficit public fait moins peur aux Américains

Suite de la page 23

La loi Gramm Rudman avait justement pour objet avéré de forcer la main aux partenaires adversaires, à leur imposer rigueur budgétaire : le résultat est pour le moins douteux, si l'on songe qu'entre l'exercice 1987 et l'exercice 1989, le déficit a augmenté de 149,7 à 161,4 milliards de dollars, alors que dans le même temps la loi, qui prévoyait une réduction à 136 milliards en 1989, a été parfaitement respectée !

C'est que cette fameuse loi — censée imposer un retour à un strict équilibre budgétaire en 1995 — est beaucoup moins terrible qu'elle ne le paraît.

Elle s'applique uniquement au budget tel qu'il est voté, et non tel qu'il est exécuté. Là n'est d'ailleurs pas son seul défaut. Elle incite aussi les négociateurs du Congrès et de la Maison Blanche à rechercher avant tout des économies à court terme — pour tenir les chiffres de l'année à venir et éventuellement de celle qui suit. Elle pousse même à des pratiques perverses, tels ces jeux d'écriture destinés à « débudgétiser » certaines dépenses courantes, ou bien à avancer certaines d'entre elles pour les mettre sur le compte de l'exercice en train de s'achever (et pour lequel le déficit supplémentaire n'est nullement sanctionné), de manière à se donner un peu d'air — dans le budget suivant. Ainsi, cette année, la paie d'une grande partie

du personnel des armées a été avancée du 1^{er} octobre au trente septembre, ce qui a permis de gagner quatre milliards de dollars pour l'exercice 90.

La situation devient si artificielle que certains craignent à la fin l'effacement de la loi Gramm Rudman, et souhaitent la modifier en profondeur. D'autres préfèrent une sorte de politique du pire : laisser les négociations sur la réduction du déficit aller à l'échec, de sorte que les « coupes automatiques » prévues par la loi entreraient véritablement en vigueur, et douloureusement, en action. En quelque sorte, utiliser pour faire la guerre une arme de dissuasion.

« Faites tomber la hache », a ainsi lancé, dans un article plein de dépit et de colère, le puissant président de la commission des votes et moyens de la Chambre des Représentants, le démocrate de Chicago Dan Rostenkowski. « La triste vérité est que nous avons un président qui refuse de mener, et un Congrès qui est institutionnellement incapable de mener — l'effort de réduction du déficit ».

Ces fortes paroles, pourtant, ne font pas tout à fait le bruit escompté. D'abord parce que, malgré tous les travers de la loi Gramm Rudman, et même si c'est en grande partie grâce à la vigueur de l'économie américaine ces dernières années, le déficit a bien diminué, il était, après tout, de 221

milliards de dollars en 1986, de 149,155 et 161 milliards les trois années suivantes. Même ces récentes aggravations représentent en réalité une diminution en valeur relative, par rapport au produit national.

Conséquence, le déficit n'apparaît plus comme un ogre tout prêt à dévorer l'économie américaine. D'autant que nombre de théoriciens s'emploient à atténuer ses vices sinon à les faire passer pour des vertus, alors que dans le même temps le public se met à nouveau à réclamer des dépenses sociales, sans augmentation des impôts. Comme le disait avec dérrière un expert cité au début octobre par le *Wall Street Journal* — les déficits budgétaires sont passés de mode à Wall Street. On ne vous laissera pas entrer à un cocktail à Manhattan et vous attendrez à porter de déficit budgétaire ». L'expert aurait sans doute tort pour ce qui est des tous derniers jours, mais de manière plus générale, il semble bien qu'il ait raison. Les questions de déficit continuent à faire grand bruit dans le monde politique washingtonien, mais guère au delà.

L'impôt sur les plus values

A Washington précisément, les jours à venir seront occupés par des négociations entre les responsables compétents du Sénat et ceux de la Chambre des représentants pour s'entendre sur un projet commun, un projet qui ne risque pas d'être mis en échec par un éventuel veto de la Maison Blanche. L'affaire s'annonce ardue, d'autant qu'un joker particulièrement délicat à manier s'est trouvé mêlé au jeu : le projet de réduction de l'impôt sur les plus-values en capital, projet chéri par le président Bush qui en avait fait grand usage pendant la campagne électorale.

Le projet de réduction du déficit budgétaire que la Chambre a fait sienne comprend une telle réduction, de 28 à 19,6 %, des impôts sur les plus-values en capital. Même si, dans la version de la Chambre, cette réduction ne vaut que pour deux ans, ce vote, émis par une assemblée totalement contrôlée par les démocrates, avait constitué un superbe succès politique pour l'administration (Le monde du 30 septembre). Mais ce joli cadeau, (largement motivé par la pression

des électeurs et des lobbies), était accompagné d'un emballage fort déplaçant : une série de mesures coûteuses et de privilèges fiscaux accordés à certains intérêts particuliers.

Le Sénat, de son côté, (également contrôlé par les démocrates) a refusé la mesure de réduction de l'impôt sur les plus-values, et après avoir envisagé d'accorder des privilèges fiscaux particuliers encore plus exorbitants que ceux de la chambre, a fini par se résigner en votant, vendredi 13 octobre, un texte considérablement allégé — mais qui ne devrait pas être du goût de la Chambre.

On en est là, en pleine confusion, si ce n'est qu'une sorte d'arrangement semble se dessiner entre, d'une part, les démocrates, et d'autre la Maison Blanche, pour que l'affaire de la réduction de l'impôt sur les plus-values soit séparée de celle de la réduction du déficit budgétaire. Les responsables démocrates ont clairement laissé entendre qu'ils seraient plus accommodants, ou moins intraitables, dans les négociations concernant le budget si la question des plus-values — sur laquelle ils sont eux-mêmes divisés — était remise à plus tard. La Maison blanche n'a pas voulu d'autre choix que d'accepter, quitte à risquer de voir remonter en cause, plus tard, l'étonnant succès qu'elle avait remporté sur ce sujet. Mais bien des élus républicains, à leur tour, se font tirer l'oreille, et ne comprennent pas pourquoi ils devraient à nouveau livrer une bataille qu'ils ont déjà gagnée.

Tout cela forme un jeu presque aussi complexe que celui des opérations à Wall Street, et fournit naturellement la matière à des éditoriaux indignés : « Aucun scandale au Congrès cette année n'est plus honteux que la pagaille budgétaire », écrit dimanche 15 octobre le *New York Times*. « Les deux chambres et les deux partis ont manqué à leur devoir de réduire le déficit, et le président Bush n'a pas fait mieux ».

Tout le monde, donc, est coupable, ce qui pourrait être aussi une manière de dire que personne ne l'est vraiment. Et que les « folles budgétaires », pour reprendre le titre de l'éditorial du *New York Times*, ne sont pas près de se donner en spectacle.

JAN KRAUZE

TRANSPORTS

M. Laurent Fabius voudrait un TGV concédé en Normandie

ROUEN

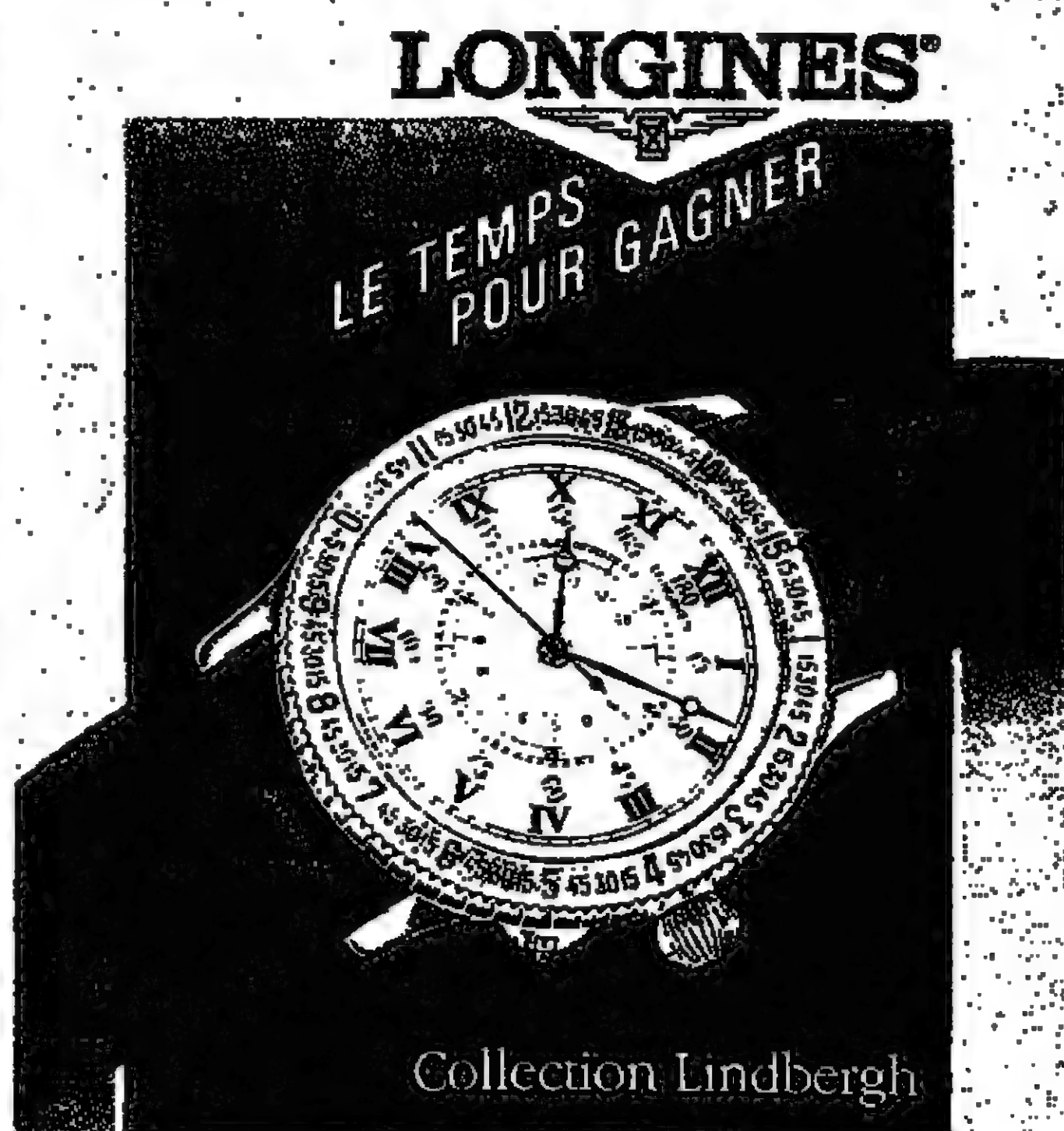
de notre correspondant

Estimant nécessaire que la Normandie soit reliée, non seulement à Paris dans de bonnes conditions, mais aussi aux capitales européennes par la future gare de TGV de Roissy, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, député de Seine-Maritime, propose de contourner les hésitations de la SNCF à l'égard d'un TGV nor-

mand en créant des sociétés d'économie mixte qui obtiendraient la concession des lignes de TGV.

Selon l'entourage de M. Fabius, l'affaire est en bonne voie : « Il a obtenu des garanties », a confié un de ses conseillers. Dans son esprit, la société concessionnaire pourrait avoir comme base les collectivités territoriales concernées et se financer par l'émission d'un emprunt régional spécifique.

E.B.

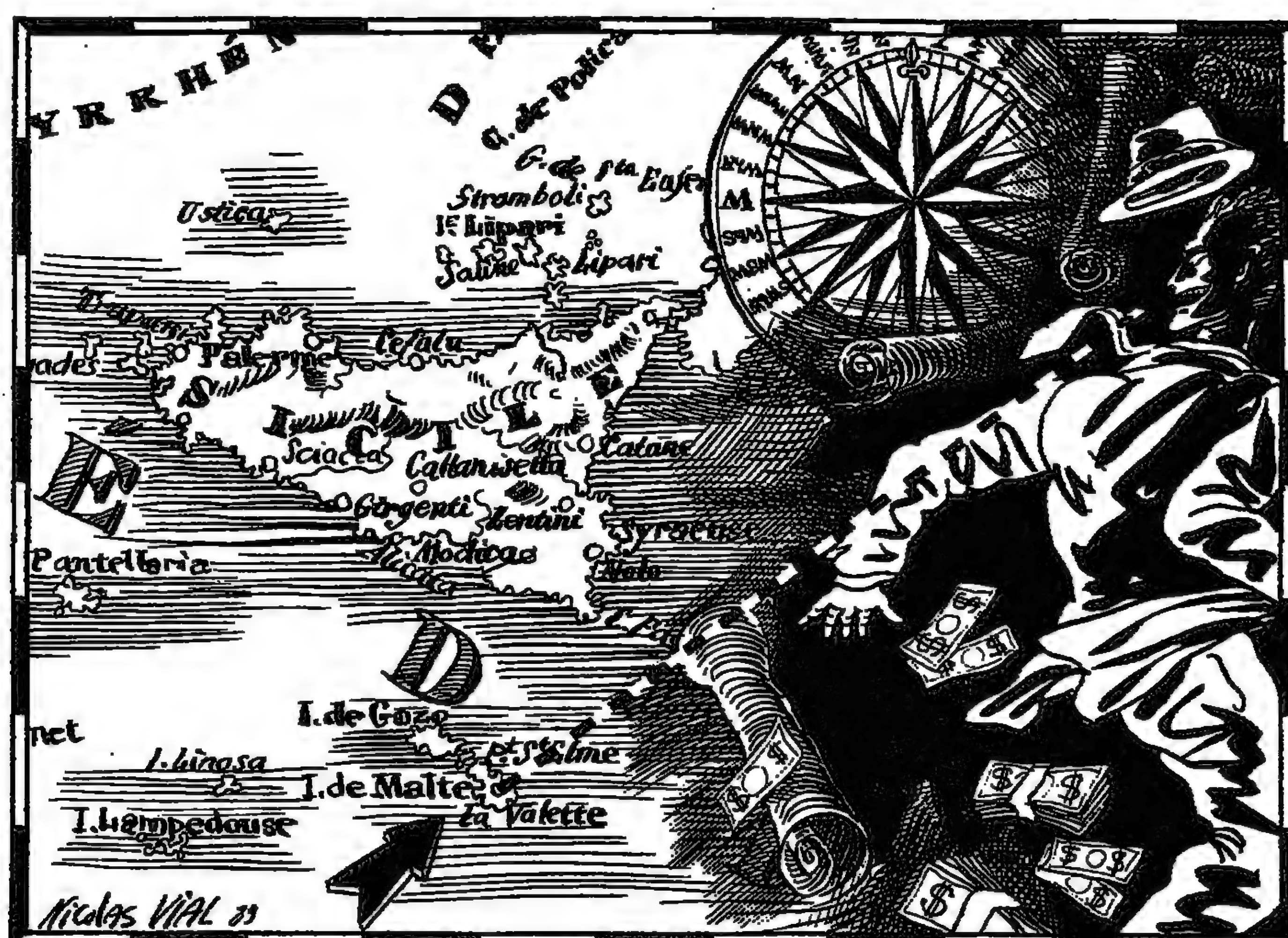


Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Malte aux portes de la CEE

L'ancienne forteresse des chevaliers voudrait être le treizième membre de la Communauté, mais souhaite aussi devenir un paradis fiscal... sans narcodollars.



L'EUROPE ! L'Europe ! L'Europe ! Plus que jamais comme un cabri sur son bûche de calcaire percé en Méditerranée, le gouvernement maltais piaffe d'impatience à la porte des Douze. En 1990, le « caillou » fêtera ses vingt années d'association avec la CEE. « Les fiançailles ont assez duré, dit-on à La Valette. Le temps des épousailles est venu. »

D'ici quelques mois, « en tout cas avant la fin de l'été prochain », précise Edward Fenech-Adami, premier ministre de l'archipel, nous aurons fait une demande en bonne et due forme pour devenir le numéro treize sur la liste des pays membres. En fait, le rang importe peu.

« L'essentiel, selon Buttigieg Scicluna, l'avocat maltais en charge de la préparation du dossier à Bruxelles, est d'accrocher une fois pour toutes nos îles à l'Europe. Ne serait-ce que pour décourager à l'avenir d'éventuelles mésaventures. » L'allusion à la politique, plus arabo-méditerranéenne et tiers-mondiste, du gouvernement précédent est assez claire. « On a vu, par exemple, ce que la CEE a eu comme effet modérateur sur les socialistes grecs », reprend B. Scicluna.

Tombée aux élections de mai 1987, après seize années de pouvoir, l'équipe travailliste de l'époque, tout en conservant le statut d'« associé à la CEE », avait eu tendance à se rapprocher toujours plus d'Etats aussi peu européens que la Libye, la Corée du Nord ou la Chine (voir le Monde du 22 septembre). Tout cela est bien fini.

Le gouvernement démocrate-chrétien d'E. Fenech-Adami a dénoncé, de facto, tous les accords

un peu gênants conclus par son prédécesseur, notamment ceux de nature militaire. « Notre place naturelle, juge-t-il, est dans l'Europe. Nous ne cherchons pas à nous faire adopter. Nous ne sommes pas les orphelins de l'Europe, nous faisons déjà partie de la famille. »

L'année dernière, lors d'une visite officielle chez l'ancien colonisateur britannique, un peu réticent, semble-t-il, à l'adhésion de son ancien protectorat à la CEE, alors que l'Espagne et l'Italie soutiennent sa candidature, le premier ministre avait enfoncé le clou : « Je ne pense pas que la Communauté puisse éprouver, comme pour d'autres entités plus grandes, ou moins européennes dans leurs caractéristiques, de grandes difficultés à nous assimiler. »

Une intégration de fait

Grande comme un département français (316 kilomètres carrés), suspendue (350 000 habitants), mais en voie de développement bien avancé, l'ancienne et légendaire forteresse des chevaliers dispose aujourd'hui d'un revenu annuel, par habitant, d'environ 5 000 dollars. Moins que la moyenne des pays de la CEE certes, mais plus que certains honorables aspirants...

« Nous sommes déjà quasiment intégrés à l'Europe », rappelle récemment Cesare Trabucco, le président de la République, puisque 70 % de nos échanges se font avec elle. Ajoutons que, depuis les années 70, la Communauté, en tant que telle, a prêté autour de 55 mil-

lions d'euros à Malte et que le troisième protocole financier (1989-1993), signé en mars dernier, s'élève à 38 millions d'euros, dont 12,5 millions de dons.

« Pas de problème, juge un expert économique étranger. Malte a de gros besoins, notamment dans le domaine des infrastructures qui sont très en retard, mais c'est un pays solvable. Sa balance des paiements est saine et ses réserves couvrent entre quinze et dix-huit mois d'importations. Les 700 000 touristes (à 85 % européens) qui viennent chaque année se délasser sous le soleil maltais sont plutôt dépendants. »

Le tourisme fournit déjà 40 % des revenus de l'Etat et un projet de développement du yachting international de luxe, financé par un consortium italo-suisse-allemand, devrait encore augmenter les revenus de ce secteur. Porton flottant, casino et grand hôtel seront construits sur l'îlot de Manoel. « Monte-Carlo n'a plus qu'à bien se tenir », plaisante un initiateur du projet.

Plus sérieusement, et de toute évidence, les Européens se sentent chez eux dans l'archipel. « Normal », confirme Ugo Milisud Bonnici, ministre de l'Éducation, nous avons derrière nous deux mille ans de civilisation chrétienne et européenne. De fait, la quasi-totalité des Maltais sont chrétiens et, record mondial sans doute, on compte, dans les trois îles, trois cent cinquante églises, soit une pour mille habitants !

Outre le maltais, relativement proche de l'arabe — encore que les autochtones affirment ne pas comprendre les Libyens qui viennent par charniers entiers dévaliser les supermarchés de La Valette, —

l'anglais est la seconde langue officielle et une bonne part de l'élite locale parle aussi l'italien. Pas de problème de ce côté-là donc, bien que le système éducatif public laisse nettement à désirer.

« Nos cadres moyens et supérieurs », affirme B. Scicluna, sont aussi bons sinon meilleurs qu'ailleurs. Nos lois commerciales sont calquées sur le droit britannique, notre procédure pénale, sur celle de l'Italie et notre code civil est fondé sur le code Napoléon. Nos gens peuvent s'adapter partout et ils le prouvent d'ailleurs chaque jour. »

Cela dit, reconnaît-il tout de même, « c'est vrai qu'en dessous, c'est moins brillant et c'est là le résultat de seize années de pouvoir travailliste. Mais nous allons remédier à cette situation. »

Trois points noirs

Membre du Commonwealth et du Conseil de l'Europe — dont il a assumé la présidence six mois en 1988 — l'archipel a adhéré récemment à la charte sociale de la CEE et ne voit pas comment on pourrait lui interdire l'entrée du club. « Contrairement à d'autres pays du Sud européen, ajoute encore le premier ministre, l'agriculture et la pêche, chez nous, ne représentent que 4 % du PNB. Ce qui devrait rendre notre adhésion encore moins problématique. »

Restent pourtant trois points noirs dans le dossier maltais. D'abord, l'économie est encore trop fortement étatisée puisque 40 % des produits importés sont soumis à licence spéciale et que l'Etat, directement ou indirectement, emploie

toujours autour de 40 % également de la main-d'œuvre nationale. Cela permet certes de maintenir l'inflation et le chômage à des niveaux honorables (4 % de part et d'autre), mais c'est peu conforme à la liberté des marchés prescrite par le traité de Rome.

Or, pour remporter les élections, E. Fenech-Adami a dû promettre que personne ne perdrait son emploi. Bref, la libéralisation et la dénationalisation inscrites au programme du gouvernement se font très lentement. « Beaucoup trop », selon les diplomates européens en poste à La Valette.

Ensuite, Malte, après s'être vu fermer la porte de l'OTAN dans les années 70, se veut constitutionnellement un pays neutre. « Non pas comme la Suisse, précise-t-on en haut lieu, mais seulement au sens où nous n'appartenons à aucune alliance militaire. » Certes. Mais l'archipel est également membre du mouvement des non-alignés, ce que beaucoup, à Bruxelles, — et malgré l'évolution nettement moins militante de l'organisation créée par Nasser et Nehru — jugent « totalement incompatible avec l'adhésion à la CEE. »

Enfin, l'île, qui s'est toujours définie comme une « société de services » — des Phéniciens jusqu'à aujourd'hui — vient de se lancer dans l'aventure des paradis fiscaux (voir encadré). Peut-on, à la fois, entrer dans le club des Douze, se vouloir neutre, appartenir simultanément à un mouvement de plus de cent pays qui, eux, ne le sont pas, et, en plus, jouer son va-tout sur le tapis vert du secret bancaire ? Un jour ou l'autre, Malte devra choisir sa route.

de La Valette
PATRICE CLAUDE

Depuis les Phéniciens

Malte appartient d'abord aux Phéniciens, au IX^e siècle avant l'ère chrétienne, puis aux Grecs au VII^e siècle et aux Carthaginois au VI^e siècle. Elle fut annexée par Rome en 218 avant Jésus-Christ, avant d'être christianisée et de tomber sous la coupe des Vandales et des Ostrogoths. Reconquise par les Byzantins en 533 après Jésus-Christ, prise par les Arabes en 863, elle fut conquise en 1091 par Roger de Sicile et partagea le sort de ses voisins du nord jusqu'en 1530.

A cette date, Malte fut donnée par Charles Quint aux Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem chassés de Rhodes. Ce fut le grand maître de l'ordre, Jean Parisot de La Valette, qui défendit victorieusement l'île contre les Turcs de Soliman II et fonda l'actuelle capitale.

Au dix-huitième siècle, Malte fut le grand centre du commerce français en Méditerranée et Bonaparte s'en empara en 1798, avant que les Anglais ne la prennent en 1800. Colonie britannique, elle devint une importante base navale et commerciale sur la route des Indes, avant de servir en 1943 au débarquement allié en Sicile. Elle obtint son indépendance en 1964.

Le Hongkong de la Méditerranée...

Oyez ! Oyez ! Evadés fiscaux de tous les pays, un nouveau paradis s'offre depuis trois mois à vos économies. Licéité ou non. Discretion garantie et taxes minimales : 5 % contre 6 à 7 % dans les autres places fortes de l'argent « gris » qui ont pour noms, Jersey, Canaries ou Caïman Islands... Mieux encore, ici, les clients déclarent eux-mêmes ce sur quoi ils acceptent de payer des impôts.

Ainsi Malte, l'ancienne forteresse des trois chrétiens chevaliers de Saint Jean, se lance-t-elle dans la finance internationale. Foi de Joe Fenech, initiateur du projet avec rang de ministre spécial, « nous serons le Hongkong de la Méditerranée. D'ailleurs, de nombreuses sociétés installées là-bas et un peu créatives de l'avenir du dominion britannique ont déjà pris contact avec nous. »

Comme jadis dans les affaires géostratégiques, Malte joue de sa position « en plein cœur » de la

Méditerranée. « Nous offrons, affirme un prospectus officiel, un pont idéal entre l'Europe et l'Afrique du Nord. » Bref, même à l'heure de la mondialisation des communications, l'archipel croit encore à l'avantage de sa situation...

Toutefois, malgré les redondances des uns et des autres, les clients étrangers, pour l'instant, ne se bousculent pas au portillon du nouveau port franc. Ouvert depuis le 1^{er} juillet, ce dernier n'a enregistré jusqu'à présent que sept candidats dont cinq ne sont pas des compagnies commerciales. Mais J. Fenech, qui est un proche du premier ministre, ne désespère pas.

Outre certains trusts de Hongkong, la Chase Manhattan Bank, qui a techniquement piloté le projet, va ouvrir un bureau à La Valette. La Société générale française « montre de l'intérêt », et la banque San Paolo de Turin est déjà sur place depuis plusieurs années à travers sa

filiale italo-libyenne, la Melita Bank. Des sociétés du Koweït se renseignent aussi, discrètement.

Bien entendu, le gouvernement espère également attirer quelques-uns des 800 000 Maltais d'origine, répartis à travers le monde et parfois très prospères. « La seule chose dont nous ne voulons pas », affirme Anthony Galizia, gouverneur de la banque centrale, c'est l'argent du crime ou de la drogue. Pour éviter ce genre de dérapages, continue-t-il, nous nous sommes entourés du maximum de garanties. »

Toute société, holding, trust, compagnie financière ou commerciale qui voudra profiter du système devra d'abord avoir un répondant maltais qui sera responsable, devant la loi, des agissements de son client. Dix-sept sociétés locales sont déjà habilitées à servir ainsi de garant.

Encore une fois, seul l'argent « vraiment sale » est malvenu. Pour lui, et notamment parce que la Sicile

meuse n'est qu'à 30 kilomètres de Malte, les autorités se sont réservées le droit d'investigation légal. Cependant, l'opposition travailliste affirme que le risque de voir l'archipel servir au blanchiment des narcodollars reste très élevé.

Ce serait, entre autres, pour mettre en garde les autorités à cet égard que Pierre Joux, le ministre français de l'Intérieur, affiché, le 11 septembre, une visite éclair à La Valette auprès de son homologue maltais, Guido de Marco... « Bon, reconnait Joe Fenech, des affaires troubles peuvent toujours se produire. Aussi bien ici que dans les pays d'Europe, comme l'Espagne ou le Royaume-Uni, qui ont eux aussi installé des zones franches. Mais nous avons choisi comme modèle le Luxembourg, qui est sans doute la place financière de ce type la plus nette. Que peut-on faire de plus ? »

P. C.

“ETATS-UNIS, JAPON ARABIE SAUDITE COREE...”

SOYEZ OPERATIF, DES LE PREMIER CONTACT : MAITRISEZ L'INTERCULTUREL

Ces journées sont organisées par IGS LANGUES. Lieu : American Chamber of Commerce / Paris 7 novembre 1989 : journée d'étude 8,9,10 novembre : formation de formateurs. Renseignements et inscriptions : 25, rue François I^{er} 75008 Paris. Tél : 47.23.72 94

Le management des particularismes culturels est enseigné depuis 25 ans aux USA. C'est l'art du stratège qui vous permettra d'améliorer votre développement international.

Pourquoi et comment préparer vos collaborateurs ? Découvrez le, pour la première fois en France avec : Robert KOHL Directeur des Programmes Internationaux, San Francisco State University et professeur du "Cross Cultural Training".

Ces journées sont organisées par IGS LANGUES. Lieu : American Chamber of Commerce / Paris 7 novembre 1989 : journée d'étude 8,9,10 novembre : formation de formateurs.

Renseignements et inscriptions : 25, rue François I^{er} 75008 Paris. Tél : 47.23.72 94

CHAMPS ECONOMIQUES

Pologne : une agriculture archaïque

Les paysans — près d'un Polonais sur trois — vivent pratiquement en autarcie, sans grand changement depuis quarante-trois ans. Ils ne produisent pas davantage, faute de trouver les équipements nécessaires

EN septembre dernier, la commission épiscopale polonaise, relayée par Solidarité rurale, appelait les paysans à célébrer à Cracovie le 50^e anniversaire de la création de l'Etat polonais. Il y a quelques années, c'est au Parti communiste que revenait le rôle d'organiser les festivités qui reviennent, on s'en doute, un caractère beaucoup plus polaire, sur fond de folklore et de justification du régime.

En Pologne, l'Eglise peut compter sur les paysans profondément catholiques et ces derniers peuvent faire confiance à l'Eglise pour soutenir leurs revendications. « De fait, explique Adam Lipowski, économiste chargé de cours à l'Académie des sciences de Varsovie, les paysans bénéficient de puissants lobbies dans notre pays : il y a Solidarité rurale, le Parti des paysans (ZSL) — allié aujourd'hui à Solidarité après l'avoir été aux communistes, — l'Eglise et même des sénateurs, à titre individuel. »

La raison en est simple : les paysans représentent plus de 30 % de la population, et 48 % des Polonais actifs sont employés dans le secteur agro-alimentaire (contre 12 % en France). 38 % des dépenses des ménages étant consacrées à l'alimentation (on atteint plus de 50 % si l'on tient compte du faïencier et du fabricant), contre 20 % en France, l'agriculture représente bien une priorité dans la réforme économique du pays, d'autant que ses structures sont archaïques.

L'agroalimentaire est aussi le secteur le plus sensible sur le plan social : chaque fois qu'il y a eu des augmentations de prix, cela a entraîné des soulèvements sociaux, notamment en décembre 1970 et en juillet 1980. Pourtant, en quarante-trois ans d'administration du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) — le Parti communiste, — la priorité a été accordée à l'industrie lourde. Pour le reste, il a été pratiqué une politique de surcoûtage : après chaque vague de mécontentement, on a donné de l'argent.

Sans eau courante...

Il appartient donc à Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre issu de Solidarité, de trouver une solution économique durable au problème paysan. Ce problème déborde largement les campagnes puisqu'il englobe le « complexe agroalimentaire », c'est-à-dire l'agriculture, le secteur agro-alimentaire, les industries de machines et de produits chimiques, le stockage et la distribution.

La situation est très grave à peu près dans toutes les branches de cet ensemble. Et, selon les observateurs les plus pessimistes, la production agricole s'est améliorée au cours des dernières années, c'est en raison d'une météorologie favorable et non en vertu d'un effort conscient des autorités. Cet été, face à une très belle récolte céréalière, les pertes sont liées à de mauvaises conditions de stockage.

Sur les six cent mille fermes de toutes tailles recensées en Pologne, trente-six mille seulement ont l'eau courante. C'est le cas de la famille Slotys — le père, la mère et trois enfants entre cinq et treize ans — qui exploite 7 hectares (1) sur la commune de Barchow, une centaine de kilomètres de Varsovie, dont cinq sont consacrés aux céréales (blé,

maïs...). Les Slotys possèdent deux chevaux, quatre vaches, et élèvent en moyenne huit porcs par an. Les poules et les poulets sont destinés à la consommation familiale.

« Nous n'avons pas l'eau courante parce que nous ne pouvons pas trouver de canalisations sur le marché, nous raconte M. Slotys. Alors pourquoi produire davantage puisque nous ne trouvons pas à acheter même le nécessaire ? Sans compter que, pour le moment, cela représenterait un surcoût de travail : il faut

Le village de Barchow jouit pourtant de deux avantages : il est situé non loin de Varsovie et surtout se trouve en bordure de la voie ferrée. Ces dernières années, les datchas ont poussé comme des champignons.

« Attention, des petites maisons en bois toutes simples qui n'ont rien à voir avec les datchas des « apparatchiks », explique un villageois.

Il y a là un riche bijoutier, des membres de l'intelligentsia, de tous en somme... Les gens peuvent ainsi cultiver quelques légumes, et l'on

de une partie de leurs terres aux amateurs de datchas. Seulement on ne peut pas se débarrasser des sols les plus rentables, même quand on est propriétaire privé.

Il existe des commissions d'experts qui viennent contrôler. Pourquoi ce désir de vendre ? Que feraient-ils ? « On irait travailler à la ville tous les jours, même si c'est loin. Dans le train au moins, on peut se reposer. »

En Pologne, l'agriculture est privée à 80 %. Les terres appartiennent aux paysans et toutes les tentatives de nationalisation — notamment entre 1956 et 1958, puis entre 1971 et 1973 — se sont soldées par des échecs.

En 1956 par exemple, le nouveau gouvernement Gomułka a dû renoncer à collectiviser les terres à la suite de soulèvements sérieux des paysans. Ainsi les structures de l'agriculture polonaise n'ont guère évolué au cours des trente dernières années, et les changements ont eu lieu essentiellement dans les grands domaines étatisés (plus de 3 000 hectares en moyenne).

...ni téléphone ou tracteur...

La tâche qui attend les réformateurs est immense, qui consiste d'abord à améliorer l'infrastructure des campagnes. Actuellement, le milieu rural est isolé de la société : un paysan sur cent a le téléphone, 12 000 agglomérations rurales seulement ont l'électricité.

An niveau de l'équipement, les carences sont graves : avec tout juste 1 million de tracteurs (de moins de 30 chevaux), la mécanisation est faible et les pièces de rechange manquent lorsque les machines tombent en panne. La Pologne utilise 190 kilos d'engrais par hectare par an, ce qui représente l'une des plus faibles consommations d'Europe. Tous les pesticides ou presque sont importés, ce qui signifie une ponction annuelle de 200 millions de dollars.

La liste est longue et s'allonge encore en raison du gaspillage qu'entraîne le manque de techniques de stockage, de séchage et la lenteur de la transformation des produits. « 30 % du lait et de la viande produits sont gaspillés à cause du manque de moyens efficaces de réfrigération ou de la mauvaise organisation des transports », explique Witold Trzeciakowski, le président du Conseil économique.

Les paysans de Barchow se plaignent que les coopératives leur aient refusé cet été au moins 30 litres de lait par jour parce qu'il était tourné. « On donnait aux cochons, raccois... Pourquoi ne pas l'avoir transformé en fromage blanc puisque l'on dit qu'en ville on en manque ? » Au lieu d'accroître la production, pourquoi ne pas essayer préalablement d'éviter le gaspillage ?

Pour W. Trzeciakowski, la situation catastrophique de l'agriculture polonaise vient de ce que l'Etat n'a pas dénationalisé les industries agro-alimentaires qu'il juge paralysantes et mal organisées. « Il faut liquider les superstructures des coopératives, souligne-t-il, et stimuler les industries privées dans le secteur agro-alimentaire. »

Le nouveau gouvernement doit aller très vite, ajoute-t-il. S'il n'a pas de résultats rapides, il s'en ira. L'affrontement entre agriculteurs et ouvriers au sein même de Solidarité se durcit. A Gdansk, les ouvriers

sympathisants de Solidarité ont crié : on veut du pain, pas un premier ministre. C'est un symptôme qu'il ne faut pas négliger.

...mais avec l'aide occidentale

Si les magasins sont vides, ce n'est pas parce que les paysans ne produisent pas, mais parce qu'ils ne vendent pas. Selon Leon Podkaminer, chargé de cours à l'Académie des sciences et conseiller économique du syndicat OPZZ (proche du POUP), la dépréciation de la monnaie et le manque de biens de consommation durable favorisent la rétention des produits agricoles.

Cette explication est partagée par les membres de Solidarité, même si les conclusions qu'ils en tirent ne sont pas les mêmes. Pour Solidarité rurale par exemple, le seul moyen de s'en sortir est d'encourager les paysans à produire davantage en laissant se développer le marché libre et en mettant un terme aux dotations à l'industrie alimentaire.

Jack Szymander, son porte-parole, annonce clairement la couleur : « Il faut que l'Ouest nous aide. Si l'Ouest veut une Pologne démocratique, il doit apporter du capi-

tal. » L. Podkaminer, traité de « gauchiste populiste » par un sympathisant de Solidarité, répond : « Nous n'avons pas besoin de l'aide alimentaire de l'Ouest. Ce n'est pas vers la Pologne mais vers l'Ethiopie que les Occidentaux devraient acheminer leur aide. »

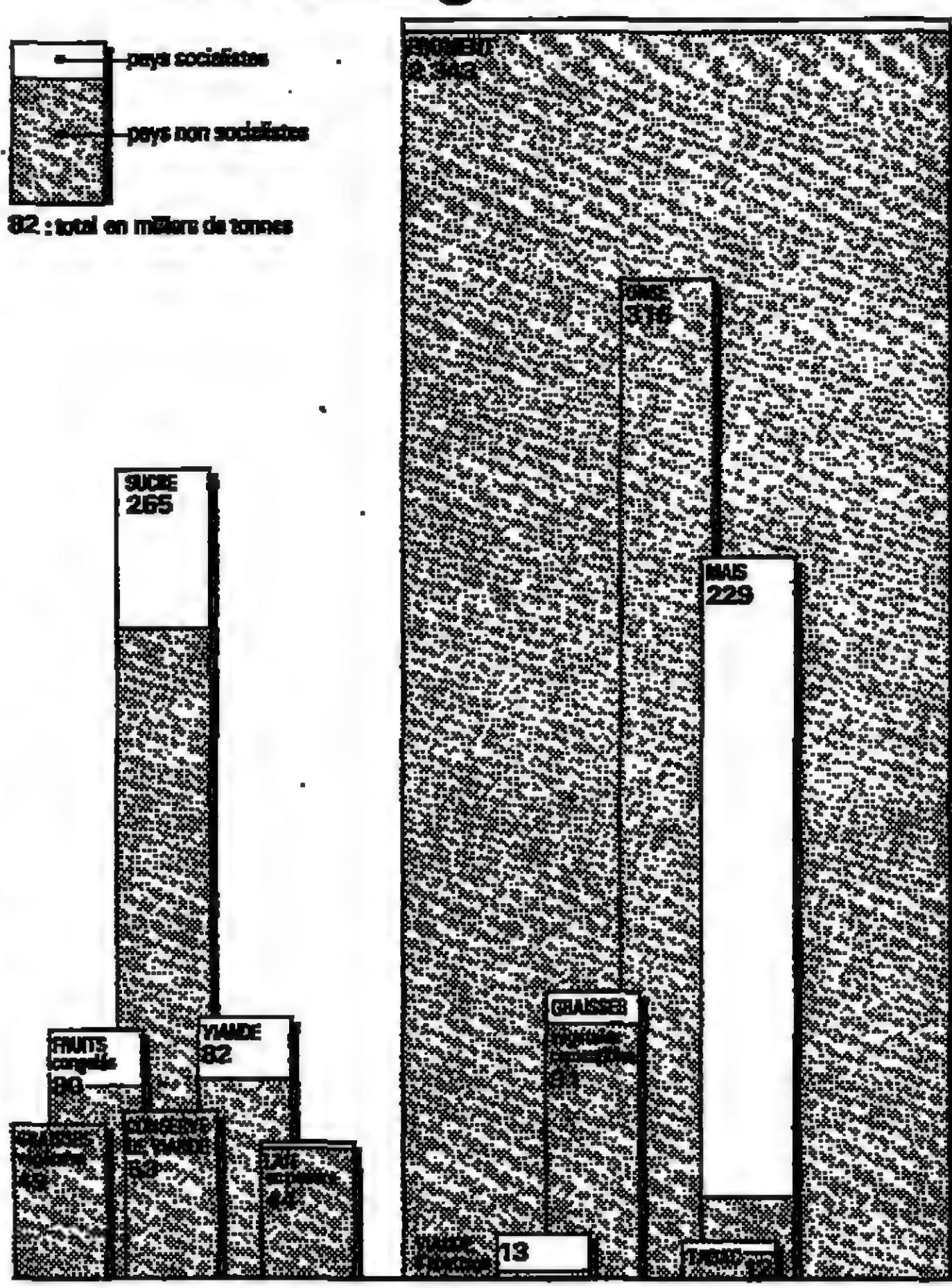
Le nouveau gouvernement compte trop sur les capitaux étrangers pour sortir la Pologne du marasme. Si l'Ouest ne paie pas, ce sera l'effondrement total et l'on reviendra à une économie de guerre, mais les gens préféreront cela à l'inflation et à l'inégalité des salaires.

de Varsovie
MARE-FRANCE CALLE

(1) La superficie moyenne des exploitations privées en Pologne est de 5,5 hectares (78,6 % des exploitations agricoles). Il existe quelques exploitations familiales de moins de 0,5 hectare.
(2) 1 zloty = 0,005 franc (cours sur place).

Lire la semaine prochaine
notre enquête sur l'agriculture
hongroise.

Forts échanges avec l'Ouest



84 % des exportations agroalimentaires de la Pologne ont été, en 1987, destinées aux pays non socialistes dont provenaient 78 % des importations.

conduire les vaches à la rivière pour les faire boire, il faut puiser l'eau avec des seaux pour les laver... »

M. Slotys ne possède aucune machine agricole : « Je les loue, dit-il. Personnellement, je m'occupe de la famille. Je les rembourse en essence. » Normalement, la location d'une moissonneuse-batteuse à l'heure (2) — 30 000 zlotys au privé, ce qui correspond au quart du salaire mensuel moyen en Pologne. En fait, les Slotys vivent, comme la plupart des paysans polonais, en véritable autarcie. « Nous vendons uniquement pour payer les impôts, acheter des vêtements, et tout ce que nous ne pouvons pas produire... à supposer qu'on le trouve sur le marché. »

Etrange situation : à côté de la « salle d'été », dénuée de tout confort, équipée d'un simple poêle en faïence, les Slotys possèdent une maison neuve à neuf avec télévision et magnétophone, mais où il n'y a ni cuisine ni salle de bains... puisqu'il n'y a pas d'eau.

achète la viande plus facilement à la campagne qu'à la ville. »

En pleine période de pénurie de produits carnés, les citadins des grandes métropoles organisent de véritables expéditions pour se ravitailler dans les petites villes où les magasins d'Etat sont bien fournis. Les Slotys, eux, n'aimaient bien ven-

Lourdes subventions

Le régime communiste polonais a bien identifié les facteurs qui tiraient l'économie du pays vers le bas, mais il a hésité à en tirer les conséquences, à savoir : pratiquer la vérité des prix, supprimer les subventions et briser le monopole des centrales d'achat des produits agricoles. En Pologne, en effet, comme dans la plupart des pays de l'Est, l'Etat verse de substantielles dotations au secteur agro-alimentaire pour maintenir les prix des denrées de base à un bon niveau.

Selon l'organe du gouvernement polonais Rzeczpospolita (la République), les subventions à l'industrie alimentaire ont atteint 2 327 milliards de zlotys (dont 882 milliards à l'industrie laitière et 703 milliards à l'industrie de la viande) pour la seule année 1988. Le ministre de la défense polonaise aurait déclaré devant la Diète que le budget de la défense pour 1989 serait à peine supérieur aux subventions accordées à l'industrie laitière.

Par ailleurs, d'après Wilhelm Jampel, conseiller pour l'Europe de l'Est à la Documentation française, « en Pologne, la consommation de viande a progressé en trois ans de six kilos par habitant », s'établissant à 66,3 kilos en 1987, contre 60,2 kilos en 1985. A titre de comparaison, la consommation annuelle de viande par habitant en France était de 52,5 kilos en 1985.

M.-F. C.

Le plus important producteur à l'Est

En millions de tonnes (1987)

	BULGARIE	HONGRIE	POLOGNE	RDA	ROUMANIE	TCHÉCOSLOVAQUIE
Céréales et légumineuses	7,36	14,44	26,57	11,31	(31,70)	12
dont blé	4,15	5,75	7,94	4,04	(7,39)	6,15
Viande	0,88	1,77	3,16	2,14	—	1,59
dont viande bovine	0,16	0,19	0,59	0,49	—	0,47
Lait	2,59	2,83	15,51	7,98	—	6,98
Rendement céréales (quintaux/hectare)	37,5	48	38,2	45,4	—	43,9

(Source : le Courrier des pays de l'Est - La Documentation française - n° 336.)

La Pologne a produit 6,82 millions de tonnes de seigle, 4,34 millions de tonnes d'orge et 2,43 millions de tonnes d'avoine en 1987. Sa production de viande porcine s'est élevée à 1,76 million de tonnes. Les statistiques roumaines apparaissent peu fiables.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Papiers à lettres
Imprimés de haute
qualité

le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

Tél. : 42.34.94.48 - 45.06.84.45

A PARTIR du 18 octobre

LE NOUVEAU
RENDEZ-VOUS
DE L'AUTOMOBILE

Le Monde

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

PASSIONNÉ(E) PAR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
VOUS VOULEZ Y FAIRE UNE BELLE CARRIÈRE

rejoignez l'ISCAM



Formation automobile internationale

Niveau d'entrée : Bac + 4

Groupe ESCRA/ISCAM

sous tutelle du Ministère du Commerce

géré par la chambre de Commerce et d'Industrie de la Mans

Notre Institut, unique en France et en Europe,
vous prépare pendant une année d'étude spécialisée
rémunérée par l'Etat, à des postes à responsabilité élevée
(3 à 5 offres d'emploi par diplômé).

Ecrire ou téléphoner à :

ISCAM, 132, rue Henri-Champion - 72100 Le Mans
Tél. : (06) 43 84 01 32

Le Monde - 10, rue de la Harpe - 75001 Paris

CHAMPS ECONOMIQUES

HUMEUR

La qualité avant toute chose

par Jean Rouam

La réduction des coûts salariaux n'est pas le seul moyen pour devenir compétitif. Paradoxalement, ce serait plutôt le contraire. Le rapport coûts salariaux/chiffre d'affaires est important certes, mais une substantielle diminution des coûts peut venir de l'instauration d'une véritable politique de qualité. Or ce que les directions générales ne semblent pas avoir pris en compte, c'est qu'on n'obtient pas la qualité sans et à fortiori contre les hommes.

Tous les robots et automatismes de fabrication et de contrôle, aussi performants et fiables soient-ils, ne détectent pas toutes les erreurs et surtout ne les corrigent pas. Les hommes associés à des robots le peuvent mais ne le font pas, par démotivation ou par malice, et peut-être pas, en cas de conflit.

Information faussée

Des gains de productivité de 10 % à 30 % sont possibles pratiquement sans investissement lourd, à condition d'oublier Taylor, à condition de redonner initiative et respect à la tâche de chacun. Dissociée de l'élément humain, la qualité totale est ambiguë jusqu'à l'hypocrisie en laissant croire qu'on peut résoudre la plupart des problèmes par des affiches.

Le coût de la non-qualité — COQ pour coût d'obtention de la qualité chère mieux ! — est affolant par une imprécision tenant justement à la difficulté d'évaluation. Si on avance le nombre de quinze à vingt et un clients que peut faire perdre un client furieux, on ne sait chiffrer la perte exacte. On peut l'aggraver insidieusement : par exemple, on inonde d'offres un client perdu parce que le courrier ne suscite même pas un accusé de réception. Tous ces envois coûtent cher.

L'information de la direction générale est complètement faussée : les coûts réels sont inconnus, et les coûts connus, mal imputés. Quelles décisions et quels objectifs peuvent être tirés d'informations erronées ? Dans quelle rubrique classe-t-on les pertes de marché : concurrence, charges trop élevées ?

Ah ! si les salariés faisaient de leur mieux ! Pourtant, qui admet que la responsabilité incombe exclusivement, ou presque, au management ? Une direction générale convaincue et montrant l'exemple s'appuiera sur des actes et non sur des exhortations.

Chacun se sentira alors légitimement concerné par le slogan « la qualité est l'affaire de tous ». L'investissement en temps de formation assure un retour à moyen et à long terme — en

matière de qualité, le court terme est aberrant — inestimable. L'entreprise est en mesure d'exprimer tout son potentiel.

A charges de fonctionnement égales, pertes et rebuts diminuent et la productivité augmente. Le bénéfice dégagé est disponible, entre autres, pour l'investissement humain : création d'emplois et formation. A l'objection classique « la qualité coûte cher », la réponse est : « C'est vrai, si on tombe dans la perfectionnisme ; c'est faux, si l'agit de fournir au meilleur prix le produit qui répond aux besoins du client. »

Irritant paradoxe

Il y a un paradoxe irritant : la surcharge de travail dont se plaignent la plupart des salariés face à plus de 2,5 millions de chômeurs. Créer des emplois ? « Suggestion farfelue, l'augmentation des charges... » L'argument semble imparable. Pourtant, combien de décisions sont prises en catastrophe sans s'assurer de la cohérence des informations et des faits ? Combien sont repoussées ou remises à... jamais ?

L'interlocuteur, qu'on ne peut jamais joindre parce qu'il est en réunion, n'est pas non plus disponible pour son service. Retards, pertes de temps, de patience et

de... commandes ne sont pas chiffrables.

On justifie une demande de niveau bac + 2 (ou plus) par la montée de la complexité technologique. Soit, mais que fait-on de ceux qui, pour de multiples raisons, n'ont pas ou n'atteindront pas ce niveau, objectif du vingt et unième siècle ? Ceux-là aussi ont non seulement le droit au travail, mais à un travail dans et par lequel ils puissent s'exprimer.

La mécanisation et la robotisation tuent ces emplois, à un coût matériel, et surtout humain, exorbitant. On ne mécanise les tâches dangereuses, dégradantes, voire fastidieuses, mais qu'on maintienne celles que des hommes et des femmes voudraient bien pouvoir effectuer.

Le bachelier peut être satisfait (heureux ?) de son sort, s'il se sent reconnu et considéré par tous, s'il sait qu'un état n'est jamais définitif, s'il ne tient qu'à lui de demeurer là où il est ou de progresser dans une organisation en mesure de lui apporter conseil et formation. Il n'a plus alors besoin de l'appellation ambiguë de « technicien de surface ».

On prétend manquer de grand dessein ? Il s'agit cependant, avant 1993, d'une question de survie sous l'angle de la compétitivité : enrichir les tâches en désignant, en abandonnant le système D. Il faut enfin considérer la qualité sous l'angle de l'enrichissement humain.

► Ingénieur-conseil

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires matières, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A.
Librairie Universitaire
9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél: 46.34.07.70

PROMO-LIVRE
La Librairie de l'Université
9-16 rue Bonald 69007 LYON
Tél: 78.61.26.61

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RENFORCE SON MANAGEMENT

Le groupe EUROP ASSISTANCE, dont le CA a dépassé, pour la première fois en 1988, le milliard de francs, consolide ses implantations hors d'EUROPE, notamment au Japon, en Chine et aux USA.

La prévision du CA pour 1989 est de 1,2 milliard de francs, soit une progression de 20 %.

Cette forte dynamique de croissance a appelé de la part de la direction du Groupe, l'intégration en France de nouveaux collaborateurs de haut niveau pour l'activité développement et de spécialistes confirmés pour les fonctions informati-

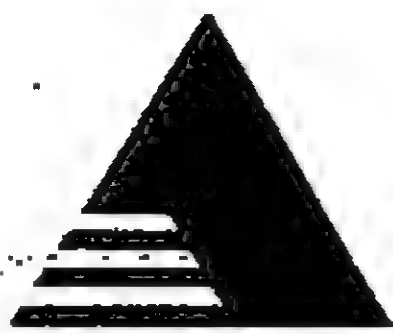
que, organisation et contrôle de gestion.

Cette politique volontariste de gestion des ressources humaines est confortée par un programme commercial ambitieux qui se traduira prochainement par l'éla-

boration de nouveaux produits et la création de nouvelles activités.

Sur un marché en constante évolution, EUROP ASSISTANCE entend ainsi se doter des moyens nécessaires pour confirmer sa position d'entreprise leader.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Accumulator Invest A/S

société financière cotée à la Bourse de Copenhague

a acquis l'ensemble des actions de

CONSORTIUM IMMOBILIER DE FRANCE S.L.L.

société d'investissement immobilier cotée à la Bourse de Paris

BAII

ODOUL AGENT DE
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

"COMMENT NE PLUS PAYER D'IMPÔTS SUR LE REVENU DE VOTRE ÉPARGNE ?" ... EN UNE LEÇON.

La leçon est simple, il s'agit de SICAV et FCP où les intérêts produits sont intégrés au capital. Ainsi celui-ci augmente d'autant plus qu'il n'est assujéti à aucune forme

d'imposition durant toute la durée du placement. Votre argent demeure disponible à tout moment et bénéficie de la fiscalité favorable des plus-values lors de la

revente. Pour en apprendre plus sur la capitalisation et ses avantages nouveaux, prenez contact avec votre Banque Populaire.

SICAV DE CAPITALISATION
BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

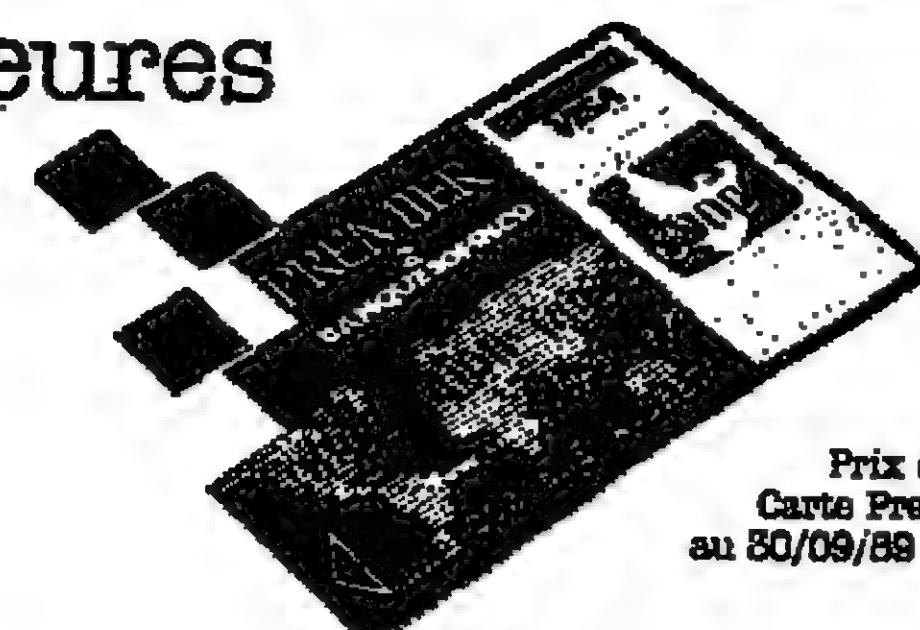
Le Prêt à la Carte Premier : c'est Sofinco.

De 50 000 à 150 000 F en 48 heures

- sans changer de banque
- un compte à part
- un découvert permanent "revolving"
- un taux privilégié 15,56 %*

* TEG à la date d'édition, perceptions forfaitaires et assurance non obligatoires en sus. Sous réserve d'acceptation de votre dossier.

Service Premier
Mme Barbara Mechin
91038 Evry Cedex
Tél. (1) 60 79 49 98



Prix de la Carte Premier : 680 F au 30/09/89

COURTESY CATTANO

1205

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Les manœuvres sur le dollar et les risques de récession

EN s'assignant pour objectif, le 23 septembre à Washington, de faire baisser coûte que coûte le dollar, le groupe des Sept (Etats-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada) a-t-il fait une fausse manœuvre ? La question n'intéresse pas seulement le cercle étroit des cambistes.

L'actuelle euphorie des industriels et des autres milieux d'affaires sur la vigueur et les chances de durée (sur lesquelles on ne s'interroge du reste pratiquement plus) d'une reprise économique que ni les gouvernements ni les économistes n'avaient su prévoir, ne s'accommoderait pas nécessairement d'une instabilité accrue des marchés de change et des taux d'intérêt. Une nouvelle montée de ces derniers pourrait, étant donné le volume des positions spéculatives prises sur les marchés immobiliers, à la Bourse, sur les objets d'art, etc., faire réapparaître soudainement les risques d'une récession dans le climat versatile que nous connaissons.

Il y a moins de deux ans, c'était le spectre d'une déflation à la 1930 qui hantait les esprits. Les mêmes esprits sont aujourd'hui convaincus que la crise est finie, et beaucoup d'entre eux sont prêts à croire que s'est ouverte une nouvelle période indéfinie de prospérité.

Une première et affligeante constatation s'impose : les raisons de la manœuvre tentée, quelle qu'en soit l'issue, réussite ou échec, apparaissent comme de mauvaises raisons. En déclarant, dans leur communiqué du 23 septembre, qu'ils considéraient la hausse du dollar au cours des derniers mois incompatible à long terme avec les données économiques fondamentales, les sept ministres des finances et gouverneurs de banque centrale avaient certainement en tête le problème, constamment réévalué mais jamais résolu, du déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements courants des Etats-Unis. Un dollar plus élevé serait censé amoindrir la compétitivité des exportations américaines et, par suite, freiner le réajustement. Cependant, les statistiques disponibles font douter fortement de la justesse de ce raisonnement un peu simpliste.

De mars 1985 au début de 1987, date de la conclusion de l'accord du Louvre sur la stabilisation du dollar, cette monnaie n'a cessé de se déprécier, perdant entre 40 % et 45 % de sa valeur vis-à-vis des deux autres grandes monnaies, le deutschemark et le yen. On n'avait jamais vu dans le passé un réajustement des taux de change aussi rapide et aussi violent. Si le dollar, quand il était à son sommet, était manifestement surévalué, les meilleurs experts s'accordaient pour penser que, depuis 1987, il est plutôt sous-évalué si on prend pour critère le pouvoir d'achat des différentes monnaies. Pourtant, le déficit commercial et le déficit de la balance des paiements sont restés du même ordre de grandeur (135 milliards de dollars en 1988 pour la balance des paiements courants contre 154 milliards de dollars, montant record en 1987). Circonstance aggravante, la tendance a vite cessé d'être orientée à la diminution. Personne ne sait au juste aujourd'hui si le déficit tend plutôt à s'accroître qu'à diminuer, ou le contraire.

La cause déterminante de la persistance des déficits sur les échanges de biens et de services ne serait-elle pas à chercher ailleurs ? Dans un univers de change flottant, c'est le mouvement des capitaux, dont le volume est quarante à cinquante fois supérieur à celui des transactions purement commerciales, qui donne le ton. Comme les Etats-Unis n'ont cessé de recevoir de l'extérieur d'énormes capitaux (quand en 1986-1987, les placements privés se sont taris, les banques centrales du monde entier ont prêté aux Etats-Unis), ce pays enregistre normalement un fort déficit de ses échanges sur les biens et les services.

En reconnaissant le rôle décisif des mouvements de capitaux, on ne nie évidemment pas l'importance pour une économie du niveau de son taux de change. L'industrie américaine était menacée à terme d'asphyxie par le dollar fort que le

président Reagan, pendant son premier mandat (1981-1984), voyait comblant l'attente des Etats-Unis. Mais il est clair que ce n'est pas du taux de change et encore moins d'une variation de 5 % en plus ou en moins de ce dernier que dépend si peu que soit l'évolution des soldes de la balance des paiements.

A l'idée américaine que, déficit ou pas, une dévaluation supplémentaire du dollar est toujours bonne à prendre pour des raisons purement mercantiles sinon mercantilistes, correspond une préoccupation allemande qui ne vaut guère mieux. Un deutschemark faible est censé être un facteur d'inflation intérieure par renchérissement des produits importés. C'est là une proposition impossible à soutenir sérieusement. Tant l'expérience que le raisonnement en montrent l'infirmité. C'est pendant les années 1982 à 1984 qu'en Europe occidentale la désinflation a pris corps. Or ces années-là étaient caractérisées par un dollar très haut et donc par des monnaies européennes grossièrement sous-évaluées.

La hausse d'un prix particulier ou de toute une catégorie de prix ne pourra se poursuivre dans une économie diversifiée que si, précisément, l'inflation n'est pas contrôlée. Si le crédit et l'émission de monnaie sont bien réglés, la hausse des produits importés déterminera vite une répartition différente entre producteurs nationaux et producteurs étrangers pour l'approvisionnement du marché. Attribuer la responsabilité de l'inflation à une modification des prix relatifs, ce n'est pas aussi grave que de se laisser prendre au pseudo-raisonnement des gouvernements imprévoyants qui, naguère, en France notamment, pratiquaient la politique dite de l'indice — fondée sur l'idée qu'en empêchant de monter quelques prix-clés, on stoppe l'inflation — mais c'est faire un bout de chemin dans cette fausse direction.

Comme il y a de bonnes raisons de penser que les experts américains connaissent

bien l'origine du déficit extérieur de leur pays et que les Allemands, qui, une fois de plus, se sont laissés forcer la main à Washington, savent bien que le taux de change est une chose et l'inflation une autre, force est de se rabattre sur une autre explication pour comprendre la décision des Sept de peser sur les cours du dollar.

C'est une épreuve de force que les Sept ont en réalité engagée afin de prouver au marché que l'accord du Louvre sur la stabilisation du dollar n'était pas mort et que, collectivement, ils conservaient la maîtrise des cours du dollar. D'où leur obstination : comme les interventions massives n'ont pas suffi pour faire baisser le dollar ainsi qu'ils l'espéraient, ils procèdent maintenant à un relèvement brutal des taux d'intérêt, déjà élevés. Ce faisant, ils sont en train de créer une situation encore plus complexe et plus difficile à dominer que celle qui prévalait antérieurement.

A priori, les interventions des banques centrales visant à faire baisser le dollar pourraient être considérées comme salutaires. Ces institutions n'ont-elles pas, notamment pendant les années 1986 à 1988, accumulé d'énormes réserves libellées en monnaie américaine en achetant à tour de bras sur le marché des changes du dollar pour en freiner la chute. On a soutenu dans ces colonnes que ces achats massifs de dollars contre émission de yens, de francs suisses, de livres sterling, de pesetas, etc., avaient été une source intempestive et malsaine de liquidités. Si cela est vrai, l'opération contraire, qui consiste à se défaire d'une partie de ses réserves, ne correspond-elle pas à un assainissement en profondeur ?

Cependant, si la Bundesbank ou la Banque du Japon se débarrassent d'une partie de leurs actifs en dollars, qu'elles peuvent considérer comme surabondants, elles augmentent simultanément, par le jeu, de ces interventions, leur passif. Pour faire peser sur le marché des changes de New-York

les cours du dollar, les autorités américaines n'ont pas d'autres moyens que de soutenir le cours du deutschemark et du yen en se portant acheteurs à leur tour, et pour des montants très importants, de ces dernières monnaies.

Chaque fois qu'on essaie de faire baisser le dollar, le deutschemark et le yen jouent un peu plus le rôle de monnaie de réserve. Aujourd'hui, la Bundesbank possède encore à titre de réserves en devises quelque 95,2 milliards de dollars. Mais de ce chiffre, elle déduira sur ses livres 50 milliards de deutschemarks au titre des dépôts effectués par des banques centrales étrangères auprès d'elle.

TANT et si bien que les réserves nettes de la Bundesbank ne se montent qu'à 45,2 milliards de dollars, une somme qui peut paraître encore confortable (les réserves françaises sont de l'ordre de 20 milliards de dollars). Mais ces statistiques sont elles-mêmes trompeuses. Certaines institutions d'émission étrangères détiennent des deutschemarks qu'elles possèdent sous d'autres formes. Au total, les autorités allemandes évaluent à environ 120 milliards de deutschemarks les avoirs étrangers en leur propre monnaie. Encore le compte est-il, assurément, très inférieur à la réalité, car il faut y ajouter les placements effectués sur le marché de l'euro-deutschemark par de nombreuses petites banques d'émission.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que les détenteurs de ces réserves en deutschemarks sont en droit d'en réclamer à tout moment le remboursement sous forme d'une autre devise, par exemple sous forme de dollars. Tant et si bien que la riche Bundesbank, si l'on exclut ses considérables avoirs en or, a aujourd'hui des réserves négatives. Cette évolution est probablement une des causes majeures de la forte hausse des taux d'intérêt en Allemagne, où l'on a vu le taux d'escompte, en l'espace de dix-huit mois, passer de 2,5 % (le niveau le plus bas enregistré depuis quarante ans) à 6 % aujourd'hui, son niveau le plus élevé depuis sept ans. La France est bien placée pour savoir que cette évolution n'est pas seulement préjudiciable pour nos voisins d'outre-Rhin.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Le national et le mondial

UN numéro spécial (1), un dossier (2), un article fulgurant (3) : l'économie mondiale est l'objet d'analyses multiples, actuelles et précises : « L'expression « économie mondiale » présente des ambiguïtés : si elle « prend en compte les ruptures avec la situation ancienne », elle « anticipe largement, dans ce qui est résolu », cette expression à des aspects normatifs : dire « économie mondiale », c'est à la fois, selon G. de Bernis, « affirmer qu'il faut détruire l'ancien mode de régulation, établir dans le cadre de systèmes productifs centrés sur la nation » et « exprimer ce qui doit être le contenu du nouvel ordre capitaliste », ce qui ne peut que servir, entre autres, « à justifier l'asservissement salarial et la flexibilité de l'emploi et du travail » (2).

C'est que, pour lui, la notion d'économie mondiale est la transposition de la notion d'économie nationale à l'échelle du monde ; son usage impliquerait que « la réalité première se serait

déplacée de la nation au monde ». Or, outre le fait que cela, pour G. de Bernis, ne pourrait concerner que la sphère capitaliste du monde, même dans cette sphère, on n'observe actuellement ni « effacement des nations » ni « l'intégration de l'ensemble du monde en un seul système productif » (2).

Et il est clair qu'on ne peut, sans défigurer la réalité, gommer la dimension nationale. C'est ainsi, par exemple, que Jan Vimeck, du Labour Research Institute de Varsovie, montre comment les stratégies d'industrialisation des pays à économie planifiée les ont conduits à un type d'insertion dans le marché mondial qui risque de les maintenir durablement dans la situation de pays en voie de développement (4). Parallèlement, Pierre Banchet, professeur à l'université Paris-I, démontre, à partir de l'analyse de la filière maritime, que, pour l'essentiel, ce sont les politiques nationales mises en œuvre qui permettent de comprendre les succès observables en Extrême-Orient, notamment en Corée, et les impasses en Europe, notamment en France (5).

Bien plus, on peut affirmer, comme le fait Kostas Vergopoulos, maître de conférences à l'université Paris-VIII, qu'il y a, dans la période actuelle, un « retour de l'Etat-

nation : en réaction à la mobilité croissante du capital, c'est le modèle de l'économie-nation qui s'affirme à nouveau, même si cela amène plus d'instabilité pour les systèmes productifs et une sous-utilisation durable des capacités et facteurs disponibles ». C'est en fonction de cette économie-nation que continuent de raisonner les auteurs des « nationalisme structurel, néo-libéral et marxiste » paru donc appelé à se substituer au « nationalisme mondialisé keynésien » (1).

Les réseaux d'alliances

Toutefois, la composante majeure de l'évolution actuelle n'est-elle pas la mondialisation de l'économie ? C'est ce que pense Riccardo Petrella, directeur du programme Fast (Prospective et évaluation de la science et de la technologie) aux Communautés européennes. Pour lui, ce processus de mondialisation, qui a des aspects déjà anciens, l'intégration du programme Fast (Prospective et évaluation de la science et de la technologie) aux Communautés européennes, est principalement « un phénomène nouveau, naissant, dont on commence à peine à entrevoir des éléments caractéristiques ».

Il s'agit de « l'ensemble des processus qui permettent de produire, de distribuer et de consommer biens et services à partir de structures de valorisation des facteurs de production matériels et immatériels organisés sur des bases mondiales (...), pour des marchés mondiaux régis par des normes et standards mondiaux (...), par des organisations nées ou agissant sur des bases mondiales, avec une culture d'organisation qui se veut ouverte à un contexte mondial et obéissant à une stratégie mondiale » (3). On a reconnu, par delà

les firmes multinationales, les réseaux complexes d'alliances qu'elles nouent et les nouvelles réalités économiques et financières qu'elles font naître : de la gestion du trafic aérien transatlantique au système des cartes de crédit et au réseau informatisé interbancaire...

Cela ne signifie pas, pour R. Petrella, la fin de l'Etat-nation, mais la fin du national en tant que point de départ et d'arrivée de pertinence stratégique pour les acteurs économiques, politiques, sociaux et culturels : « L'Etat n'est pas mené. Il est toujours actif, voire de plus en plus actif sur la scène technologique et économique mondiale. Mais il ne mène pas le jeu non plus (...). L'entreprise est en train de devenir l'organisation de « gouvernance » de l'économie mondiale et l'appui des Etats « locaux » (3).

Entre les firmes multinationales, se tissent de complexes réseaux d'alliances et de coopération : se continuent donc des « structures oligopolistiques mondiales » générant des tendances fortes à des formes de cartellisation de marchés ». Et entre les Etats et les firmes se met en place une alliance nouvelle, fondée sur un besoin réciproque : « Les entreprises ont besoin des Etats « locaux » (nationaux) pour faire face à la mondialisation et pour se mondialiser ; les Etats « locaux » ont besoin des entreprises mondialisées pour assurer la continuité de leur légitimité et leur avenir en tant que formations politiques et sociales locales » (3).

Etats-nations, firmes multinationales, marchés mondiaux : a-t-on suffisamment pris conscience de ce nouveau champ de forces tripartite qui domine la vie économique contemporaine ?

Ainsi, face à un système financier devenu mondial et où le rôle des marchés est bien plus important qu'auparavant, il est certes indéniable, comme le souligne Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, que « les banques centrales coordonnent de mieux en mieux leurs politiques monétaires » (6). Mais pourra-t-on longtemps se passer d'un système de règles et de normes internationales s'imposant aux opérateurs multinationaux ?

Réfléchissant aux moyens de sauvegarder ou de restaurer la « sécurité économique internationale », Celso Furtado propose plusieurs voies d'action, entre autres disciplinaires, la création de liquidités internationales, renforcer le rôle des institutions multinationales, notamment pour les mouvements de capitaux et le transfert des connaissances technologiques et constituer de larges ensembles régionaux du type Communauté européenne (1).

Riccardo Petrella va plus loin encore : il propose de repenser l'Etat et d'inventer un « Etat cohérent avec l'Association mondiale » ; il propose aussi « la constitution d'un Etat européen (fédéral) capable d'assurer une régulation politique à l'échelle de notre continent » ainsi que « le renforcement de tout ce qui pourrait favoriser « plus de mondial » par exemple : « le lancement d'une négociation mondiale sur la science et la technologie » qui per-

mette de mettre en place des mécanismes de dialogue et de négociation sur les échanges scientifiques et technologiques à l'échelle mondiale (3).

(1) « L'économie mondiale en mouvement : les grandes manœuvres », numéro d'interventions économiques, octobre 1989 (CP 206, SUC C, Montréal E2L 4K1 Canada).

(2) « Economie mondiale », Recherches internationales, cahiers de l'Institut de recherches marxistes, automne-hiver 1988 (numéro publié au troisième trimestre 1989, 64, boulevard Auguste-Blanc, 75013 Paris).

(3) Riccardo Petrella, « La mondialisation de la technologie et de l'économie : une (hypothèse) prospective », *Futuribles*, septembre 1989 (55, rue de Valenciennes, 75007 Paris).

(4) Jan Vimeck, « CPE's (Central Planning Economics) Structural Change and World Market Performance », *Soviet Studies*, July 1989 (29, Rutie Gardens, Glasgow, G12 8NS, Grande-Bretagne).

(5) Pierre Banchet, « Essai sur la nouvelle division internationale du travail : l'exemple de la filière maritime », *Revue économique*, septembre 1989 (54, boulevard Raspail, 75006 Paris ; abonnements : PNEF, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris).

(6) Philippe Lagayette, « Qui surveille la finance mondiale ? », *Revue d'économie financière*, revue de l'Association d'économie financière, juillet-septembre 1989 (56, rue de Lille, 75007 Paris).

Célébrations

Bouquet d'hommages : à Maurice Allais, prix Nobel 1988, à Robert M. Solow, prix Nobel 1987, à John K. Galbraith...

Le *Journal of Economic Issues* publie plusieurs communications du dernier congrès de l'Association for Evolutionary Economics consacrées, de son vivant et en sa présence, à l'héritage de J. K. Galbraith (juin 1989, Department of Economics, California State University, Sacramento, California, 95819-2694).

Dans le *Journal of Economic Perspectives*, revue de l'American Economic Association, Paul A. Samuelson nous offre de R. M. Solow un portrait empreint d'émotion et Alan S. Blinder rappelle les lignes de force de son œuvre. L'un et l'autre expriment le même

regret : Solow ne joue pas au tennis (Summer 1989 - 1313, 21st Avenue South, Suite 809, Nashville, TN 37212-2788, United States).

Enfin, les *Annales des mines*, revue fondée en 1794 et qui fut dirigée de 1943 à 1948 par Maurice Allais, lui consacrent un numéro spécial où fleurissent, parmi d'autres, les hommages de Jacques Lesourne, Edmond Malinvaud, Marcel Boiteux... (juin 1989 - 120, rue de Cherche-Midi, 75006 Paris).

Parallèlement, la série *Général et Comprendre*, des mêmes *Annales des mines*, publie en français « la Philosophie de la vie » de Maurice Allais (juin 1989 - 60, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris). Les économistes d'outre-Atlantique pourront y apprendre quels sont ses sports préférés.

Kaliéscope

- Politiques d'austérité, libéralisme et sortie de crise, *Economie appliquée*, 1989, n° 1. Deux idées d'Europe, la libérale et l'autre, l'événement européen, août 1989.
- Rythmes longs, cycles des affaires, fluctuations et crises, *Economies et sociétés*, 1989, n° 3. Sur les mouvements longs, voir aussi *Revue économique*, septembre 1989. Sur les « cycles réels » : une macroéconomie sans monnaie ? *Revue d'économie politique*, juillet-août 1989.
- Organisation du travail, ordonnateur et hiérarchie, *Economie et statistique*, septembre 1989.
- Technologies : stratégies, marchés, diffusion, *Revue d'économie industrielle*, 2^e trimestre 1989.
- Energie : un bilan politique et économique à l'occasion du quarantième anniversaire de la Revue de l'énergie, août-septembre 1989.
- Fiscalités : en URSS, en Europe de l'Est et dans la Communauté européenne, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, juin 1989.
- Industrialisation rampante et diffuse, *Revue Tiers-Monde*, avril-juin 1989. Un autre développement, *Projet*, septembre 1989. Economie du développement : un « survey », *The Economic Journal*, septembre 1989. Fuite des capitaux et dette extérieure, *Contemporary Policy Issues*, juin 1989.
- Catastrophes écologiques, *Futuribles*, juillet-août 1989. Politique énergétique et risque climatique, *Futuribles*, septembre 1989. Réconcilier la biosphère et la sociosphère, *Revue internationale des sciences sociales*, août 1989.

LANGUES & AFFAIRES

Europe 1993 : qualifiez-vous en langues !

Pour concrétiser vos connaissances, compléter votre formation, augmenter vos compétences et vos chances... décrochez un diplôme officiel de langue : économie / commerce / gestion / communication

Préparations personnalisées à distance, à votre rythme, et cours tous niveaux. Formation continue. Inscriptions toute l'année.

LANGUES & AFFAIRES Service 1947 23 rue Condorcet 93330 Paris-Levallois. Tél. (1) 42.70.61.66

مكتبة ابن رشد

دليل في

AFFAIRES

Portrait de groupe avec centrale

La direction d'EDF, consciente du problème de la sécurité nucléaire, vient de lancer une « mission facteur humain » chargée d'enquêter sur l'origine des incidents de l'été

Incidents à répétition, arrêts d'urgence, erreurs humaines en croissance rapide : la sûreté des centrales nucléaires françaises se dégrade-t-elle ? La CFDT vient de tirer la sonnette d'alarme. « La recrudescence des incidents dans les centrales nucléaires qui ont marqué ces derniers mois soulève la plus grande inquiétude », dit une motion adoptée lors du dernier congrès de la Fédération gaz-électricité du syndicat. Enumérant les différents « pépins » constatés depuis le début de l'année à Bugey, Tricastin, Dampierre, Fessenheim et cet été à Gravelines, près de Dunkerque, la motion poursuit : « L'origine de ces incidents n'est pas due seulement à des défauts techniques, mais à des erreurs humaines qui ont été multipliées par cinq en quatre ans, à puissance installée constante ».

GRAVELINES

de notre envoyée spéciale

Pour, eux, jamais ! Quoi que... La question a été posée. Ingénieurs, techniciens, chimistes ou simple agent de conduite, ils sont six qui se regardent, gênés. Tous de Gravelines, tous syndiqués mais pas militants, tous volontaires, ils ont accepté de « parler » et le regret manifestement déjà. C'est qu'on n'aime guère se confier en public, dans le petit monde fermé du nucléaire. Méfiance oblige. Le non-initié est toujours un ennemi en puissance, a fortiori s'il est journaliste.

L'un finit par se lancer : « Les incidents sont sur notre conscience, mais c'est quand même bien fou, une centrale nucléaire. Un gros accident, on n'arriverait pas à le faire. Les autres opinent : « Sur le papier on a vraiment l'impression qu'on ne risque rien, dit le chimiste. Il y a un an, j'aurais mis ma tête à couper que rien ne pouvait arriver. Depuis les incidents je n'en suis plus sûr... » L'ingénieur a pesé ses mots. Pour-tant ils font mal.

Car s'ils parlent aujourd'hui, rompant le traditionnel mur du silence et la sacro-sainte « défense de l'outil de travail », c'est que les « incidents » de l'été ont été, quoi qu'ils en disent, passablement traumatisés. « On a pris conscience qu'on était capables de faire de grosses bêtises », dit un technicien. « Ce qui m'a bouleversé, renchérit son voisin, c'est que je n'aurais jamais imaginé que c'était possible ».

« L'anomalie de fonctionnement » découverte à Gravelines en août n'a pourtant pas eu de conséquence. Trois soupapes de sécurité paralysées, par inadvertance, au cours d'une révision faite quatorze mois auparavant n'ont pas empêché la centrale de tourner sans problème. Mais cette négligence, fruit d'un « concours de circonstances » et d'une organisation déficiente, aurait pu tourner à la catastrophe en cas d'incident grave. A Bugey,

en 1985, lors de l'incident le plus sérieux de l'histoire du nucléaire français — une rupture presque complète des circuits électriques — les soupapes de sécurité n'avaient-elles pas été sollicitées une trentaine de fois en une nuit, dont vingt fois en quinze minutes ? L'alerte est prise d'autant plus sérieusement qu'elle ne constitue pas un cas isolé. Lors de l'A. Dampierre, une négligence analogue a rendu inutilisable pendant plus de six mois le système de ventilation de l'enceinte de confinement, nécessaire pour éviter une explosion d'hydrogène en cas d'accident. A Fessenheim, une erreur de manipulation a entraîné la coupure de l'eau de refroidissement sur une tranche en service. Là comme à Tricastin, à Bugey et ailleurs, les incidents dus à des erreurs humaines se sont multipliés depuis le début de l'année 1988. La CFDT, qui suit les courbes avec une minutie inquiète, en a compté cent huit de 1984 à 1988, cinq fois

plus, mais ça se dégrade, reconnaît un technicien, on s'aperçoit qu'on glisse ! ». Là, tous tombent d'accord, soudain libérés. « Les incidents, c'est ce qui se voit. Ce qu'on vit, c'est une défaillance à tous les niveaux », dit un agent de conduite. Les causes de ce dérapage sont nombreuses. Premières un banc des accusés : la routine et la gestion. Au départ le nucléaire, c'était l'aventure, un « challenge », disent-ils, des regards dans la voix. « stressant mais enrichissant ». Dix ans après, c'est l'habitude. La vigilance à veiller, le risque s'est lentement banalisé, et la technique a peu à peu fait place à la gestion. « Nos chefs de service étaient des techniciens, puis des commerçants, aujourd'hui ce sont des gestionnaires », regrette-t-il. On leur demande de faire plus attention au nombre des heures supplémentaires ou à la durée des arrêts qu'au nombre des incidents après redémarrage !

« Mon chef fait de la réunion, dit-il, mais ça se dégrade, reconnaît un technicien, on s'aperçoit qu'on glisse ! ».

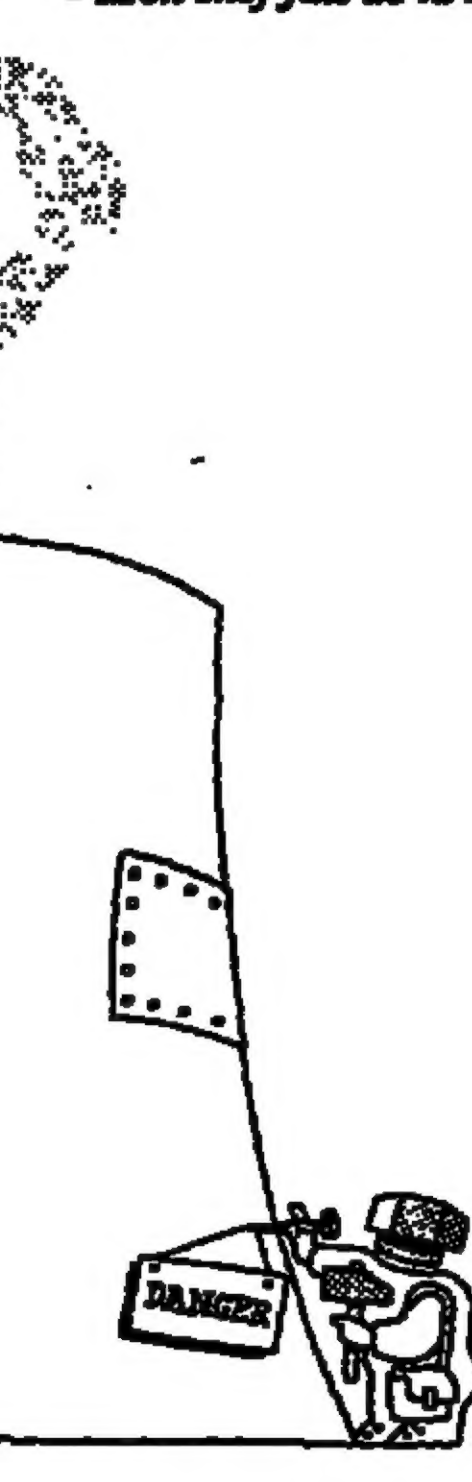
pas grave. C'est l'esprit qui compte... »

Le grand mot est lâché. Tous renchérisent. La technique tient. C'est l'homme qui ne va plus. L'homme bousculé, culpabilisé et, surtout, démotivé. « L'homme ne compte pas. Ce n'est pas des kilos-francs... ». Le malaise, général chez EDF et dans l'ensemble du secteur public, est ici manifestement encore plus mal vécu qu'ailleurs. Habitué pendant dix ans à une évolution de carrière très rapide, les agents de centrales se font mal à l'arrêt du programme d'équipement. « Les gens sont en poste et ne savent pas s'ils y resteront cinq ans, dix ans. On parle plus de changement de région ou de reconversion que de promotion. La motivation n'est plus la même », explique un adjoint chef de quart.

Morosité, dégradation des conditions de travail, profils de carrière plats — ajoutons, pour faire bonne mesure, blocage du pouvoir d'achat — le syndrome des infirmières a bel et bien touché les centrales nucléaires françaises. La direction le sait et s'inquiète, mais le remède n'est pas évident. Depuis Tchernobyl diverses mesures ont été prises pour améliorer la sécurité, affiner les procédures d'urgence, informer les populations voisines, mais le problème posé par le « facteur humain », lui, reste entier. « Malheureusement, quand deux agents font une erreur, deux psychologues viennent de Paris pour l'interroger, raconte un technicien qui, manifestement, parle d'expérience. Ça donne : « Est-ce que vous buvez ? »... »

La « mission facteur humain », lancée par la direction générale à la suite des incidents de l'été, a commencé début octobre à enquêter dans trois centrales : Dampierre, Gravelines et Flamanville. Annonce-t-elle une réforme de fond ? Rien n'est moins sûr. « La dégradation de la sûreté est un problème technique pointu, à qui va-t-on demander la réponse ? Je n'ai pas de recours interne ! » Fit encore, la gestion conduit de plus en plus souvent, assure-t-il, à sauter les étapes, à bâcler, voire à court-circuiter — on dit « ahurer » — les sécurités ou les contrôles nécessaires, mais trop coûteux. « Qui n'a pas vécu un verrouillage de la hiérarchie ? » demande le chimiste. « Réponse, explique l'ingénieur, on a perdu des éléments combustibles pour avoir volontairement sauté un contrôle de routine : « Allez hop, on ne va rien trouver comme d'habitude, commençons à charger ! » Résultat : « On a perdu huit jours pour seigner huit heures... ».

Autres causes, mêmes effets : la pagaille, les défauts d'organisation et les conditions de travail souvent très mauvaises ne permettent pas d'entretenir la « culture de qualité » si chère à EDF. « C'est un peu le bazar, dit un technicien, toujours toujours plus vite. On est bousculé. On n'a pas le temps de réfléchir. On lit les rapports en Z... » L'an dernier, assure-t-il, si la révision avait été analysée en temps réel, on aurait pu le compte rendu du technicien responsable du changement des soupapes, et l'incident aurait été évité.



BRITO

plus en moyenne par réacteur qu'un cours de la période précédente.

Pour ce qu'on sait. Car ce n'est que la partie émergée de l'iceberg : la méfiance joue aussi vis-à-vis des « camarades », soupçonnés d'hostilité vis-à-vis du nucléaire. « Les incidents ont toujours existé, avouent-ils après une heure de circulations. On ne le dit pas. A Gravelines il n'y a pas eu que ça ! ». Et d'énumérer pile-voilà la liste des « trucs grossiers » arrivés ça et là dans telle ou telle centrale et passés quasiment impérisés : inondations du site, erreurs de système ou de manipulation, « récupération au lasso de crayons combustibles tombés au fond de la cuve » (sic), « écartement d'un faux élément combustible au fond de la piscine de stockage, grappes bloquées, etc. Arrêtez, vous allez faire peur ! », tranche l'ingénieur.

Des « pépins » inoffensifs, mais accablants ! « Ce n'est pas dange-

re raconte un technicien. Il a tout oublié de la technique. Il ne sait plus faire que des intégrales, et encore ! Si je me trouve confronté à un problème technique pointu, à qui vais-je demander la réponse ? Je n'ai pas de recours interne ! » Fit encore, la gestion conduit de plus en plus souvent, assure-t-il, à sauter les étapes, à bâcler, voire à court-circuiter — on dit « ahurer » — les sécurités ou les contrôles nécessaires, mais trop coûteux. « Qui n'a pas vécu un verrouillage de la hiérarchie ? » demande le chimiste. « Réponse, explique l'ingénieur, on a perdu des éléments combustibles pour avoir volontairement sauté un contrôle de routine : « Allez hop, on ne va rien trouver comme d'habitude, commençons à charger ! » Résultat : « On a perdu huit jours pour seigner huit heures... ».

Après traitement, pour permettre la comparaison avec la situation du premier semestre 1988, le résultat courant avant amortissement des écarts de consolidation et avant impôt s'établit à 24,3 MF (contre 12,722 MF pour le premier semestre de l'exercice précédent).

Le chiffre d'affaires hors TVA est de 86,949 MF pour ce premier semestre (contre 45,434 MF).

L'activité du premier semestre est caractérisée par l'achèvement de l'essentiel de l'opération de promotion GAMBETTA DÉFENSE V (la totalité étant louée et vendue depuis un certain temps déjà).

L'événement majeur du second semestre est évidemment la livraison en août de septembre du CNIT à LA DÉFENSE.

Une participation de 15 % a été prise dans la SNC VALMY SUD devant réaliser le JAPAN TOWER (30 000 m² environ).

L'immeuble place du Palais-Bourbon à Paris a été vendu, dégageant une plus-value de 21 MF.

Les perspectives de progression du résultat sont donc confirmées.

VÉRONIQUE MAURUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



4, place de la Défense
Codex 26, 92090 Paris-la Défense

Le conseil d'administration, réuni le 12 octobre 1989, a examiné la situation consolidée arrêtée au 30 juin 1989.

Après traitement, pour permettre la comparaison avec la situation du premier semestre 1988, le résultat courant avant amortissement des écarts de consolidation et avant impôt s'établit à 24,3 MF (contre 12,722 MF pour le premier semestre de l'exercice précédent).

Le chiffre d'affaires hors TVA est de 86,949 MF pour ce premier semestre (contre 45,434 MF).

L'activité du premier semestre est caractérisée par l'achèvement de l'essentiel de l'opération de promotion GAMBETTA DÉFENSE V (la totalité étant louée et vendue depuis un certain temps déjà).

L'événement majeur du second semestre est évidemment la livraison en août de septembre du CNIT à LA DÉFENSE.

Une participation de 15 % a été prise dans la SNC VALMY SUD devant réaliser le JAPAN TOWER (30 000 m² environ).

L'immeuble place du Palais-Bourbon à Paris a été vendu, dégageant une plus-value de 21 MF.

Les perspectives de progression du résultat sont donc confirmées.

CRÉDIT FONCIER
UNE SICAV DE CAPITALISATION
AU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Profitant de la nouvelle opportunité offerte par la loi, le Crédit Foncier a décidé de proposer à ses clients une SICAV de capitalisation.

C'est la SICAV monétaire FONCIER COURT TERMES, créée en 1987, qui va adopter ce nouveau régime soumis à une fiscalité très attractive (*).

La priorité sera ainsi donnée à la plus-value. Les revenus capitalisés par la SICAV ne seront plus distribués sous forme de dividendes annuels mais seront réinvestis automatiquement. Ainsi, les actionnaires pourront à leur gré, soit accroître leur capital en franchise d'impôt, soit, en cas de cession, bénéficier d'une taxation modérée, voire nulle, sur les plus-values.

(*) Sous réserve de l'assemblée générale extraordinaire réunie à cet effet.

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1989

Le conseil d'administration, réuni le 12 octobre 1989 sous la présidence de M. Serge Dassault, a examiné les comptes du premier semestre 1989.

I - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE :
Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1989 s'élève à 8 734 millions de francs. A fin 1989, il devrait être en progression par rapport à celui de l'exercice 1988.

Le bénéfice consolidé du premier semestre 1989 avant impôt, participation et inférence des salaires s'établit à 839 487 000 F, notamment du fait des filiales.

La part revenant aux Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation, déduction faite des intérêts minoritaires, s'élève à 757 433 000 F.

II - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION :

Le montant des commandes enregistrées au premier semestre 1989 s'élève à 4 860 millions de francs. Le montant des commandes espérées à fin 1989 devrait atteindre un niveau égal à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1989 s'élève à 7 912 millions de francs. A la clôture de l'exercice, il devrait cependant être supérieur à celui de 1988.

Le bénéfice au 30 juin 1989 s'élève à 483 583 000 F avant impôt, participation et inférence des salaires, à comparer à celui du premier semestre 1988 qui s'élevait à 431 994 000 F.

Le président a, en outre, souligné que les huit premiers mois de 1989 ont été marqués par la notification par l'État du marché du troisième prototype-air du Rafale.



Le conseil d'administration du Groupement foncier français, réuni sous la présidence de M. Bertrand Balazuc, a autorisé les modalités de l'augmentation de capital arrêtée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 septembre 1989 (1).

L'opération portera sur 1 108 772 actions nouvelles, au prix de 250 F chacune, avec jouissance au 1^{er} juillet 1989.

Chaque action nouvelle sera assortie de 2 bons donnant droit à la souscription ultérieure d'actions du Groupement foncier français :

— 1 bon A à échéance du 31 décembre 1990 (4 bons A donneront droit à la souscription d'une action au prix de 300 F jusqu'à cette date) ;

— 1 bon B à échéance du 31 décembre 1991 (4 bons B donneront droit à la souscription d'une action au prix de 330 F avant cette dernière date).

Ces bons feront l'objet d'une cotation jusqu'à leur échéance.

La période de souscription à ces ABSA (Actions avec bons de souscription d'actions) a été fixée du 16 octobre au 6 novembre prochains.

Deux actions anciennes donnent droit à souscrire à une action nouvelle. Les droits sont négociables et feront l'objet d'une cotation pendant toute la période de souscription.

Le produit de cette émission, de l'ordre de 275 millions de francs, est destiné au financement du développement externe du Groupement foncier français. Il permettra notamment, dans l'immédiat, une prise de participation de 25,5 % à égalité avec le groupe Thomson, dans une SICOMI résultant de la fusion de COFRACOMI, société créée par le Groupement foncier français avec SICOMILEC, SICOMI du Groupe Thomson.

Le Conseil a également pris connaissance des résultats prévus pour l'exercice 1989 qui se situent autour de 75 millions de francs, en hausse de 45 % par rapport à ceux de l'exercice 1988, ainsi que des perspectives des exercices 1990 et 1991, qui se révèlent, elles aussi, favorables.

(1) Bolo du 9-10-1989. Une note d'information qui a obtenu le visa COB n° 88-436 en date du 3-10-1989 est disponible sans frais, sur simple demande, auprès des établissements chargés de recevoir les souscriptions et un siège social de la société — Groupement foncier français — Tour Franklin, Codex n° 11 — 92081 Paris la Défense.

L'ORÉAL

Pour le premier semestre 1989, le chiffre d'affaires consolidé de L'ORÉAL et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 14,55 milliards de francs. La progression de ce chiffre d'affaires a été de 17,5 % par rapport à la même période de 1988. Les cosmétiques consolidés ont, eux, progressé de 20 % pour ce premier semestre.

La situation consolidée au 30 juin 1989 fait ressortir un résultat avant impôt, participation et plus ou moins values brutes de 1,51 milliards de francs, soit une croissance de + 17,7 % par rapport au 30 juin 1988.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les banques, les sociétés de bourse ou les établissements financiers, ainsi que, par minitel, la base de données "3616 CLIFF" et vos journaux habituels.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AU SOMMAIRE D'OCTOBRE
Le Monde des PHILATELISTES
Officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- 1840 : la révolution postale commence en Angleterre.
- Le dernier bureau de poste ambulant routier français.
- Cartes postales : la guerre aux statues à Paris en 1940.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

MARCHÉS FINANCIERS

Rapprochement bancaire

Accord de coopération
entre le Crédit foncier de France
et la Bayerische Vereinsbank

Le Crédit foncier de France (CFF) et la Bayerische Vereinsbank, spécialistes, chacun sur leur territoire, dans le financement de l'immobilier, ont signé le lundi 16 octobre un protocole de coopération. Celui-ci se traduira immédiatement par le financement conjoint d'opérations en France et en RFA, et par le développement de prestations de services réciproques (services administratifs et bancaires, expertise immobilière).

A terme, cet accord devrait aboutir à la création de sociétés communes pour favoriser les interventions des deux établissements sur les marchés français et allemand, notamment dans les crédits promoteurs et les crédits à long terme. Les deux partenaires envisagent également la constitution d'un fonds d'investissement immobilier européen.

Cet accord s'inscrit dans la mise en place du grand marché euro-

péen, le CFF et la Bayerische Vereinsbank misant sur une politique de partenariat pour consolider et élargir leurs positions dans leur secteur.

La Bayerische Vereinsbank est la première banque hypothécaire ouest-allemande. Son bilan s'élève à 569 milliards de francs, ses fonds propres à 14 milliards et son bénéfice à 682,5 millions. L'encours de ses prêts dans le domaine hypothécaire, qui représente 70 % de son activité, atteint 332,5 milliards de francs.

La politique de partenariat menée en Europe par le CFF s'est déjà traduite par la conclusion en 1988 de deux accords qui ont donné naissance à des sociétés spécialisées dans le crédit hypothécaire : Sociedad Iberica de credito inmobiliario en Espagne avec le Banco Hipotecario, et le Capital Home Loans Limited en Grande-Bretagne avec la Société Générale.

Armement

Thomson-CSF et British Aerospace
projetent de rapprocher
leur production de missiles

Le groupe français Thomson-CSF et le groupe britannique British Aerospace ont décidé de soumettre à leur gouvernement respectif un projet d'accord qui vise à réunir leurs activités dans les domaines de la conception des missiles sol-air et air-air et des équipements de guidage de ces engins.

Comme sous la dénomination de projet « Eurodynamics » et mis à l'étude depuis décembre 1988, cet accord industriel était en réalité en négociation depuis deux ans environ.

Si les deux gouvernements impliqués l'approuvaient, ce projet reviendrait à constituer une société commune (à égalité d'engagement financier) qui serait chargée de rationaliser la production de part et d'autre de la Manche au sein d'une

même entreprise regroupant de l'ordre de 15 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs.

D'autres sociétés françaises, comme Aérospatiale ou Matra, ont déjà bâti des accords du même genre avec d'autres entreprises européennes, notamment ouest-allemandes, italiennes ou espagnoles. L'accord entre Thomson-CSF (par le biais de son secteur « électronique des systèmes d'armes » qui intègre plusieurs filiales) et British Aerospace (par l'intermédiaire de sa filiale BAe Dynamics à Stevenage) est indépendant du projet qui forme les deux mêmes sociétés de rechercher en commun l'entreprise britannique Ferranti.

Pour atteindre une capacité de production de 600 000 tonnes

La Rochette investit
deux milliards de francs
dans la pâte à papier

Le groupe papeter La Rochette a annoncé la semaine passée un quasi-quadruplement de son bénéfice semestriel consolidé (120,5 millions de francs, contre 34,52 millions de francs au premier semestre 1988) et un programme d'investissement de 2 milliards visant à développer sa capacité de production de pâte à papier. Ce programme, que le président de La Rochette, M. François Blondot, juge « quasi autofinanciable », doit permettre la montée en puissance des unités de production de pâte du groupe, rassemblées dans sa filiale CDRA (La Cellulose du Rhône et d'Aquaine). La Rochette veut ainsi accroître sa capacité annuelle de production de pâte de 440 000 tonnes à 600 000 tonnes. 1,5 milliard de francs seront investis dans l'usine de Saint-Gaudens pour lui permettre de « sortir » 320 000 tonnes de pâte l'an (contre 200 000 tonnes actuellement), dont au moins 120 000 tonnes de résineux. L'unité de Tarascon (Bouches-du-Rhône) recevra 350 millions de francs pour sa modernisation qui

doit lui permettre de porter à 280 000 tonnes (+ 40 000 tonnes) sa production annuelle.

250 millions de francs seront enfin consacrés à des mesures destinées à valoriser les métiers forestiers, comme la mécanisation, la formation et la recherche dans le domaine sylvicole. Le groupe La Rochette, qui emploie trois mille sept cents personnes sur vingt et un sites industriels, est présent sur les massifs forestiers, couvrant quarante départements.

Au cours des dix derniers jours, son titre, coté à Paris, a fait l'objet de rattrapages soutenus, progressant de 18 % en fin de semaine pour s'établir à 180 F le 9 octobre. M. Blondot a estimé que cette variation était probablement due à « un acheteur voulant réaliser un coup financier ». 40 % du capital de La Rochette sont en circulation sur le marché. Les 60 % restants sont entre les mains du personnel, de Paribas et du Crédit agricole, avec environ 20 % pour chacun.

E. F.

EN BREF

□ M. Bernard Arnault s'est totalement désengagé du secteur textile. — Le président de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) vient en effet de céder à Prouvost SA la participation de 27 % qu'il détenait encore dans la Laimère Holding, filiale du groupe Prouvost de M. Christian Derouy. Cette cession intervient quelques jours après celle des 21 % que détenait Boussac-Saint-Frères dans EVI, le holding du groupe Prouvost. En juillet dernier, M. Arnault avait déjà vendu les activités industrielles de Boussac-Saint-Frères à Prouvost. Moins de cinq ans après avoir repris l'empire Boussac, M. Arnault s'est donc débarrassé de toutes les activités textiles pour se consacrer exclusivement au luxe et à la distribution.

□ L'Institut Mérieux persiste dans son OPA sur le canadien Comsanget Bio Sciences. — Après la décision du gouvernement canadien de bloquer l'OPA de Mérieux sur Comsanget (le Monde daté 15-16 octobre), M. Alain Mérieux, PDG de l'Institut lyonnais, a déclaré samedi 14 octobre que l'offre déposée le 28 septembre au prix de 37 dollars canadiens « reste ouverte jusqu'à la fin des négociations avec le ministre ». Mérieux, qui dispose de trente jours pour faire une autre offre, a souligné qu'il avait donné des garanties sur le maintien et le développement des activités de recherche au Canada et proposé de construire, d'ici cinq à sept ans, un centre de biotechnologie dans l'Ontario.

LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, base 100: 31 décembre 1988

6 oct. 13 oct.

Valeurs étrangères	119,1	117
Valeur industrielle	140,2	137,9
Chiffre	128,5	128,4
Métallurgie, sidérurgie	132,2	126,5
Électrifié, électronique	119,0	118
Minéraux et semi-conducteurs	122	120,1
Ind. de commerce, non affil.	119,4	117,5
Agricoles	191	190,5
Distributions	149,8	148,5
Transports, hélic. services	130,1	129
Assurances	209,4	210,2
Crédit banque	116,3	114
Sciens	103,9	103,8
Immobilier et finance	119,7	118,5
Industrie et construction	129,5	128,5

BOURSE DU 13 OCTOBRE

Cours relevé
2 476 00

[illegible]

Comptant

(collection)

SICAV

(collection)

13/10

VALEURS	% du com.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Ensemble Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Ensemble Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Ensemble Frais incl.	Rachet net
Obligations	121	3 448	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
S.O. 6.50 % 77	121	3 448	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10.00 % 78/04	102 80	1 164	Chenon (B)	2080	2080	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10.25 % 80/00	101 86	4 782	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10.25 % 82/89	101 43	12 117	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10 % juin 82	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10.00 % 84/00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10.40 % 84/00	110 05	10 080	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
12.25 % 84/00	104 08	0 187	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
11 % 85 05	111 70	7 052	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
10.25 % 85 05	104 05	0 004	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre	223	223	Magnat S.A.	716	716	Vinc.	1157 24	1158 01	France Générale	268 22	267 08	Polina Reine	91 05	90 80	Polina Reine	91 05	90 80
0.00 % 20 00	100 00	0 000	C.I.C. Fin. de Cl. Maitre</																	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posta 4330

BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 octobre

Coup de tabac

Les réactions au mini krach de Wall Street du vendredi 13 ont été particulièrement violentes, lundi à Paris. Ainsi, la cotation des valeurs françaises composant l'indice CAC 40 n'ont pu s'effectuer durant une partie de la matinée en raison d'un trop fort décalage à la baisse. Les valeurs perdaient plus de 9 % en moyenne.

Les ordres de vente émanaient plus de la clientèle privée que des institutionnels. Parmi les rares titres échangés, on notait Euro-tunnel (-13 %), les Laboratoires Roger Bellon (-7,79 %) et Bis (-7,58 %). La seule valeur en hausse était la BIP (+4,3 %).

Northwest achète quatre-vingt-dix Boeing. — Dans la série des commandes géantes qui auront marqué l'année 1989, la compagnie aérienne américaine Northwest Airlines vient d'acquiescer vingt-dix appareils auprès de Boeing, pour un montant total de 5,2 milliards de dollars (33 milliards de francs). Il s'agit de six Boeing 747-400, et de quarante 757 commandés ferme, de quatre Boeing 747-400 et de quarante 757 en option. Les livraisons de ces appareils s'étaleront de 1993 à 1998.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un article de Jean-Pierre Chevènement à propos de *Tous azimuts*, le dernier livre de Régis Debray : social : « Le juge, le gréviste et la loi » par Adeline Hazan et François Ballouhey, « La mobilisation au quotidien » par Pierre Bouvier 2

Banditisme en Côte d'Ivoire

M. Houphouët-Boigny a décidé d'engager les forces armées aux côtés des policiers pour assurer l'ordre public 6

M. Marchais réplique à M. Fiterman

Le secrétaire général du PC s'est prévalu de l'écrasante majorité du parti contre l'intervention de M. Charles Fiterman lors de la réunion du comité central. Il a reproché à ce dernier ainsi qu'à M. Aricet La Paro de mettre en cause la ligne de la direction « sur un certain nombre de questions fondamentales » ... 9

Coup de passion pour l'Est

La classe politique française se passionne pour l'évolution des pays de l'Est, partagée entre l'enthousiasme, la prudence et le scepticisme 10

SECTION B

Les nouvelles frontières des télévisions

L'Europe des images doit s'adapter aux frontières des langues, des cultures et des intérêts. Un bilan du MIPCOM qui vient de s'achever à Cannes 13

Sécurité urbaine et prévention

A la conférence internationale de Montréal, un consensus s'est dégagé pour admettre que l'efficacité de la lutte contre la délinquance ne passe pas seulement par la répression mais aussi par la prévention 14

Les commissaires de police changent de cap

Changement radical d'attitude au congrès du syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale qui ouvre le dialogue avec le ministre de l'Intérieur et choisit la voie de la modernisation 14

Grève à l'école Louis-Lumière

En grève depuis le 5 octobre, les élèves et les enseignants de l'école nationale Louis-Lumière demandent le rattachement au proviseur et un statut d'établissement supérieur pour leur école 15

Les enregistrements de guerre de Furtwängler

1942-1944 : le chef d'orchestre allemand enregistre à Bayreuth, 1945 : les Soviétiques saisissent les bandes. 1989 : Deutsche Grammophon les édite en disques compacts Polémiques 17

Une conférence à Paris

Des témoignages accablants sur la répression irakienne au Kurdistan

Les opérations menées contre les autonomistes kurdes, tant en Turquie qu'en Iran, ont fait seize nouvelles victimes, le samedi 14 octobre : neuf Kurdes, dont une femme, ont été tués par les forces de Téhéran dans le Kurdistan d'Iran, tandis que sept autres, parmi lesquels deux femmes, ont été abattus par les troupes d'Ankara dans le Kurdistan turc.

Des trois pays abritant le peuple kurde, dont la revendication autonome a été — et est toujours — réprimée avec la plus grande dureté, l'Irak est incontestablement fait figure d'accusé numéro un. Les samedi 14 et dimanche 15 octobre, à Paris, lors de la première Conférence internationale sur les Kurdes qui s'est tenue à l'initiative de l'Institut kurde de Paris et sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Liberté. Si la Turquie et l'Iran ont été dénoncés pour leur politique visant à nier l'identité du peuple kurde et à réprimer ses demandes d'autonomie, c'est l'Irak

qui a fait l'objet des témoignages les plus accablants sur la dureté des opérations de répression au Kurdistan.

Ces trois pays avaient, auparavant, manifesté un certain mécontentement concernant l'organisation d'une telle conférence, à laquelle la présence de Mme Mitterrand donnait un relief particulier. Mais l'Irak est allé plus loin, puisqu'il a — vainement — tenté de faire entendre son point de vue, dimanche, en envoyant au centre de conférences internationales un membre du « conseil législatif » de la région autonome kurde, qui a finalement renoncé à prendre la parole devant l'opposition de la majorité des participants. Ceux-ci ont, en effet, refusé qu'un « mercenaire » paraisse devant eux, malgré les efforts déployés par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, pour qui « accepter d'entendre un ennemi est un grand pas ».

En écho aux insinuations de certains participants, comme M. Jalal Talabani, chef de l'un des deux mouvements autonomistes kurdes d'Irak et « bête noire » du régime de Bagdad, qui s'est demandé si « le gouvernement français n'avait pas une politique à double visage », M. Kouchner a souligné que la préparation de cette conférence avait été « un long combat » et s'était révélée difficile.

La seule « satisfaction » que Bagdad aura pu retirer de la conférence aura été l'acceptation par Mme Mitterrand de l'invitation à se rendre au Kurdistan que le gouvernement irakien lui a transmise. L'épouse du président de la République a, toutefois, posé comme condition à une telle visite d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires.

Enfin, dans ce qui risque fort de rester à l'état de vœu pieux, la conférence a permis de voir les Kurdes (répartis entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'URSS et la Syrie) obtenir un statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU.

Musique d'Ambronay

Les témoins de la musique ancienne sont au rendez-vous du Festival d'Ambronay, dans l'Ain. Le public suisse 17

Lyon : Théâtre du VIII^e

L'une des institutions lyonnaises connaît une crise financière 18

Judo : les Japonais contestés

A la dernière minute du dernier combat des championnats du monde, à Belgrade, les judokas japonais ont conservé leur ancienne suprématie que contestent Français et Soviétiques 19

SECTION C

L'électronique européenne

Une industrie sous influence américaine-japonaise 25

Le conflit des finances

M. Berégovoy ne laissera pas bafouer l'autorité de l'Etat alors que FO menace de bloquer le paye des fonctionnaires 25

La journée mondiale de l'alimentation

Comment aider les pays pauvres à revenir à des cultures vivrières... 25

Affaires

Les SICAV à court terme : une forme de rémunération des dépôts à vue 26

CHAMPS ECONOMIQUES

Malte aux portes de la CEE

L'ancienne forteresse des chevaliers voudrait être le troisième membre de la Communauté, mais souhaite aussi devenir un paradis fiscal... sans euro-dollar 27

Pologne : une agriculture archaïque

Les paysans vivent pratiquement en autarcie, sans grand changement depuis quarante-trois ans. Ils ne produisent pas davantage, faute de pouvoir trouver les équipements nécessaires 28

La chronique de Paul Fabra

Les manœuvres sur le dollar et les risques de récession 30

Services

Abonnements 21
Campus 21
Carnet 21
Loto, Loto sportif 21
Marchés financiers 32 et 33
Météorologie 22
Mots croisés 21
Radio-Télévision 22
Spectacles 20
La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 15-16 octobre 1989 a été tiré à 543 522 exemplaires

Poursuite de la grève à Mulhouse et Sochaux

La direction de Peugeot fait des propositions sur les bas salaires

Un certain regain de la mobilisation des grévistes était perceptible le lundi 16 octobre dans les usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux, alors que les négociations entre les syndicats et la direction ont repris à 10 heures au siège parisien de PSA. A Mulhouse, près de quatre cents grévistes ont voté la poursuite de l'action, tandis qu'à Sochaux plus de salariés que ces derniers jours ont manifesté dans l'usine (où, pour la première fois depuis le début du conflit, des volontaires ont travaillé samedi matin).

Lundi matin, la direction devait formuler des propositions précises concernant le treizième mois, les bas salaires, et l'intéressement, à l'occasion de la deuxième réunion de négociation. Vendredi, lors de l'ouverture des discussions, elle avait accepté de lever les sanctions à condition qu'aucune entrave à la liberté du travail n'intervienne d'ici au 20 octobre.

La direction a proposé d'inscrire les primes liées au poste de travail dans le calcul du treizième mois, ce qui représente de 350 à 800 F par an. Par ailleurs, les absences consécutives à des accidents de travail ou de trajet ne pourront plus réduire le montant du treizième mois.

EN BREF

RD : poursuite des mouvements de réfugiés. — Mille cinq cents Allemands de l'Est réfugiés à Varsovie devaient être acheminés en RFA par bateau ou par avion à partir de lundi 16 octobre. Un accord est intervenu ce week-end à ce sujet entre les gouvernements polonais et ex-allemand. Berlin-Est, qui a accepté de donner aux réfugiés les documents de voyage appropriés pour aller dans le pays de leur choix, souhaitait apparemment cette fois éviter qu'ils ne voyagent en train à travers le territoire ex-allemand. Par ailleurs, le flot de réfugiés passant par la Hongrie reste toujours aussi élevé. Près de quatre mille Allemands de l'Est ont emprunté cette voie au cours du week-end pour gagner la Bavière. — (AP, AFP)

(Publié)

Pourquoi, avec les mêmes qualités l'un réussit et l'autre pas ?

Question de chance ? Pas seulement

Quand on parle de « nos semblables », le mot est juste. Car, au départ, biologiquement, nous disposons tous des mêmes armes et des mêmes possibilités. Simplement, ceux qui se détachent du peloton ont su trouver le meilleur mode d'emploi d'eux-mêmes.

Chance ou malchance, cela ne joue pas à longueur de vie. Chacun voit passer le même nombre d'occasions favorables ou défavorables. Et invoquer une systématique « mauvaise étoile » n'est qu'une excuse facile à un certain manque d'énergie.

Certes, des obstacles empêchent d'avancer dans la vie. Mais il faut avoir la lucidité de les chercher d'abord en nous.

C'est là l'originalité de la méthode Borg. Faire prendre conscience qu'on utilise mal ce que d'autres utilisent bien. Et donner à chacun les moyens d'aller jusqu'au bout de lui-même.

Prenons l'exemple de la mémoire. Elle est prodigieuse. Apprendre vite une langue étrangère ou le par cœur d'un discours d'une heure, n'importe qui en est capable.

Et ne dites pas non, en ce qui vous concerne. La méthode Borg l'a démontré depuis cinquante ans (même à des hommes politiques dont le nom vous surprendrait). Et elle peut vous le prouver demain, sur vous-même.

Comme elle révélera aussi bien au timide qu'il peut maîtriser sa respiration, ses battements de cœur et ses rougissements.

Mieux juger, mieux vouloir, mieux se faire apprécier. Si rien de tout cela n'était possible, pourquoi des hommes s'étaient réalisés en leur temps avec la Méthode Borg enverraient-ils aujourd'hui vers nous leurs garçons ou leurs filles ?

Il ne s'agit pas de cours par correspondance, avec devoirs à la clé. Ni de livres-conseils passe-partout. C'est une méthode — et qui tient compte du fait que chaque être est unique au monde.

Un correspondant expose les difficultés qu'il ressent, lui. A la méthode Borg de s'adapter à lui. En combinant certaines formes d'assistance psychologique pratique et les techniques capables d'aider qui le souhaite à devenir réellement ce qu'il est — c'est-à-dire toujours plus que ce qu'il croit être.

Encore un peu sceptique ? Demandez donc (c'est absolument gratuit) ce petit livre signé W.R. Borg, dont le titre n'est qu'apparemment ambitieux : *Les Lois Eternelles du Succès*. Il mérite d'être lu et qu'on y réfléchisse. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 168 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir et lettres majuscules en donnant votre adresse permanente, et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 168 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Age Profession
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le français, langue étrangère

FINI l'argot, terminé ! Il a été enterré hier à Besançon par trois cents spécialistes de ce qu'on appelle aujourd'hui — décidément, ce siècle est d'un cuistre ! — l'argotologie. L'argot du Moyen Age, l'argot langue d'oïlle, l'argot langue des mauvais garçons, l'argot langue perpétuellement réinventée, merci Villon, merci Dard, voilà l'argot langue vivante promise au rang de langue morte, avec le grec et le latin. D'ici à ce qu'on l'enseigne en Sorbonne, au département de linguistique, il y a pas loin !

Je veux bien que l'argot, code secret, ait été remplacé par le jargon et puis le verlan, mais faut quand même pas pousser, celui qui fleurit, de génération en génération spontanée, entre les pavés des cours de récré, il s'est jamais mieux porté. La preuve, cette pile de dictionnaires revus et corrigés tous les deux ans : le français tel que le parlent vos enfants. Un français langue étrangère aux adultes, langue dont quelques expressions immédiatement récupérées et répandues, avec quelle force, quel impact, par la pub se sont imposées, vite défrêchées, dans les médias.

Et puis, il y a son synonyme. Argot, voir jargon. Et là, c'est l'explosion, le délire. La surenchère, la folle galopante. Pauvre Molière avec ses malheureuses précieuses et ses petites marquis, il aurait plus où donner de la tête, aujourd'hui. L'administration et l'université font assaut d'herminette pédant, pesant, et prétendument valorisant. On ne dit plus balayer de rue, on dit technicien de surface. On le dira pas longtemps. D'ici à la fin du siècle je vous fiche mon billet que technicien ce sera devenu péjoratif, ça signifiera manque d'imagination, de sens esthétique, d'inspiration ; faudra les rebaptiser, les mecs, pour pas qu'ils se vexent, faudra les appeler des poètes du bitume.

Remarque, nous, pareil. Un journaliste déteste qu'on parle de son article. S'agit d'une chronique, attention ! La quotidienneté, c'est nul, c'est éphémère, ça se termine sur une toile cirée où l'on déballe salades et poissons. Vous me direz : Plains-toi, avant, tes croûtes, elles auraient fini aux toilettes. Maintenant, avec un peu de chance, elles vont faire comme pour l'argot : étude de texte au bachelot.

don au 30^e coup, ce dernier ayant perdu une pièce. Dans la seconde demi-finale, Karpov et Vassourov ont conclu leur sixième partie par la nullité et sont à égalité au score (3-3).

METRAGE ET "COUTURAGE" SONT LES DEUX MERVEILLES DE LA MODE

COUTURE + COURAGE = "COUTURAGE" c'est-à-dire votre robe, jupe ou ensemble faits par vous, à votre goût, à votre idée, etc. METRAGE, aucun problème, il y en a des milliers chez Rodin, de toutes les matières, couleurs, dessins, fantaisies. Les Nouveaux Metrages, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ELYSEES PARIS



Devinez pourquoi

on les appelle

les précis



Synthétiser un thème de façon exhaustive demande une compétence que seul Dalloz peut vous apporter. Constamment réactualisés, ils ont la qualité qu'on est en droit d'exiger d'eux. Comme leur nom l'indique.

Dalloz-Les indispensables

مكتبة الامن الاصل